



European Asylum Support Office

# EASO

## Rapport d'information sur les pays d'origine (COI)

### Iraq

## Indicateurs socio- économiques clés



Février 2019

SUPPORT IS OUR MISSION





EASO

Rapport d'information sur  
les pays d'origine (COI)

Iraq

Indicateurs socio-  
économiques clés

Ni l'EASO ni quiconque agissant en son nom ne peuvent être tenus responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication.

D'autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet (<http://europa.eu>).

ISBN: 978-92-9485-048-5

doi: 10.2847/105627

© European Asylum Support Office (EASO) 2019

Sauf indication contraire, la reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

Pour les contenus reproduits dans la présente publication et appartenant à des tierces parties, se référer aux mentions relatives aux droits d'auteur des dites tierces parties.

Photo de couverture: Carillet, Joel (iStock), 685898768: Quartier d'Ankawa à Erbil, camp de PDI chrétiennes irakiennes, 20 mai 2017, [url](#)

## Remerciements

Le présent rapport a été rédigé par l'Office de la migration du ministère slovaque de l'intérieur (service de documentation et de coopération étrangère), avec la contribution de la section COI de l'EASO. Par ailleurs, les services nationaux d'asile et de migration suivants ont procédé à une relecture du présent rapport, en concertation avec l'EASO:

Estonie, Service estonien de la police et des garde-frontières

Hongrie, Bureau de l'immigration et de l'asile, Centre de documentation

Le présent rapport a également été relu par un expert indépendant:

Géraldine Chatelard, socio-anthropologue et spécialiste de l'histoire contemporaine. G. Chatelard est consultante indépendante et chercheuse en sciences sociales actuellement associée à la branche iraquienne (Erbil) de l'Institut français du Proche-Orient. Au cours des 15 dernières années, elle a mené des travaux de recherches et publié des contributions sur les questions de migration et de déplacement dans la région, notamment sur la situation socio-économique et humanitaire en Iraq. Depuis 2014, elle consacre en moyenne un tiers de son temps à mener des recherches sur le terrain dans diverses régions d'Iraq (Kurdistan, Bagdad, Nadjaf, Kerbala, Bassora et d'autres gouvernorats du sud et, plus récemment, Mossoul), notamment en ce qui concerne le déplacement forcé, le retour et la réintégration des migrants et des réfugiés, ainsi que la politique des identités religieuses.

La relecture effectuée par les services, experts ou organisations susmentionnés contribue à la qualité globale du rapport, mais ne vaut pas nécessairement approbation formelle du rapport final, cette approbation relevant de l'entière responsabilité de l'EASO.

# Table des matières

Remerciements .....	3
Table des matières .....	4
Avertissement .....	7
Glossaire et abréviations.....	8
Introduction.....	10
Methodologie.....	10
Structure et utilisation du présent rapport .....	11
Carte .....	12
1. Vue d'ensemble du pays .....	13
1.1 Démographie.....	13
1.2 Contexte humanitaire .....	14
1.2.1 Besoins humanitaires .....	15
1.2.2 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et réfugiés .....	18
1.3 Informations générales sur les villes clés.....	27
1.3.1 Bassora.....	27
1.3.2 Erbil.....	30
1.3.3 Bagdad .....	31
2. Aperçu de la situation économique .....	34
2.1 Généralités.....	34
2.2 Dommages liés au conflit et reconstruction .....	35
2.3 Bassora .....	36
2.4 Erbil .....	37
2.5 Bagdad .....	38
3. Emploi et moyens de subsistance .....	39
3.1 Aperçu général .....	39
3.1.1 Femmes .....	40
3.1.2 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées.....	41
3.2 Bassora .....	43
3.3 Erbil .....	44
3.4 Bagdad .....	47
4. Pauvreté .....	49
4.1 Aperçu général.....	49

4.1.1 Ménages dirigés par des femmes .....	49
4.1.2 Pauvreté infantile et travail des enfants .....	52
4.1.3 PDI.....	52
4.2 Bassora .....	53
4.3 Erbil .....	56
4.4 Bagdad .....	57
5. Sécurité alimentaire/sécurité hydrique .....	59
5.1 Aperçu général .....	59
5.1.1 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées.....	60
5.2 Bassora .....	61
5.3 Erbil .....	63
5.4 Bagdad .....	64
6. Logement et conditions de vie .....	67
6.1 Aperçu général .....	67
6.1.1 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées.....	69
6.2 Bassora .....	72
6.3 Erbil .....	73
6.4 Bagdad .....	76
7. Santé.....	79
7.1 Données relatives à la santé .....	79
7.2 Système de soins de santé et accès aux soins .....	80
7.2.1 Santé maternelle et infantile .....	82
7.2.2 Personnes handicapées .....	83
7.2.3 Soins de santé mentale.....	83
7.2.4. Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées.....	84
7.3 Bassora .....	85
7.4 Erbil .....	86
7.5 Bagdad .....	90
8. Éducation.....	93
8.1 Aperçu général .....	93
8.1.1 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées.....	94
8.2 Bassora .....	96
8.3 Erbil .....	97
8.4 Bagdad .....	99
9. Soutien et assistance .....	101
9.1 Aperçu général .....	101

9.2 SPD .....	101
9.3 Transferts d'espèces .....	102
9.4 Pensions .....	103
9.5 Allocations familiales .....	103
9.6 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées .....	104
9.6.1 Bassora.....	105
9.6.2 Erbil.....	106
9.6.3 Bagdad .....	106
10. Réseaux de soutien .....	108
10.1 Réseaux politiques et de favoritisme.....	108
10.2 Wasta .....	109
10.3 Réseaux de soutien familiaux et communautaires.....	110
10.4 Sécurité .....	113
10.5 Femmes.....	114
10.5.1 Femmes victimes de violences et centres d'accueil .....	114
10.5.2 Bassora.....	115
10.5.3 Erbil.....	115
10.6 Orphelins.....	117
Bibliographie .....	119
Termes de référence .....	143



# Avertissement

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie du Bureau européen d'appui en matière d'asile relative aux rapports d'information sur le(s) pays d'origine (2012)<sup>1</sup>. Il s'appuie sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées.

Les informations contenues dans le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Le présent document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, personnes ou organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas.

Par ailleurs, le présent rapport ne permet pas de se prononcer sur l'issue ou le bien-fondé d'une demande de protection internationale particulière. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme révélatrice d'une position juridique particulière.

Des termes tels que «réfugié», «risque» et autres termes similaires sont utilisés de façon générique et non au sens de la définition juridique figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile, dans la convention de 1951 relative au statut des réfugiés et dans le protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés.

Ni l'EASO ni quiconque agissant en son nom ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.

La rédaction du présent rapport a été achevée le 9 janvier 2019. Aucun événement survenu après cette date n'est mentionné dans ce rapport: la section «Méthodologie» de l'[Introduction](#) contient de plus amples informations sur la période couverte.

---

<sup>1</sup> La méthodologie de l'EASO se base en grande partie sur les lignes directrices communes à l'UE de 2008 pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (*Country of Origin – COI*), et peut être téléchargée sur le site internet de l'EASO: <http://www.easo.europa.eu>.

## Glossaire et abréviations

BHSP	Programme de services de santé de base (Basic Health Services Package)
CEDEF	Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CPI	Comité permanent interorganisations
CSSP	Centre de soins de santé primaire
DFAT	Ministère australien des affaires étrangères et du commerce (Australian Department of Foreign Affairs and Trade)
EIIS, EIIL, EI, Daech	État islamique en Iraq et en Syrie (EIIS), également connu sous le nom d'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL), d'État islamique (EI) ou de Daech
FMI	Fonds monétaire international
GRK	Gouvernement régional du Kurdistan
IDMC	Centre de suivi des déplacements internes (Internal Displacement Monitoring Centre)
ILA	Évaluation intégrée de lieu (Integrated Location Assessment)
IQD	Dinar iraquien
LGBTI	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées
MMD	Ministère de la migration et du déplacement
MNE	Munitions non explosées
NCCI	Comité de coordination des ONG en Iraq (NGO Coordination Committee for Iraq)
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PDK	Parti démocratique du Kurdistan, parti politique kurde en Iraq
PIB	Produit intérieur brut
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan, un mouvement armé kurde en Turquie
REG	Restes explosifs de guerre
RKI	Région du Kurdistan iraquien
RKI	Région du Kurdistan iraquien
SPD	Système public de distribution
TMI	Taux de mortalité infantile
UMP ou FMP	Unités de mobilisation populaire (UMP), également appelées Forces de mobilisation populaire (FMP), ou Hashd al Shaabi

UPK	Union patriotique du Kurdistan, parti politique kurde en Iraq
<i>Takfiri</i>	Mot arabe signifiant «mécréant»; idéologie islamiste extrémiste employée par l'EIIL consistant à désigner des individus comme apostats ou impurs
WASH	Eau, assainissement et hygiène (Water, Sanitation and Hygiene)
Wasta	Réseaux de soutien basé sur le mécénat
YPG	Unités de protection du peuple kurde

# Introduction

Le présent rapport a été rédigé par l'Office de la migration du ministère slovaque de l'intérieur (service de documentation et de coopération étrangère), avec la contribution de la section COI de l'EASO.

Il vise à fournir des informations sur les principaux indicateurs socio-économiques de l'Iraq en mettant l'accent sur Bassora, Erbil et Bagdad et en soulignant certains aspects de la situation des femmes et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) dans ces régions. Il s'agit d'informations pertinentes aux fins de la détermination du statut de protection internationale (détermination du statut de la protection, statut de réfugié et protection subsidiaire). Les termes de référence figurent à la fin du présent rapport. Celui-ci porte uniquement sur des aspects socio-économiques; les questions relatives à l'accès, à l'entrée et à la libre circulation ne sont pas traitées dans ce rapport. Elles le sont dans le rapport COI de l'EASO portant sur la mobilité intérieure en Iraq.

Le présent rapport doit être consulté en parallèle avec le document COI «[EASO COI Report – Iraq:Internal mobility](#)», qui fournit des informations complémentaires sur les questions relatives à l'accès, à la libre circulation, à la relocalisation et aux documents d'état civil, ainsi que sur les exigences pratiques et juridiques liées à l'entrée et au séjour.

## Méthodologie

Les termes de référence (TdR) du rapport ont été définis sur la base de la situation en Iraq, en tenant compte d'une enquête envoyée à des pays de l'UE+<sup>2</sup> avant la rédaction des TdR. Les résultats de cette enquête ont été pris en considération lors de la définition des TdR. Il a été décidé que le rapport centraliserait des informations sur les principales zones urbaines de Bassora, d'Erbil et de Bagdad, en tenant compte du contexte national. Des membres du réseau de spécialistes de COI et du réseau d'orientation par pays de l'EASO ont été consultés et invités à apporter leur contribution avant la finalisation de ces TdR.

Les informations contenues dans le rapport sont le résultat d'une analyse documentaire de sources publiques spécialisées, en version électronique et en version imprimée, menée entre juillet et août 2018. Des informations complémentaires ont été ensuite ajoutées dans le cadre d'un contrôle de la qualité effectué entre août et septembre 2018 par des experts en COI de l'UE+, l'EASO et un expert indépendant, Géraldine Chatelard. Ce processus de contrôle de la qualité a permis d'identifier plusieurs points clés à améliorer et une deuxième relecture a été apportée par G. Chatelard et l'EASO en décembre 2018. Aux fins du contrôle de la qualité, des experts et des spécialistes en COI des pays énumérés dans la section «[Remerciements](#)» ont procédé à une relecture du présent rapport; tous les commentaires formulés par les relecteurs ont été pris en considération et la plupart ont été intégrés dans la version finale. De nouvelles informations ont été ajoutées à l'occasion de ce processus de contrôle de la qualité. En outre, deux sources essentielles d'information parues récemment (la troisième évaluation intégrée de lieu de l'Organisation internationale pour les migrations [OIM] et l'aperçu des besoins humanitaires en Iraq de 2019 du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies [OCHA]) ont été ajoutées à la suite du processus de relecture, étant donné que ces dernières figuraient parmi les sources essentielles de la version originale nécessitant une mise à jour.

La période globale fixée pour la rédaction du présent rapport devait permettre de cerner les tendances de 2017-2018, en les replaçant dans le contexte du conflit avec l'EIL depuis 2014. Les rédacteurs ont constaté que toutes les sources n'indiquaient pas clairement si les informations qui concernaient l'Iraq

---

<sup>2</sup>États membres, Norvège et Suisse

incluaient ou non la région du Kurdistan iraquien (RKI). La source apporte parfois cette précision, parfois pas. Dans la mesure du possible, le présent rapport apporte cette précision.

## **Structure et utilisation du présent rapport**

Le présent rapport vise à fournir des informations utiles pour évaluer la procédure de détermination du statut de protection internationale, y compris le statut de réfugié et la protection subsidiaire, ainsi que pour aider l'EASO à réaliser son exercice d'orientation par pays sur l'Iraq.

Le rapport est divisé en chapitres portant sur d'importants domaines tels que le panorama économique, l'emploi et les moyens de subsistance, la pauvreté, la sécurité alimentaire et la sécurité hydrique, le logement et les conditions de vie, la santé, l'enseignement, le soutien et l'aide, ainsi que les réseaux de soutien (informels). Tous les chapitres contiennent des informations générales et, le cas échéant, des informations spécifiques au niveau municipal ou du gouvernorat concernant Bassora, Erbil et Bagdad, ainsi que les femmes, les enfants et les PDI.

*Ce rapport traduit contient des notes de bas de page et des renvois qui dirigeront le lecteur vers la version anglaise des rapports sur les pays d'origine de l'EASO. Pour utiliser ces renvois, veuillez vous référer aux versions françaises des rapports. Veuillez noter que les numéros de page peuvent varier légèrement entre la version anglaise et la version française.*

# Carte



Map No. 3835 Rev. 6 UNITED NATIONS  
July 2014

Department of Field Support  
Cartographic Section

Carte: Nations unies, Iraq, carte n° 3835 Rev. 6, juillet 2014, [url](#).

# 1. Vue d'ensemble du pays

## 1.1 Démographie

Il n'existe pas de données démographiques précises et actualisées pour l'Iraq. Les seules données existantes sont des estimations et les efforts déployés après 2003 pour procéder à un recensement complet ont été entravés par l'insécurité, les déplacements internes et les problèmes de capacités<sup>3</sup>. En 2015, les Nations unies (ONU) ont estimé que la population iraquienne s'élevait à 36 115 649 habitants. Ce chiffre inclut la région autonome du Kurdistan iraquien<sup>4</sup>. D'après les estimations de l'ONU, la population iraquienne s'élevait à 38 375 000 personnes<sup>5</sup> en 2017, tandis que les États-Unis l'estimaient à 40 194 216 habitants<sup>6</sup> en 2018.

La population iraquienne comporte une large proportion de jeunes, 39 % des habitants étant âgés de 0 à 14 ans<sup>7</sup>. Plus de 70 % de la population vit en zone urbaine, la majorité étant concentrée dans les régions du nord, du centre et de l'est du pays, principalement à la périphérie des grands centres urbains. Les principales villes du pays sont Bagdad, la capitale (6,6 millions d'habitants), Mossoul (1,5 million), Bassora (1,3 million), Kirkouk (0,9 million), Erbil et Nadjaf (qui comptent toutes deux 0,8 million d'habitants)<sup>8</sup>.

Le pays est administrativement divisé en 18 gouvernorats. Les gouvernorats qui composent le Kurdistan iraquien (Dohuk, Souleimaniye, Erbil) forment une région autonome gouvernée par le gouvernement régional du Kurdistan (GRK)<sup>9</sup>.

Les trois groupes démographiques les plus importants du pays sont composés d'Arabes chiites, d'Arabes sunnites et de Kurdes<sup>10</sup>. D'après les estimations, la population compte entre 75 % et 80 % d'Arabes et entre 15 % et 20 % de Kurdes. Les groupes minoritaires englobent des groupes tels que les Turkmènes, les Yézidis, les Shabaks, les Kaka'e, les Bédouins, les Roms, les Assyriens, les Circassiens, les Sabéens-Mandéens et les Perses. L'islam est la religion officielle du pays: entre 95 % et 98 % d'Iraqiens sont musulmans (entre 64 % et 69 % de chiites et entre 29 % et 34 % de sunnites environ). Les chrétiens représentent entre 1 % et 5 % de la population<sup>11</sup>.

La majorité de la population de la RKI s'identifie comme étant d'origine kurde et de confession musulmane sunnite. Le kurde est la langue la plus fréquemment parlée dans la RKI<sup>12</sup>, tandis que l'arabe domine dans le reste du pays. Rares sont les Iraqiens qui parlent à la fois l'arabe et le kurde. Cela donne lieu à une frontière linguistique séparant le nord et le sud du pays, même s'il existe des zones où ces langues se juxtaposent<sup>13</sup>, par exemple à Bagdad, qui compte une importante communauté kurde bilingue<sup>14</sup>. D'après la source journalistique Kurde *Rûdaw*, Bagdad compterait près de 300 000 Kurdes<sup>15</sup>.

<sup>3</sup> Australia, DFAT, Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 7

<sup>4</sup> UN, World Population Prospects: the 2017 Revision, [url](#)

<sup>5</sup> UNSD, UNdata, Country Profile – Iraq, n.d. [url](#)

<sup>6</sup> US, CIA, The World Factbook; Iraq; Economy, 15 November 2018, [url](#)

<sup>7</sup> US, CIA, The World Factbook; Iraq; Economy, 15 November 2018, [url](#)

<sup>8</sup> US, CIA, The World Factbook; Iraq; Economy, 15 November 2018, [url](#)

<sup>9</sup> US, CIA World Factbook – Iraq, n.d. [url](#)

<sup>10</sup> MRG, Iraq, May 2018, [url](#)

<sup>11</sup> US, CIA World Factbook – Iraq, n.d. [url](#)

<sup>12</sup> Encyclopaedia Britannica, Kurd, 21 September 2018, [url](#); IWPR, Arabic-Kurdish Language Divide, 21 July 2006, [url](#)

<sup>13</sup> IWPR, Arabic-Kurdish Language Divide, 21 July 2006, [url](#)

<sup>14</sup> IWPR, Arabic-Kurdish Language Divide, 21 July 2006, [url](#)

<sup>15</sup> Rudaw, Baghdad's Kurdish population sees dramatic decline, official data shows, 9 April 2016, [url](#)

## 1.2 Contexte humanitaire

Pour des informations détaillées sur les documents d'état civil et d'autres questions liées à la relocalisation, le présent rapport doit être consulté en parallèle avec le document COI [EASO COI Report - Iraq: Internal mobility](#).

Au cours des dernières décennies, l'Iraq a été marqué par une succession de conflits, à savoir la guerre contre l'Iran (1980-1988), l'invasion du Koweït par le régime baasiste de Saddam Hussein en 1990 (qui a déclenché la première guerre du Golfe et fait l'objet de sanctions internationales), l'invasion du pays en 2003 par une coalition dirigée contre Saddam Hussein par les États-Unis et les luttes internes qui en ont découlé, des niveaux élevés de conflits civils et religieux après la chute du parti Baas en 2003, l'instabilité, le «printemps arabe», ainsi que l'arrivée de réfugiés syriens en Iraq en conséquence du conflit qui a éclaté en Syrie en 2011. En 2013-2014, l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL) a commencé à prendre possession du territoire iraquien, marquant le début d'une période de conflit qui s'étendra de 2014 à 2017. L'EIL a perdu son dernier bastion en Iraq fin 2017<sup>16</sup>.

En 2014, le groupe salafiste djihadiste EIL a conquis un tiers du territoire de l'Iraq et a provoqué l'effondrement soudain des forces de sécurité de l'État<sup>17</sup>. Entre juin 2014 et décembre 2017, dans les territoires qu'il occupait, l'EIL a appliqué une politique systématique et délibérée d'exécution des civils pour garder le contrôle et instiller la peur. Le groupe s'est livré à des exécutions de masse, a ciblé les civils et imposé des règles de conduite strictes, assassinant tous ceux qui ne se conformaient pas à leur doctrine *takfiriste* («*takfiri*» signifie «mécréant», selon une idéologie islamiste extrémiste consistant à désigner des individus comme apostats ou impurs)<sup>18</sup>. Les Nations unies ont estimé que les violences ciblées de l'EIL à l'égard des civils et des minorités en particulier pouvaient être considérées comme des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et peut-être même comme un génocide<sup>19</sup>. Le conflit et les interventions militaires ont provoqué des déplacements internes qui ont conduit à une situation de crise et accru encore la méfiance de la population<sup>20</sup>.

En décembre 2017, après trois ans de campagnes militaires, le Premier ministre al-Abadi a déclaré que l'EIL était vaincu<sup>21</sup> et que le territoire iraquien était libéré. Malgré tout, la situation en Iraq reste instable et l'EIL continue d'y perpétrer des attaques ciblées contre les civils<sup>22</sup> ainsi que des attaques asymétriques<sup>23</sup>. Les civils continuent d'être les victimes des violences liées à un conflit qui a coûté la vie à 8 079 d'entre eux en 2017, ce qui porte à 85 123 le nombre total de personnes ayant trouvé la mort dans ce conflit entre juin 2014 et la fin 2017<sup>24</sup>.

<sup>16</sup> Encyclopaedia Britannica, Iraq, 25 October 2018, [url](#)

<sup>17</sup> International Crisis Group, Iraq's Paramilitary Groups: The Challenge of Rebuilding a Functioning State, 30 July 2018, [url](#), p. 1

<sup>18</sup> UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq, 14 to 23 November 2017 (A/HRC/38/44/Add.1), 5 June 2018 [url](#), pp. 4-5

<sup>19</sup> UN Human Rights Council, Report of the Office of the United Nations High Commissioner on the human rights situation in Iraq in light of abuses committed by the so-called Islamic State in Iraq and the Levant and associated groups (A/HRC/28/18), 13 March 2015, [url](#), p. 5

<sup>20</sup> MRG, Iraq, May 2018, [url](#)

<sup>21</sup> UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq, 14 to 23 November 2017 (A/HRC/38/44/Add.1), 5 June 2018, [url](#), pp. 3-4

<sup>22</sup> USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2017 – Iraq, 20 April 2018, [url](#), p. 1; UNAMI, Report on Human Rights in Iraq – July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 1

<sup>23</sup> UN Secretary-General, Implementation of resolution 2367 (2017) – Report of the Secretary-General (S/2018/359), 17 April 2018, [url](#), para. 18

<sup>24</sup> UNAMI, Report on Human Rights in Iraq – July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. vi



### 1.2.1 Besoins humanitaires

D'après le système d'intervention humanitaire du Comité permanent interorganisations (CPI), la situation en Iraq est une situation d'urgence de «niveau 3» (L3)<sup>25</sup>, qui correspond à un niveau d'intervention activé dans les situations d'urgence humanitaire les plus complexes et délicates exigeant le niveau de mobilisation le plus élevé.<sup>26</sup> En décembre 2017, un mois après la fin des opérations militaires menées contre l'EIL, le niveau d'urgence L3 a été désactivé pour l'Iraq<sup>27</sup>. L'OCHA a déclaré que l'action humanitaire serait considérablement réduite en 2018 et axée sur les personnes les plus vulnérables<sup>28</sup>.

Pour répondre aux besoins de reconstruction criants dans les zones libérées après le conflit contre l'EIL, le gouvernement iraquien a mis en place un «programme global de reconstruction» pour faire face aux besoins de stabilisation dans les principaux gouvernorats touchés<sup>29</sup>. En juillet 2018, l'OCHA a indiqué que la contribution des bailleurs de fonds au financement du plan d'aide humanitaire en faveur de l'Iraq s'élevait à 362,3 millions de dollars (319 millions d'EUR) à la fin de ce même mois, soit 41 % des 569 millions de dollars (501 millions d'EUR) nécessaires<sup>30</sup>. Dès le 6 octobre 2018, 60,3 % des besoins budgétaires avaient été financés<sup>31</sup>. Les domaines en déficit de financement concernent les denrées alimentaires, l'eau, l'assainissement, l'hygiène et les produits non alimentaires<sup>32</sup>. L'OCHA a déclaré que si les besoins de financement n'étaient pas satisfaits, la fermeture de programmes humanitaires majeurs aurait des répercussions sur «les Iraquiens les plus vulnérables»<sup>33</sup>.

En février 2018, l'OCHA a estimé à 8,7 millions le nombre total de personnes en situation de besoin en Iraq. Ce chiffre comprend notamment 1,5 million de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), 2,1 millions de rapatriés et 3,8 millions de «résidents extrêmement vulnérables», qui représentent des familles installées dans des camps ou dans des logements insalubres. L'OCHA a précisé que ce chiffre de 8,7 millions n'était pas absolu, dans la mesure où certaines personnes pouvaient avoir été reprises dans plusieurs catégories<sup>34</sup>. Le rapport de février 2018 de l'OCHA indique également que 14 millions de personnes vivent dans des «zones touchées par le conflit» (soit une baisse par rapport aux 15 millions de personnes recensées en décembre 2016)<sup>35</sup>. Sur les 8,7 millions de personnes nécessitant une assistance humanitaire (estimation de février 2018), 3,8 millions (44 %) sont des «résidents extrêmement vulnérables vivant dans des communautés d'accueil», 4,2 millions (48 %) des enfants, 0,4 million (5 %) des personnes âgées (59 ans et plus) et 4,3 millions (50 %) des femmes<sup>36</sup>. En novembre 2018, l'OCHA a estimé que ce chiffre de 8,7 millions était passé à 6,7 millions de personnes nécessitant une protection et une assistance humanitaire (18 % de la population iraquienne). Quoi qu'il en soit, ce chiffre incluait (les catégories se recoupent): 3,3 millions de mineurs de moins de 18 ans, 3,3 millions de femmes et de filles, 2 millions de PDI (dont environ 1,5 million vivent en dehors de camps (70 %) et 480 000 dans des camps de PDI), 4 millions de rapatriés, 389 000 personnes dans des «communautés d'accueil» et 251 000 réfugiés<sup>37</sup>.

<sup>25</sup> IASC, L3 IASC System-wide response activations and deactivations. 1 November 2017, [url](#)

<sup>26</sup> UNOCHA, Current emergencies, n.d., [url](#)

<sup>27</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, p. 14, [url](#)

<sup>28</sup> UNOCHA, Iraq 2018 Humanitarian Response Plan, February 2018, p. 12, [url](#)

<sup>29</sup> Iraq, Reconstruction and Investment, February 2018, [url](#), pp. 2-3

<sup>30</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Bulletin, July 2018, [url](#), p. 4

<sup>31</sup> UNOCHA, Iraq 2018 Humanitarian response plan, Financial Tracking Service [url](#)

<sup>32</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Bulletin, July 2018, [url](#), p. 4

<sup>33</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Bulletin, July 2018, [url](#), p. 4

<sup>34</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) pp. 2, 5, 8

<sup>35</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 6

<sup>36</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 9

<sup>37</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 4

En février 2018, l'OCHA a rapporté que près de 80 % de ces 8,7 millions de personnes étaient concentrés dans les gouvernorats de Ninive, de Kirkouk et d'Anbar, Ninive demeurant «l'épicentre de la crise» à l'époque du rapport. 46 % des personnes en situation de besoin se trouvaient dans la province de Ninive (4 millions), 1,6 million dans celle de Kirkouk, notamment à Hawija, et 1,3 million dans celle d'Anbar. En 2017, 30 % de l'ensemble des PDI étaient concentrés dans la RKI, aux côtés de 226 000 réfugiés syriens<sup>38</sup>. L'aperçu des besoins humanitaires de 2019 de l'OCHA indique toujours qu'en novembre 2018, Ninive abritait le plus grand nombre (2 168 222, soit 30 %) de personnes en situation de besoin, suivi par Anbar (1 352 562), Salah ad-Din, Dohuk, Erbil et Kirkouk<sup>39</sup>. En décembre 2018, la province de Ninive comptait non seulement le plus grand nombre de personnes rapatriées (38 %), suivie par Anbar (32 %), mais elle était également celle où l'ampleur des besoins en aide humanitaire était la plus importante. En décembre 2018, l'OCHA a indiqué que les zones critiques pour les personnes rapatriées, où l'ampleur des besoins était la plus importante, se situaient à Ninive, Salah ad-Din, Kirkouk, Diyala et Anbar<sup>40</sup>. L'OCHA estime une «ampleur des besoins importante» sur la base d'indicateurs tels que l'absence de moyens de subsistance, les services de base, la cohésion sociale ou la sécurité<sup>41</sup>.

En février 2018, l'OCHA a produit une carte sur l'ampleur des besoins humanitaires fondée sur la proportion de personnes déplacées dans le gouvernorat, la proportion de personnes déplacées bénéficiant d'un accueil, la proportion de personnes rapatriées dans la population d'accueil et la proportion de personnes vivant dans des conditions de logement critiques<sup>42</sup>.

---

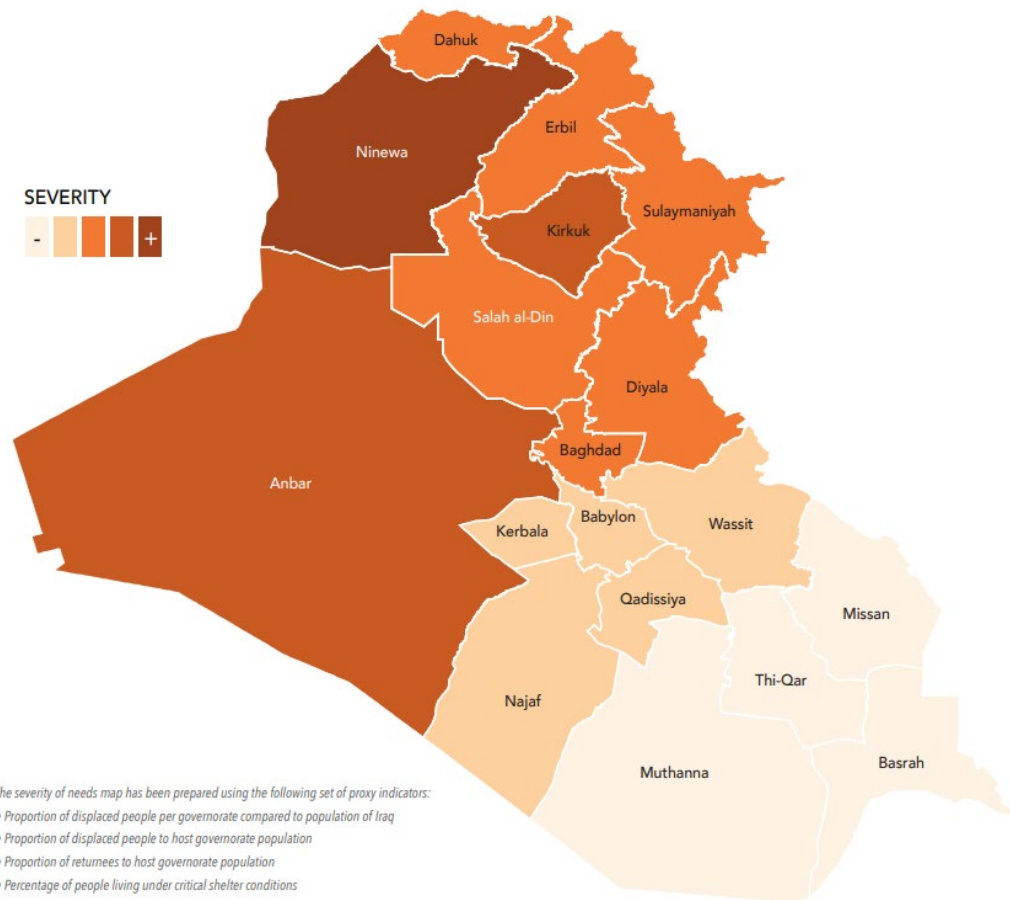
<sup>38</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 10

<sup>39</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), pp. 2, 6

<sup>40</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 6

<sup>41</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 6

<sup>42</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 10

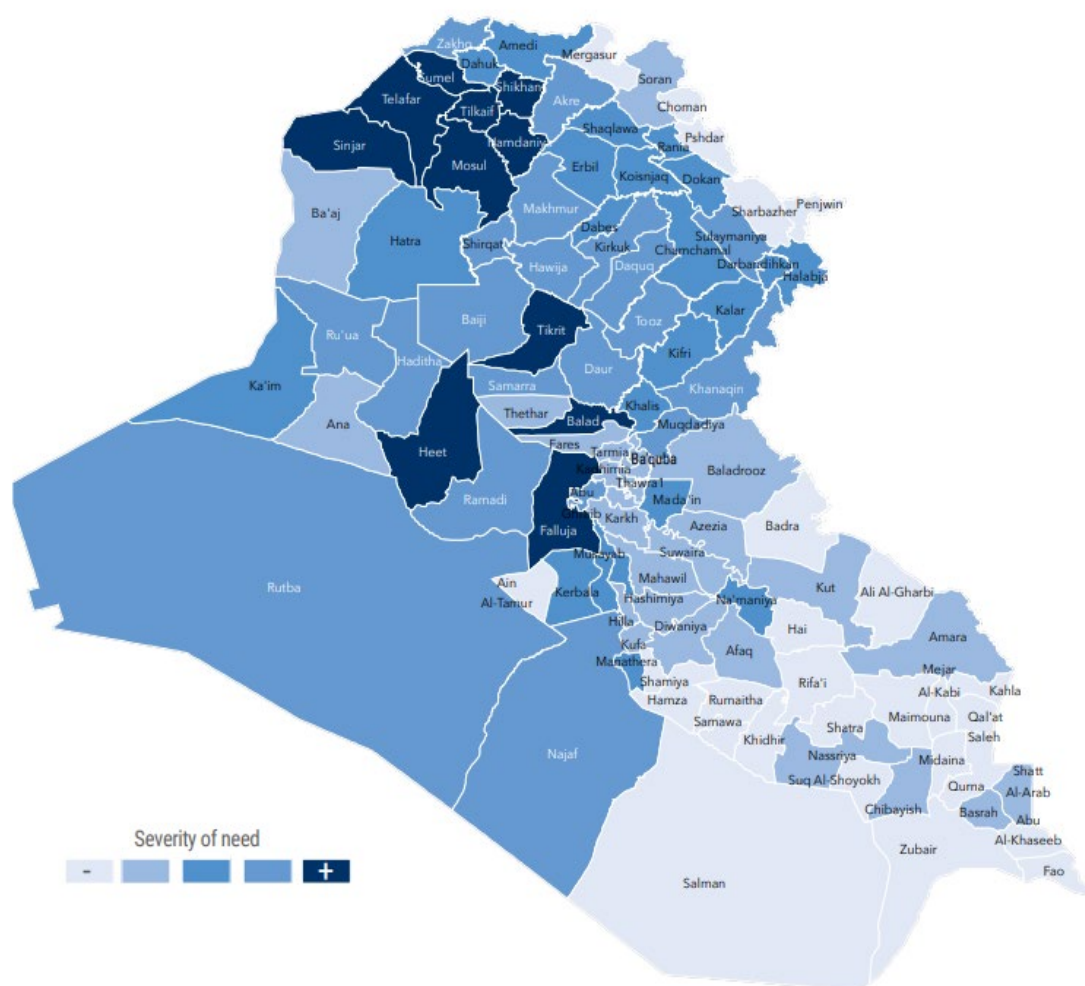


**Carte: carte de l'OCHA sur l'ampleur des besoins, février 2018<sup>43</sup>**

En décembre 2018, l'OCHA a publié une version actualisée de la carte sur l'ampleur des besoins, fondée sur une combinaison d'indicateurs permettant d'apprécier la situation humanitaire et les déplacements de populations dans la région, les services de base, les moyens de subsistance, les conditions globales de retour et les déplacements, l'accessibilité, la sûreté et la sécurité. La carte de 2018 sur l'ampleur des besoins indique que les «besoins les plus urgents» se manifestent dans les anciennes zones de combats, dans lesquelles les infrastructures ont été particulièrement endommagées, les services se sont détériorés, la cohésion sociale s'est érodée, et où vit un grand nombre de personnes déplacées<sup>44</sup>:

<sup>43</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 10

<sup>44</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 6



Source: Severity of needs is established based on a composite index of 12 indicators structured across four domains definitive of the current humanitarian crisis. This is further explained in the methodology section. Data comes from MCNA, IOM DTM, ILA, and cluster-specific sources. Analysis above was complemented with MCNA VI Severity Index and IOM/DTM Returns Index.

Carte: carte de l'OCHA sur l'ampleur des besoins, décembre 2018<sup>45</sup>

### 1.2.2 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et réfugiés

Le conflit avec l'EIIL a donné lieu à des déplacements massifs en Iraq et, après 2014, la situation est qualifiée de complexe au vu de la combinaison de déplacements de populations à grande échelle lors des différentes vagues de combats déclenchées par l'EIIL, les opérations militaires menées à son encontre ou les deux<sup>46</sup>. Cependant, l'histoire de l'Iraq est depuis toujours marquée par des déplacements: avant le début de la crise provoquée par l'EIIL, le pays comptait déjà plus de 2 millions de PDI. En 2017, 1,85 million de personnes rapatriées étaient recensées en Iraq, tandis que le pays comptabilisait 2 648 000 PDI à la fin de cette même année<sup>47</sup>. En décembre 2017, après l'annonce

<sup>45</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 6

<sup>46</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), p. 1

<sup>47</sup> IDMC, Iraq, n.d., [url](#)

officielle de la «défaite» de l'EIL par le gouvernement iraquien, la crise liée aux déplacements a évolué et, pour la première fois depuis le début de la crise, le nombre de rapatriés a commencé à dépasser le nombre de PDI<sup>48</sup>. Dès le mois d'août 2018, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) recensait plus de 1,9 million de PDI pour plus de 4 millions de PDI rapatriées<sup>49</sup>. En octobre 2018, le pays comptabilisait 1 866 594 familles déplacées et 4 113 624 personnes rapatriées, ce qui indique un ralentissement du rythme des déplacements et des rapatriements<sup>50</sup>. Le nombre total de PDI diminue depuis 2017. Cette tendance s'observe dans tous les gouvernorats abritant des PDI, en particulier à Bagdad, Kirkouk et Salah ad-Din, mais pas à Souleimaniye<sup>51</sup>. En octobre 2018, l'OIM a indiqué que les gouvernorats qui comptabilisaient le plus de PDI étaient Ninive, Dohuk, Erbil, Salah ad-Din, Souleimaniye et Kirkouk<sup>52</sup>.

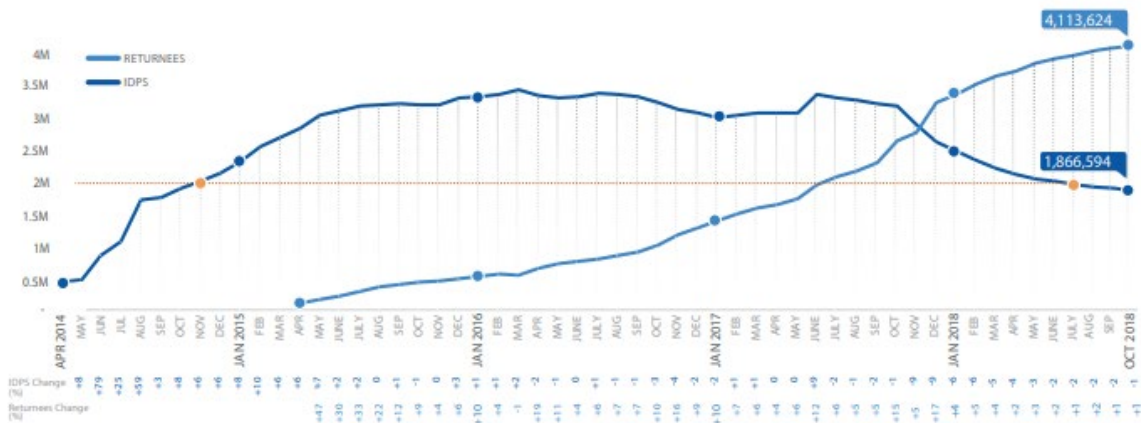


Figure: OIM – nombre de PDI et de personnes rapatriées entre avril 2014 et octobre 2018<sup>53</sup>

<sup>48</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 13

<sup>49</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 102, August 2018 [url](#), p.1

<sup>50</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 106, October 2018 [url](#), p. 1

<sup>51</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 6

<sup>52</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 106, October 2018 [url](#), p. 1

<sup>53</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 106, October 2018 [url](#), p. 1

GOVERNORATE OF DISPLACEMENT	GOVERNORATE OF ORIGIN								TOTAL
	ANBAR	BABYLON	BAGHDAD	DIYALA	ERBIL	KIRKUK	NINEWA	SALAH AL-DIN	
ANBAR	66,000	3,234	144	-	-	-	522	174	70,074
BABYLON	876	14,742	300	48	-	12	3,486	198	19,662
BAGHDAD	44,850	5,022	564	1,962	-	600	17,028	5,022	75,048
BASRAH	1,542	132	174	222	-	732	2,586	2,484	7,872
DAHUK	462	-	126	-	-	90	346,032	522	347,232
DIYALA	1,218	540	690	53,094	-	162	618	5,976	62,298
ERBIL	71,514	-	4,932	1,362	6,168	16,308	92,562	20,556	213,402
KERBALA	588	924	150	138	-	300	20,508	114	22,722
KIRKUK	4,566	120	828	4,620	-	65,532	14,346	23,676	113,688
MISSAN	168	36	156	96	-	576	1,362	348	2,742
MUTHANNA	138	6	126	30	-	96	714	96	1,280
NAJAF	156	-	-	42	-	90	14,940	36	15,264
NINEWA	102	-	-	-	-	11,166	570,132	3,120	584,520
QADISSIYA	318	-	282	90	-	1,494	9,672	156	12,012
SALAH AL DIN	840	-	-	1,506	-	19,212	1,848	128,514	151,920
SULAYMANIYAH	25,470	10,332	21,300	27,816	-	9,870	14,748	41,334	150,876
THI-QAR	954	24	12	72	-	606	2,424	222	4,038
WASSIT	954	120	174	624	-	822	8,292	1,032	12,018
<b>TOTAL</b>	<b>220,440</b>	<b>35,232</b>	<b>29,958</b>	<b>91,722</b>	<b>6,174</b>	<b>127,668</b>		<b>233,580</b>	<b>1,866,594</b>

**Figure: OIM – mouvements de PDI par gouvernorat d'origine et gouvernorat de déplacement, octobre 2018<sup>54</sup>**

La plupart des PDI sont originaires d'Anbar et de Ninive, avec un taux de rapatriements plus élevé à Anbar qu'à Ninive dès septembre 2018<sup>55</sup>. D'après une évaluation menée en 2016 par l'OIM et l'initiative REACH<sup>56</sup>, la grande majorité de PDI vivent en dehors des camps et sont en situation de «déplacement prolongé». L'OIM a indiqué que 70 % des PDI vivaient «en dehors des camps» en octobre 2018, dont 3 % dans des «abris précaires»<sup>57</sup>. Selon le rapport, 3 % des populations déplacées accueillait au moins un mineur accompagné, même si ce taux était plus élevé à Salah ad-Din, où il atteignait 10 %. Les populations en situation de déplacement prolongé vivant en dehors des camps sont composées à 14 % de femmes enceintes et allaitantes et de 51 % de mineurs<sup>58</sup>.

L'OIM constate que certains ménages de PDI étaient plus vulnérables que d'autres eu égard à leur capacité à rentrer chez eux et à trouver des solutions durables au déplacement, notamment les personnes à faible revenu, les ménages dirigés par une femme, les ménages dirigés par un enfant, les personnes handicapées, ainsi que certaines identités ethniques, religieuses ou tribales<sup>59</sup>. Les personnes vulnérables les plus souvent citées dans la troisième évaluation intégrée de lieu (ILA III) de l'OIM (décembre 2018) sont les PDI et les personnes rapatriées appartenant aux groupes des personnes handicapées et des ménages dirigés par une femme ou un enfant<sup>60</sup>.

Les PDI relocalisées dans le sud ont indiqué à l'OIM qu'elles étaient «globalement intégrées» grâce à la présence de membres de la famille et d'autres réseaux étendus et à la sécurité qu'ils leur offrent,

<sup>54</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 106, October 2018 [url](#), p. 1

<sup>55</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), p. 6

<sup>56</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [url](#), p. 12

<sup>57</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 106, October 2018 [url](#), p. 5

<sup>58</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [url](#), p. 12

<sup>59</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), p. 18

<sup>60</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 6

tandis que la plupart des PDI dans les régions du centre-nord du pays s'y sont installées «malgré elles» après avoir tout perdu, sans aucun moyen de rentrer chez elles. L'IOM a constaté que «la sécurité, les services et les possibilités d'emploi» motivaient la relocalisation dans la RKI<sup>61</sup>. D'après la troisième évaluation intégrée de lieu de l'OIM de janvier 2019, 48 % des PDI qui restent en situation de déplacement sont hébergées dans leur gouvernorat d'origine, 35 % dans la RKI, 14 % dans les gouvernorats du centre-nord du pays et 3 % dans le sud. Près de la moitié des PDI sont déplacées depuis plus de trois ans, 38 % depuis un à trois ans, et 8 % depuis moins d'un an<sup>62</sup>. Les PDI en situation de «déplacement prolongé» devaient faire face à la diminution de leurs ressources financières: la limitation des moyens de subsistance auxquels peuvent prétendre les PDI a eu des incidences négatives sur leur accès aux services essentiels, à la nourriture, à la santé et au logement qui, avec l'accès aux soins de santé, demeurent des priorités majeures à leurs yeux<sup>63</sup>. Dans son rapport de janvier 2019, l'IOM a constaté que «les besoins fondamentaux de la plupart des personnes rapatriées et des PDI ne sont pas encore satisfaits» et que ceux-ci sont généralement plus prioritaires que les besoins de relèvement, tels qu'un dédommagement pour la perte de documents ou pour des violations de leurs droits<sup>64</sup>. Les principales préoccupations des PDI concernaient l'emploi et les moyens de subsistance, ainsi que les difficultés qui en découlent pour accéder à la nourriture, à un logement ou à l'asile, tandis que celles des personnes rapatriées portaient sur la santé, l'eau, l'enseignement et l'emploi<sup>65</sup>.

Dans son ILA III, l'OIM a établi que les obstacles au retour cités par les PDI étaient la destruction de leur logement (71 %), l'absence d'emploi chez eux (54 %), l'insécurité et la dangerosité de la région d'origine (40 %), la peur d'un changement démographique ethnoreligieux (27 %), l'insuffisance des ressources pour effectuer le voyage (19 %), la peur de perdre l'aide ou l'assistance humanitaire (18 %), le blocage des retours du fait des forces de sécurité (16 %), le manque de services dans la région d'origine (11 %), l'absence d'informations sur la situation dans la région d'origine (3 %), l'occupation de leur logement (2 %) ou encore l'absence de documents ou l'incapacité à remplacer des documents (1 %)<sup>66</sup>.

## Rapatriés

En juin 2018, l'IOM a constaté que depuis juin 2016, durant l'intensification de la campagne contre l'EIL, les retours ont été soutenus, «les plus grands nombres de retours ayant été enregistrés en octobre-novembre 2016 (à la suite de l'offensive visant à reprendre les districts de Ramadi, Hit et Falloujah dans la province d'Anbar, ainsi que les districts de l'est de Ninive), en mai-juin 2017 (opérations de Mossoul) et en septembre-décembre 2017 (dernière avancée de la campagne de reprise de contrôle)»<sup>67</sup>. En juin 2018, le pays comptait 3,9 millions de rapatriés<sup>68</sup>. En octobre 2018, ce chiffre grimpeait à 4,1 millions<sup>69</sup>. La troisième évaluation intégrée de lieu de l'OIM<sup>70</sup>, publiée en janvier 2019, indique que les gouvernorats abritant le plus grand nombre de rapatriés sont Ninive,

<sup>61</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 6

<sup>62</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 6

<sup>63</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [url](#), pp. 26-27

<sup>64</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 33

<sup>65</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 34

<sup>66</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 6

<sup>67</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Returns Dashboard, June 2018, [url, p.1](#)

<sup>68</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 6

<sup>69</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 106, October 2018 [url](#), p. 1

<sup>70</sup> La troisième évaluation intégrée de lieu de l'OIM a été effectuée entre le 6 mars et le 6 mai 2018. Elle porte sur 4 177 lieux accueillant au moins une famille de PDI/de rapatriés et concerne 609 891 familles de rapatriés (3 659 346 personnes, y compris 12 356 familles de rapatriés revenues de l'étranger) et 248 632 familles de PDI (1 491 792 personnes).

Anbar, Salah ad-Din, Kirkouk et Diyala, suivis de Bagdad, Erbil et Dohuk<sup>71</sup>. Le gouvernorat de Ninive rassemble 38 % de l'ensemble des personnes rapatriées, avec une augmentation de 200 % du nombre de retours depuis mai 2017<sup>72</sup>.

GOVERNORATE OF RETURN	LAST GOVERNORATE OF DISPLACEMENT												TOTAL
	ANBAR	BABYLON	BAGHDAD	DAHUK	DIYALA	ERBIL	KER-BALA	KIRKUK	NINEWA	SALAH AL-DIN	SULAY-MANIYAH	OTHERS	
ANBAR	610,290	8,862	278,742	894	-	173,898	-	134,604	-	3,396	72,606	-	1,283,292
BAGHDAD	-	4,050	75,606	-	-	3,828	48	-	-	-	600	120	84,252
DAHUK	-	-	-	780	-	-	-	-	-	-	-	-	780
DIYALA	-	-	1,032	-	174,882	468	150	25,914	-	-	19,896	-	222,342
ERBIL	-	-	-	-	-	36,642	-	5,094	42	-	-	-	41,760
KIRKUK	-	18	234	-	-	20,466	-	125,946	4,044	24,876	138,204	-	313,788
NINEWA	180	16,920	35,928	140,532	288	148,512	42,900	13,932	1,084,194	4,386	8,670	95,292	1,591,734
SALAH AL-DIN	-	-	28,032	2,334	192	90,474	1,482	157,152	906	262,314	30,780	2,010	575,676
<b>TOTAL</b>	<b>610,470</b>	<b>29,850</b>	<b>419,574</b>	<b>144,540</b>	<b>175,362</b>	<b>474,270</b>	<b>44,580</b>	<b>462,642</b>	<b>1,089,186</b>	<b>294,972</b>	<b>270,756</b>	<b>97,422</b>	<b>4,113,624</b>

Figure: OIM – mouvements de retour par destination (général), octobre 2018<sup>73</sup>

Les tendances en matière de retour sont mélangées: en 2018, la tendance générale est au retour dans le lieu d'origine et les nouveaux déplacements sont minimes, même si le rythme des retours ralentit. Les mouvements de populations se sont poursuivis, certaines familles retournées dans leur ville d'origine y ayant été confrontées à «une insécurité et à une violence continues, à un manque de cohésion sociale ou à la peur de représailles», ou n'ayant pas pu accéder aux services de base, ont été forcées à un déplacement secondaire, à savoir qu'elles ont dû repartir dans leur zone de déplacement<sup>74</sup>. L'OIM a également établi une liste des problèmes majeurs faisant obstacle au retour: peur de la discrimination et des tensions communautaires, absence de moyens de subsistance, sécurité (blocage des retours, sentiment d'insécurité) et santé mentale<sup>75</sup>.

### Minorités ethnoreligieuses

L'ILA III de l'OIM indique que depuis le début de la crise provoquée par l'EIIL, les groupes ethnoreligieux ont emprunté des itinéraires de déplacement et de retour variés, mettant en évidence la tendance selon laquelle «la plupart des groupes se regroupaient en cours de déplacement pour former des "foyers" ethnoreligieux homogènes» et la tendance des groupes à se concentrer dans les zones où ils sont prédominants<sup>76</sup>. Les Arabes sunnites auraient été déplacés pendant toute la durée de la crise provoquée par l'EIIL, tandis que la quasi-totalité des minorités a fui lors de l'avancée de l'EIIL au cours de l'été 2014. Les déplacements de la minorité kurde sont liés au conflit de l'été 2014 et au changement de contrôle dans les zones de conflit opéré fin 2017, lors du retrait des Peshmergas de certaines zones à la suite du référendum sur l'indépendance du Kurdistan<sup>77</sup>.

<sup>71</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 106, October 2018 [url](#), p. 1

<sup>72</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 13

<sup>73</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 106, October 2018 [url](#), p. 1

<sup>74</sup> UNICEF, Iraq Humanitarian Situation Report, May 2018, [url](#), p. 2

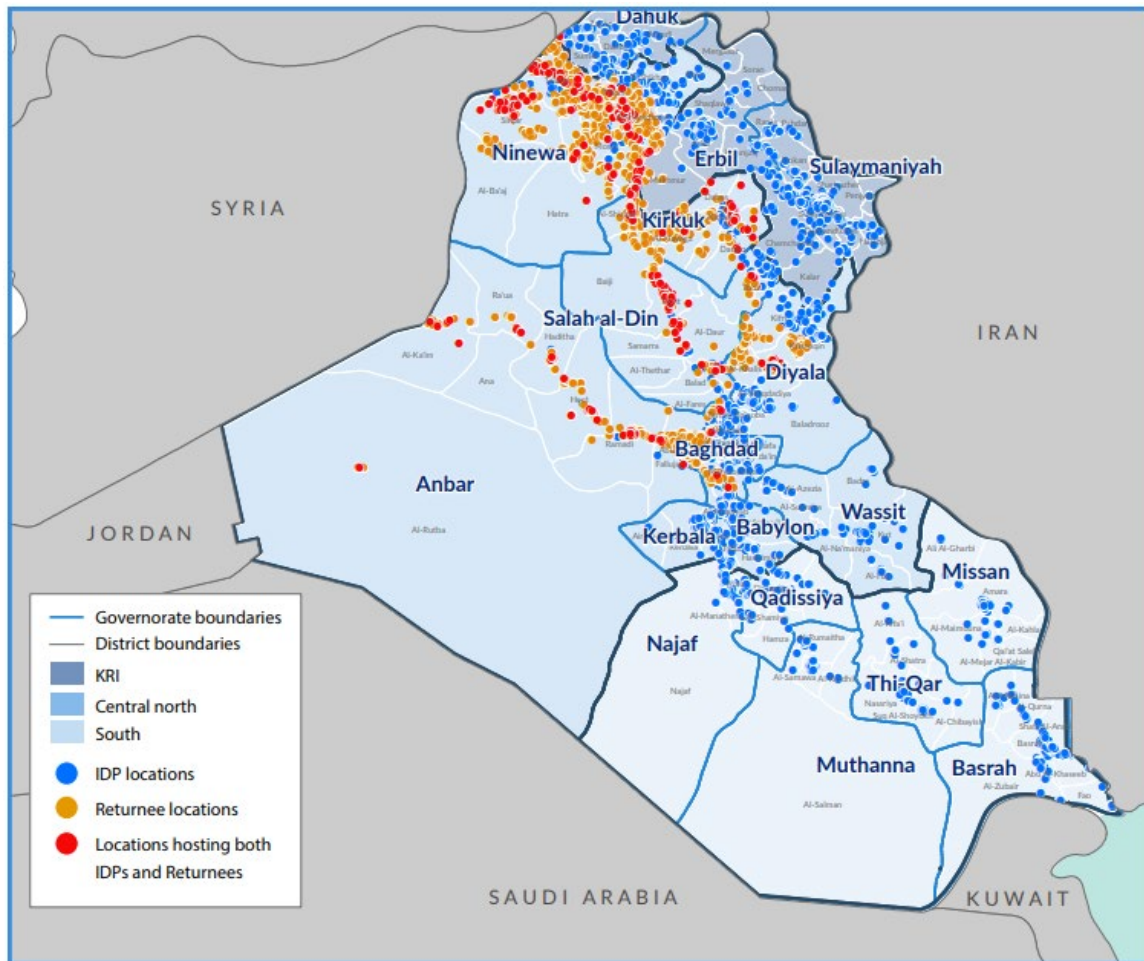
<sup>75</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), pp. 6, 13-17

<sup>76</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 57

<sup>77</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 59



Selon l'OIM, les conditions de retour peuvent varier d'un groupe ethnoreligieux à l'autre: les rapatriés arabes sunnites sont principalement confrontés à des problèmes de liberté de circulation (60 % vivent dans des zones où un permis spécial doit être délivré par un acteur de la sécurité), tandis que les minorités sont plus préoccupées par des questions liées aux moyens de subsistance, les yézidis se préoccupant en particulier des violations de leurs droits et du regroupement familial<sup>78</sup>. De manière générale, l'accès aux moyens de subsistance et à l'emploi était la préoccupation prioritaire des personnes rapatriées, suivi des difficultés d'accès aux soins de santé ainsi qu'à l'eau potable, la nourriture et l'enseignement<sup>79</sup>.



Carte: carte de localisation des PDI et des personnes rapatriées, octobre 2018, OIM<sup>80</sup>

<sup>78</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 6

<sup>79</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 5

<sup>80</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 106, October 2018 [url](#), p. 1

D'après l'aperçu des besoins humanitaires de 2019 de l'OCHA, les zones de retour géographiquement concentrées où l'«ampleur des besoins est importante et très importante» sont<sup>81</sup>:

Ninive	Salah ad-Din	Kirkouk	Diyala	Anbar
Sinjar (centre)	Baiji	Taza Khurmatu	Al-Adheim	Bande entre Falloujah et Ramadi
Tal Afar (centre)	Touz Khormatou/Sulaiman Beg	Hawija (centre)	Al-Sadiyah/Jalula	Anah (centre)
Mossoul (ouest)	Balad/Duloeiya	Al Abassy		
Al-Baaj				
Bande de déserts entre Al-Tal, Hatra et Mahalabiya				

### Sécurité personnelle des PDI et des personnes rapatriées

Les conditions de sécurité des personnes rapatriées auraient été améliorées depuis 2017 et ont été moins souvent citées parmi les obstacles au retour en 2018 (40 %) qu'en 2017 (70 %). Cependant, des «incidents de sécurité» (arrestations arbitraires, rapt et enlèvements, restes explosifs de guerre [REG], mines terrestres, munitions non explosées [MNE], par exemple) survenaient encore dans 40 % des lieux de retour évalués en 2018 par l'IOM, qui constate que «la situation est loin d'être régulière et qu'il reste des zones où règnent l'instabilité et la crainte», en particulier à Salah ad-Din<sup>82</sup>. L'IOM indique que les tensions entre groupes démographiques et l'inégalité d'accès aux ressources touchaient près de la moitié des zones de rapatriement et que des cas de violence (9 %) et de menaces/suspicion (16 %) ont été rapportés dans certaines zones. Les conflits tribaux demeurent toutefois «la principale source de tension»<sup>83</sup>.

D'après l'OCHA, les principaux problèmes liés à la protection des PDI sont variés et liés aux difficultés d'obtention de documents d'état civil, à la pénurie d'emploi, à l'accès irrégulier à la nourriture, à la santé, à l'asile et à l'éducation. L'OCHA observe que les PDI «présümées appartenir à des groupes terroristes sont les bénéficiaires les plus vulnérables de l'aide humanitaire». Les violences sexuelles et de genre ont également été identifiées comme un problème fondamental généralisé tant à l'intérieur qu'en dehors des camps, qui touche davantage les femmes et les filles qui dirigent un ménage ou sont présümées appartenir à l'EILL<sup>84</sup>.

### Relocalisation bloquée, forcée et retour prématuré

L'«incapacité involontaire» d'une PDI à retourner dans sa ville d'origine pour des motifs de sécurité peut découler d'une série de facteurs, que ce soit en raison du blocage du retour de personnes en raison de leur appartenance présümée à l'EILL ou pour des raisons de sécurité telles que la présence

<sup>81</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 6

<sup>82</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 5

<sup>83</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 5

<sup>84</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 22

de mines terrestres ou des conflits entre milices<sup>85</sup>. En novembre 2018, l'OIM a indiqué qu'environ 14 % des PDI sont probablement «bloquées en déplacement à leur insu» parce que les autorités ont empêché leur rapatriement du fait de craintes liées à la sécurité, en faisant remarquer qu'il existe «très peu de données» sur les personnes dont le retour est potentiellement bloqué en raison de leur «appartenance présumée à des groupes terroristes ou sur les personnes qui seraient soumises à une quelconque forme de détention»<sup>86</sup>.

Dans son AIM III de janvier 2019, l'OIM indique que les rapatriements involontaires se poursuivaient dans 11 % des zones de retour en Iraq, essentiellement à Bagdad (42 %), Erbil (19 %), Diyala (16 %) et Anbar (15 %)<sup>87</sup>. Ces rapatriements sont encouragés par les gouvernements iraquien et de la RKI<sup>88</sup>. L'OIM indique que les retours forcés déboucheront probablement sur des déplacements secondaires, tels qu'observés dans 6 % des lieux évalués dans l'ILA III, principalement à Dohuk (20 %), Karbala (17 %), Erbil (16 %), Kirkouk (14 %), Ninive (10 %) et Salah ad-Din (10 %)<sup>89</sup>.

En janvier 2019, l'OIM a également rapporté le blocage des retours dans 255 zones à travers l'Iraq (8 % de zones de rapatriement) concernant les PDI originaires de Salah ad-Din, Babylone et, dans une moindre mesure, les PDI venant de Ninive, de Diyala et d'Anbar<sup>90</sup>. Dans une note d'information de juin 2018, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) indique qu'en Iraq, des cas de familles qui se voient refuser la possibilité de rentrer chez elles en raison de leurs liens présumés avec des terroristes sont toujours rapportés, et que des personnes témoignent également de l'arrestation de proches alors qu'elles essayaient de rentrer. Le HCR s'est entretenu avec de nombreuses PDI rapatriées dans des camps après s'être vu refuser l'accès aux postes de contrôle par des groupes armés liés au gouvernement. Certaines ont indiqué au HCR qu'elles avaient été forcées à quitter leur région d'origine (et de retourner dans des camps) en raison de menaces perpétrées par la communauté. Trois familles de Ninive ont raconté au HCR que leur propriété avait été incendiée par des membres de la communauté. D'après le HCR, «ces familles sont originaires d'Anbar (Al-Qaïm), de Kirkouk (Hawija), de Ninive (Rabia, Qayyarah, Beiji, Sinjar, Badoush, Al-Hawija, Tal Afar, parties de la ville de Mossoul) et de Salah al-Din (Shirqat, Bayji).»<sup>91</sup>

En août et en septembre 2018, le HCR a signalé des allégations répétées de cas de relocalisations forcées et de retours prématurés de PDI dans leur région d'origine, y compris sous la menace et avec confiscation de leurs documents d'identité, dans diverses parties du centre et du sud de l'Iraq<sup>92</sup>, notamment à Kirkouk, à Ninive, à Anbar<sup>93</sup> et à Salah ad-Din<sup>94</sup>. Le HCR indique que depuis octobre 2017, 3 000 familles de Salah ad-Din, 2 400 familles d'Anbar et 400 familles de Bagdad ont été expulsées de force de camps officiels et de camps de fortune<sup>95</sup>. Les camps de PDI de Ninive et d'Anbar ont signalé des cas de harcèlement par des personnes armées. Par ailleurs, l'armée et la police ont mené des opérations de sécurité à l'intérieur des camps<sup>96</sup>. Selon les constatations du HCR:

<sup>85</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), p. 17

<sup>86</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), p. 16

<sup>87</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 26

<sup>88</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 26

<sup>89</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 27

<sup>90</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 26

<sup>91</sup> UNHCR, Iraq Monthly Protection Update, June 2018, [url](#) p.3

<sup>92</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, September 2018, [url](#), p. 4

<sup>93</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, September 2018, [url](#); UNHCR, Iraq Protection Update, August 2018, [url](#); UNHCR, Iraq Protection Update, July 2018, [url](#)

<sup>94</sup> UNHCR, Iraq Protection Update July 2018, [url](#)

<sup>95</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, August 2018, [url](#), p. 43

<sup>96</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, August 2018, [url](#), p. 1; UNHCR, Iraq Protection Update – September 2018, [url](#), p. 1-2

«De nombreuses PDI ont subi des déplacements répétés en raison d'opérations militaires, de difficultés financières ou de tentatives de retour dans leur région d'origine qui se sont soldées par un échec en raison d'un manque de services. D'autres ont été menacées ou se sont vu refuser le droit de rentrer chez elles en raison de leur proximité présumée avec des extrémistes, ou ont subi d'autres formes de représailles collectives dans leur région d'origine, tandis que certaines familles dirigées par des femmes ont dû être déplacées dans des camps après avoir été victimes de harcèlement sexuel hors des camps. L'insuffisance notable de services, notamment en ce qui concerne la santé mentale, le soutien psychosocial, les services médicaux, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que l'aide au logement, continue d'être signalée dans les gouvernorats accueillant d'importantes concentrations de PDI (Anbar, Dohuk, Kirkouk, Ninive, Salah ad-Din et Souleimaniye).»<sup>97</sup>

Dans ce même document, le HCR confirme également que des «sanctions collectives» ont été infligées aux PDI, lesquelles permettent aux chefs tribaux, aux acteurs de la sécurité et aux communautés «de continuer d'interdire aux familles soupçonnées d'entretenir des liens avec des extrémistes de retourner dans leur région d'origine dans les gouvernorats d'Anbar, de Kirkouk et de Ninive, ou de les en empêcher. Dans le camp d'Hajj Ali (province de Ninive), une famille originaire d'Hawija (province de Kirkouk) a déclaré craindre de nouvelles représailles après l'incendie de sa maison et de ses biens par la communauté et des membres de groupes armés affiliés au gouvernement». Des cas de retours refusés ont été attestés dans de nombreux camps du centre de l'Iraq en 2018, de même que dans les provinces de Ninive et de Salah ad-Din<sup>98</sup>.

Les conditions de vie précaires, des conditions de sécurité volatiles, l'absence de logements, de services et de moyens de subsistance de base, ainsi que la contamination par des munitions explosives constituent quelques-uns des facteurs de déplacement continu des PDI<sup>99</sup>. En dépit de la disponibilité d'établissements de santé et de soins à distance de marche, de nombreuses PDI établies dans des camps sollicitaient toujours des soins plus onéreux et plus éloignés, mettant en évidence les lacunes dans la qualité des soins disponibles<sup>100</sup>.

Un rapport conjoint publié en novembre 2018 par l'OIM, la plateforme Returns Working Group (RWG) et l'organisation Social Inquiry a identifié cinq raisons principales de déplacement prolongé en Iraq, à savoir les barrières au logement, aux moyens de subsistance, à l'accès aux services de base, à la sécurité, ainsi qu'à un soutien moral et psychologique<sup>101</sup>.

### Perte de documents

D'après Landinfo, il est fondamental d'être en possession d'une carte d'identité, «dans la mesure où elle est utilisée dans tous les contacts avec les autorités publiques, les services de santé, les services de protection sociale, les établissements scolaires, ainsi que lors de l'achat ou la vente d'habitations et de véhicules. De plus, la carte d'identité doit être présentée pour solliciter d'autres documents officiels, comme un passeport.»<sup>102</sup> Selon le rapport du département d'État américain pour 2017, les femmes ne pouvaient pas obtenir le document d'identification de l'état civil sans le consentement

<sup>97</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, September 2018, [url](#), pp. 1-2

<sup>98</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, September 2018, [url](#), pp. 1-2; UNHCR, Iraq Protection Update, August 2018, [url](#); UNHCR, Iraq Protection Update, July 2018, [url](#)

<sup>99</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, July 2018, [url](#), p. 1; IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), pp. 14-16

<sup>100</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), pp. 21-22

<sup>101</sup> IOM, Reasons to remain: categorizing protracted displacement in Iraq, 21 November 2018, [url](#), p. 1

<sup>102</sup> Norway, Landinfo, Iraq: Travel documents and other identity documents, 16 December 2015, [url](#), p. 17

d'un parent masculin. Ce document est nécessaire pour accéder aux services publics, à l'aide alimentaire, aux soins de santé, à l'emploi, à l'enseignement et au logement; cette problématique concerne en particulier les femmes dans les zones de conflit<sup>103</sup>.

L'OIM a indiqué que les personnes ayant perdu leurs documents officiels ont rencontré de nombreuses difficultés pour se les voir délivrer à nouveau (l'OIM indique que 13 % des familles de PDI ont rapporté ces faits). La procédure de délivrance de nouveaux documents officiels est longue et coûteuse, car elle implique souvent de retourner à l'endroit où ils ont été délivrés à l'origine. Un facteur également pertinent à cet égard concernait le fait que le demandeur possède ou non des relations au niveau local. Les PDI dans les gouvernorats de Kirkouk et de Souleimaniye seraient celles qui ont eu le plus de difficultés pour renouveler des documents<sup>104</sup>.

Pour des informations détaillées sur les documents d'état civil et d'autres questions liées à la relocalisation, le présent rapport doit être consulté en parallèle avec le document COI [EASO COI Report - Iraq: Internal mobility](#).

## 1.3 Informations générales sur les villes clés

### 1.3.1 Bassora

#### Démographie

La population du gouvernorat de Bassora est estimée à environ 4,5 millions d'habitants, dont plus de la moitié est âgée de moins de 24 ans<sup>105</sup>. Selon les estimations, la population de la ville Bassora se situe entre 1,9 million<sup>106</sup> et 2,4 millions<sup>107</sup> d'habitants. La proportion hommes/femmes au sein de la population est de 50/50<sup>108</sup>. La population du gouvernorat de Bassora est à 78,2 % urbaine et à 21,8 % rurale<sup>109</sup>. Le district de Bassora est le plus peuplé et héberge près de 50 % de la population du gouvernorat; il est suivi du district d'al-Zubair (16,8 %), tandis que les autres districts sont moins peuplés<sup>110</sup>.

La grande majorité de la population du gouvernorat de Bassora et du sud de l'Iraq est arabe musulmane chiite<sup>111</sup>. Le sud du pays est peuplé d'Iraqiens d'ascendance africaine, de Kurdes Faylis (estimés à 10 000), de chrétiens et de Sabéens-Mandéens. La plupart des Sabéens-Mandéens vivent dans le sud de l'Iraq, notamment à Bassora; quelques-uns se sont établis à Bagdad et dans la RKI<sup>112</sup>. Des chrétiens assyriens et chaldéens sont également présents dans le gouvernorat de Bassora<sup>113</sup>.

<sup>103</sup> USDOS, Country report on human rights practices for 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#), p. 43

<sup>104</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), pp. 30-31

<sup>105</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 2

<sup>106</sup> UNIAU, Basrah Governorate Profile, November 2010, [url](#), p. 1

<sup>107</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015 [url](#), p. 2

<sup>108</sup> UNIAU, Basrah Governorate Profile, November 2010, [url](#), p. 1

<sup>109</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), p. 71

<sup>110</sup> IOM, Community Stabilization Handbook 2015-2016, 2016, [url](#), p. 67

<sup>111</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 2; Australia, DFAT, Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 29

<sup>112</sup> Australia, DFAT, Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 29

<sup>113</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015 [url](#), p. 2

Bassora possède une communauté sunnite considérable<sup>114</sup>. D'après le ministère australien des affaires étrangères (DFAT), les régions auparavant mixtes sur le plan religieux sont désormais plus homogènes et «généralement chiites ou sunnites». Toutefois, la tolérance à l'égard des minorités religieuses reste plus élevée dans le sud que dans le centre du pays<sup>115</sup>. Géraldine Chatelard fait observer que la diversité démographique est bien inférieure dans le sud que dans n'importe quelle autre région d'Iraq. Il n'y a nulle part dans le sud une «masse critique» de sunnites constituant des quartiers homogènes sur le plan confessionnel. Elle précise que les sunnites, les chrétiens et les Sabéens-Mandéens ont tendance à s'installer dans les quartiers de leur confession, mais néanmoins dans les zones à majorité chiite<sup>116</sup>. Des centaines de tribus et de clans arabes sont installés dans le gouvernorat de Bassora<sup>117</sup>.

Le sud de l'Iraq est composé des gouvernorats de Bassora, de Maysan, de Najaf, de Dhi Qar, de Qadisiyyah et de Muthanna<sup>118</sup>.

Le sud de l'Iraq a largement échappé aux violences commises par l'EIL dans le reste du pays, et des milliers d'Iraqiens originaires du sud sont partis combattre l'État islamique en 2014<sup>119</sup>. Le sud de l'Iraq est «plus sûr» que les autres régions du pays, même si la criminalité, la toxicomanie, la violence entre les groupes armés chiites affiliés à des milices et les groupes tribaux<sup>120</sup>, y compris dans le cadre de la criminalité organisée aux mains des milices<sup>121</sup>, les enlèvements, l'extorsion<sup>122</sup> et l'exploitation sexuelle sont également à déplorer<sup>123</sup>. Les bandes criminelles de Bassora ont exploité les failles de la sécurité, et on a enregistré une augmentation des vols qualifiés, des enlèvements, des meurtres et du trafic de drogue, alors que les forces de sécurité iraqiennes luttent pour maintenir la sécurité parmi les groupes armés concurrents<sup>124</sup>. Le CNR a indiqué que les tribus de Bassora sont réputées pour leur armement et que les affrontements constituent la principale source de violence dans la région<sup>125</sup>. En 2017, des luttes tribales ont éclaté entre des tribus chiites rivales à propos des «terres agricoles, des contrats de construction de l'État et de la propriété foncière», lesquels menaçaient la sécurité des installations pétrolières dans le sud<sup>126</sup>. La consommation de drogue et le trafic de stupéfiants étaient largement répandus à Bassora en 2018, phénomènes que les responsables ont jugés responsables de la corruption et du chômage<sup>127</sup>.

Associés à une crise de santé publique naissante, les griefs de longue date formulés à l'encontre de la corruption, de la négligence des pouvoirs publics, du chômage et de l'absence de services de base comme l'eau et l'électricité, ont exacerbé la colère du grand public et attisé les violentes protestations dans le sud du pays en juillet 2018<sup>128</sup>. Le gouvernement a promis de créer 10 000 emplois et a annoncé

<sup>114</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018 [url](#), pp. 2-3; NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 2

<sup>115</sup> Australia, DFAT, Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 29

<sup>116</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

<sup>117</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015 [url](#), p. 2

<sup>118</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 104, September 2018 [url](#), p. 1

<sup>119</sup> New York Times (The), In Strategic Iraqi City, a Week of Deadly Turmoil, 8 September 2018, [url](#)

<sup>120</sup> Australia, DFAT, Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 29

<sup>121</sup> New York Times (The), In Strategic Iraqi City, a Week of Deadly Turmoil, 8 September 2018 [url](#)

<sup>122</sup> National (The), Fear has become a fact of life in Basra, 9 January 2016, [url](#)

<sup>123</sup> New Arab (The), The Iraq Report: Baghdad's 'most-wanted' list gives Islamic State leader a pass, 8 February 2018, [url](#)

<sup>124</sup> USDOS, OSAC, Iraq 2018 Crime & Safety Report: Basrah, 20 March 2018, [url](#)

<sup>125</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 4

<sup>126</sup> Reuters, Tribal clashes, political void threaten oil installations in Iraq's south, 11 September 2017, [url](#)

<sup>127</sup> New Arab (The), Basra: The epicenter of Iraq's drug problem, 2 January 2018, [url](#)

<sup>128</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 1; Schweitzer M., Protests in Southern Iraq Intensify, Is Instability to Follow?, International Peace Institute Global Observatory, 24 July 2018, [url](#); NPR, Months of Protests Roil Iraq's Oil Capital, Basra, 27 September 2018, [url](#); Guardian (The), 'Iraq is dying': oil flows freely but corruption fuels growing anger, 27 August 2018, [url](#)

son intention de créer des projets de services publics, tels que la rénovation du service des eaux de Bassora<sup>129</sup>. On dénombre 15 manifestants décédés et des centaines de blessés en septembre 2018 alors que les manifestations se poursuivaient. Le gouvernement a eu recours à la violence pour réprimer les manifestations en juillet, ce qui a conduit à la mort de plusieurs manifestants ainsi qu'à des interpellations, des actes de violence et des tirs à l'encontre des contestataires<sup>130</sup>. Les manifestations se sont propagées à d'autres régions du sud de l'Iraq en juillet 2018<sup>131</sup>.

### **Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)**

Depuis 2014, Bassora a accueilli 10 000 PDI en provenance des gouvernorats du nord du pays.<sup>132</sup> Jusqu'en avril 2015, un flux constant de PDI a afflué à Bassora. Après cette période, on enregistre uniquement des arrivées sporadiques<sup>133</sup>. En septembre 2018, l'OIM a indiqué que le gouvernorat de Bassora comptait 7 914 PDI, dont la plupart étaient installées dans le district de Bassora<sup>134</sup>. La majorité des PDI établies à Bassora venaient de Ninive (2 592), de Salah ad-Din (2 478), d'Anbar (1 566) et de Kirkouk (750)<sup>135</sup>. La plupart des personnes déplacées à Bassora sont des Arabes chiites et des Arabes sunnites, pour 2 % de chrétiens et 1 % de Turkmènes<sup>136</sup>.

L'attrait de Bassora pour les PDI serait dû à la présence de parents, d'amis ou de proches dans la région (plus de 40 %), ainsi qu'à la présence de forces de sécurité et à la situation stable de la ville (25 %). Selon elles, la situation instable et dangereuse dans leur région d'origine constitue le principal obstacle à leur retour (83 %)<sup>137</sup>.

En octobre 2017, plus de la moitié des PDI du gouvernorat de Bassora se trouvaient dans le district de Bassora (813 familles), tandis que 20 % d'entre elles étaient installées à al-Zubayr (368), près de 14 % à Abu al-Khasib (244) et de plus petits groupes sur les rives du Chatt-el-Arab (89), à Al Madinah (84), à Al-Qurnah (74) et à Fao (14)<sup>138</sup>. Près de 45 % de la population de PDI de Bassora seraient âgés de moins de 18 ans, la majorité des PDI étant âgés de 18 à 59 ans (53 %)<sup>139</sup>. En mars 2017, 13 % de ménages recensés à Bassora étaient dirigés par des femmes, soit le deuxième taux du pays en termes de ménages de PDI dirigés par des femmes<sup>140</sup>. L'OIM a qualifié le gouvernorat de Bassora de «gouvernorat de non-retour»<sup>141</sup>.

<sup>129</sup> Al Monitor, Oil installations hit by protests in southern Iraq, 13 July 2018, [url](#)

<sup>130</sup> New York Times (The), In Strategic Iraqi City, a Week of Deadly Turmoil, 8 September 2018, [url](#); VOA, Iraqi City of Basra Seethes Over Water Crisis, Unemployment, 10 September 2018, [url](#); HRW, Iraq: Security Forces Fire on Protesters, 24 July 2018, [url](#)

<sup>131</sup> HRW, Iraq: Security Forces Fire on Protesters, 24 July 2018, [url](#)

<sup>132</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 4

<sup>133</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), pp. 34-35

<sup>134</sup> IOM, IOM-Iraq, Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 36

<sup>135</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 104, September 2018, [url](#), p. 1

<sup>136</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), pp. 34-35

<sup>137</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), pp. 34-35

<sup>138</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), pp. 34-35

<sup>139</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), pp. 34-35

<sup>140</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assessment II: Governorate Profiles, March 2017 [url](#), p. 16

<sup>141</sup> IOM, IOM-Iraq, Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), pp. 34-35

### 1.3.2 Erbil

#### Démographie

La ville d'Erbil est la capitale du gouvernorat du même nom, situé dans le nord-ouest de l'Iraq, et administrée par le gouvernement régional du Kurdistan (GRK)<sup>142</sup>. Il s'agit de la quatrième plus grande ville du pays et de la ville la plus peuplée de la région du Kurdistan iraquien (RKI)<sup>143</sup>, qui abrite 821 000 personnes, selon les estimations<sup>144</sup>.

Selon l'OIM, «il n'y a pas de différence notable dans la répartition hommes-femmes dans le gouvernorat d'Erbil, les deux sexes composant chacun 50 % de la population. Un peu plus de 76 % du gouvernorat est urbain et 24 % rural.»<sup>145</sup> La population du gouvernorat d'Erbil est principalement composée de personnes d'origine kurde, mais il accueille également des minorités assyriennes, arabes et turkmènes<sup>146</sup>. La majorité des habitants d'Erbil sont des musulmans sunnites, mais on recense également des communautés de chrétiens (Caldéens, Assyriens et Arméniens), de yézidis et de Kaka'e installées dans la région<sup>147</sup>.

#### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

Grâce à sa relative stabilité et aux services de meilleure qualité qu'elle propose, la ville d'Erbil attire un grand nombre de PDI et de réfugiés syriens<sup>148</sup>. Lors d'un entretien accordé à l'occasion d'une mission menée conjointement par Landinfo et le service de l'immigration du Danemark (DIS) à Erbil et à Souleimaniye (RKI) entre le 22 et le 30 avril 2018, un représentant du GRK a indiqué qu'il y aurait «approximativement 1,4 million de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et de réfugiés syriens dans la RKI»<sup>149</sup>. Dans le cadre de son plan d'aide humanitaire en faveur de l'Iraq pour 2018, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a estimé que 30 % de l'ensemble des personnes déplacées en Iraq étaient établis dans les gouvernorats de Dohuk, d'Erbil et de Souleimaniye, celui d'Erbil abritant la troisième plus importante population de personnes déplacées qui, pour un bon nombre d'entre elles, y sont depuis août 2014<sup>150</sup>. Par ailleurs, en février 2018, l'OCHA a estimé qu'il y avait 140 000 «résidents vulnérables installés dans des communautés d'accueil dans la RKI» et «environ 358 000 personnes vulnérables ayant besoin d'une certaine forme d'aide humanitaire dans le gouvernorat d'Erbil en 2018»<sup>151</sup>. Le 31 août 2018, l'OIM a estimé que le gouvernorat d'Erbil accueillait 216 570 PDI, dont 190 698 sont installées dans la ville d'Erbil<sup>152</sup>.

<sup>142</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 135

<sup>143</sup> REACH, IDP Factsheet: Erbil City, 23-24 June 2014, [url](#), p. 1

<sup>144</sup> US, CIA, World Factbook, 21 June 2018, [url](#)

<sup>145</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 135

<sup>146</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#) p. 135

<sup>147</sup> NCCI, Erbil Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 2

<sup>148</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017 [url](#), p. 136; UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 4

<sup>149</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), p. 79

<sup>150</sup> UNOCHA, Iraq 2018 Humanitarian Response Plan, February 2018, [url](#), p. 10

<sup>151</sup> UNOCHA, Iraq 2018 Humanitarian Response Plan, February 2018, [url](#), pp. 10, 32

<sup>152</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 102, August 2018, [url](#), p. 4



En septembre 2018, le HCR a estimé que «quelque 250 184 réfugiés syriens sont recensés en Iraq. Près de 99 % des réfugiés syriens en Iraq résident dans la région du Kurdistan, dont 126 226 personnes à Erbil.»<sup>153</sup>

### 1.3.3 Bagdad

#### Démographie

Le gouvernorat de Bagdad est le plus peuplé des gouvernorats du pays et abrite près de 8,5 millions d'habitants, soit 23 % de la population iraquienne<sup>154</sup>. Selon les estimations, la population de Bagdad est d'environ 6,6 millions d'habitants<sup>155</sup>. La répartition entre les hommes et les femmes est équitable et le gouvernorat est à 87 % urbain et à 13 % rural<sup>156</sup>. Le gouvernorat de Bagdad est divisé en 14 districts. Les districts d'Adhamiyah, d'Al-Karkh (Karkh), de Kadhimiya, de Mansour, de Sadr City, d'Al Rashid, de Rusafa et de Tisaa Nissan font partie de la ville de Bagdad, tandis que ceux d'Al-Madain, de Taji, de Tarmiya, de Mahmoudiya et d'Abou Ghraïb composent le reste du gouvernorat<sup>157</sup>. Dans la ville de Bagdad, Al-Karkh détient 22 % de la population bagdadie, tandis que Sadr City est le deuxième district le plus peuplé (18 %)<sup>158</sup>.

Le Comité de coordination des ONG en Iraq (NCCI) a expliqué que les indicateurs de développement de Bagdad «varient selon les districts du gouvernorat» et que les services publics comme l'électricité, l'eau potable et l'assainissement «sont également moins fiables, voire totalement indisponibles, pour les habitants de certaines régions»<sup>159</sup>.

Selon le NCCI, Bagdad est «l'une des rares régions» à posséder une population musulmane mixte sunnite et chiite, aux côtés de quelques communautés chrétiennes moins importantes<sup>160</sup>. Le DFAT constate que les chiites sont majoritaires à Bagdad et prédominent dans le sud et l'est du pays. En outre, depuis l'arrivée de l'EIL, le conflit entraîne une accélération de «la tendance des zones mixtes sur le plan religieux à devenir davantage monoreligieuses»:

«Le nombre de zones considérées comme mixtes à Bagdad diminue. Certains districts de Bagdad détiennent encore d'importantes communautés sunnites, notamment ceux de Mansour et d'Abou Ghraïb. Il existe également de plus petites poches de communautés sunnites dans les districts d'Adhamiyah, de Rusafa, de Zaafrania, de Dowra et d'Al Rashid. Les communautés mixtes sunnites et chiites sont principalement localisées dans les districts de Rusafa et de Karada, bien que l'on recense également de plus petites communautés dans les districts de Dowra, d'Al Rashid, de Karkh, de Mansour et de Kadhimiya.»<sup>161</sup>

<sup>153</sup> UNHCR, Iraq: Syrian Refugee stats and locations, 30.09.2018, [url](#)

<sup>154</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment, part II Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p. 9

<sup>155</sup> US, CIA, The World Fact Book, People and Society, 21 June 2018, [url](#)

<sup>156</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 50

<sup>157</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#) p. 2

<sup>158</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#) p. 50

<sup>159</sup> NCCI, Baghdad Governorate Profile, December 2015, [url](#) p. 4

<sup>160</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#) p. 2

<sup>161</sup> Australia, DFAT, Iraq – Country Information Report, 9 October 2018, [url](#) p. 7

L'OIM explique que de nombreuses familles ont quitté Bagdad en raison des violences sectaires antérieures qui ont culminé durant la période 2006-2008. Les familles se sont réinstallées selon des axes sectaires dans des quartiers sunnites ou chiites, qui continuent de diviser la ville, notamment dans les quartiers majoritairement sunnites d'Adhamiyah, après la construction d'un mur autour de la ville pour «l'isoler» des zones chiites<sup>162</sup>. Toutefois, dans certains quartiers, des familles chiites et sunnites cohabitent en paix «et il existe des cas de familles sunnites isolées dans des quartiers à forte dominance chiite, tels qu'à Sadr City, qui ont réussi à s'assurer la protection des voisins et des milices»<sup>163</sup>.

Géraldine Chatelard formule le commentaire suivant:

«Les habitants de Bagdad vivent dans l'insécurité et accomplissent leurs activités quotidiennes en dépit de celle-ci. Les lieux publics, tels que les parcs, les centres commerciaux et les restaurants, sont bondés le soir et le week-end. Toutefois, les habitants ont adopté des mesures personnelles de sécurité: ils se déplacent en compagnie de personnes de confiance, les femmes seules ne prennent que des taxis qu'elles connaissent, les sunnites ne divulguent pas leur appartenance religieuse à un chauffeur de taxi chiite ou à une personne rencontrée par hasard, les sunnites évitent les zones résidentielles chiites et vice versa, les personnes qui en ont les moyens s'octroient les services de gardes de sécurité pour surveiller leurs biens.»<sup>164</sup>

Elle indique que les enlèvements et les extorsions constituent des préoccupations plus urgentes qui touchent également les personnes sans ressources, en échange desquelles les bandes criminelles prévoient de demander une rançon aux membres de la famille élargie<sup>165</sup>. En janvier 2018, le chef du comité de sécurité de la province de Bagdad a indiqué au *New York Times* que des quartiers de la périphérie occidentale de la capitale, qui constituent des usines à bombes pour Al-Qaida, restent exposés à l'insécurité<sup>166</sup>. Dans un rapport de 2018, les Nations unies indiquent qu'entre le 20 février et le 25 mars 2018, 52 attaques ont été perpétrées à Bagdad contre les forces de sécurité et les civils, provoquant la mort de 20 personnes, dont 17 civils<sup>167</sup>.

### **Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées**

Par le passé, Bagdad a déjà accueilli un grand nombre de PDI. Ce fut le cas lors des vagues de violence survenues après 2003<sup>168</sup>, ainsi qu'au début de la crise provoquée par l'EIL en 2014 (c'est également le cas de la RKI, d'Anbar et de Ninive, qui hébergent de larges populations de PDI)<sup>169</sup>. Lors de vagues de déplacement ultérieures, la situation s'est stabilisée et le nombre de PDI a diminué à mesure que les politiques en faveur de ces personnes ont été renforcées, ce qui leur a plus souvent permis de rester dans leur gouvernorat d'origine<sup>170</sup>. En juillet 2018, le nombre total de PDI à l'échelle nationale a baissé

<sup>162</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#) p. 48

<sup>163</sup> Chatelard, G., commentaires formulés au cours de la relecture du présent rapport, 30 octobre 2018.

<sup>164</sup> Chatelard, G., commentaires formulés au cours de la relecture du présent rapport, 30 octobre 2018.

<sup>165</sup> Chatelard, G., commentaires formulés au cours de la relecture du présent rapport, 30 octobre 2018.

<sup>166</sup> New York Times (The), Suicide Bombings in Baghdad Puncture Newfound Hope, 15 January 2018, [url](#)

<sup>167</sup> UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to Security Council resolution S/2018/359, para. 21, 17 April 2018, [url](#)

<sup>168</sup> NCCI, Baghdad Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>169</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), p. 7 ; REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [url](#), p. 6

<sup>170</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), p. 9

d'environ 2 %, enregistrant une diminution dans l'ensemble des 18 gouvernorats du pays. La chute la plus importante du nombre de PDI au cours de cette période a été observée à Bagdad<sup>171</sup>.

En 2015, près de 600 000 PDI étaient recensées à Bagdad, contre un peu plus de 400 000 en 2016 et moins d'un demi-million en 2017. En octobre 2017, le nombre de PDI s'élevait à 304 560 personnes<sup>172</sup>. En juillet 2018, l'OIM a indiqué que Bagdad accueillait 90 852 PDI, la majorité d'entre elles étant originaire d'Anbar et de Ninive, établies dans 585 sites à Bagdad<sup>173</sup>.

La plupart des PDI de Bagdad (principalement d'Anbar et de Ninive) se sont réinstallées dans le district de Karkh, qui accueille 40 % des PDI de la ville en raison de sa proximité avec les villes de Ramadi et de Falloujah, touchées par le conflit<sup>174</sup>. D'après l'évaluation intégrée de lieu (ILA) de l'OIM de 2016, on observe une forte tendance au retour spontané en Iraq entre 2016 et 2017<sup>175</sup>, plus de 700 000 PDI étant rentrées chez elles au cours du premier semestre 2017. À Bagdad, la moitié des PDI qui ont fui en 2014 et en 2015 (26 712) ont regagné leurs districts d'origine, principalement Kadhimiya, Abou Ghraïb et Mahmoudiya<sup>176</sup>.

En juillet 2018, Bagdad comptait également 77 878 personnes rapatriées, dont la majorité était installée à Mahmoudiya, suivi d'Abou Ghraïb et, dans une moindre mesure, de Kadhimiya. Les personnes rapatriées à Bagdad sont établies dans 85 sites différents<sup>177</sup>. En octobre 2017, l'OIM a indiqué que la plupart des PDI (84 %) étaient des Arabes sunnites, suivis de Turkmènes chiites (8 %), d'Arabes chiites (7 %) et de Kurdes sunnites (1 %). La majorité des personnes rapatriées (71 %) étaient également des Arabes sunnites (71 %) et des Arabes chiites (20 %)<sup>178</sup>.

En 2017, l'OIM a constaté que Bagdad était en tête de classement en matière de conflits, de méfiance, d'incidents et de menaces, y compris d'agressions physiques rapportées par des PDI<sup>179</sup>. Les tensions communautaires les plus fortes ont été observées entre Abou Ghraïb et Thawra2 et, dans une moindre mesure, à Kadhimiya et à Mahmoudiya<sup>180</sup>. En octobre 2017, un quart des PDI et des personnes rapatriées se disaient dans une situation tendue sur le plan de la sécurité, alors que la population était victime de violences conjugales (91 %), d'infractions mineures (73 %) et d'agressions sexuelles (7 %), principalement à Abou Ghraïb<sup>181</sup>.

<sup>171</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 100, July 2018, [url](#), p. 1

<sup>172</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 100, July 2018, [url](#), p. 5

<sup>173</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 100, July 2018, [url](#), p. 5

<sup>174</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix (DTM), Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 5

<sup>175</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 1

<sup>176</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 5

<sup>177</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 3.

<sup>178</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Part 1 – Thematic Overview, October 2017, [url](#), p. 16

<sup>179</sup> IOM Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 7

<sup>180</sup> IOM Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 7

<sup>181</sup> IOM Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 6

## 2. Aperçu de la situation économique

### 2.1 Généralités

Le rapport statistique sur le développement humain en Iraq de 2018 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) désigne l'Iraq comme un «pays à développement moyen» et le place 120<sup>e</sup> sur 189 au rang mondial<sup>182</sup>. Les conflits successifs qui ont frappé l'Iraq, notamment la guerre contre l'Iran, suivie par l'embargo des Nations unies de 1990 et la lourde ardoise laissée par les guerres qui ont suivi ont réduit l'indépendance économique de l'Iraq. Par ailleurs, si l'économie de marché est en hausse depuis la chute de Saddam Hussein, le secteur privé reste peu développé, il n'est pas capable de résorber le chômage et «ne contribue pas de manière significative à la génération de revenus» en Iraq<sup>183</sup>. L'Iraq est un État rentier où le secteur pétrolier représente 99 % des recettes provenant de l'exportation, tandis que le déclin du secteur agricole se poursuit<sup>184</sup>. L'économie iraquienne est en grande partie gérée par l'État; elle est dominée par un secteur pétrolier qui représente 90 % des recettes publiques et plus de 55 % du PIB. Le GRK vend du gaz et du pétrole à l'étranger en toute autonomie par rapport au gouvernement de Bagdad, notamment grâce à l'existence d'un gazoduc qui dessert la Turquie. La répartition des revenus du pétrole et du gaz est source de controverse entre le gouvernement de Bagdad et le GRK<sup>185</sup>. Si l'on exclut la part imputable au pétrole, la croissance économique est négative depuis 2014. Toutefois, une croissance de 4 % du secteur non pétrolier a été rapportée en 2017<sup>186</sup>. Le Fonds monétaire international (FMI) a fait état d'une croissance progressive du produit intérieur brut (PIB) par habitant, passant de 3 818 213 de dollars irakiens (2 819 EUR) en 2004 à 4 896 116 de dollars irakiens (3 615 EUR) en 2014<sup>187</sup>.

La Banque mondiale indique que l'économie iraquienne doit faire face à des difficultés importantes découlant de la baisse des prix du pétrole en 2015-2016 et du conflit de l'EIL, avec des répercussions négatives sur l'activité économique et un recul de 21,6 % de l'économie non pétrolière depuis 2014<sup>188</sup>. En juin 2017, le ministère australien des affaires étrangères et du commerce (DFAT) a déclaré que «les incidences économiques négatives sont aggravées par l'absence d'institutions économiques, par un secteur public très important et un secteur privé sous-développé, par de faibles niveaux de productivité et par l'obsolescence des infrastructures»<sup>189</sup>.

La Banque mondiale a déclaré que les perspectives de croissance de l'Iraq devraient s'améliorer, mais que cette amélioration serait de courte durée en l'absence de réformes structurelles. D'une part, les risques pesant sur les perspectives économiques découlent de la volatilité des prix du pétrole. D'autre part, d'importants risques sociaux et politiques se matérialisent sous la forme de tensions politiques permanentes, d'une faible capacité administrative et d'une corruption généralisée<sup>190</sup>. En 2017, l'Iraq récoltait 18 points sur une échelle de 100 dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International (0 signifiant «très corrompu» et 100 «très intègre»), se classant ainsi au 169<sup>e</sup> rang sur les

<sup>182</sup> UNDP, Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update Briefing note - Iraq, 2018 [url](#), p. 1

<sup>183</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 5

<sup>184</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 5

<sup>185</sup> US, CIA, The World Factbook; Iraq; Economy, 15 November 2018, [url](#); TRT World, what happened to Iraq's economy post-US invasion?, 10 May 2018, [url](#)

<sup>186</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018, [url](#), p. x

<sup>187</sup> IMF, World Economic Outlook Database, 2018, [url](#)

<sup>188</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018, [url](#), p. x, 4

<sup>189</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 26 June 2017, [url](#), p. 6

<sup>190</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018, [url](#), p. xii

180 pays évalués, la 180<sup>e</sup> place étant occupée par le pays où l'on perçoit le plus la corruption<sup>191</sup>. Il semblerait que la corruption soit profondément ancrée dans le système politique et économique du pays<sup>192</sup>. La qualité des services publics fournis par le gouvernement a été qualifiée de «médiocre»<sup>193</sup>.

Dans son indice de la facilité de faire des affaires (Doing Business), la Banque mondiale a attribué un score de 44,9 sur 100 à l'Iraq (100 représentant l'environnement économique le plus favorable et 0 le plus défavorable). Ainsi, l'Iraq est la 168<sup>e</sup> économie sur 190, soit un niveau inférieur à la moyenne régionale de 56,7 (115<sup>e</sup> rang)<sup>194</sup>.

## 2.2 Dommages liés au conflit et reconstruction

Après avoir subi de fortes contraintes économiques dues au conflit de l'EIL, l'Iraq est confronté à d'importants défis de reconstruction et se doit de reconstruire les infrastructures et de créer de l'emploi pour la population. En outre, il se doit également de gérer «les séquelles liées à des années de conflit et d'abandon» et de traiter la pauvreté, en particulier dans le sud du pays<sup>195</sup>. Selon le rapport 2018 de l'OCHA, sur la base des évaluations des dommages et des pertes réalisées par le ministère iraquien de la planification et analysées par la Banque mondiale, il est estimé qu'il faudra au moins 10 ans pour reconstruire l'Iraq, pour un coût supérieur à 88 milliards de dollars (77 milliards d'EUR)<sup>196</sup>. Les efforts déployés pour obtenir les 88 milliards de dollars estimés par la Banque mondiale pour reconstruire l'Iraq après la chute de l'EIL ont été récompensés et ont permis de récolter 30 millions de dollars d'engagements internationaux sous la forme de prêts et de garanties lors de la conférence de février 2018 au Koweït; toutefois, en raison de l'incertitude politique, les efforts de reconstruction pourraient être retardés<sup>197</sup>.

L'OCHA explique que les efforts de reconstruction du pays ont déjà commencé, notamment par l'élimination des dangers dus aux explosifs et des débris dans les zones reconquises. Les travaux de remise en état des réseaux de distribution d'électricité et d'eau et d'élimination des eaux usées sont également en cours, de même que les efforts en faveur de la relance des économies locales et de l'ouverture d'écoles et d'établissements de santé. En dépit de ces efforts, nombre de personnes vulnérables ne sont pas en mesure de rentrer chez elles sans assistance. L'OCHA indique que les PDI originaires de zones encore instables «sont susceptibles de retarder leur retour chez elles tant que les conditions ne se seront pas améliorées, et elles continueront de nécessiter une aide». <sup>198</sup>

Les services locaux de la région du Kurdistan iraquien (RKI) sont sous pression, notamment les établissements scolaires, les installations sanitaires, l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets<sup>199</sup>. Le chômage généralisé<sup>200</sup> et la concurrence à l'emploi ont augmenté, entraînant un net déclin des conditions de vie dans les trois gouvernorats. Après le référendum kurde sur l'indépendance de la RKI de septembre 2017, la situation s'est aggravée en raison de l'interruption des vols internationaux vers

<sup>191</sup> Transparency International, Corruption Perceptions Index, 21 February 2018, [url](#)

<sup>192</sup> Independent (The), After Isis is gone, Iraq will continue to be a deeply corrupt country, 6 July 2018, [url](#); Foreign Affairs, Is there hope for reform in post-election Iraq?, 17 October 2018, [url](#) ; Guardian (The), 'Iraq is dying': oil flows freely but corruption fuels growing anger, 27 August 2018, [url](#)

<sup>193</sup> IOM, Iraq - Country Fact Sheet 2017, August 2017, [url](#), p. 4

<sup>194</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 11

<sup>195</sup> World Bank, The World Bank in Iraq – Overview [11 October 2018 update], 11 October 2018, [url](#)

<sup>196</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 5

<sup>197</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 5

<sup>198</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 5

<sup>199</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 32

<sup>200</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 5

les aéroports d'Erbil et de Souleimaniye, avec des répercussions sur les activités économiques et commerciales. À la mi-octobre 2017, les forces de sécurité ont été redéployées à Kirkouk et dans plusieurs districts en proie au conflit, poussant plus de 180 000 personnes à abandonner leur foyer, la plupart cherchant sécurité et assistance à Ebril et à Souleimaniye<sup>201</sup>.

## 2.3 Bassora

Bassora est l'une des économies les plus vigoureuses d'Iraq, grâce à la présence de l'industrie des hydrocarbures et au commerce international dans le port d'Umm Qasr, dont les infrastructures se font toutefois vieillissantes. Le développement de l'agriculture est compromis par les munitions non explosées qui datent de la guerre entre l'Iran et l'Iraq<sup>202</sup>. Depuis 2010, la ville de Bassora a obtenu le statut de centre international de développement pétrolier. Les richesses engendrées par ce statut étaient perceptibles dans l'augmentation du nombre de cafés, de restaurants, de centres commerciaux et de salles d'exposition au sein de la ville<sup>203</sup>. Le secteur pétrolier de Bassora constitue un moteur essentiel de l'économie iraquienne<sup>204</sup>, puisque 80 % des réserves de pétrole nationales avérées se situent dans le sud du pays. Cependant, une grande partie des richesses générées ne restent pas à Bassora<sup>205</sup>. Bagdad centralise le contrôle des revenus du secteur pétrolier, laissant le développement économique local au second plan<sup>206</sup>. Le transport, en particulier par le port d'Umm Qasr, unique plateforme maritime en Iraq, constitue une priorité économique, alors que l'agriculture joue un rôle moins important dans l'économie de Bassora<sup>207</sup>. La corruption est un problème majeur pour l'économie de Bassora: en effet, ce sont les personnes entretenant des liens avec le gouvernement, les tribus, le monde politique et les paramilitaires qui contrôlent les marchés publics<sup>208</sup>. On présume qu'un ensemble composé de milices, de tribus et de cartels se livrant à la contrebande «domine tous les aspects de la vie commerciale à Bassora»<sup>209</sup>.

Des décennies de guerre, de mauvaise gestion et de corruption ont sapé les services publics et les infrastructures<sup>210</sup>, de même qu'elles ont engendré le chômage chronique, la pauvreté et des services publics de piètre qualité<sup>211</sup>. Depuis peu (juillet 2018), Bassora est le théâtre de manifestations massives et violentes contre l'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes liés au chômage des jeunes, aux infrastructures, à la qualité de l'eau, ainsi qu'aux services d'électricité et à la santé publique<sup>212</sup>.

<sup>201</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 32

<sup>202</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), p. 69

<sup>203</sup> Guardian (The), Basra after the British: division and despair in Iraq's oil boomtown, 4 July 2016, [url](#)

<sup>204</sup> Stratfor, Iraq: Baghdad Names Basra the Economic Capital, 27 April 2017, [url](#) ; CNN, There's more at stake in the Basra protests than dirty water and oil, 7 September 2018, [url](#)

<sup>205</sup> CNN, There's more at stake in the Basra protests than dirty water and oil, 7 September 2018, [url](#)

<sup>206</sup> Stratfor, Iraq: Baghdad Names Basra the Economic Capital, 27 April 2017, [url](#)

<sup>207</sup> UNIAU, Basrah Governorate Profile, November 2010, [url](#), p. 1

<sup>208</sup> Guardian (The), 'Iraq is dying': oil flows freely but corruption fuels growing anger, 27 August 2018, [url](#) ; VOA, Iraqi City of Basra Seethes Over Water Crisis, Unemployment, 10 September 2018, [url](#) ; Arab News, Oil firms' multi-million-dollar bribery racket bringing death to the streets of Iraq's Basra, 4 April 2018, [url](#)

<sup>209</sup> Guardian (The), Basra after the British: division and despair in Iraq's oil boomtown, 4 July 2016, [url](#)

<sup>210</sup> Reuters, In Iraq's crumbling Basra, a yearning for a better past, 11 May 2018, [url](#)

<sup>211</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), pp. 2-3

<sup>212</sup> New York Times (The), In Strategic Iraqi City, a Week of Deadly Turmoil, 8 September 2018, [url](#); Australia, DFAT, DFAT Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), pp. 17-18

## 2.4 Erbil

L'économie de la RKI est dominée par les secteurs de l'emploi dans l'administration publique, de la construction, du commerce de gros et de détail, ainsi que de l'agriculture. Elle profite en outre d'une industrie pétrolière en plein essor<sup>213</sup>. Dans un rapport de 2016, la Banque mondiale décrit l'économie de la RKI comme étant dominée par l'emploi dans l'administration publique, qui représente plus de 50 % de l'emploi total, et caractérisée par une forte dépendance à l'égard du secteur pétrolier<sup>214</sup>. Selon un rapport de Minority Rights Group International daté de 2017, «90 % de toutes les recettes du gouvernement kurde proviennent du secteur pétrolier et gazier.»<sup>215</sup>

Le gouvernorat d'Erbil est le centre commercial et administratif de la RKI. Il est riche en ressources naturelles, notamment pétrolières et gazières, tandis que l'approvisionnement alimentaire dépend de l'agriculture et des produits alimentaires importés d'Iran et de Turquie<sup>216</sup>. Selon l'OIM, «la ville d'Erbil est un centre de commerce en Iraq et un point de transit pour la majorité des produits importés en Iraq depuis l'étranger, en particulier depuis la Turquie.»<sup>217</sup> L'attrait de la ville pour les touristes fait d'Erbil la région la plus visitée de la RKI, totalisant deux tiers des arrivées de touristes<sup>218</sup>. D'après une analyse réalisée en 2017 par Mark A. DeWeaver, économiste à l'université américaine d'Iraq à Souleimaniye, la RKI entame sa troisième année d'une récession économique qui a commencé avec l'effondrement des prix mondiaux du pétrole en 2014 (les cours ont chuté de plus de 50 % au second semestre de cette même année)<sup>219</sup>. À la suite de tensions survenues en 2014 concernant le partage des revenus pétroliers entre le gouvernement régional et le gouvernement fédéral<sup>220</sup>, les relations entre Erbil et Bagdad se sont dégradées et le GRK a organisé, en septembre 2017, un référendum sur l'indépendance qui a vu 93 % des électeurs entériner massivement la sécession de l'Iraq<sup>221</sup>. Le référendum, contesté par Bagdad et les pays voisins de l'Iraq, la Turquie, l'Iran et les puissances occidentales, a déclenché une vague de représailles militaires et économiques de la part de Bagdad, notamment la fermeture forcée de l'aéroport international d'Erbil et la reprise de territoires disputés tels que la région de Kirkouk, riche en pétrole<sup>222</sup>.

En avril 2018, la Banque mondiale a indiqué qu'en raison des mesures punitives prises par l'Iraq, «le GRK a perdu la moitié de ses recettes pétrolières» et que «le budget fédéral propose de réduire l'enveloppe budgétaire du GRK et de le faire passer de 12 000 milliards de dollars irakiens [environ 8 860 milliards d'EUR] en 2017 à 6 700 milliards de dollars irakiens [environ 4 950 milliards d'EUR] en 2018, et exige que celui-ci verse la totalité de ses recettes d'exportation de pétrole au gouvernement fédéral.»<sup>223</sup> La Banque mondiale a souligné que la diminution du montant des virements budgétaires pourrait s'avérer insuffisante pour verser les salaires des fonctionnaires et des

<sup>213</sup> Georges, V., et. al, Initiatives to Improve Quality of Education in the Kurdistan Region — Iraq: Administration, School Monitoring, Private School Policies, and Teacher Training. Kurdistan Regional Government, 2016, [url](#), pp. 3-4

<sup>214</sup> World Bank, The Kurdistan region of Iraq - Reforming the economy for shared prosperity and protecting the vulnerable, 2016, pp. x-xi [url](#)

<sup>215</sup> MRG, Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017 [url](#), p. 21

<sup>216</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 138

<sup>217</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 138

<sup>218</sup> World Bank, The Kurdistan region of Iraq - Reforming the economy for shared prosperity and protecting the vulnerable (Vol. 2): Main report, 2016 [url](#), p. 52

<sup>219</sup> DeWeaver, M. A., Making Ends Meet: Economic Reforms in the Kurdistan Region of Iraq, in IRIS Iraq Report, American University of Iraq-Sulaimani, 2017, [url](#), p. 2

<sup>220</sup> CRF, The Time of the Kurds, 29 July 2015, [url](#)

<sup>221</sup> Reuters, Iraqi Kurds gear up for elections hoping to end turmoil, 11 September 2018, [url](#)

<sup>222</sup> IPS, Homebound: Hardship Awaits Internally Displaced Iraqis, 18 April 2018, [url](#)

<sup>223</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018 [url](#), p. x

militaires du GRK et «accroître encore la vulnérabilité au sein du GRK»<sup>224</sup>. Dans un rapport datant de mai 2018, l'Institut des États-Unis pour la paix indique que la «dette du GRK s'élève à pas moins de 17 milliards de dollars [environ 15 milliards d'EUR] et atteint un niveau insoutenable qui dépasse probablement 100 % du PIB de la région.»<sup>225</sup>

## 2.5 Bagdad

La ville de Bagdad est la capitale de l'Iraq et accueille le siège du gouvernement fédéral. Une grande partie de l'industrie manufacturière se situe à Bagdad, à l'exception de l'industrie lourde. L'autorité centrale est le principal employeur de la ville<sup>226</sup>. Le gouvernorat de Bagdad est le centre des secteurs économique, commercial, bancaire et financier de l'Iraq. Il constitue également une plateforme importante pour l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que pour les secteurs de la production de tabac, de cuir et de ciment. L'aéroport international de Bagdad est le principal aéroport d'Iraq et la capitale est bien reliée au reste du pays par des réseaux routier et ferroviaire. Bagdad accueille quatre universités ainsi que divers établissements d'enseignement et de recherche<sup>227</sup>.

---

<sup>224</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018 [url](#), p. 15

<sup>225</sup> USIP, Kurdistan Region's Debt Crisis Threatens Iraq's Economy, 9 May 2018, [url](#)

<sup>226</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 51

<sup>227</sup> NCCI, Baghdad Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 2



## 3. Emploi et moyens de subsistance

### 3.1 Aperçu général

La population active est estimée à 9 millions de travailleurs<sup>228</sup>. Selon les estimations de la Banque mondiale, en 2016, environ 2,5 millions de personnes étaient au chômage sur l'ensemble de la population active en Iraq. Ce chiffre comprend les PDI<sup>229</sup>. La Banque mondiale indique qu'avant la crise provoquée par l'EIL, le taux de chômage était en baisse, mais que le conflit a fait grimper le chômage à des niveaux dépassant ceux de 2012 et que près d'un quart de la population active est «sous-utilisée» (au chômage ou en situation de sous-emploi)<sup>230</sup>. Les statistiques sur le marché du travail indiquent une diminution du bien-être de la population découlant de l'augmentation du chômage et du taux de pauvreté en raison du conflit<sup>231</sup>. La Banque mondiale indique que «le chômage est élevé et que le taux d'activité demeure extrêmement faible, en particulier pour les femmes et les jeunes dans les zones touchées par le conflit.»<sup>232</sup> Selon les estimations, le chômage des jeunes est supérieur à 40 %<sup>233</sup>. La Banque mondiale fait état d'une tendance à la sous-représentation des jeunes dans l'emploi public et indique que le secteur privé n'a que peu d'emplois à leur offrir<sup>234</sup>.

Depuis 2017, le secteur public est le principal employeur du pays, avec des ensembles allant de 42 % à 50 %<sup>235</sup>, voire jusqu'à 60 %<sup>236</sup> de l'ensemble des emplois. Ce secteur génère principalement des emplois dans les domaines de l'enseignement, de la défense, ainsi qu'au sein du ministère de l'intérieur. La même tendance s'observe dans la RKI. Les salaires du secteur public représentaient 40 % du budget de l'État en 2017<sup>237</sup>. La même tendance s'observe dans la RKI. Selon les estimations, le secteur public (excepté celui du GRK) employait environ 1,8 million de travailleurs en 2016. La majorité des emplois (plus de 650 000) sont créés par le ministère de l'éducation<sup>238</sup>. Selon les estimations, le secteur public de la RKI a généré 682 021 emplois en 2018<sup>239</sup>.

L'Organisation internationale du travail (OIT) a estimé qu'en 2017, environ 40 % des emplois étaient des travailleurs indépendants<sup>240</sup>. Dans le secteur privé, la construction est «le plus important secteur d'emploi» et, de manière générale, l'un des plus grands secteurs d'emploi. L'agriculture génère environ 20 % des emplois, mais son potentiel a été «fortement réduit par le conflit et l'insécurité». Ce secteur est également un «grand employeur pour les femmes». Le secteur pétrolier n'emploie actuellement que 1 % de la population active totale<sup>241</sup>.

<sup>228</sup> ANND, Informal Labour – Iraq, 2016, [url](#)

<sup>229</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 10

<sup>230</sup> World Bank, The World Bank in Iraq – Overview [11 October 2018 update], 11 October 2018, [url](#)

<sup>231</sup> World Bank, The World Bank in Iraq – Overview [11 October 2018 update], 11 October 2018, [url](#)

<sup>232</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018, [url](#), p. 10

<sup>233</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 10

<sup>234</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor: From War to Reconstruction to Economic Recovery, Spring 2018, [url](#), p. 10

<sup>235</sup> IMF, Iraq – Selected Issues: IMF Country Report 17/252, August 2017, [url](#), pp. 5-6.

<sup>236</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 30 ; Mirza, A. "The Rentier Trap in Iraq: Comments and Recommendations", cited in: Atlantic council, Beyond Security: Stabilization, Governance, and Socioeconomic Challenges in Iraq, July 2018, [url](#)

<sup>237</sup> IMF, Iraq – Selected Issues: IMF Country Report 17/252, August 2017, [url](#), pp. 5-6

<sup>238</sup> IMF, Middle East and Central Asia Department, Public Wage Bills in the Middle East and Central Asia, 2018, [url](#), p. 51

<sup>239</sup> LSE Middle East Centre Blog, Analysing Growth Trends in Public Sector Employment in Iraq, 31 July 2018 [url](#)

<sup>240</sup> World Bank Data, Self-employed, total (% of total employment) (modelled ILO estimate), September 2018, [url](#)

<sup>241</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018, [url](#), p. 10

Une carte d'identité est requise pour postuler à un emploi<sup>242</sup>. Il faut également posséder un certificat de nationalité pour postuler à un emploi dans le secteur public, comme dans l'enseignement ou dans les services publics<sup>243</sup>.

Le travail non déclaré ou informel représente environ 20 % de l'emploi en Iraq<sup>244</sup>. Sur le marché du travail, les Iraquiens font face à la concurrence des travailleurs étrangers résidant et travaillant, de manière légale ou illégale, en Iraq. Les médias ont indiqué que les employeurs privilégieraient les travailleurs étrangers pour leurs qualifications spécifiques ou en raison du fait qu'ils sont susceptibles d'accepter des salaires plus bas<sup>245</sup>.

Le favoritisme, grâce aux liens politiques entretenus avec les partis au pouvoir, est un sésame pour obtenir un emploi, en Iraq comme au Kurdistan<sup>246</sup>. Les réseaux et le favoritisme sont déterminants dans l'embauche et les promotions<sup>247</sup>. *The Independent* rapporte que l'obtention d'un emploi au sein du gouvernement ou de l'armée suppose le versement de pots-de-vin. Dans cet article, la corruption est décrite comme une réalité quotidienne de la vie des Iraquiens, y compris dans la RKI, qui devient de plus en plus difficile pour les personnes qui ne sont pas en mesure de payer ces pots-de-vin<sup>248</sup>. Selon Géraldine Chatelard,

«en dehors de toute catégorie statistique, les familles iraqiennes dépendent généralement de plus d'une source de revenus dans la vraie vie. Elles mettent également en commun les ressources apportées par les membres composant le ménage, qui abrite souvent plusieurs générations et des couples mariés sous un même toit (fils mariés vivant avec leurs parents). Les salaires et/ou les pensions sont complétés par un emploi indépendant ou informel (dans des petites entreprises, en tant que chauffeur de taxi, etc.), par une petite production agricole dans les zones rurales et semi-rurales, ainsi que par l'aide de proches en cas de difficultés. Les PDI sont également susceptibles de recevoir des prestations limitées en espèces de la part des organismes de bienfaisance et des organisations humanitaires, tandis que certaines d'entre elles continuent de percevoir un salaire du secteur public malgré leur déplacement, conformément à une politique de stabilité des revenus adoptée par le GI [gouvernement iraquien].»<sup>249</sup>

### 3.1.1 Femmes

Au cours de la période 2005-2017, la population active en Iraq comptait 17 % de femmes en âge de travailler, contre 74 % d'hommes en âge de travailler<sup>250</sup>. Ce taux est inférieur à 10 % chez les femmes qui ont un niveau d'instruction bas ou intermédiaire. Les femmes qui sont effectivement présentes sur le marché du travail sont plus souvent au chômage que les hommes<sup>251</sup>. En 2017, environ 56 % des

<sup>242</sup> British Embassy Baghdad, 'Mixed Shia/Sunni Marriages' (9 May 2011), cited in UK, Home Office, Country Policy and Information Note Iraq: Internal relocation, civil documentation and returns, October 2018, [url](#), p. 28

<sup>243</sup> Norway, Landinfo, Iraq: Travel documents and other identity documents, 16 December 2015, [url](#), p. 17

<sup>244</sup> Gunter, F. R., *The Political Economy of Iraq*, Cheltenham, Elgar 2013, p. 195

<sup>245</sup> Arab Weekly (The), Foreign workers seeking jobs in Iraq despite perils, 18 February 2018, [url](#), 2018; Washington Post (The), Protests are mounting in Iraq? Why?, 21 July 2018, [url](#)

<sup>246</sup> Independent (The), Iraq 10 years on: How Baghdad became a city of corruption, 4 March 2013, [url](#); Van den Toorn, C., The solution to Iraq's political problems? Better education, 5 June 2014, [url](#)

<sup>247</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 65

<sup>248</sup> Independent (The), Iraq 10 years on: How Baghdad became a city of corruption, 4 March 2013, [url](#)

<sup>249</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

<sup>250</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 10

<sup>251</sup> Krishnan, N., Olivieri, S., Losing the Gains of the Past: The Welfare and Distributional Impacts of the Twin Crises in Iraq 2014, in World Bank Group Policy Research Working Paper 7567, February 2016, [url](#), p. 14

femmes âgées de 15 à 24 ans étaient sans emploi<sup>252</sup>. La Banque mondiale indique que les femmes sont nettement moins bien rémunérées que les hommes qui présentent le même profil, et ce quel que soit le secteur envisagé<sup>253</sup>. Dans le même rapport, la Banque mondiale indique que les femmes ayant un faible niveau d'éducation et de compétences sont souvent indépendantes et concentrées dans les activités du secteur privé. Ces emplois sont souvent informels, mal rémunérés et n'offrent aucun avantage tels qu'une assurance maladie, un congé de maternité ou une pension, tandis que les personnes employées dans l'économie informelle sont exclues de la protection accordée par le Code du travail. 70 % des femmes qui participent au marché du travail sont employées dans le secteur public et possèdent généralement un diplôme de l'enseignement secondaire ou supérieur<sup>254</sup>.

Il apparaît que les guerres contre le Koweït et l'Iran, les sanctions des Nations unies et le conflit de l'EIL ont eu des répercussions négatives sur le statut économique des femmes, et en particulier des veuves de guerre<sup>255</sup>. Les femmes sont victimes de discrimination économique pour accéder à l'emploi, au crédit et à l'équité salariale<sup>256</sup>.

### 3.1.2 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées

D'après l'aperçu des besoins humanitaires en Iraq de 2018 de l'OCHA, le manque de moyens de subsistance pour les PDI affecte leur capacité à subvenir à leurs besoins fondamentaux, et le manque de moyens de subsistance et l'absence de services dans les régions d'origine donnent lieu à un ralentissement des retours. L'OCHA fait remarquer que le «principal besoin en matière de relèvement» des PDI concerne l'accès à l'emploi et au travail, qui occupe la troisième place des besoins majeurs déclarés par les PDI et les personnes rapatriées, derrière la nourriture et les soins médicaux<sup>257</sup>. L'ILA III de l'OIM, publiée en janvier 2019, indique que l'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance constitue une préoccupation majeure des PDI dans la quasi-totalité des plus de 4 000 sites évalués en 2018<sup>258</sup>. Le manque de moyens de subsistance s'est traduit par des difficultés d'accès aux besoins essentiels tels que la nourriture, les articles ménagers et non alimentaires, ainsi que le logement<sup>259</sup>.

La Banque mondiale explique que les PDI ont subi une série de chocs économiques en raison du conflit de l'EIL, notamment la perte de ressources due à la destruction de leurs biens, le taux élevé de décès ou de blessés parmi les membres de leur famille ou encore la perte de leur emploi ou de leur entreprise, mettant à rude épreuve la capacité à faire face de cette population. En outre, les PDI qui ont un emploi sont généralement moins nombreux que les Iraquiens et subviennent en moyenne aux besoins de six autres membres du foyer<sup>260</sup>. Le chômage chez les PDI a eu des répercussions négatives sur leur niveau de pauvreté<sup>261</sup>. L'OIM a indiqué que Ninive (81 %) et Erbil (68 %) comptabilisaient le plus de sans-emploi. En moyenne, le taux d'emploi des PDI était de 43 %, mais il pouvait atteindre des niveaux plus bas dans certaines régions: 13 % à Diyala, 20 % à Salah ad-Din, 23 % à Ninive et 31 % à Anbar<sup>262</sup>.

<sup>252</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 10

<sup>253</sup> World Bank, Iraq systematic country diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 50

<sup>254</sup> World Bank, Iraq systematic country diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 49

<sup>255</sup> Al Jazeera, Iraqi women: 'Things were so much better before', 8 March 2015, [url](#); Arab Weekly (The), Iraqi women shackled by cultural constraints, 6 November 2016, [url](#)

<sup>256</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 26 June 2017, [url](#), p. 21

<sup>257</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), pp. 51-52

<sup>258</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 6

<sup>259</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), pp. 6, 34-35

<sup>260</sup> World Bank, The World Bank in Iraq – Overview [11 October 2018 update], 11 October 2018, [url](#)

<sup>261</sup> World Bank, The World Bank in Iraq – Overview [11 October 2018 update], 11 October 2018, [url](#)

<sup>262</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 35

Entre décembre 2017 et janvier 2018, 5 591 entretiens ont été menés avec des ménages dans 61 camps officiels de PDI situés dans les gouvernorats d'Anbar, de Bagdad, de Diyala, de Dohuk, d'Erbil, de Karbala, de Kirkouk, de Nadjaf, de Ninive, de Salah ad-Din et de Souleimaniye<sup>263</sup>. L'une des principales conclusions du rapport d'évaluation 2018 de l'initiative REACH était que les ménages de PDI installés dans des camps dépendaient de plus en plus de l'aide humanitaire et de l'aide publique, ce qui témoigne d'un accès insuffisant à des sources de revenus plus pérennes. L'accès insuffisant à des sources de revenus plus pérennes a été cité par 77 % des ménages ayant recours à des stratégies de survie consistant, entre autres, à monnayer l'assistance dont ils bénéficient, à s'endetter et à dépenser leurs économies<sup>264</sup>. Dans son rapport de 2018, l'OCHA indique également que près d'un tiers des familles déplacées s'appuient actuellement sur des «stratégies d'adaptation négatives» (le travail forcé ou l'abandon scolaire des enfants, par exemple)<sup>265</sup>. Selon l'OCHA, les ménages dirigés par des femmes sans moyens de subsistance étaient exposés à des «pratiques d'exploitation» et au risque de devoir se séparer de biens<sup>266</sup>. En novembre 2018, le Centre de suivi des déplacements internes (IDMC) et le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) ont publié les résultats des entretiens menés auprès de plus de 130 personnes déplacées et rapatriées iraqiennes appartenant à diverses catégories. Le rapport indique que plus de 40 % des rapatriés interrogés déclaraient ne pas travailler en raison de l'absence d'offres d'emploi, tandis que deux tiers d'entre eux affirmaient qu'il était «difficile, voire impossible, de survivre avec leurs revenus actuels». Les personnes rapatriées et les PDI ont toutes signalé des problèmes d'accès aux services dans leur région de retour, où la plupart des infrastructures ont été endommagées ou détruites.<sup>267</sup>

Entre décembre 2017 et janvier 2018, 5 591 entretiens ont été menés avec des ménages dans 61 camps officiels de PDI situés dans les gouvernorats d'Anbar, de Bagdad, de Diyala, de Dohuk, d'Erbil, de Karbala, de Kirkouk, de Nadjaf, de Ninive, de Salah ad-Din et de Souleimaniye. Parmi les ménages interrogés, 10 % déclaraient n'avoir bénéficié d'aucun moyen de subsistance au cours des trente jours précédant le recueil des données<sup>268</sup>.

En janvier 2019, l'OIM a indiqué que les personnes rapatriées citaient généralement les problèmes liés à l'emploi suivants: nombre insuffisant d'emplois (75 %), 74 % des fonctionnaires perçoivent leur salaire, la majorité des rapatriés ont un emploi (50 %), 17 % d'entre eux ne bénéficient d'aucune formation ni d'aucune aide à l'emploi, et 7 % déclarent avoir un emploi peu rémunéré et occuper un poste sous-qualifié ou inéquitable<sup>269</sup>. Selon l'ILA III 2019 de l'OIM, les emplois ne génèrent souvent pas assez de revenus, notamment à Kirkouk et à Ninive. Par conséquent, les familles de rapatriés disposent souvent de plusieurs sources de revenus (86 % ont un emploi rémunéré, 35 % touchent une pension), tandis que 47 % d'entre elles dépendent du travail informel, 38 % de l'agriculture, 36 % de l'entrepreneuriat privé et 29 % d'un emploi dans le secteur privé. L'OIM a déclaré que la situation était «plus précaire» pour les familles qui dépendent de revenus informels, avec une forte proportion à Erbil (88 %), Ninive (64 %) et à Bagdad (45 %)<sup>270</sup>.

<sup>263</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of Internally Displaced Persons Living in Camps, Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), p. 3

<sup>264</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of Internally Displaced Persons Living in Camps, Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), p. 2

<sup>265</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 5

<sup>266</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 51

<sup>267</sup> NRC/IDMC, Nowhere to return to: Iraqis' search for durable solutions continues, November 2018, [url](#) p. 28

<sup>268</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of Internally Displaced Persons Living in Camps, Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), p. 3

<sup>269</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 35

<sup>270</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 36

## 3.2 Bassora

Bassora affichait un taux de chômage inférieur à celui d'autres régions d'Iraq<sup>271</sup> et, en 2016, le HCR a indiqué que Bassora était mieux développée et proposait de meilleures perspectives d'emploi que d'autres régions du sud du pays<sup>272</sup>. En 2018, l'agence Reuters a déclaré que, grâce au développement du secteur privé et au pétrole, Bassora accueillait une classe moyenne majoritairement employée, contrairement au reste de l'Iraq<sup>273</sup>. Cependant, les prix du pétrole sont en chute et les subventions gouvernementales diminuent depuis 2014, tandis que les compagnies pétrolières ont licencié entre 30 % et 80 % de leur personnel à Bassora<sup>274</sup>. D'après une déclaration du vice-gouverneur de Bassora reprise dans les médias en août 2018, le chômage a connu une forte augmentation pour atteindre 30 %<sup>275</sup>. Les possibilités d'emploi dans le sud de l'Iraq sont décrites comme étant «limitées» en raison de la prédominance de l'industrie pétrolière et, en 2018, le DFAT faisait état d'un déplacement de personnes vers d'autres régions d'Iraq, comme Bagdad, pour y trouver un emploi<sup>276</sup>.

Le secteur du pétrole domine l'économie, mais n'emploie que 1 % de la main-d'œuvre à l'échelle nationale<sup>277</sup>. Les compagnies pétrolières de Bassora recrutent souvent des travailleurs étrangers à la place d'Iraqiens, attisant les frustrations d'une population locale dont le taux de chômage est plus élevé dans le sud<sup>278</sup>. Face à cette tendance, le gouvernement a approuvé un règlement exigeant que 50 % des travailleurs de l'industrie pétrolière employés par des entreprises étrangères soient de nationalité iraquienne<sup>279</sup>.

Dans les zones rurales du gouvernorat de Bassora, l'emploi repose principalement sur l'agriculture, touchée par des problèmes de salinité et de pénurie d'eau en 2018<sup>280</sup>. D'après le NRC, les liens tribaux influencent la répartition des emplois dans l'industrie pétrolière à Bassora, «attisant l'animosité et la concurrence pour les offres d'emploi»<sup>281</sup>. L'agence Associated Press a indiqué que l'obtention d'un emploi est souvent subordonnée au versement de pots-de-vin et au fait d'avoir des contacts dans le monde politique<sup>282</sup>. Une mission d'information menée par le NRC en septembre 2018 indique que les résidents de Bassora affirment que le chômage s'est aggravé ces dernières années et que les groupes armés sont «souvent l'unique employeur», faisant remarquer qu'il est extrêmement difficile de trouver un emploi, même pour les journaliers<sup>283</sup>. Certains analystes ont déclaré que le retour d'anciens membres des Forces de mobilisation populaire (FMP) qui s'étaient engagés dans la lutte contre l'EIL a encore accentué la pression sur les services et sur la demande en emplois<sup>284</sup>.

<sup>271</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>272</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 3

<sup>273</sup> Reuters, In Iraq's crumbling Basra, a yearning for a better past, 11 May 2018, [url](#)

<sup>274</sup> Schweitzer M., Protests in Southern Iraq Intensify, Is Instability to Follow?, IPI (International Peace Institute) Global Observatory, 24 July 2018, [url](#)

<sup>275</sup> Al Monitor, Basra protests spark government scramble to create jobs, 22 August 2018, [url](#)

<sup>276</sup> Australia, DFAT, Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 30

<sup>277</sup> National (The), In Iraq's oil-rich Basra, shanty towns flourish, 19 April 2018, [url](#)

<sup>278</sup> National (The), In Iraq's oil-rich Basra, shanty towns flourish, 19 April 2018, [url](#); Al Monitor, Basra protests spark government scramble to create jobs, 22 August 2018, [url](#)

<sup>279</sup> Al Monitor, Basra protests spark government scramble to create jobs, 22 August 2018, [url](#)

<sup>280</sup> NRC, Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, [url](#)

<sup>281</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 1

<sup>282</sup> Journal Gazette (The), Soaring unemployment fuels protests in southern Iraq, 26 July 2018, [url](#)

<sup>283</sup> NRC, Basra Fact-Finding Mission Report #2, 22 September 2018, [url](#), p. 3

<sup>284</sup> FP, Northern Iraq May Be Free, but the South is Seething, 9 November 2018, [url](#); NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 2

### 3.3 Erbil

Dans le gouvernorat d'Erbil, les possibilités d'emploi avaient globalement résisté aux répercussions de l'afflux de PDI et de réfugiés, et la communauté d'accueil «a conservé des taux d'emploi similaires à ceux qui ont précédé la crise»<sup>285</sup>. Bien que le gouvernorat ait accueilli le plus grand nombre de réfugiés syriens et de nombreuses PDI, la ville d'Erbil est parvenue à créer plus de possibilités d'emploi que d'autres zones urbaines<sup>286</sup>. Les données de 2016 du HCR indiquent que «le centre du district d'Erbil absorbe environ la moitié de la population active occupée, la majorité dans le secteur public. Dans la périphérie du district d'Erbil, l'emploi public est moins important et la population dépend davantage de l'emploi dans un éventail de domaines du secteur privé, quoique principalement dans la construction et dans les petits services.»<sup>287</sup> Selon l'étude démographique de 2018 de l'OIM, le taux d'activité dans la ville d'Erbil était de 65,9 % chez les hommes et de 14,8 % chez les femmes<sup>288</sup>. S'agissant du type de profession, les données de l'OIM indiquent que 43,7 % de la population active de la ville d'Erbil occupaient des postes dans le secteur public, 13 % dans le secteur privé, 18,7 % étaient des indépendants et 19,2 % des ouvriers à la journée<sup>289</sup>. Le taux de chômage de la ville d'Erbil était de 10,2 %, le taux de chômage étant plus élevé chez les femmes (16,1 %) que chez les hommes (8,7 %)<sup>290</sup>.

Dans le gouvernorat d'Erbil, la majeure partie de la population est employée dans le secteur public, 78 % de la population occupée disposent d'un contrat de travail écrit, tandis que le travail informel s'observe davantage dans des secteurs tels que la construction et le commerce de gros ou de détail<sup>291</sup>. D'après le HCR, «seuls 30 % des travailleurs sont légalement employés et perçoivent des traitements plutôt que des salaires.»<sup>292</sup>

Dans le cadre des mesures d'austérité, le GRK a introduit un système d'épargne salariale en 2016. Ce système a permis de réduire les traitements des fonctionnaires, de plus de 50 % dans certains cas<sup>293</sup>. Depuis le début de l'année 2018, des manifestations de fonctionnaires contre l'incapacité du gouvernement à verser les salaires en temps voulu ou dans leur intégralité sont régulièrement organisées à Erbil et dans d'autres régions de la RKI<sup>294</sup>. Lors d'un entretien accordé lors de la mission conjointe menée par Landinfo et le DIS à Erbil et à Souleimaniye en avril 2018, un représentant du GRK a déclaré que «les salaires des fonctionnaires civils n'ont pas été versés de façon régulière et accusent quatre mois de retard depuis janvier 2018. Le mois précédent, Bagdad a versé une partie du budget de l'État au GRK, mais le montant ne couvre pas les dépenses.»<sup>295</sup>

<sup>285</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 30

<sup>286</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 30

<sup>287</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 33

<sup>288</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 105

<sup>289</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 100

<sup>290</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 105

<sup>291</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 34

<sup>292</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 30

<sup>293</sup> Rudaw, Erbil civil servants plan general strike for Monday, 25 March 2018, [url](#)

<sup>294</sup> Rudaw, Fed up with austerity, civil servants protest across Kurdistan, 25 March 2018, [url](#)

<sup>295</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), p. 81

Des données de 2016 relatives au gouvernorat d'Erbil font état d'un taux d'emploi des enfants de 6 à 14 ans inférieur à 2 % pour les résidents et légèrement supérieur à 2 % pour les PDI<sup>296</sup>. Dans son évaluation participative de la RKI de 2018, qui était axée sur les PDI et les réfugiés vivant dans les gouvernorats d'Erbil, de Souleimaniye et de Dohuk, le HCR a qualifié le travail des enfants de problème très répandu ayant pour causes sous-jacentes la précarité économique et les croyances culturelles<sup>297</sup>.

Selon un article paru en août 2016 dans *Rûdaw*, le nombre de travailleurs mineurs a augmenté dans les grandes villes de la RKI, en partie en raison de l'afflux de familles déplacées d'Iraq et de Syrie. Le ministère des affaires sociales de la région du Kurdistan a annoncé la prise de mesures législatives pour freiner cette tendance<sup>298</sup>. En 2017, des représentants de la RKI ont déclaré qu'environ 1 700 enfants semblaient travailler dans les villes de la RKI, souvent comme vendeurs ambulants ou comme mendiants, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux abus<sup>299</sup>.

Selon l'étude démographique réalisée par l'OIM dans la KRI en 2018, 10,7 % des femmes ont un emploi dans le gouvernorat d'Erbil, avec un pourcentage plus élevé dans les zones urbaines (11,1 %) que dans les zones rurales (8 %) <sup>300</sup>. En 2016, le Programme alimentaire mondial (PAM) a déclaré que le «pourcentage de femmes au sein de la population active est en hausse par rapport à 2007, mais le pourcentage de femmes en marge du marché du travail reste élevé.»<sup>301</sup> Les possibilités d'emploi pour les femmes sont limitées en dehors du secteur public. Selon un rapport du HCR de 2016, «l'emploi des femmes a tendance à être concentré dans le centre du district d'Erbil et dans les villes, en raison de la prévalence des postes gouvernementaux plus élevée dans ces zones que dans les zones périphériques.»<sup>302</sup> Les données de 2018 relatives au type de profession exercée par les femmes dans la ville d'Erbil indiquent que 82,3 % des femmes actives occupaient des postes dans le secteur public, 10,5 % dans le secteur privé, 2,9 % étaient des indépendantes et 1,9 % des ouvrières à la journée<sup>303</sup>.

Associées au manque d'éducation, les croyances et les normes culturelles traditionnelles des différentes communautés concernant le rôle des femmes sont à l'origine de l'exclusion d'un grand nombre de femmes du marché du travail<sup>304</sup>. Dans le gouvernorat d'Erbil, les femmes diplômées de l'enseignement supérieur enregistraient un taux d'activité plus élevé, 33,7 % des femmes possédant au moins un diplôme de l'enseignement secondaire étant occupées, contre seulement 4,6 % chez les femmes diplômées de l'enseignement primaire, intermédiaire et de base<sup>305</sup>.

### **Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)**

Interrogés par le DIS en 2016, les responsables de la gestion des camps de PDI de Baharka et d'Harsham, dans le gouvernorat d'Erbil, déclaraient que «la RKI souffre de surpopulation par rapport aux ressources générales et aux emplois et la région était déjà touchée par le manque de débouchés

<sup>296</sup> WFP, Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, 2016, [url](#), p. 52

<sup>297</sup> UNHCR, Participatory Assessment Report Kurdistan Region of Iraq, 5 December 2017, [url](#), p. 7

<sup>298</sup> Rudaw, Kurdistan: New laws in the works to curb 'forced' child labor in Kurdistan, 24 August 2016, [url](#)

<sup>299</sup> Rudaw, More than 400 children in Sulaimani forced to beg, live on busy streets, 30 May 2017, [url](#)

<sup>300</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 39

<sup>301</sup> WFP, Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, 2016, [url](#), p. 50

<sup>302</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 31

<sup>303</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 100

<sup>304</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 38; UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 31

<sup>305</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 39

avant les arrivées massives de réfugiés.»<sup>306</sup> D'après les propos d'un avocat travaillant pour une ONG internationale dans la RKI, recueillis par le DIS, «l'augmentation des PDI sur le marché du travail a pour effet général de donner lieu à une concurrence accrue pour un nombre limité d'emplois», même s'«il n'est pas impossible pour une PDI d'obtenir un emploi, dans la mesure où les employeurs sont disposés à embaucher des PDI, considérées comme une force de travail peu coûteuse ou gratuite.»<sup>307</sup>

Selon une évaluation réalisée en 2017 par le DIS et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), «53 % des PDI de sexe masculin âgées de 15 à 64 ans étaient actives dans le gouvernorat d'Erbil.»<sup>308</sup> Selon les données du HCR pour 2016, le taux d'emploi des PDI établies dans le gouvernorat d'Erbil est de 53,3 % chez les hommes et de 10,2 % chez les femmes<sup>309</sup>. 88 % des PDI de sexe féminin installées dans le gouvernorat d'Erbil sont inactives<sup>310</sup>, car le taux d'illettrisme élevé chez les femmes adultes et la désapprobation des hommes de la famille leur ont empêché l'accès aux possibilités d'emploi<sup>311</sup>.

L'évaluation réalisée par l'OIM en 2017 indiquait que le manque d'emplois était cité comme une source d'inquiétude dans 75 % des sites du gouvernorat d'Erbil accueillant des PDI et dans 87 % de ceux accueillant des personnes rapatriées<sup>312</sup>. Les PDI vivant dans des camps avaient rencontré plus de difficultés pour trouver un emploi, la moitié des PDI de sexe masculin établies dans la RKI interrogées dans le cadre de l'étude démographique de 2018 de l'OIM et du GRK affirmant qu'elles avaient perdu l'espoir d'en trouver un<sup>313</sup>.

En ce qui concerne les conditions juridiques de l'emploi, les résultats de l'enquête du HCR de 2016 ont montré que 71 % de PDI actives dans le gouvernorat d'Erbil travaillaient sur la base d'un contrat écrit. Les secteurs tels que la construction et le commerce de gros ou de détail sont plus exposés au travail informel et seuls 30 % des travailleurs de ces secteurs ont un contrat de travail en bonne et due forme<sup>314</sup>. D'après une évaluation de l'OIM de 2017, «les principales sources de revenus des PDI proviennent des pensions et du travail informel, tandis que celles des personnes rapatriées reposent sur les pensions et sur l'agriculture.»<sup>315</sup> Le rapport de 2016 du DIS indique que les PDI «ne rencontrent "aucune difficulté" pour ouvrir un commerce dans une ville comme Shaqlawa, ce qui est impossible à Erbil, car la ville a adopté des politiques plus strictes et que la vie y est bien plus coûteuse.»<sup>316</sup>

Les sources interrogées lors de la mission d'information effectuée par le DIS en 2016 dans la RKI ont déclaré que les PDI se heurtaient à des obstacles pour accéder au marché du travail à Erbil, comme

<sup>306</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 160

<sup>307</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), pp. 92-93

<sup>308</sup> UNDP, Iraq: 3RP Monthly Update - August 2017: Livelihoods, 31 August 2017, [url](#)

<sup>309</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 31

<sup>310</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 31

<sup>311</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 31

<sup>312</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p. 27

<sup>313</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 42

<sup>314</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 34

<sup>315</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p. 27

<sup>316</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), pp. 78-79



l'exigence d'un permis de séjour, l'absence de réseau de relations et la langue<sup>317</sup>. Bien que l'arabe soit quelque peu parlé dans la communauté d'accueil, la préférence pour le kurde crée une barrière linguistique entre la population locale et les PDI, conduisant à un manque d'interactions.<sup>318</sup> Le DFAT fait remarquer qu'il est difficile de trouver un emploi dans la RKI sans disposer de réseau de relations, car «le favoritisme et le népotisme influencent considérablement les possibilités d'emploi.»<sup>319</sup>

La crise économique dans la RKI a également des répercussions sur les relations entre les communautés d'accueil et les PDI. Interrogés lors de la mission conjointe menée par Landinfo et le DIS à Ebril et à Souleimaniye en avril 2018, des représentants de l'OCHA ont déclaré que «les PDI doivent lutter contre le sentiment qu'ont les communautés d'accueil que les PDI/les réfugiés s'arrogent les emplois de la population kurde.» Selon la même source, «des expulsions forcées ont été constatées en conséquence, en particulier de jeunes hommes Arabes sunnites.»<sup>320</sup> Ces expulsions étaient décrétées sous prétexte de sécurité, mais la source a estimé que la véritable cause résidait dans le fait que les PDI étaient considérées comme de la «main-d'œuvre concurrentielle».<sup>321</sup>

### 3.4 Bagdad

Selon le NCCO, le taux de chômage à Bagdad (9,7 %) est inférieur au taux de chômage moyen en Iraq (11,3 %), même si l'on enregistre un grand nombre de jeunes urbains sans emploi<sup>322</sup>. L'OIM indique que l'emploi dans le secteur privé constitue la principale source de revenus pour 44 % de la population bagdadie<sup>323</sup>. Selon les estimations, les jeunes sans-emploi sont très nombreux à Bagdad<sup>324</sup>. Selon une étude réalisée en 2014 par le PNUD, un total de 22,2 % des jeunes avaient un emploi à Bagdad (34,3 % d'hommes et 6,6 % de femmes)<sup>325</sup>, tandis qu'environ 13,1 % des jeunes adultes (17 % de femmes et 8,2 % d'hommes) étaient au chômage et à la recherche d'un emploi<sup>326</sup>. En juillet 2018, des manifestations contre le chômage chronique et la corruption ont eu lieu à Bassora et à Bagdad<sup>327</sup>.

#### Femmes et personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

À Bagdad, la participation des femmes au marché du travail est faible<sup>328</sup>. Selon les données du PNUD, moins de 10 % des femmes sont employées en dehors du secteur agricole à Bagdad depuis 2012<sup>329</sup>. En 2015, une femme, Zekra Alwach, a été nommée maire de Bagdad, une première dans l'histoire du pays<sup>330</sup>.

<sup>317</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 53

<sup>318</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 26

<sup>319</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 28

<sup>320</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), p. 52

<sup>321</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), pp. 52-53

<sup>322</sup> NCCI, Baghdad Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>323</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment, part II Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p. 11

<sup>324</sup> NCCI, Baghdad Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>325</sup> UNPD, Iraq human development report 2014: Iraqi youth, 17 December 2014, [url](#), p. 164

<sup>326</sup> UNPD, Iraq human development report 2014: Iraqi youth, 17 December 2014, [url](#), p. 165

<sup>327</sup> New Arab (The), The Iraqi report: Basra's fury spreads to Baghdad as new protests erupt, 19 July 2018, [url](#)

<sup>328</sup> World Bank, Baghdad Water Supply and Sewerage Improvement Project (P162094), 9 January 2018, [url](#), p. 9

<sup>329</sup> UNPD, Iraq: Women's Economic Empowerment Integrating Women into the Iraqi Economy, 29 September 2012, [url](#), p. 14

<sup>330</sup> Newsweek, Baghdad gets first female mayor in 1,250-year history, 25 February 2018, [url](#)

En octobre 2017, l'OIM a indiqué que l'emploi était une préoccupation majeure pour les PDI comme pour les personnes rapatriées à Bagdad, et que les possibilités d'emploi étaient globalement insuffisantes, peu rémunérées ou inaccessibles en raison d'une sous-qualification (4 %) ou d'une discrimination (4 %)<sup>331</sup>. En 2016, l'initiative REACH et l'OIM indiquaient que 29 % des PDI vivant en dehors des camps à Bagdad ne disposaient d'aucun revenu lié au travail, à l'activité économique ou à une pension. Elles recensaient 24 % d'ouvriers agricoles salariés, 17 % d'ouvriers qualifiés, 15 % de fonctionnaires et 6 % de personnes touchant une pension<sup>332</sup>. La plupart des PDI sont autorisées à travailler dans le secteur privé et la majorité des emplois qui leur sont réservés se trouvent dans la construction, la menuiserie, les travaux de la forge ou le commerce. Certaines PDI n'ont toutefois pas trouvé d'emploi<sup>333</sup>.

Selon les PDI, le favoritisme jouerait un rôle dans l'octroi des emplois<sup>334</sup>.

---

<sup>331</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 7

<sup>332</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [url](#), p. 14

<sup>333</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 50

<sup>334</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment, part II Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p.

## 4. Pauvreté

### 4.1 Aperçu général

Selon la Banque mondiale, le taux de pauvreté était de 18,9 % en 2012<sup>335</sup>, et il a augmenté en 2014, où il était estimé à 22,5 %, alors que de «récentes statistiques sur le marché du travail» suggéraient une nouvelle détérioration de la situation depuis lors<sup>336</sup>. Aucun taux de pauvreté concret récent n'est disponible. Dans les zones qui étaient contrôlées par l'EIL, le taux de pauvreté atteint probablement environ le double du taux national mentionné de 22,5 %<sup>337</sup>. Le taux de pauvreté est plus élevé dans les zones rurales<sup>338</sup>. La crise provoquée par l'EIL a eu des répercussions négatives sur l'ensemble du territoire iraquien, même si celles-ci se font sentir plus intensément dans certaines zones que dans d'autres, la pauvreté ayant touché plus gravement les zones contrôlées par l'EIL et la RKI, où les taux de pauvreté ont respectivement doublé et quadruplé. Des augmentations moindres de la pauvreté ont été constatées dans le reste de la partie nord du sud de l'Iraq et à Bagdad, même si dans le sud, une plus grande part de la population était proche du seuil de pauvreté avant 2014<sup>339</sup>. Parmi les autres facteurs contribuant à la pauvreté figurent l'instabilité politique, la bureaucratie, le taux de chômage élevé, la corruption, la baisse du niveau d'études et les déplacements internes<sup>340</sup>. En février 2018, le gouvernement iraquien a lancé une deuxième stratégie de réduction de la pauvreté (SRP2) pour la période 2018-2022, qui cible plus particulièrement les groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les personnes rapatriées<sup>341</sup>.

Selon le DFAT, «la discrimination sociétale à l'égard des minorités ethniques est elle aussi très répandue, et ces minorités font régulièrement état de difficultés à accéder à l'emploi, au logement et aux services, notamment à l'éducation. Plus encore que les politiques publiques discriminatoires, c'est le népotisme, l'identité sectaire et les préjugés sociétaux qui en sont généralement la cause<sup>342</sup>».

#### 4.1.1 Ménages dirigés par des femmes

Géraldine Chatelard a fait observer que les femmes sans parents de sexe masculin, notamment les femmes chefs de ménage, les femmes divorcées et les veuves, se trouvaient dans une situation vulnérable tant sur le plan économique que sur celui de l'exposition au harcèlement, et avaient du mal à trouver un emploi. Elle indique en outre que la situation des veuves n'est pas beaucoup plus enviable, dans la mesure où elles ne bénéficient pas, elles non plus, «de la protection d'un parent de sexe masculin et des connexions nécessaires pour trouver un emploi et entretenir leurs enfants à charge»<sup>343</sup>. Dans un rapport de 2017, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH) indiquait que les PDI, en particulier les femmes chefs de ménage, les veuves, les femmes handicapées et les fillettes et les adolescentes, étaient vulnérables aux abus et avaient du mal

<sup>335</sup> World Bank, The World Bank in Iraq – Overview, 11 October 2018, [url](#)

<sup>336</sup> World Bank, Iraq's Economic Outlook – April 2018, April 2018, [url](#)

<sup>337</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 9 ; FT, Militant threat haunts Iraq's race to revive economy, 27 March 2018, [url](#), 2018 ; Krishnan, N., Olivieri S., Losing the Gains of the Past: The Welfare and Distributional Impacts of the Twin Crises in Iraq 2014, in World Bank Group Policy Research Working Paper 7567, February 2016, [url](#), p. 14, 21

<sup>338</sup> BTI 2018, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 17

<sup>339</sup> World Bank, Iraq – Systematic Country Diagnostic Report No. 112333-IQ, 3 February 2017 [url](#), pp. 29-30, 37

<sup>340</sup> BTI 2018, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 17

<sup>341</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 1 April 2018, [url](#), p. 7

<sup>342</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq , 9 October 2018, [url](#), p. 10

<sup>343</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

à obtenir de l'aide humanitaire<sup>344</sup>. À Bagdad, parmi les PDI, les ménages dirigés par des femmes étaient plus nombreux à indiquer n'avoir aucune source de revenus et être fortement tributaires de l'aide humanitaire et de l'assistance du gouvernement pour couvrir leurs besoins fondamentaux<sup>345</sup>.

Selon les normes sociales traditionnelles, les femmes jouent un rôle domestique et axé sur la famille plutôt que de travailler à l'extérieur du foyer<sup>346</sup>. Le DFAT a indiqué que les femmes avaient généralement besoin de la permission de leur mari ou d'un parent de sexe masculin pour exercer une activité économique à l'extérieur du foyer<sup>347</sup>. Dans la culture iraquienne, un parent célibataire est considéré comme incapable de pourvoir aux besoins financiers de son ménage tout en s'occupant de celui-ci<sup>348</sup>. Il n'est socialement pas acceptable pour une femme de vivre seule, sans hommes. Celles qui ne se conforment pas à cette norme font souvent l'objet d'attitudes négatives de la part de la société et courent un risque particulièrement élevé de subir des violences<sup>349</sup>. D'après le rapport sur la traite des êtres humains de 2018 de l'USDOS, des cas de femmes déplacées internes et de réfugiées syriennes obligées de se prostituer dans le cadre de réseaux de traite ont déjà été signalés, notamment dans des villes du sud, à Bassora et à Bagdad<sup>350</sup>.

Les récents conflits en Iraq et les mouvements de PDI qui en ont découlé ont amené certaines femmes à devoir assumer le rôle de chef de ménage à la suite de la perte de leur mari ou de l'homme qui pourvoyait à leurs besoins. En 2011, le CICR indiquait que les femmes chefs de ménage étaient «particulièrement vulnérables» et que même si «la société avait désormais davantage tendance à accepter que les femmes travaillent et soient indépendantes», «ce changement était lent et les possibilités d'emploi étaient rares», avec pour conséquences que les femmes et leurs enfants étaient menacés de «pauvreté absolue» et avaient du mal à joindre les deux bouts en raison des écarts de revenu, empruntant souvent des ressources à leurs familles ou à leurs proches pour couvrir leurs dépenses de base<sup>351</sup>. En 2013, l'OIM indiquait qu'un ménage sur dix était dirigé par une femme<sup>352</sup>. En 2017, l'OIM indiquait que dans le gouvernorat de Wasit, 17 % des familles déplacées internes avaient une femme à leur tête, et que dans le gouvernorat de Bassora, ce chiffre était de 14 %<sup>353</sup>.

De nombreux rapports affirment que les femmes qui travaillent sont souvent victimes de harcèlement sexuel dans la rue et sur leur lieu de travail<sup>354</sup>. En août 2018, deux femmes qui travaillaient dans des instituts de beauté ont été assassinées. En septembre 2018, une militante des droits de l'homme et une ancienne reine de beauté ont été assassinées. Les mobiles de ces quatre meurtres, tout comme les éventuels liens entre ceux-ci, sont inconnus<sup>355</sup>.

<sup>344</sup> UNOCHA, Humanitarian needs overview, January 2017, p. 15, [url](#)

<sup>345</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), p. 18

<sup>346</sup> Dietrich, L., Carter S. E., Gender and conflict analysis in ISIS affected communities of Iraq, May 2017, [url](#), p. 5 ; Oxfam, Including women in livelihoods programming in Iraq, October 2016, [url](#), p. 3 ; Hassig, S., (et al.), Cultures of the world – Iraq, Cavendish Square Publishing, New York, 2015, [url](#), p. 76

<sup>347</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#)

<sup>348</sup> New York Times (The), Iraq's Forgotten Casualties: Children Orphaned in Battle With ISIS, 31 August 2018, [url](#)

<sup>349</sup> CARE, Multi-sector needs assessment, April 2015, Kirkuk city/Iraq, April 2015, [url](#), p. 11 ; Finnish Immigration Service, Overview of the status of women living without a safety net in Iraq, 22 May 2018, [url](#), p. 41 ; CARE, Multi-sector needs assessment, April 2015, Kirkuk City/Iraq, April 2015, [url](#), p. 27 ; NBC News, Life in Iraq: War Forces Women into Non-traditional roles, 29 December 2015, [url](#)

<sup>350</sup> USDOS, 2018 Trafficking in Persons Report – Iraq, June 2018, [url](#)

<sup>351</sup> ICRC, Households headed by women in Iraq: a case for action, August 2011, [url](#), p. 2, 6, 8

<sup>352</sup> IOM, Livelihoods and Coping Mechanisms, 29 September 2013, [url](#), p. 5

<sup>353</sup> IOM, Integrated location assessment part II Governorate Profiles; March 2017, [url](#), p. 16, 40

<sup>354</sup> New Arab (The), Knives and guns: How Iraqi women handle street harassers, 5 December 2017, [url](#) ; Al-Monitor, Sexual harassment common even for Iraqi women professionals, 2 February 2017, [url](#) ; Niqash, An Immoral Trade: Wasit Council Bans Women From Working in Cafes, 8 June 2017, [url](#)

<sup>355</sup> Guardian (The), Deaths of high-profile Iraqi women spark fear of conservative backlash, 2 October 2018, [url](#) ; New York Times (The), A Social Media Star is Shot Dead in Baghdad. Iraqis Fear a Trend, 29 September 2018, [url](#)

## Femmes déplacées

Le DIS a décrit les femmes déplacées comme «particulièrement vulnérables». La source a indiqué dans son rapport de mission d'information de 2016 concernant les femmes déplacées internes célibataires dans les camps:

«[d]iverses sources ont indiqué que les femmes déplacées internes célibataires et les ménages dirigés par des femmes étaient particulièrement vulnérables. (...) Deux sources ont décrit les femmes célibataires vivant dans les camps de PDI comme vulnérables au harcèlement. L'IRC a déclaré qu'il serait plus facile pour les femmes divorcées avec enfants de vivre seules, dans le sens où cette situation serait socialement plus acceptable. L'ERC a déclaré qu'à l'intérieur des camps de PDI, la situation était très contrôlée pour les femmes célibataires, mais qu'à l'extérieur des camps, elle était incertaine. (...) Selon trois sources, le scénario d'une femme célibataire non mariée vivant seule dans la RKI (à l'extérieur des camps) est hypothétique: il y a toujours un membre de la famille élargie ou un autre qui peut s'occuper d'une fille ou d'une femme jusqu'à ce qu'elle se marie. L'IRC a déclaré que même si les femmes célibataires pouvaient rarement vivre seules, elles pouvaient dans certains cas travailler à l'extérieur du foyer. En ce qui concerne les femmes voyageant seules, l'IRC a déclaré qu'il était plus acceptable qu'elles voyagent à des fins professionnelles que pour leurs loisirs»<sup>356</sup>.

## Femmes divorcées et veuves

D'après une étude réalisée par le ministère iraquien du plan et du développement en 2016, il y aurait 600 000 orphelins et 850 000 veuves en Iraq, mais cette enquête ne couvrait pas Anbar et Ninive, les gouvernorats les plus durement touchés par le conflit avec l'EIIL<sup>357</sup>. Selon la tradition, une femme qui perd son mari doit emménager chez ses parents ou ses beaux-parents ou, selon la coutume kurde, épouser un frère de son défunt mari<sup>358</sup>. Cette tradition est cependant de plus en plus difficile à appliquer en raison de la situation économique<sup>359</sup>. Le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a indiqué en 2014 que les veuves couraient le risque de subir des violences et des abus, notamment des abus sexuels, en raison de leur situation financière et sociale précaire. Le Comité était préoccupé par le manque de possibilités de renforcement des capacités et d'autonomisation pour les veuves<sup>360</sup>. Un article d'Al-Monitor décrit la situation d'une veuve forcée par ses beaux-parents à choisir entre garder son enfant et se remarier<sup>361</sup>.

Dans un article de juillet 2018, NBC News citait le vice-ministre de la justice qui faisait état d'une «très forte hausse» des demandes de divorce au cours des trois mois précédents dans les zones anciennement contrôlées par l'EIIL, où les épouses des membres tentaient d'obtenir le divorce. Selon cet article, dans les milieux conservateurs iraqiens, le divorce n'est pas encouragé, même s'il est accepté par beaucoup en Iraq, et tant les hommes que les femmes peuvent demander le divorce au tribunal<sup>362</sup>. *The Economist* a déclaré qu'entre 2004 et 2014, on comptait un divorce pour

<sup>356</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KR-I): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#).

<sup>357</sup> Al Monitor, Amid war on IS, Iraq's widows and orphans face neglect, 14 August 2016, [url](#)

<sup>358</sup> ICRC, Households headed by women in Iraq: a case for action, August 2011, [url](#), p. 4

<sup>359</sup> ICRC, Households headed by women in Iraq: a case for action, August 2011, [url](#), p. 4

<sup>360</sup> UN CEDAW, Concluding observations on the combined 4th to 6th periodic reports of Iraq, 10 March 2014, [url](#), p. 14

<sup>361</sup> Al-Monitor, Amid war on IS, Iraq's widows and orphans face neglect, 14 August 2016, [url](#)

<sup>362</sup> NBC News, Divorce on the rise in Iraq as wives cut ties to ISIS militants, 5 July 2018, [url](#)

cinq mariages<sup>363</sup>. Pour pouvoir divorcer, les femmes seraient souvent obligées de renoncer à leur droit à une indemnité compensatoire ou à leur droit à la garde des enfants<sup>364</sup>.

Selon le département d'État des États-Unis, en 2017, les femmes ne pouvaient pas obtenir de document d'identification de l'état civil sans le consentement d'un parent de sexe masculin. Ce document est nécessaire pour accéder aux services publics, à l'aide alimentaire, aux soins de santé, à l'emploi, à l'enseignement, et au logement<sup>365</sup>.

#### 4.1.2 Pauvreté infantile et travail des enfants

En janvier 2018, l'Unicef a annoncé qu'un enfant sur quatre vivait sous le seuil de pauvreté en Iraq et qu'environ 4 millions d'enfants avaient besoin d'assistance à la suite de la guerre contre l'EIL<sup>366</sup>.

Selon un rapport du Programme alimentaire mondial de 2016, «entre 2 % et 4 % des enfants de 6 à 14 ans exerçaient une forme d'emploi (2,7 % de résidents et 3,4 % de PDI)»<sup>367</sup>, soit une baisse du pourcentage d'enfants qui travaillent par rapport aux années précédentes. En 2016, l'Unicef a indiqué que 5 % des enfants de 5 à 14 ans étaient concernés par le travail des enfants en Iraq<sup>368</sup>. En 2016, le gouvernement a déclaré avoir recensé 325 infractions en matière de travail des enfants; en 2017, il a indiqué n'en avoir recensé aucune. En 2017, des enfants ont été recrutés et utilisés dans le conflit armé contre l'EIL<sup>369</sup>. Selon un reportage d'actualité de juin 2017 sur le travail des enfants à Mossoul, les enseignants estimaient que 10 % des enfants ne fréquentaient pas l'école<sup>370</sup>.

Le département d'État des États-Unis a déclaré que, selon certaines sources, des familles déplacées vendraient leurs enfants à d'autres familles afin de leur assurer un meilleur avenir. Il ajoute que parmi les PDI et les réfugiés, des mariages d'enfants sont signalés, une pratique visant à atténuer les difficultés économiques des familles, ainsi que des cas de filles contraintes à un «mariage provisoire», une pratique destinée à faciliter la prostitution, ainsi que des cas d'enfants forcés par des gangs à mendier ou à vendre de la drogue<sup>371</sup>.

#### 4.1.3 PDI

Le département d'État des États-Unis a indiqué que les femmes déplacées internes étaient vulnérables à l'exploitation économique et à la discrimination dans les conditions de travail<sup>372</sup>. En décembre 2017 et janvier 2018, 5 591 entretiens ont été menés auprès des ménages présents dans 61 camps de PDI officiels dans les gouvernorats d'Anbar, de Bagdad, de Dahuk, de Diyala, d'Erbil, de Kerbala, de Kirkouk, de Najaf, de Ninive, de Salah ad-Din, et de Souleimaniye; 17 % des ménages dirigés par des femmes ont déclaré ne pas disposer de source de revenus, contre 9 % des ménages dirigés par des hommes.

<sup>363</sup> Economist (The), Breaking up in Baghdad, 17 September 2016, [url](#)

<sup>364</sup> MRG, The Lost Women of Iraq, November 2015, p. 15, [url](#) ; Niqash, In Baghdad, Newly Divorced Women Celebrate Split Their Way, 3 August 2017, [url](#)

<sup>365</sup> USDOS, Country report on human rights practises ; Iraq, 20 April 2018, [url](#), p. 43

<sup>366</sup> UNICEF, Statement by regional director: At least one in four children in Iraq impacted by conflict and poverty, 19 January 2018, [url](#)

<sup>367</sup> WFP, Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, 2016, [url](#), p. 51

<sup>368</sup> UNICEF, A fair chance for every child, June 2016, [url](#), p 151

<sup>369</sup> US Department of Labor, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 20 September 2018, [url](#)

<sup>370</sup> DW, Child labor in Iraq, 12 June 2017 (video), [url](#)

<sup>371</sup> USDOS, Office to monitor and combat trafficking in persons, 2018 Trafficking in Persons Report Iraq, 2018, [url](#)

<sup>372</sup> USDOS, Country report on human rights practises; Iraq, 20 April 2018, [url](#), p. 49

Les ménages dirigés par des femmes auraient aussi tendance à s'appuyer sur des sources de revenus moins stables, et à dépendre de sources de revenus telles que les aides sociales<sup>373</sup>.

## 4.2 Bassora

Selon les estimations, dans les gouvernorats du sud (Bassora, Al-Muthanna, Al-Qadisiyya, Maysan, Dhi Qar), 123 000 personnes ont besoin de l'aide humanitaire et de protection<sup>374</sup>.

Les Basrawis, comme sont appelés les habitants de Bassora, vivant dans la pauvreté représentaient environ 5,35 % de la population iraquienne totale vivant dans la pauvreté en 2015<sup>375</sup>. Selon le PNUD, 16 % de la population de Bassora vivent sous le seuil de pauvreté, autrement dit avec moins de 2,50 USD (2,22 EUR) par jour<sup>376</sup>. Selon d'autres sources, ce taux atteint 25 %<sup>377</sup> ou plus d'un tiers de la population<sup>378</sup>. La pauvreté infantile serait de 19 % environ à Bassora<sup>379</sup>.

La pauvreté varie considérablement d'un district à l'autre dans ce gouvernorat<sup>380</sup>. La Banque mondiale a constaté en 2015 que le district de Bassora même affichait le taux de pauvreté le plus élevé du gouvernorat, suivi par Az-Zubayr, Al-Khaseeb, Al-Qurna, Al-Hartha, Al-Deer, et Chat al-Arab<sup>381</sup>.

Dans la ville de Bassora, la mendicité est devenue un problème croissant: les mendiants forment des systèmes organisés et des gangs et s'associent à des réseaux criminels ou sont dirigés par ceux-ci<sup>382</sup>. Selon certaines sources, des mendiants drogueraient leurs enfants, qu'elles emmènent avec elles pour mendier<sup>383</sup>. Dans les zones les plus démunies de Bassora, des gangs se forment pour passer au crible les déchets des habitants plus aisés de la ville, à la recherche de quoi gagner leur vie<sup>384</sup>.

### Femmes

Selon des informations de 2010 fournies par le BCAH, à Bassora, le taux de main-d'œuvre féminine est faible par rapport à la moyenne nationale (4 % contre 25 % des femmes en milieu rural en Iraq), ce qui, d'après les Nations unies, s'explique par le fait que la plupart des femmes en milieu rural sont employées dans l'agriculture, qui représente un secteur moins important dans ce gouvernorat riche en pétrole<sup>385</sup>. Il s'agit d'un des taux d'emploi des femmes les plus faibles d'Iraq<sup>386</sup>. Les problèmes de salinité de l'eau ont poussé les travailleurs ruraux et saisonniers à quitter les zones rurales pour la ville de Bassora afin de trouver d'autres sources de revenus, les femmes étant les plus touchées étant donné qu'elles ne sont «pas autorisées à travailler sur le marché en raison des contraintes culturelles»<sup>387</sup>. Les emplois accessibles aux femmes en situation de PDI informelle dans les districts de Bassora se limitaient à ceux qui étaient «appropriés», tels les emplois exercés à domicile comme la

<sup>373</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of Internally Displaced Persons Living in Camps, Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), p. 3

<sup>374</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 10

<sup>375</sup> World Bank, Where are Iraq's Poor: Mapping Poverty in Iraq, 2015 [url](#), pp. 55-56

<sup>376</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), pp. 2-3.

<sup>377</sup> National (The), Basra politician presses demand for autonomy, 19 August 2018, [url](#)

<sup>378</sup> Niqash, Mister can you spare a dinar – life with the beggar mafia of Basra, 30 January 2014, [url](#)

<sup>379</sup> UNICEF, Time to invest Iraq's wealth in its future, 25 October 2016, [url](#)

<sup>380</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>381</sup> World Bank, Where are Iraq's Poor: Mapping Poverty in Iraq, 2015, [url](#), p. 56

<sup>382</sup> Niqash, Mister can you spare a dinar – life with the beggar mafia of Basra, 30 January 2014, [url](#)

<sup>383</sup> Niqash, Mister can you spare a dinar – life with the beggar mafia of Basra, 30 January 2014, [url](#)

<sup>384</sup> Niqash, Mister can you spare a dinar – life with the beggar mafia of Basra, 30 January 2014, [url](#)

<sup>385</sup> UNIAU, Basrah Governorate Profile, November 2010, [url](#), p. 1

<sup>386</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>387</sup> NRC, Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, [url](#)

couture, la coiffure, ou la vente d'articles ménagers et de provisions<sup>388</sup>. En 2016, le HCR a déclaré, au sujet du sud de Bassora, que les femmes «sans qualifications ni revenus stables couraient un plus grand risque de subir différentes formes d'abus et d'exploitation»<sup>389</sup>.

### Travail des enfants

Selon une étude de l'Unicef de 2015 sur le travail des enfants, à Bassora, la proportion d'enfants qui travaillaient était très élevée chez les moins de 14 ans, le plus souvent dans la vente ambulante, la mendicité ou la récupération des déchets. Toujours selon cette étude, la majorité des enfants mendiants étaient issus de familles déplacées à la suite de problèmes sécuritaires et économiques, et il s'agissait dans une très large mesure de garçons<sup>390</sup>. De même, le HCR a indiqué en 2016 qu'il était fréquent que les enfants déplacés dans le sud travaillent, notamment à Bassora. Il s'agissait souvent de garçons ou d'adolescents de sexe masculin qui avaient abandonné l'école pour aider leur famille et qui étaient employés comme journaliers ou dans la construction ou la peinture en bâtiment, ou encore dans des cafés, au salaire minimum<sup>391</sup>. Selon l'Unicef, les enfants vendeurs ambulants de Bassora étaient quotidiennement battus par les passants et par la police, et étaient fréquemment arrêtés, battus ou victimes d'extorsion<sup>392</sup>. Selon certaines sources, les milices des forces de mobilisation populaire recrutaient des enfants des quartiers pauvres de Bassora et les enfants abandonnaient l'école pour les rejoindre par devoir religieux et pour gagner leur vie ou acquérir un certain statut<sup>393</sup>.

### Jeunes adultes

Le chômage des jeunes serait d'environ 18 %<sup>394</sup>, voire davantage parmi les diplômés de l'enseignement supérieur<sup>395</sup>. Selon des dirigeants locaux cités dans les médias, le chômage des jeunes pourrait atteindre 30 %<sup>396</sup> à 50 %<sup>397</sup>. Bassora compte 30 000 à 50 000 diplômés d'universités et établissements publics, qui sont pour la plupart au chômage<sup>398</sup>. Sur la base d'une mission d'information menée à Bassora en septembre 2018, le NRC a indiqué qu'en raison du manque de débouchés, les diplômés universitaires cherchaient du travail comme journaliers, et que les résidents donnaient des exemples de jeunes qui rejoignaient les Unités de mobilisation populaire (UMP) à défaut d'autres sources de revenus<sup>399</sup>. De nombreux jeunes de Bassora ont participé aux manifestations de 2018 contre le chômage<sup>400</sup> ou, partis combattre l'EIL avec les forces de mobilisation populaire, se sont retrouvés sans emploi à leur retour<sup>401</sup>.

Dans le secteur non agricole, les principaux obstacles pour les jeunes de Bassora sont le taux d'alphabétisation et le manque de qualifications techniques, ainsi que le manque de moyens financiers

<sup>388</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), p. 73

<sup>389</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 5

<sup>390</sup> UNICEF, Rapid Assessment – Worst Forms of Child Labour: Iraq, December 2015, [url](#), p. 25, 28

<sup>391</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

<sup>392</sup> UNICEF, Rapid Assessment – Worst Forms of Child Labour: Iraq, December 2015, [url](#), p. 41

<sup>393</sup> EASO, EASO COI Meeting Report – Iraq: Practical Cooperation Meeting 25-26 April 2017, July 2017, [url](#), pp. 21-22

<sup>394</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 2

<sup>395</sup> National (The), In Iraq's oil-rich Basra, shanty towns flourish [source: AFP], 19 April 2018, [url](#)

<sup>396</sup> Journal Gazette (The), Soaring unemployment fuels protests in southern Iraq, 26 July 2018, [url](#)

<sup>397</sup> FT, Basra: Hopes of Iraq's oil capital going up in flames, 3 October 2016, [url](#)

<sup>398</sup> Journal Gazette (The), Soaring unemployment fuels protests in southern Iraq, 26 July 2018 [url](#)

<sup>399</sup> NRC, Basra Fact-Finding Mission Report #2, 22 September 2018, [url](#), p. 3

<sup>400</sup> Al Monitor, Basra protests spark government scramble to create jobs, 22 August 2018, [url](#); Journal Gazette (The), Soaring unemployment fuels protests in southern Iraq, 26 July 2018, [url](#)

<sup>401</sup> FP, Northern Iraq May Be Free, but the South is Seething, 9 November 2018, [url](#); FT, Basra: Hopes of Iraq's oil capital going up in flames, 3 October 2016, [url](#)



pour suivre des cours et des formations<sup>402</sup>. Selon le NRC, le secteur privé est une source d'emplois pour les jeunes, et un grand nombre d'entre eux sont employés dans «la construction, les hôtels, les supermarchés, les compagnies pétrolières, les transports et les emplois formels dans les ONG ou l'administration». Le NRC a également indiqué qu'il existait «des possibilités de travail indépendant pour les jeunes et les adultes qualifiés, comme mécaniciens, techniciens, barbiers et coiffeurs, dessinateurs, etc.»<sup>403</sup>.

Depuis 2013, une épidémie de drogue, en particulier la méthamphétamine en cristaux, frappe Bassora. Les jeunes sans emploi de Bassora, pour la plupart issus des quartiers pauvres, sont tombés dans la vente de drogue et la toxicomanie. Ces jeunes se sont retrouvés mêlés au commerce de drogue<sup>404</sup>.

### **Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)**

La situation économique des PDI dans le sud de Bassora est généralement précaire<sup>405</sup>. Les PDI sont autorisées à travailler et reçoivent en général des salaires égaux à ceux des membres des communautés d'accueil; 40 % d'entre elles s'appuient sur un emploi agricole comme principale source de revenus, 30 % sur un travail qualifié, et 15 % sur un emploi qualifié dans le secteur des services<sup>406</sup>. Dans un rapport de 2016, le HCR a déclaré que près de la moitié des PDI étaient des travailleurs temporaires, essentiellement des hommes et des jeunes travaillant dans les secteurs de la peinture en bâtiment et de la construction; leurs revenus étaient décrits par la source comme instables<sup>407</sup>. L'autre moitié des PDI se composait de salariés du gouvernement bénéficiant de «conditions de vie considérablement meilleures»<sup>408</sup>.

Selon un rapport de l'OIM d'octobre 2017, la pénurie d'emplois à Bassora était le principal obstacle à l'entrée des PDI sur le marché du travail. Toutes les PDI interrogées par l'OIM durant cette période ont déclaré que leurs principaux besoins de subsistance étaient trop coûteux (produits alimentaires et non alimentaires, logement, soins de santé, et éducation)<sup>409</sup>. Dans la matrice du suivi des déplacements de 2017 de l'OIM, l'accès à l'emploi était une préoccupation pour 4 % des PDI interrogées<sup>410</sup>. L'OIM a constaté une pénurie d'emplois dans les zones de déplacement, qui constituait le principal obstacle à l'amélioration des moyens de subsistance des PDI<sup>411</sup>. En 2016, le HCR a indiqué que 500 PDI du sud et de Bassora s'étaient réinstallées à Najaf et à Kerbala en quête d'un meilleur emploi, de frais de subsistance réduits, et d'aide de bienfaisance des comités islamiques<sup>412</sup>.

<sup>402</sup> NRC, Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, [url](#)

<sup>403</sup> NRC, Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, [url](#)

<sup>404</sup> Guardian (The), Crystal meth epidemic forces Basra's police to pick battles with smugglers, 16 August 2016, [url](#)

<sup>405</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

<sup>406</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), p. 69

<sup>407</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), pp. 5-6

<sup>408</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 6

<sup>409</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 36

<sup>410</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 36

<sup>411</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix – Integrated Location Assessment II : Governorate Profiles, March 2017, [url](#), pp. 15-16

<sup>412</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

## 4.3 Erbil

L'afflux de PDI et de réfugiés syriens a eu des répercussions dans la RKI et a entraîné une augmentation du taux de pauvreté, qui est passé de 3,5 % à 12,5 %<sup>413</sup>. Sur la population totale de la RKI, estimée à 5,5 millions de personnes, 680 000 vivaient avec moins de 105 000 IQD (75 EUR) par mois, soit le seuil de pauvreté en Iraq et dans la RKI selon les critères de la Banque mondiale<sup>414</sup>. Le niveau de vie de la population se dégrade alors que la RKI a du mal à rétablir son économie et que les travailleurs du secteur public, qui représentent 60 % de la main-d'œuvre active, ont vu leurs salaires chuter de 75 %<sup>415</sup>.

Dans un rapport de 2016, le HCR a noté une détérioration de la situation financière des ménages dans le gouvernorat d'Erbil, les dépenses des ménages enregistrant une diminution de plus de moitié entre 2012 et 2015 à la suite de la crise des déplacements et des coupes budgétaires dans le secteur public<sup>416</sup>. Une plus grande vulnérabilité économique, qui transparaît dans les niveaux de précarité des revenus, de dépendance des ménages et de dépenses, a notamment été enregistrée dans les sous-districts de Khabat et de Rizgari, et dans une moindre mesure à Kasnazan, Daratu et Bnaslaw<sup>417</sup>.

Selon un état des lieux réalisé par la Banque mondiale en 2015, le taux de pauvreté à Erbil s'élevait à 4,1 %<sup>418</sup>. Des données de 2018 de l'OIM montraient que 29 % des ménages interrogés dans le gouvernorat d'Erbil vivaient avec un revenu mensuel compris entre 500 000 et 750 000 IQD (entre 368 et 550 EUR environ) tandis que 25,9 % gagnaient entre 250 000 et 500 000 IQD (entre 184 et 368 EUR environ) et 21,1 % avaient un revenu mensuel compris entre 750 000 et 1 000 000 IQD (entre 550 et 735 EUR environ)<sup>419</sup>. 8,2 % des ménages interrogés dans le gouvernorat d'Erbil vivaient avec un revenu mensuel inférieur à 250 000 IQD (184 EUR environ). En comparaison avec les autres gouvernorats de la RKI, les ménages disposant de revenus plus élevés étaient plus nombreux à Erbil (16 %)<sup>420</sup>.

Selon un rapport de 2018 de la London School of Economics sur les déplacements dans la RKI, «l'incidence de la crise économique se fait sévèrement ressentir dans les camps, car la pénurie d'emplois à l'extérieur des camps, tant pour les hommes que pour les femmes, a entraîné une diminution des revenus des ménages et du pouvoir d'achat de la population<sup>421</sup>». Les ménages de PDI du gouvernorat d'Erbil s'appuyaient principalement sur l'aide humanitaire (58 %) et publique (30 %) pour couvrir leurs besoins ménagers, ce qui suggère un manque de possibilités de revenus durables<sup>422</sup>. Les principales sources de revenus non tirés des aides étaient le travail non qualifié (34 %), suivi par l'emploi dans le secteur public (10 %)<sup>423</sup>.

<sup>413</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor From War to Reconstruction and Economic Recovery, 18 April 2018, [url](#), p. x

<sup>414</sup> Rudaw, Concerns growing over worsening food security in Kurdistan Region, 12 April 2017, [url](#)

<sup>415</sup> Yahoo, Iraqi Kurdistan struggles to rebuild tattered economy, [Source AFP], 29 September 2018, [url](#)

<sup>416</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 39

<sup>417</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 40

<sup>418</sup> World Bank, Where are Iraq's Poor: Mapping Poverty in Iraq, 2015, [url](#), p. 28

<sup>419</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 44

<sup>420</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 44

<sup>421</sup> Kaya, Z. N. and Luchtenberg, K. N., Displacement and Women's Economic Empowerment: Voices of Displaced Women in the Kurdistan Region of Iraq, 2018, [url](#), p. 17

<sup>422</sup> REACH, Iraq; Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps; Assessment Report; Round IX; April 2018, April 2018, [url](#), p. 19

<sup>423</sup> REACH, Iraq; Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps; Assessment Report; Round IX; April 2018, April 2018, [url](#), p. 19

## Ménages dirigés par des femmes

Selon les résultats de l'étude démographique réalisée par l'OIM dans la RKI en 2018, les ménages dirigés par des femmes sont plus courants à Erbil (10,7 %) et à Souleimaniye (11,2 %) et, de manière générale, davantage présents en milieu urbain qu'en milieu rural (11 % contre 8 %)<sup>424</sup>. Les ménages dirigés par des femmes bénéficient de moins de possibilités d'emploi en raison de leurs responsabilités domestiques et des préjugés à l'égard des femmes divorcées ou veuves qui travaillent<sup>425</sup>. En l'absence de source de revenus, les ménages dirigés par des femmes sont davantage susceptibles de recevoir de l'aide de leur famille, de leurs amis, et des institutions<sup>426</sup>. Selon l'OIM, «près de 50 % des ménages dirigés par des femmes s'appuient aussi sur des pensions comme source de revenus, ce qui n'est pas surprenant au vu du fait que les femmes chefs de ménages sont souvent des veuves d'un âge plus avancé<sup>427</sup>».

## Travail des enfants

Des données de 2016 relatives au gouvernorat d'Erbil font état d'un taux d'emploi des enfants de 6 à 14 ans inférieur à 2 % pour les résidents et légèrement supérieur à 2 % pour les PDI<sup>428</sup>. Selon un article paru en août 2016 dans *Rûdaw*, le nombre de travailleurs mineurs a augmenté dans les grandes villes de la RKI, en partie en raison de l'afflux de familles déplacées d'Iraq et de Syrie. Le ministère des affaires sociales de la région du Kurdistan a annoncé la prise de mesures législatives pour freiner cette tendance<sup>429</sup>. En 2017, des représentants de la RKI ont déclaré qu'environ 1 700 enfants semblaient travailler dans les villes de la RKI, souvent comme vendeurs ambulants ou comme mendiants, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux abus<sup>430</sup>. Dans son évaluation participative de la RKI de 2018, qui était axée sur les PDI et les réfugiés vivant dans les gouvernorats d'Erbil, de Souleimaniye et de Dohuk, le HCR a qualifié le travail des enfants de problème très répandu ayant pour causes sous-jacentes la précarité économique et les croyances culturelles<sup>431</sup>.

## 4.4 Bagdad

En 2012, le taux de pauvreté à Bagdad était de 12 %. Toutefois, ce taux a probablement considérablement augmenté en raison du conflit<sup>432</sup>. Les bidonvilles et les mendiants se sont multipliés partout dans la ville. Dans une interview donnée à Arab Weekly en mars 2016, le directeur adjoint du conseil provincial de Bagdad, Atwan al-Atwani, a déclaré que les autorités locales ne disposaient pas de «données sur le nombre de mendiants et d'enfants des rues, bien que ce phénomène ait récemment pris une ampleur inhabituelle et alarmante». Selon le conseil provincial de Bagdad, en 2016, plus de 249 immeubles étaient investis par des squats, chacun comptant entre 17 500 et 20 000 personnes vivant dans la pauvreté<sup>433</sup>. En 2018, la hausse du chômage et la pénurie de services

<sup>424</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 22

<sup>425</sup> Kaya, Z. N. and Luchtenberg, K. N., Displacement and Women's Economic Empowerment: Voices of Displaced Women in the Kurdistan Region of Iraq, 2018, [url](#), p. 23

<sup>426</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 45

<sup>427</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 45

<sup>428</sup> WFP, Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, 2016, [url](#), p. 52

<sup>429</sup> Rudaw, Kurdistan: New laws in the works to curb 'forced' child labor in Kurdistan, 24 August 2016, [url](#)

<sup>430</sup> Rudaw, More than 400 children in Sulaimani forced to beg, live on busy streets, 30 May 2017, [url](#)

<sup>431</sup> UNHCR, Participatory Assessment Report Kurdistan Region of Iraq, 5 December 2017, [url](#), p. 7

<sup>432</sup> World Bank, Baghdad Water Supply and Sewerage Improvement Project (P162094), 9 January 2018, [url](#), p. 9

<sup>433</sup> Arab Weekly (The), Poverty in Iraq dramatically rises, 4 March 2016, [url](#)

de base ont entraîné de violentes manifestations, principalement dans le sud de l'Iraq ainsi qu'à Bagdad<sup>434</sup>.

Bagdad compte une importante proportion de ménages dirigés par des femmes parmi les PDI vivant dans des camps (24 % des ménages interrogés par REACH en avril 2018)<sup>435</sup>. En octobre 2017, l'OIM a aussi relevé un grand nombre de groupes vulnérables dans la population: «Bagdad accueille 17 % des PDI qui nécessitent une protection – 30 % de mères de moins de 18 ans, 18 % de femmes chefs de ménages et 17 % de l'ensemble des personnes souffrant de troubles physiques et/ou mentaux. Un total de 5 % des personnes rapatriés souffrant de troubles physiques et/ou mentaux est aussi hébergé dans ce gouvernorat»<sup>436</sup>.

Citant les données du ministère iraquien des affaires féminines, un article paru en 2012 dans *The Guardian* estime à environ 400 000 le nombre de veuves à Bagdad<sup>437</sup>, qui sont confrontées aux mêmes difficultés financières que les autres veuves d'Iraq<sup>438</sup>.

Selon les données de l'Unicef, la pauvreté infantile dans le gouvernorat de Bagdad était estimée à 14,9 % en 2012<sup>439</sup>. À Bagdad, le refuge pour les victimes de la traite des êtres humains géré par le ministère du travail et des affaires sociales accueille aussi des enfants impliqués dans les pires formes de travail infantile<sup>440</sup>.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ou personnes déplacées internes (PDI), et les personnes rapatriées à Bagdad indiquaient que l'accès à l'emploi était une préoccupation de premier ordre pour les personnes vivant à Bagdad<sup>441</sup>. L'OIM a déclaré que, selon les estimations, 88 % des PDI dépendaient de revenus provenant du travail informel, moins de 20 % d'entre elles dépendaient de pensions, 17 % étaient tributaires de l'aide de leurs familles et amis, et 26 % comptaient sur une aide en espèces<sup>442</sup>. Selon l'étude conjointe de l'OIM et de l'université de Georgetown, par rapport aux autres gouvernorats, Bagdad affichait la plus forte proportion de PDI (73,7 %) faisant état d'un niveau de vie suffisant. Les associations caritatives et les organisations d'aide locales de Bagdad jouent un rôle majeur dans l'apport d'une assistance aux PDI qui vivent dans la capitale. Par ailleurs, une part significative des PDI avaient déjà des parents qui résidaient en ville et qui leur apportaient un soutien<sup>443</sup>.

<sup>434</sup> Journal Gazette (The), Soaring unemployment fuels protests in southern Iraq, 26 July 2018, [url](#); Al Jazeera, Iraq: Protests rage over poor public services and unemployment, 14 July 2018, [url](#)

<sup>435</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), p. 15

<sup>436</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 5

<sup>437</sup> Guardian (The), Why the war has taken its toll on Iraqi women, 10 December 2012, [url](#)

<sup>438</sup> Reuters, The daily struggle of Iraq's widows of war, 9 November 2011, [url](#); Arab Weekly (The), Iraq's widows, abandoned and ignored turn to begging, 15 May 2015, [url](#)

<sup>439</sup> UNICEF, Child poverty in Iraq, January 2017, [url](#), p. 21

<sup>440</sup> US Department of Labor, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 20 September 2018, [url](#), p. 7

<sup>441</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 32

<sup>442</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 25

<sup>443</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 23

## 5. Sécurité alimentaire/sécurité hydrique

### 5.1 Aperçu général

Selon le BCAH, environ 1,9 million d'Iraqiens se trouvent en situation d'insécurité alimentaire<sup>444</sup> et 2,4 millions d'entre eux y sont vulnérables<sup>445</sup>. Selon l'évaluation des besoins multi-clusters publiée par REACH en 2017, l'alimentation était invariablement considérée comme un besoin prioritaire dans l'ensemble des groupes de population, tant dans les zones accessibles que dans les zones difficiles d'accès<sup>446</sup>.

Le conflit a gravement porté atteinte à la capacité du pays à subvenir à ses propres besoins alimentaires. Les infrastructures agricoles ont été endommagées et les champs sont couverts de débris. La réglementation limite l'importation et le transport des engrais, qui sont susceptibles de servir dans la fabrication d'explosifs<sup>447</sup>. La production agricole a chuté de 40 % par rapport aux niveaux enregistrés avant le conflit<sup>448</sup>.

En juin 2018, le Programme alimentaire mondial a cartographié la disponibilité des denrées alimentaires en Iraq. Il a indiqué que l'ensemble des denrées alimentaires suivies étaient «largement disponibles» à Babil, Bagdad, Najaf, Al-Qadisiyya et Salah ad-Din, et «disponibles» à Kirkouk et à Ninive. Dhi Qar était signalée comme la zone affichant la pénurie alimentaire la plus importante pour toutes les denrées, qui n'y étaient que «faiblement disponibles». Le même rapport de juin 2018 indiquait que les prix des denrées alimentaires s'étaient stabilisés depuis novembre 2017, mais variaient d'un gouvernorat à l'autre. Les prix étaient les plus élevés à Najaf et à Kerbala, et les moins élevés à Souleimaniye et à Kirkouk<sup>449</sup>. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), bien que les denrées alimentaires soient généralement disponibles, les PDI et les personnes qui vivent dans les zones touchées par le conflit disposent d'un pouvoir d'achat alimentaire considérablement inférieur et, partant, sont davantage exposées au risque d'insécurité alimentaire<sup>450</sup>.

Tous les Iraqiens peuvent bénéficier du système public de distribution (SPD), programme gouvernemental qui consiste à distribuer des rations mensuelles de denrées alimentaires et de pétrole<sup>451</sup>. Cependant, des inefficiences considérables de ce système ont été constatées<sup>452</sup>.

### Sécurité hydrique

La sécheresse prolongée, alliée à la vétusté d'infrastructures hydrauliques inchangées depuis des décennies, a mis à mal la capacité de l'Iraq à fournir des services de distribution d'eau et d'assainissement à la population. Les populations rurales sont celles qui ont le plus de mal à avoir accès

<sup>444</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 5

<sup>445</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 6

<sup>446</sup> REACH, Iraq Multi-Cluster Needs Assessment, December 2017, [url](#), p.4

<sup>447</sup> FAO, WFP, Monitoring food security in countries with conflict situations - A joint FAO/WFP update for the United Nations Security Council, January 2018, January 2018, [url](#), p. 10, 13, 14

<sup>448</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 5

<sup>449</sup> FAO, WFP, Iraq Market Monitor Report, Issue No. 23, June 2018, [url](#)

<sup>450</sup> FAO, WFP, Monitoring food security in countries with conflict situations - A joint FAO/WFP update for the United Nations Security Council, January 2018, January 2018, [url, p. 10, 13, 14](#)

<sup>451</sup> UK K4D, Iraqi state capabilities, 18 May 2018, [url](#), p. 4

<sup>452</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), pp. 7, 8

à ces services<sup>453</sup>. L'accès à l'eau s'est amélioré depuis 2010, mais de nombreux Iraquiens dépendent encore de «puits informels, des camions d'eau des ONG et du gouvernement et de réseaux de distribution d'eau peu fiables», tandis que les réserves d'eau douce de l'Iraq continuent de s'épuiser<sup>454</sup>. Des pénuries d'eau sont signalées<sup>455</sup>.

En 2017, l'OIM a dressé un bilan de la situation sur les lieux de résidence des PDI et des personnes rapatriées. Selon les données recueillies, les installations de distribution d'eau ne fonctionnaient pas, ou pas efficacement, sur près de la moitié des sites inspectés dans le cadre de l'enquête de l'OIM d'octobre 2017<sup>456</sup>. Selon un rapport de l'OIM de janvier 2019, dans l'ensemble, la plupart des résidents ont accès à l'eau de distribution dans les lieux d'habitation des PDI et des personnes rapatriées en Iraq. Cependant, l'approvisionnement en eau potable par semaine est très variable selon les régions, le sud y ayant accès six jours par semaine contre trois jours par semaine en moyenne à Ninive et à Kirkouk, où l'approvisionnement est le plus faible<sup>457</sup>.

Entre décembre 2017 et janvier 2018, 5 591 ménages ont été interrogés dans 61 camps formels de PDI dans les gouvernorats d'Anbar, de Bagdad, de Dahuk, de Diyala, d'Erbil, de Kerbala, de Kirkouk, de Nadjaf, de Ninive, de Salah ad-Din et de Souleimaniye. 61 % des personnes interrogées utilisaient de l'eau de distribution provenant d'une source située à l'extérieur de leur logement comme principale source d'eau potable, 16 % des ménages faisait état de problèmes de qualité de l'eau, et 92 % des ménages indiquaient ne pas avoir connu de pénurie d'eau au cours des 30 jours précédant le recueil des données<sup>458</sup>.

### 5.1.1 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées

Dans son étude ILA III de janvier 2019, l'OIM a indiqué que l'accès aux denrées alimentaires était davantage une préoccupation de premier ordre pour les PDI (51 %) que pour les personnes rapatriées (40 %), et que cet accès était considéré comme insuffisant, peu fiable ou trop coûteux<sup>459</sup>.

En décembre 2017, REACH a évalué que tant dans les zones accessibles que dans les zones difficiles d'accès, la nourriture et les services de soins de santé étaient considérés comme des besoins fondamentaux prioritaires. La nourriture était «invariablement considérée comme un besoin prioritaire par tous les groupes de population dans les zones accessibles» dans le cadre de l'évaluation multi-clusters, aux côtés des soins médicaux et des possibilités d'emploi<sup>460</sup>.

En janvier 2018, REACH a indiqué que pour couvrir leurs besoins alimentaires et ménagers à court terme, les ménages de PDI vivant dans des camps dépendaient à 43 % de l'aide humanitaire et à 33 % de l'aide gouvernementale, tandis que 10 % d'entre eux indiquaient ne disposer d'aucune source de revenus<sup>461</sup>.

En décembre 2018, le BCAH a indiqué que la majorité des besoins en matière de sécurité alimentaire étaient concentrés dans les gouvernorats de Diyala, de Ninive, de Dohuk, d'Anbar et d'Erbil. Les gouvernorats qui comptaient le plus grand nombre de personnes rapatriées en situation d'insécurité

<sup>453</sup> IRIN, Water shortage leads people to drink from rivers, 18 February 2007, [url](#)

<sup>454</sup> EPIC, Drought in the land between two rivers, 18 July 2017, [url](#)

<sup>455</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, October 2018, [url](#), p. 6

<sup>456</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 16

<sup>457</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 32

<sup>458</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of Internally Displaced Persons Living in Camps, Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), p. 4

<sup>459</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 40

<sup>460</sup> REACH, Iraq, Multi-Cluster Needs Assessment (MCNA), December 2017, [url](#), p. 4

<sup>461</sup> REACH, Iraq, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), p. 3, 16

alimentaire étaient Salah ad-Din (76 000), Ninive (162 000), Anbar (63 000), et Diyala (20 000). Les ménages dirigés par des femmes ont été jugés les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire<sup>462</sup>. L'OIM a indiqué que 80 % des familles déplacées/rapatriées estimaient que les denrées alimentaires étaient trop coûteuses (sauf dans la RKI); 60 % des PDI dans le sud estimaient que la disponibilité des denrées alimentaires était peu fiable ou généralement peu fiable pour les PDI dans les zones du centre nord et du sud<sup>463</sup>. L'OIM a déclaré que 40 % des personnes rapatriées vivaient dans des zones où l'approvisionnement en denrées alimentaires était insuffisant, ce taux atteignant son maximum (72 %) à Diyala. L'approvisionnement alimentaire était peu fiable dans 25 % des lieux, principalement à Ninive (60 %)<sup>464</sup>.

De plus, 60 % des personnes rapatriées vivaient dans des zones où les denrées alimentaires étaient «trop coûteuses» – à savoir Erbil et Dohuk. Environ 10 % des personnes rapatriées à Bagdad et à Salah ad-Din estimaient que les denrées alimentaires étaient difficiles d'accès<sup>465</sup>.

## 5.2 Bassora

### Sécurité alimentaire

Les denrées alimentaires sont relativement disponibles et les prix relativement stables à Bassora pour plus de 80 % des produits agricoles. Les marchés urbains, où la majorité de la population s'approvisionne, fonctionnent<sup>466</sup>. La plupart des denrées alimentaires nécessaires pour couvrir les besoins fondamentaux et assurer la subsistance étaient signalées comme disponibles, même si les prix sur les marchés de Bassora étaient «relativement plus élevés» que dans les zones environnantes. Les prix des produits cultivés localement (en particulier les légumes) ont augmenté de 20 % en raison de problèmes de salinité de l'eau en octobre 2018<sup>467</sup>.

### Sécurité hydrique

En 2015, les taux d'accès au réseau public d'approvisionnement en eau et à des «sources d'eau améliorées» ont été déclarés supérieurs à la moyenne à Bassora, mais la qualité de l'eau était médiocre<sup>468</sup>. L'accès à une eau potable sûre constitue l'un des principaux problèmes à Bassora<sup>469</sup>. Dans le sud de l'Iraq, en particulier à Bassora, l'eau douce provient essentiellement du Chatt-el-Arab, qui est devenu extrêmement salé en raison des barrages en amont, de la sécheresse et de la pollution. Ces dernières années, les pénuries d'eau ont entraîné une diminution de la culture de végétaux tels que le riz et le blé<sup>470</sup>. À l'issue d'une mission d'information menée à Bassora en septembre 2018, le NRC a conclu que la crise hydrique avait eu des conséquences négatives sur les sources de revenus agricoles dans les zones rurales aux alentours de Bassora<sup>471</sup> et avait entraîné le déplacement forcé de 3 780 personnes des zones rurales du sud de l'Iraq en août 2018<sup>472</sup>. En raison de la pénurie d'eau, une augmentation des déplacements des zones rurales vers les zones urbaines a été constatée à Bassora en septembre 2018<sup>473</sup>. En novembre 2018, l'OIM a indiqué que le nombre de familles déplacées en

<sup>462</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 40

<sup>463</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 40

<sup>464</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 40

<sup>465</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 40

<sup>466</sup> NRC, Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, [url](#)

<sup>467</sup> NRC, Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, [url](#)

<sup>468</sup> NCCI Iraq, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>469</sup> UNIAU, Basrah Governorate Profile, November 2010, [url](#), p. 1

<sup>470</sup> Bloomberg, Basra's Tap Water is Too Salty and Polluted Even for Washing, 2 August 2018, [url](#)

<sup>471</sup> NRC, Basra Fact-Finding Mission Report #2, 22 September 2018, [url](#), p. 3

<sup>472</sup> NRC, Iraq: Basra's children face disease outbreak in rundown schools, 23 October 2018, [url](#)

<sup>473</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9, September 2018, [url](#), p. 8

raison de la crise hydrique et de la sécheresse dans les gouvernorats du sud s'élevait à 3 522 (dont la plupart à Dhi Qar)<sup>474</sup>.

Le problème hydrique a touché quatre des sept districts du gouvernorat de Bassora, dont la ville de Bassora, mettant à l'arrêt la production agricole de légumes dans ces zones<sup>475</sup>. Selon les responsables de la santé locaux interrogés par le NRC, il s'agit de la pire crise hydrique en plus de 80 ans<sup>476</sup>. En août 2018, le ministère de la santé aurait publié un rapport sur la qualité de l'eau potable, qui concluait à un taux de contamination chimique de 100 %, à un taux de contamination bactérienne de 50 %, et à l'absence de chloration de l'eau<sup>477</sup>. La crise de contamination de l'eau que Bassora a connue en 2018 a provoqué une flambée des maladies gastro-intestinales, avec 100 000 cas déclarés de maladies d'origine hydrique et alimentaire, et de nouveaux cas signalés en octobre 2018<sup>478</sup>. Les personnes qui ne pouvaient se permettre d'acheter de l'eau souffraient souvent d'éruptions cutanées, de diarrhée et d'autres effets sanitaires indésirables<sup>479</sup>. La pollution de l'eau et les pénuries d'eau ont touché des ménages de différentes classes socio-économiques à Bassora. Le prix de l'eau en bouteille était «prohibitif», en particulier pour les groupes marginalisés; l'accès à de l'eau propre destinée à la consommation, à l'hygiène et à la lessive et à des usages non potables absorbait entre 120 USD et 140 USD (entre 106 EUR et 124 EUR) des revenus mensuels des ménages<sup>480</sup>. Des familles de Bassora ont déclaré dans les médias qu'elles dépensaient environ 26 USD (23 EUR) tous les deux jours pour couvrir leurs besoins en eau<sup>481</sup>.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

En 2016, l'OIM a indiqué que 36 % des PDI de Bassora qui ne vivaient pas dans des camps n'avaient pas accès au système public de distribution (SPD) de denrées alimentaires parce qu'elles étaient déplacées; ce nombre a cependant diminué pour atteindre 3 % en juin 2016<sup>482</sup>. Selon le HCR, en mars 2017, le ministère du commerce de Bassora a suspendu la distribution de denrées alimentaires du SPD en faveur des PDI originaires des gouvernorats d'Anbar et de Salah ad-Din<sup>483</sup>. Aucune information complémentaire n'a pu être trouvée.

L'OIM a indiqué en octobre 2017 que la distribution de denrées alimentaires était la principale préoccupation de 97 % des PDI de Bassora interrogées en vue de l'élaboration de sa matrice de suivi des déplacements, suivie par la distribution d'articles non alimentaires (2 %) et d'aides en espèces (73 %)<sup>484</sup>. Sur les sites informels, 62 % des PDI interrogées par l'OIM/REACH en 2017 indiquaient que les résidents disposaient d'un accès suffisant/fiable aux denrées alimentaires<sup>485</sup>. La plupart des PDI

<sup>474</sup> IOM, Iraq Water Crisis (Central/South), November 2018, [url](#)

<sup>475</sup> NRC, Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, [url](#)

<sup>476</sup> NRC, Basra Fact-Finding Mission Report #2, 22 September 2018, [url](#), p. 3

<sup>477</sup> National (The), Hospitals in Basra flooded with cases of water-borne illness, 23 August 2018, [url](#)

<sup>478</sup> WHO, WHO and the Ministry of Health intensify response to gastroenteritis outbreak amid water crisis in Basra, 2 November 2018, [url](#); NRC, [Iraq: Basra's children face disease outbreak in rundown schools, 23 October 2018, url](#); AP, [Carp 'annihilated' as Iraq's water pollution woes worsen, 4 November 2018 url](#)

<sup>479</sup> NRC, Basra Fact-Finding Mission Report #2, 22 September 2018, [url](#), p. 3

<sup>480</sup> NRC, Basra Fact-Finding Mission Report #2, 22 September 2018, [url](#), p. 3

<sup>481</sup> Bloomberg, Basra's Tap Water is Too Salty and Polluted Even for Washing, 2 August 2018, [url](#)

<sup>482</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), p. 69

<sup>483</sup> UNHCR, Iraq: Relevant COI for Assessments on the Availability of Internal Flight or Relocation Alternatives (IFA/IRA): Ability of Persons from (Previously or Currently) ISIS-Held or Conflict Areas to Legally Access and Remain in Proposed Areas of Relocation, 12 April 2017, [url](#), p. 7

<sup>484</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix, October 2017, [url](#), p. 36

<sup>485</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 18



s'approvisionnaient en eau auprès des camions d'eau (62 %), dans les magasins (38 %) ou au moyen du prolongement illégal des canalisations (15 %)<sup>486</sup>.

## 5.3 Erbil

### Sécurité alimentaire et hydrique

Les prix des denrées alimentaires ont continué à se stabiliser entre novembre 2017 et avril 2018, période au cours de laquelle les denrées n'ont enregistré aucune augmentation ou diminution significative des prix<sup>487</sup>. Les denrées alimentaires étaient considérées comme disponibles dans le pays et le prix du panier alimentaire national a diminué de 7 % entre mars et avril 2018<sup>488</sup>. Erbil figurait parmi les villes affichant les prix alimentaires les plus élevés<sup>489</sup>.

L'accès à une eau potable sûre était quasi universel dans le gouvernorat d'Erbil, avec 89,7 % des ménages utilisant le réseau public/le robinet comme source d'eau douce, tandis que 8,9 % utilisaient des puits<sup>490</sup>. Selon certaines sources, des pénuries d'eau sont susceptibles de se produire dans la RKI en raison de la croissance démographique rapide et des déchets<sup>491</sup>. La qualité de l'eau potable d'Erbil a été jugée être dans les limites acceptables<sup>492</sup>. Les habitations du gouvernorat d'Erbil sont équipées d'installations sanitaires, telles qu'un raccordement au réseau public d'évacuation des eaux usées par canalisation couverte (25,6 %) ou une fosse septique (71,8 %)<sup>493</sup>.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

Différentes sources ont indiqué que les PDI avaient du mal à accéder aux rations alimentaires en raison de l'inefficacité des procédures d'obtention de la carte du SPD<sup>494</sup>. Un état des lieux réalisé par REACH en janvier 2018 dans cinq camps de PDI du gouvernorat d'Erbil a conclu qu'entre 2 % et 41 % des ménages interrogés avaient reçu une aide du SPD au cours du mois précédent<sup>495</sup>, tandis qu'en février 2018, le PAM a constaté que «malgré l'amélioration de l'accès au SPD en février à Erbil, 70 % des ménages ont indiqué qu'ils n'avaient pas reçu leurs rations ce mois-là»<sup>496</sup>.

En 2017, l'OIM a indiqué que les PDI et les personnes rapatriées du gouvernorat d'Erbil jugeaient les denrées alimentaires trop coûteuses, et que l'approvisionnement en eau potable et domestique était jugé insuffisant dans les districts d'Erbil et de Koy Sanjaq<sup>497</sup>. Selon d'autres sources, dans certaines parties du gouvernorat d'Erbil, telles que Shamamik, la sécurité alimentaire «semble représenter un défi considérable malgré les opérations de distribution permanentes»<sup>498</sup>.

<sup>486</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 15

<sup>487</sup> FAO, WFP, IRAQ Market Monitor Report, April 2018 [url](#), p. 2

<sup>488</sup> FAO, WFP, Monitoring food security in countries with conflict situations, August 2018 [url](#), p. 10

<sup>489</sup> REACH, Iraq: Emerging trends in prices and availability of goods across markets, 26 October 2017 [url](#)

<sup>490</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018 [url](#), p. 50

<sup>491</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 59 ; Rudaw, Erbil water shortages to be solved by new pipeline: governor, 8 July 2018, [url](#)

<sup>492</sup> Jadoon, S., et al., Evaluation of Drinking Water Quality in Erbil City Kurdistan, Region-Iraq, Journal of Environment and Earth Science, Vol.5, No.21, 2015, [url](#), p. 17

<sup>493</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 49

<sup>494</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 58; FAO, WFP, Monitoring food security in countries with conflict situations, August 2018 [url](#), p. 10

<sup>495</sup> REACH, Erbil IDP Camps Profile, January 2018, [url](#)

<sup>496</sup> WFP, Emergency Update #16: Focus on conflict-affected groups in Ninewa, Diyala, Erbil and Kirkuk, February 2018 [url](#), p. 3

<sup>497</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 27

<sup>498</sup> Carfax Projects, Livelihoods Study Iraqi Kurdistan, October 2017, [url](#), p. viii

En février 2018, le PAM a fait état d'améliorations en matière de consommation alimentaire parmi les ménages de PDI interrogés, indiquant que «le pourcentage de ménages de PDI déclarant recourir à des stratégies d'adaptation en matière alimentaire était passé de 28 % à 9 % à Erbil»<sup>499</sup>.

Selon les sources interrogées par le DIS en 2016, les normes des Nations unies en matière d'eau et d'assainissement étaient respectées dans les camps d'Erbil, chaque famille recevant 150 litres d'eau par jour et disposant d'un système d'évacuation des eaux usées distinct<sup>500</sup>. En raison de l'augmentation de la population, des pénuries d'eau ont été signalées à Erbil<sup>501</sup>. Selon un état des lieux de la situation dans les camps de PDI irakiens réalisé par REACH en avril 2018, 85 % des ménages interrogés dans le gouvernorat d'Erbil utilisaient une source d'eau située à l'intérieur de leur logement et 99 % des ménages indiquaient ne pas avoir connu de pénurie d'eau au cours des 30 jours précédant la collecte des données<sup>502</sup>.

## 5.4 Bagdad

### Sécurité alimentaire

Une grave sécheresse a été la cause d'inquiétudes massives pour le secteur agricole irakien, notamment dans les zones à proximité de Bagdad. Les saisons sèches ont entraîné non seulement une pénurie de précipitations mais aussi un excès de salinité de l'eau, la rendant impropre à l'agriculture<sup>503</sup>. À la suite de la sécheresse, en septembre 2018, le gouvernement irakien a déclaré qu'au cours de la saison des cultures 2018-2019, les zones irriguées destinées à la culture du blé seraient réduites de moitié. Cette mesure devrait avoir une incidence sur la production de blé du pays, qui devrait être réduite de 20 % au moins<sup>504</sup>.

Le gouvernorat de Bagdad, tout comme ceux de Ninive et de Salah ad-Din, a enregistré la plus forte augmentation globale des prix alimentaires à la fin de 2017<sup>505</sup>. Selon le rapport de suivi du marché irakien de 2018, à Bagdad, toutes les denrées alimentaires étaient «largement disponibles». Selon la même source, «l'indicateur d'alerte du panier alimentaire a été activé à Bagdad», indiquant un niveau de prix anormalement élevé par rapport à la tendance saisonnière à long terme<sup>506</sup>.

Même si, à l'échelle nationale, 96 % des PDI dans les camps affichaient des «résultats en matière de consommation alimentaire» acceptables, la nourriture demeurait une préoccupation prioritaire pour les PDI en Iraq<sup>507</sup>. En avril 2018, les besoins prioritaires des PDI vivant dans des camps à Bagdad étaient la nourriture (90 %), l'emploi (55 %), l'enseignement (49 %) et les soins médicaux (34 %)<sup>508</sup>. L'OIM a aussi indiqué que «la fourniture de services dans le gouvernorat [restait] inégale» et que des cas de déplacements après retour étaient signalés en raison de soucis de pénurie d'eau pendant l'été, en particulier dans les zones périphériques du gouvernorat. Le rapport indique aussi que «les familles

<sup>499</sup> FAO, WFP, Focus on conflict-affected groups in Ninewa, Diyala, Erbil and Kirkuk, February 2018, [url](#), p. 3

<sup>500</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 57

<sup>501</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 27

<sup>502</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), pp. 26-27

<sup>503</sup> Al Jazeera, Iraqi farmers, including in the areas near Baghdad Iraq's farmers hit hard by water shortages, 3 August 2018, [url](#)

<sup>504</sup> Reuters, Exclusive - Water shortages to cut Iraq's irrigated wheat area by half, 11 September 2018, [url](#)

<sup>505</sup> FAO, WFP, Iraq Market Monitor Report, Issue No. 17: December 2017, 25 January 2018, [url](#), p. 2

<sup>506</sup> FAO, WFP, Iraq Market Monitor Issue No. 23, Jun3 2018, [url](#), p. 4

<sup>507</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), pp. 15-16

<sup>508</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), p. 15

dont les maisons ont été détruites n'ont pas l'intention de rentrer chez elles à moins d'être indemnisées, ce qui n'est actuellement pas prévu»<sup>509</sup>.

### Sécurité hydrique

La Banque mondiale a déclaré que les résidents de Bagdad étaient quotidiennement confrontés à des coupures d'eau, en particulier en été. Les sécheresses<sup>510</sup>, une infrastructure inadaptée, ainsi que la croissance démographique rapide et l'afflux de PDI ont entraîné des pénuries d'eau et une flambée de maladies d'origine hydrique. La présence de fuites dans les canalisations d'évacuation des eaux usées entraîne la contamination des réseaux d'eau potable. Les familles sont donc forcées de «consacrer une part substantielle de leurs revenus à des traitements médicaux et d'acheter de l'eau en bouteille»<sup>511</sup>.

L'eau potable et agricole disponible dans la ville de Bagdad est de mauvaise qualité. On estime que le niveau de pollution aux matières organiques de l'eau dans la capitale est plus de trois fois supérieur aux limites nationales et de l'OMS. À Sadr City, par exemple, la seule source d'eau propre est l'eau en bouteille, un bien inaccessible pour les populations plus pauvres<sup>512</sup>.

L'OIM indique que, globalement, 30 % de la population de Bagdad est affectée par l'inefficacité du système d'évacuation des eaux usées<sup>513</sup>. Selon la Banque mondiale, «la distribution d'eau contaminée et l'élimination non conforme des eaux usées» contraignent les familles de Bagdad à consacrer une partie de leurs revenus à leur réserve en eau<sup>514</sup>. En raison des mauvaises conditions d'assainissement et de l'insalubrité de l'eau potable<sup>515</sup>, Bagdad est l'un des gouvernorats qui connaît les plus fortes flambées de maladies d'origine hydrique. En 2011, 14 % environ des cas de diarrhée signalés concernaient Bagdad, et le gouvernorat est celui qui a vu le plus grand nombre de décès dus à des diarrhées par rapport à la moyenne nationale. Les cas de typhoïde et d'autres maladies d'origine hydrique sont aussi plus fréquents à Bagdad que dans le reste du pays<sup>516</sup>.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées

À l'échelle nationale, les PDI qui vivent dans des camps dépendaient fortement de sources d'eau extérieures comme principale source d'eau (61 %). À Bagdad, la moyenne est considérablement inférieure, après une diminution de 49 % à 19 % seulement des PDI vivant dans des camps à Bagdad étant obligées d'acheter de l'eau à l'extérieur en avril 2018<sup>517</sup>. À l'échelle nationale, 92 % des PDI vivant dans des camps n'étaient pas confrontés à des pénuries d'eau. Parmi les personnes interrogées à Bagdad, 13 % seulement avaient des problèmes de qualité de l'eau, et 79 % indiquaient ne pas être confrontés à des pénuries d'eau, même si ces pénuries restaient une préoccupation<sup>518</sup>.

<sup>509</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, — Displacement Report 98 (June 2018), 19 July 2018, [url](#), p. 2

<sup>510</sup> Al Jazeera, Iraqi farmers, including in the areas near Baghdad Iraq's farmers hit hard by water shortages, 3 August 2018, [url](#)

<sup>511</sup> World Bank, Iraq: 5 Million Residents in Baghdad to Benefit from Improved Water Supply and Wastewater Services, 31 February 2018, [url](#) ; EPIC, Drought in the land between two rivers, 18 July 2017, [url](#)

<sup>512</sup> EPIC, Drought in the land between two rivers, 18 July 2017, [url](#)

<sup>513</sup> IOM, Iraq Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017 [url](#), pp. 6-8

<sup>514</sup> World Bank, Iraq: 5 Million Residents in Baghdad to Benefit from Improved Water Supply and Wastewater Services, 31 January 2018, [url](#)

<sup>515</sup> World Bank, Baghdad Water and Sewerage Improvement Project, 10 February 2017, [url](#), p. 5

<sup>516</sup> World Bank, Baghdad Water and Sewerage Improvement Project, 10 February 2017, [url](#), p. 5

<sup>517</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), p. 26

<sup>518</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), pp. 26-27

En 2017, l'OIM a réalisé un état des lieux de la situation sur les sites et lieux informels de résidence des PDI et des personnes rapatriées. Sur 42 % des sites informels de résidence des PDI examinés, selon les informations recueillies, la majorité des résidents ne disposaient pas d'un accès suffisant et fiable à la nourriture<sup>519</sup>.

Les marchés étaient généralement accessibles aux PDI/personnes rapatriées à Bagdad, et 7 % seulement des personnes interrogées déclaraient qu'ils n'étaient pas accessibles en octobre 2017<sup>520</sup>.

---

<sup>519</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH Initiative, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 18

<sup>520</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 6

## 6. Logement et conditions de vie

### 6.1 Aperçu général

Selon le BCAH, en février 2018, 4,1 millions de personnes avaient besoin d'un logement en Iraq<sup>521</sup>; ce chiffre est tombé à 2,3 millions de personnes nécessitant un logement et des articles non alimentaires dans son aperçu des besoins humanitaires de 2019<sup>522</sup>.

Le pays connaîtrait un important déficit de logements. En 2010, celui-ci était estimé à 2 millions de logements au moins. En conséquence, de nombreuses personnes ne peuvent se permettre qu'un «logement informel» dans un état insalubre. En 2014, il a été estimé que 30 % à 40 % de la population étaient logées dans des conditions très précaires. La situation est particulièrement mauvaise dans les endroits où vivent un grand nombre de PDI<sup>523</sup>. Selon les Nations unies, plus de la moitié de la population urbaine est logée dans des conditions insalubres<sup>524</sup>. Tel qu'indiqué dans le rapport de la Banque mondiale de 2017: «Jusqu'à 90 % des habitations construites ces 30 dernières années l'ont été par les occupants eux-mêmes et ont toutes les chances d'être informelles. Rien qu'à Bagdad, plus de 740 000 personnes vivaient dans des taudis en 2013, et la plupart d'entre elles n'avaient pas accès à l'eau, à l'assainissement ou aux autres services publics de base»<sup>525</sup>.

La destruction des logements est un «problème de premier ordre» qui fait perdurer les situations de déplacement également dans les zones touchées par le conflit, selon l'OIM, qui, en 2018, notait que la situation la pire à cet égard était signalée à Anbar, et que les PDI étaient bien plus susceptibles de citer ce problème comme raison de ne pas rentrer chez elles<sup>526</sup>.

#### Électricité, hygiène, évacuation des eaux usées et assainissement

En février 2018, le BCAH a indiqué que 5,4 millions de personnes en Iraq avaient besoin d'aide en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement<sup>527</sup>. Selon ses estimations, ce chiffre était tombé à 2,3 millions de personnes nécessitant un accès à l'eau et à l'assainissement en décembre 2018<sup>528</sup>.

La fourniture d'électricité connaît des défaillances chroniques. Selon certaines sources, avant le conflit déjà, cette fourniture était insuffisante. Des années de négligence ont conduit au délabrement de l'infrastructure électrique. Les coupures de courant sont très fréquentes<sup>529</sup>. Dans son rapport ILA III de 2019, l'OIM indiquait que dans l'ensemble, l'électricité publique était disponible dans la plupart des habitations dans les zones où des PDI/des personnes rapatriées étaient présentes, mais que la disponibilité quotidienne d'électricité variait considérablement d'une région à l'autre: les gouvernorats du sud disposaient de 20 heures d'électricité par jour tandis que Ninive et Salah ad-Din ne disposaient que de 10 heures d'électricité par jour, soit la disponibilité la plus faible<sup>530</sup>. Selon la même source, à l'échelle nationale, «les secteurs [de l'infrastructure et des services] les plus

<sup>521</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#) p. 5

<sup>522</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 6

<sup>523</sup> World Bank, Iraq systematic country diagnostic, 3 February 2017, [url](#) p. 44

<sup>524</sup> UN Iraq, Country Profile, 2018, [url](#)

<sup>525</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 44

<sup>526</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#) p. 13

<sup>527</sup> UNOCHA, Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan, 14 February 2018, [url](#), p. 5

<sup>528</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), pp. 6, 37

<sup>529</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 6

<sup>530</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 30

inefficacités semblent être la gestion/l'élimination des eaux usées et des déchets, qui existent mais ne fonctionnent que dans les lieux où 10 % environ des personnes rapatriées et 40 % des PDI vivent. Si ces services sont pour la plupart présents dans la RKI, le principal problème dans les gouvernorats du centre-nord semble être l'absence de ces deux services, tandis que des dysfonctionnements étaient signalés dans le sud<sup>531</sup>. Il s'agit d'une légère amélioration par rapport à 2017, année au cours de laquelle l'OIM a réalisé un état des lieux de la situation dans les lieux de résidence des PDI et des personnes rapatriées. Selon les informations recueillies, l'évacuation des eaux usées ne fonctionnait pas ou pas efficacement dans environ 30 % des lieux inspectés<sup>532</sup>.

Un grande part de la population iraquienne n'est pas raccordée aux systèmes d'évacuation des eaux usées<sup>533</sup>. Le conflit avec l'EIL a eu une incidence sur l'état des infrastructures essentielles en Iraq, en particulier dans les zones difficiles d'accès et, dans les zones récemment reprises à l'EIL, la dégradation plus importante des infrastructures d'eau affectait les populations non déplacées<sup>534</sup>. Selon le BCAH, 1,4 million de personnes, dont des PDI de Ninive, Kirkouk, Salah ad-Din et Anbar vivant dans 33 camps, ont besoin d'aide en matière d'eau et d'assainissement et d'un accès à ces services en raison de l'insuffisance des installations et de la couverture d'assainissement<sup>535</sup>.

### Problèmes d'enregistrement des biens fonciers/immobiliers

Selon l'OIM, les problèmes de logement et de biens fonciers et immobiliers comptent parmi les problèmes les plus difficiles qui compliquent les retours sur fond de conflit avec l'EIL, et l'OIM a recueilli des preuves sur l'occupation des habitations de personnes rapatriées à Anbar, Bagdad, Ninive, et Salah-ad-Din<sup>536</sup>. Le système de propriété foncière s'est développé au fil des siècles; il intègre des éléments de différentes cultures et peut être qualifié de compliqué. Les sources le décrivent comme déficient<sup>537</sup>. Le Land and Urban Office de l'USAID a indiqué que l'insécurité foncière causée par le récent conflit avec l'EIL et les perturbations qui en résultent est aggravée par les difficultés rencontrées par les personnes rapatriées à la suite de nombreux déplacements antérieurs. Il est difficile de faire appliquer le système national d'administration foncière dans les zones plus périphériques<sup>538</sup>.

Les taux d'enregistrement officiel des biens immobiliers varient. Dans le gouvernorat de Ninive, on estime que 10 % seulement des biens immobiliers sont officiellement enregistrés. En raison de la complexité du système, du coût de l'enregistrement officiel et de la destruction des documents d'enregistrement dans le conflit, nombreux sont les propriétaires qui ne possèdent pas de documents attestant de la propriété de leurs biens<sup>539</sup>. En 2019, l'OIM a indiqué que 55 % des personnes confrontées à des problèmes fonciers/immobiliers avaient perdu les documents, que 23 % n'avaient jamais possédé de tels documents, et que 18 % n'avaient pas été confrontés à ce type de problème à leur retour chez elles<sup>540</sup>. Les mécanismes permettant de faire valoir des droits à un bien immobilier seraient de longue haleine et inefficaces. Le gouvernement a été submergé par les plaintes<sup>541</sup>.

<sup>531</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 28

<sup>532</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017 [url](#), p. 16

<sup>533</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018 [url](#), p. 8

<sup>534</sup> REACH, Iraq, Multi-Cluster Needs Assessment (MCNA), December 2017, [url](#), p. 4

<sup>535</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 37

<sup>536</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 45

<sup>537</sup> Sonmez S., Murray S., et al, Protecting property: the Iraqi experience, October 2018 [url](#); USAID Land and Urban Office, Landlinks Iraq – Land, March 2018, [url](#)

<sup>538</sup> USAID Land and Urban Office, Landlinks Iraq – Land, March 2018, [url](#)

<sup>539</sup> Sonmez S., Murray S., et al, Protecting property: the Iraqi experience, October 2018, [url](#)

<sup>540</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 45

<sup>541</sup> Sonmez S., Murray S., et al, Protecting property: the Iraqi experience, October 2018, [url](#)

Les documents de propriété foncière et immobilière falsifiés sont également en forte augmentation<sup>542</sup>. Les PDI, en particulier celles qui vivent dans des camps (44 %), n'ont jamais possédé de documents de propriété, tandis que celles qui ne vivent pas dans des camps ne peuvent souvent, elles non plus, prouver la propriété de leurs biens (18 %)<sup>543</sup>. En particulier, lorsque la spoliation a lieu avec l'appui ou à l'instigation des dirigeants locaux et des autorités, la capacité des plaignants à effectivement récupérer leurs biens est souvent limitée. En particulier les femmes, les groupes ethnoreligieux minoritaires et les PDI, ainsi que celles et ceux qui sont accusés d'avoir des liens avec l'EIL, rencontrent des obstacles pour faire valoir leurs droits<sup>544</sup>. Un problème propre aux femmes peut se poser lorsque celles-ci veulent revendiquer un bien immobilier qui est enregistré au nom d'un membre de leur famille de sexe masculin qui a disparu ou qui est décédé<sup>545</sup>.

### 6.1.1 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées

Selon Global Shelter Cluster, le logement est l'une des principales préoccupations des PDI en général<sup>546</sup>. Au 31 octobre 2018, la matrice du suivi des déplacements de l'OIM indique que plus d'1,8 million de PDI sont présentes en Iraq, réparties dans 3 263 sites sur l'ensemble du territoire<sup>547</sup>. Global Cluster Shelter a noté que, selon ses données d'août 2018, sur les 1,92 million de PDI présentes en Iraq à cette époque:

- 29,7 % résidaient dans des camps<sup>548</sup> (482 000 PDI dans 135 camps formels; 116 000 dans 179 sites informels; dans la RKI – 226 217 dans 30 camps formels);
- 61,5 % vivaient dans un cadre privé (dans des logements loués ou hébergés par des membres de leur famille)<sup>549</sup>;
- 8,6 % étaient logées dans des conditions critiques, telles que bâtiments inachevés ou abandonnés, écoles/bâtiments religieux et établissements dits «sauvages»;
- et 0,1 % vivait dans d'autres types de logements non précisés<sup>550</sup>.

Les statistiques ci-dessus étaient analogues à celles du rapport du BCAH de décembre 2018, qui indiquaient que 29 % vivaient dans des camps [principalement à Ninive (92 % de la population des camps), Dohuk, Anbar (80 %), Souleimaniye, Kirkouk, Erbil, Salah ad-Din, Diyala, Bagdad]; 62 % vivaient dans un cadre privé/des familles d'accueil, et 9 % vivaient dans des logements informels ou des bâtiments abandonnés<sup>551</sup>. Dans son rapport de janvier 2019, l'OIM fait état d'un taux de PDI vivant dans des logements critiques de 13 % en 2018, soit une diminution par rapport au taux de 22 % en 2017<sup>552</sup>. Selon l'OIM, les personnes les plus vulnérables sur le plan des conditions de vie étaient les PDI à Dohuk, Salah ad-Din, Ninive et Kirkouk<sup>553</sup>. En décembre 2018, le BCAH a affirmé que les besoins en logements les plus importants se trouvaient à Anbar, Ninive et Salah ad-Din<sup>554</sup>.

<sup>542</sup> USAID Land and Urban Office, Landlinks Iraq – Land, March 2018, [url](#)

<sup>543</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#) p. 13

<sup>544</sup> Sonmez S., Murray S., et al, Protecting property: the Iraqi experience, October 2018, [url](#)

<sup>545</sup> Sonmez S., Murray S., et al, Protecting property: the Iraqi experience, October 2018, [url](#)

<sup>546</sup> Global Shelter Cluster Iraq, Shelter Cluster Factsheet: Iraq (Jan. - Dec. 2017), 29 January 2017, [url](#)

<sup>547</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, 31 October 2018, [url](#)

<sup>548</sup> Global Shelter Cluster Iraq, Factsheet: Iraq (Jan - Aug 2018), 2018, [url](#), p. 1

<sup>549</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 102, August 2018, [url](#), p. 3, 6

<sup>550</sup> Global Shelter Cluster Iraq, Factsheet: Iraq (Jan - Aug 2018), 2018, [url](#), p. 1

<sup>551</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 43

<sup>552</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 42

<sup>553</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 102, August 2018 [url](#), pp. 3, 6

<sup>554</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 43

En ce qui concerne les personnes rapatriées, l'OIM indique qu'en août 2018, sur les quelque 4 millions de PDI qui étaient rentrées dans leur lieu d'origine, 98 % avaient réintégré leur résidence habituelle<sup>555</sup>, tandis que 2 % demeuraient dans un cadre privé (dans des logements loués ou dans des familles d'accueil) et dans des conditions de logements critiques<sup>556</sup>. En novembre 2018, l'IDMC et le NRC ont publié les résultats d'entretiens avec différentes catégories de personnes déplacées et rapatriées. Le rapport indique que plus de la moitié des PDI interrogées vivant à l'extérieur des camps – dans la RKI – déclaraient vivre dans des bâtiments inachevés, dégradés ou publics, souvent partagés avec d'autres familles<sup>557</sup>.

Depuis le début de l'année 2017, de nombreuses PDI ont commencé à rentrer chez elles et les camps sont fusionnés, voire fermés. Cependant, le manque de logements adéquats dans leurs régions d'origine est l'un des facteurs qui ralentissent un processus de retour sûr et durable<sup>558</sup>. De plus, de très nombreuses habitations et infrastructures ont été endommagées: environ 30 % des personnes rapatriées déclaraient avoir trouvé à leur retour des maisons qui avaient subi «des dégâts significatifs ou avaient été entièrement détruites», et 60 % «des habitations modérément endommagées» selon l'étude ILA de l'OIM de 2017<sup>559</sup>. Selon l'étude ILA III de l'OIM publiée en janvier 2019, les dégâts subis par les habitations étaient, outre des loyers impayables (19 %), «la principale raison» pour laquelle les personnes rapatriées ne pouvaient retourner sur leur lieu de résidence habituelle (65 %), ce qui indique une dégradation des conditions de vie par rapport à la période antérieure au conflit avec l'EIIL. L'OIM a indiqué que la destruction des habitations était la principale raison pour laquelle les personnes ne pouvaient retourner dans leur lieu de résidence d'origine à Bagdad (100 %), à Diyala (87 %), à Salah ad-Din (82 %), à Ninive (66 %), à Anbar (57 %) et à Kirkouk (3 %)<sup>560</sup>.

Par ailleurs, 96 % des personnes rapatriées vivent dans leur résidence habituelle tandis que 4 % demeurent dans des logements loués ou sont logées dans des conditions de logement critiques, telles qu'établissements dits «sauvages», bâtiments inachevés et abandonnés, écoles, structures religieuses et logements privés<sup>561</sup>. Les personnes rapatriées logées dans des conditions de logement critiques (y compris établissements dits «sauvages» et bâtiments inachevés) étaient concentrées dans quatre gouvernorats: Diyala (21 500 personnes), Salah ad-Din (12 400), Ninive (7 500) et Kirkouk (800)<sup>562</sup>. Celles qui sont incapables de subvenir à leurs besoins dans leurs régions d'origine ont tendance à retourner dans les camps<sup>563</sup>.

La qualité de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et l'accès à ceux-ci sont particulièrement mauvais dans les camps de PDI, et l'absence d'accès permanent à ces installations en Iraq expose la population à des risques de maladies d'origine hydrique<sup>564</sup>.

L'OIM a mis à disposition les informations suivantes concernant les types de logement des familles rapatriées et des familles déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans différentes zones de retour en Iraq dans son étude ILA III de 2019:

<sup>555</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 102, August 2018, [url](#), p. 3

<sup>556</sup> Global Shelter Cluster Iraq, Factsheet: Iraq (Jan - Aug 2018), [url](#), p. 1

<sup>557</sup> NRC/IDMC, Nowhere to return to, November 2018, [url](#), p. 21

<sup>558</sup> Global Shelter Cluster Iraq, Shelter Cluster Factsheet: Iraq (Jan. - Dec. 2017), 29 January 2017, [url](#)

<sup>559</sup> IOM, Iraq Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017 [url](#)

<sup>560</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), pp. 44-45

<sup>561</sup> Global Shelter Cluster Iraq, Shelter Cluster Factsheet: Iraq (Jan. - Dec. 2017), 29 January 2017, [url](#)

<sup>562</sup> IOM, Reconstruction Needed as Displaced Iraqis Continue to Return: IOM Iraq, 20 February 2018, [url](#), p. 6

<sup>563</sup> Global Shelter Cluster Iraq [website], Coordinating Humanitarian Shelter, Highlights, n.d., [url](#)

<sup>564</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 36



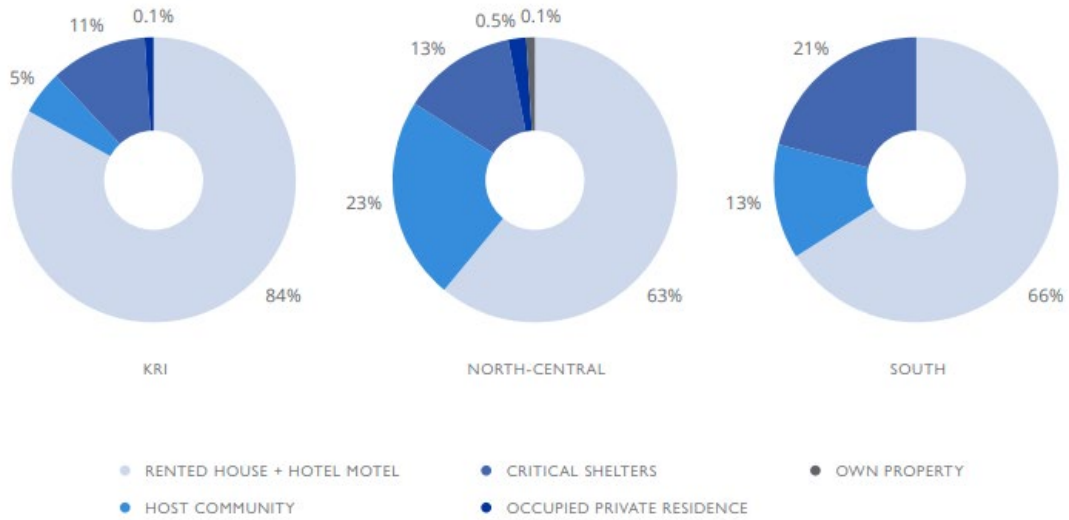


Figure: Types de logements occupés par des PDI dans différentes zones d'Iraq, OIM, janvier 2019<sup>565</sup>

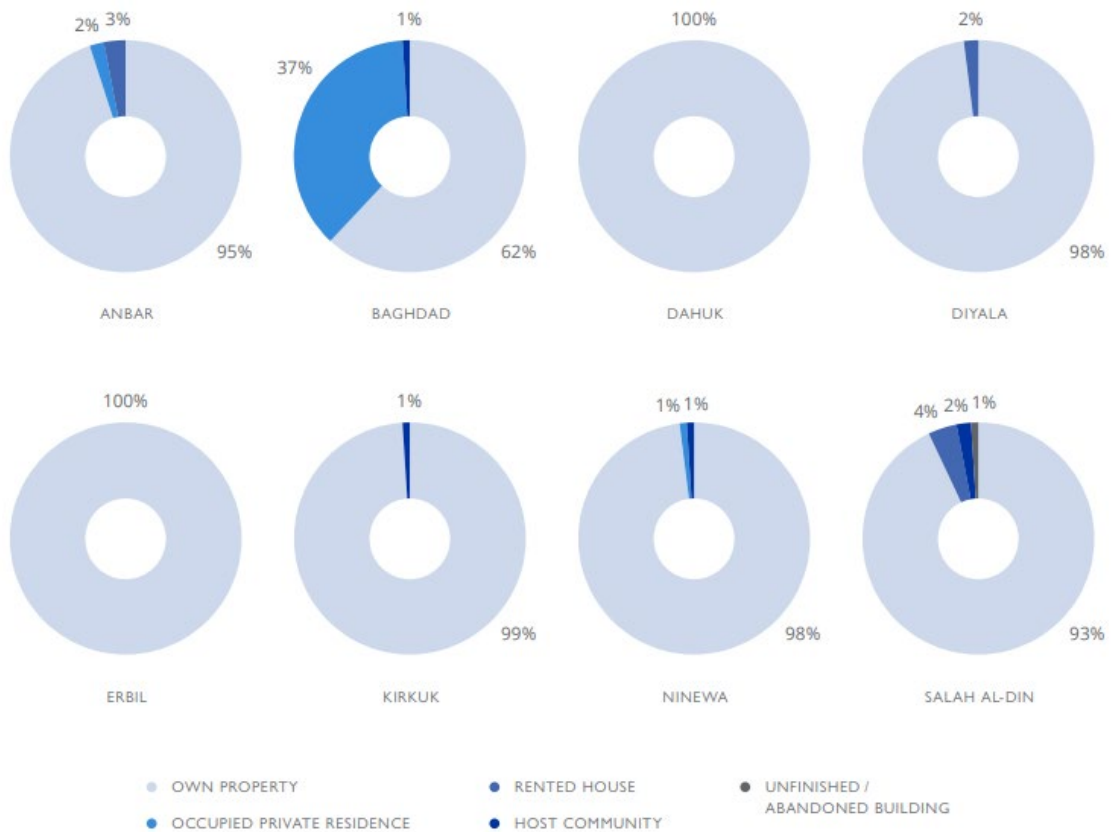


Figure: Types de logements occupés par des personnes rapatriées dans différentes zones d'Iraq, OIM, janvier 2019<sup>566</sup>

<sup>565</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), pp. 42-43

<sup>566</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), pp. 42-43

## 6.2 Bassora

Le coût de la location d'un logement à Bassora est plus élevé que dans les zones environnantes<sup>567</sup>, et les terres situées en périphérie de la ville sont recherchées par la population locale à bas revenus<sup>568</sup>. Les zones centrales de Bassora sont dites fortement peuplées et les loyers, élevés, peuvent atteindre 2 000 USD (1 773 EUR). L'augmentation des déplacements et la croissance démographique, la pénurie de terrains à destination résidentielle et de ressources pétrolières ont entraîné une augmentation du prix des loyers et la migration des Basrawis plus pauvres vers des logements meilleur marché à la périphérie<sup>569</sup>. En 2018, Bassora comptait 277 établissements dits «sauvages», le deuxième nombre le plus élevé après Bagdad (1 022)<sup>570</sup>. Des colonies de squatteurs se sont développées sur les terres en périphérie de Bassora, les populations rurales fuyant la pauvreté dans les campagnes environnantes<sup>571</sup>.

À Bassora, on observe une division entre les quartiers aisés où vivent les personnes de la classe moyenne, telles que les fonctionnaires gouvernementaux, les députés, les médecins, les entrepreneurs et les expatriés, et les quartiers où vivent les citoyens ordinaires de Bassora; les personnes déplacées ont tendance à vivre dans la périphérie plus pauvre<sup>572</sup>. Dans certains quartiers de la ville, le prix de l'immobilier est plus élevé qu'à Beyrouth ou à Dubaï<sup>573</sup>.

Selon le DFAT, les autorités locales du sud de l'Iraq peinent à offrir des services publics de base tels que l'électricité et l'eau<sup>574</sup>. Pour l'électricité, plus de 80 % de la population de Bassora sont confrontés quotidiennement à de multiples coupures de courant sur le réseau public, et doivent recourir à des générateurs électriques privés ou communautaires<sup>575</sup>. Les infrastructures de distribution d'eau et d'assainissement de Bassora ne seraient pas en mesure de faire face à la croissance démographique rapide<sup>576</sup>. À Bassora, les canalisations sont bouchées par les débris et le système d'assainissement est inefficace<sup>577</sup> et décrit par le magazine américain Foreign Policy comme «des égouts à ciel ouvert»<sup>578</sup>. Les coupures d'eau et d'électricité seraient fréquentes<sup>579</sup>.

Récemment, depuis juillet 2018, d'importantes et violentes manifestations ont eu lieu à Bassora contre l'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes liés au chômage des jeunes, aux infrastructures, à la qualité des services de fourniture d'eau et d'électricité et à la santé publique<sup>580</sup>.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

En 2016, le HCR a indiqué que 2 % des PDI du sud vivaient dans des camps<sup>581</sup>. Les PDI avaient généralement trouvé un logement, même si beaucoup vivaient dans des logements de mauvaise

<sup>567</sup> NRC, Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, [url](#)

<sup>568</sup> Niqash, While Ordinary Basra Families Suffer, A New Upper Class Profits, 6 November 2014, [url](#)

<sup>569</sup> Niqash, While Ordinary Basra Families Suffer, A New Upper Class Profits, 6 November 2014, [url](#)

<sup>570</sup> UN-Habitat, New research finds 3.2 million Iraqis living in informal settlements, 19 September 2017, [url](#)

<sup>571</sup> Guardian (The), Basra after the British: division and despair in Iraq's oil boomtown, 4 July 2016, [url](#)

<sup>572</sup> Niqash, Basra's poor fight for wealthy neighbours' garbage, 13 December 2013, [url](#)

<sup>573</sup> Guardian (The), Basra after the British: division and despair in Iraq's oil boomtown, 4 July 2016, [url](#)

<sup>574</sup> Australia, DFAT, DFAT, Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 30

<sup>575</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>576</sup> NRC, Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018, [url](#)

<sup>577</sup> DW, Iraq's protests: What you need to know, 22 July 2018, [url](#); Al Jazeera, Iraq: Basra water pollution risks triggering disease outbreaks, 25 October 2018, [url](#); Guardian (The), 'Iraq is dying': oil flows freely but corruption fuels growing anger, 27 August 2018, [url](#)

<sup>578</sup> FP, Northern Iraq May Be Free, but the South is Seething, 9 November 2018, [url](#)

<sup>579</sup> DW, Iraq's protests: What you need to know, 22 July 2018, [url](#)

<sup>580</sup> New York Times (The), In Strategic Iraqi City, a Week of Deadly Turmoil, 8 September 2018, [url](#); Australia, DFAT, DFAT Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), pp. 17-18

<sup>581</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

qualité dans les zones les plus pauvres de Bassora<sup>582</sup>. Selon l'OIM, les districts du Chatt-el-Arab et d'Al-Qurna étaient parmi les districts les plus pauvres, et ceux où vivaient les PDI logées dans des conditions critiques, telles qu'établissements dits «sauvages» et bâtiments religieux<sup>583</sup>. Les PDI vivant dans des établissements dits «sauvages» et logées dans des conditions critiques n'avaient pas accès aux services de base, selon l'OIM<sup>584</sup>. Les PDI vivant dans des sites informels à Bassora faisaient état d'un manque de services et d'infrastructures de mauvaise qualité, d'une eau polluée, d'une mauvaise évacuation des eaux usées et de services de fourniture d'électricité irréguliers<sup>585</sup>.

En octobre 2017, l'OIM a indiqué que la plupart des PDI présentes à Bassora vivaient dans des logements loués (plus de 60 %) ou dans des familles d'accueil (plus de 20 %), et 18 % d'entre elles étaient logées dans des conditions critiques, pour la plupart dans des établissements dits «sauvages»<sup>586</sup>. Un faible pourcentage d'entre elles vivaient à l'hôtel, dans des bâtiments religieux ou dans d'autres formes de logements<sup>587</sup>. Tous les types de logements étaient décrits comme étant en mauvais état et parfois non meublés; les PDI vivant dans des établissements dits «sauvages» et dans des conditions de logement critiques se trouvaient dans les zones les plus pauvres de Bassora et n'avaient pas accès aux services de base, selon l'OIM<sup>588</sup>. La surpopulation représentait un problème pour 92 % des PDI vivant dans des établissements dits «sauvages», et les bâtiments préfabriqués étaient le type de logement le plus fréquemment cité sur les sites d'hébergement informels des PDI à Bassora<sup>589</sup>.

L'obtention d'une aide au loyer était une préoccupation pour 20 % des PDI<sup>590</sup>. En octobre 2017, 6 % des PDI présentes à Bassora déclaraient qu'elles étaient préoccupées par la sécurité; 46 % des PDI vivant à Bassora déclaraient être quelque peu exposées à la petite délinquance; selon l'OIM, en octobre 2017, la situation était relativement stable et sûre pour les PDI dans le gouvernorat<sup>591</sup>. Selon une étude de l'OIM de 2017, Bassora était le gouvernorat qui mentionnait le moins de problèmes entre la communauté d'accueil et les PDI (80 % des personnes interrogées) dans le cadre d'une enquête menée à Bagdad, Bassora, Kirkouk, et Souleimaniye<sup>592</sup>. En 2016, 177 familles du sud ont fait état de menaces d'expulsion, dont 11 à Bassora, bien qu'aucun cas d'expulsion effective n'ait été signalé, selon ce rapport<sup>593</sup>.

## 6.3 Erbil

Les zones urbaines ont pris de l'ampleur ces dix dernières années dans le gouvernorat d'Erbil, notamment dans le centre du district d'Erbil et aux alentours<sup>594</sup>. Le taux d'urbanisation du gouvernorat d'Erbil a été estimé à plus de 80 % à la suite de l'afflux de migrants économiques et de PDI<sup>595</sup>. En 2017,

<sup>582</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 56

<sup>583</sup> IOM, Basrah governorate profile, June 2015, [url](#), p. 4

<sup>584</sup> IOM, Basrah governorate profile, June 2015, [url](#), p. 4

<sup>585</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), p. 73

<sup>586</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 36

<sup>587</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 36

<sup>588</sup> IOM, Basrah governorate profile, June 2015, [url](#), p. 4

<sup>589</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 12

<sup>590</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 36

<sup>591</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 36

<sup>592</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 33

<sup>593</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

<sup>594</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 15

<sup>595</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 14

l'OIM a évalué que, pour l'essentiel, les infrastructures fonctionnaient dans tous les districts<sup>596</sup>. Les données de 2018 de l'OIM montraient que «presque toutes les familles du gouvernorat d'Erbil vivaient dans un véritable logement, tel qu'une maison entière occupée par un seul ménage (92,1 %), une maison partagée par plusieurs ménages (6,3 %), ou un appartement (1,4 %)»<sup>597</sup>. Le prix des loyers dans la RKI a diminué après le référendum de septembre 2017<sup>598</sup>, mais le marché du logement devrait se rétablir avec l'amélioration des relations politiques entre Bagdad et Erbil<sup>599</sup>.

Selon l'étude démographique réalisée par l'OIM dans la RKI en 2018, «l'accès au réseau électrique dans la RKI est universel mais la fourniture est limitée et les ménages disposent de 17 heures d'électricité par jour en moyenne»<sup>600</sup>. Dans le gouvernorat d'Erbil, le nombre moyen d'heures d'approvisionnement en électricité publique par jour était de 15,6<sup>601</sup>.

Bien que, dans une enquête du PNUD de 2018, l'ensemble des résidents du gouvernorat d'Erbil aient déclaré se sentir globalement en sécurité<sup>602</sup>, depuis le début du conflit avec l'EIL, le nombre de résidents de la RKI possédant une arme à feu a considérablement augmenté, entraînant une hausse des taux d'homicides et de suicides dans la région<sup>603</sup>. La précarité et la vulnérabilité économiques croissantes de la communauté locale dans le gouvernorat d'Erbil ont aussi contribué au sentiment que les «PDI prennent le contrôle de la ville», alimentant la méfiance croissante entre les deux communautés<sup>604</sup>.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

Selon l'OIM, la stabilité et les services fournis, jugés meilleurs que dans les autres gouvernorats, étaient les principales raisons qui attiraient les PDI à Erbil<sup>605</sup>. Selon un état des lieux réalisé par le conseil danois pour les réfugiés et le PNUD en 2017, les PDI bénéficiaient d'une aide de l'État sous la forme de subventions, et du SPD, tandis que les travailleurs du secteur public percevaient un salaire bien qu'ils aient été déplacés<sup>606</sup>. Selon un état des lieux réalisé par l'OIM en 2017, «les services sont disponibles et accessibles presque partout, et globalement, seuls les services juridiques ne sont pas disponibles pour 30 % de la population, et les services de santé pour 4 %»<sup>607</sup>. Cependant, le coût élevé de la vie dans le gouvernorat d'Erbil était une source de préoccupations pour les PDI<sup>608</sup>, qui les amenaient à déménager dans des camps à l'extérieur de la ville, en particulier les ménages dirigés par des femmes<sup>609</sup>. La mauvaise qualité des logements était aussi un problème pour 91 % des familles déplacées internes vivant à Erbil interrogées par l'OIM en 2017<sup>610</sup>.

<sup>596</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 14

<sup>597</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 48

<sup>598</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), p. 52

<sup>599</sup> Rudaw, Kurdistan housing market expected to grow after stagnant 2018 start, 29 July 2018, [url](#)

<sup>600</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 50

<sup>601</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 50

<sup>602</sup> UNDP, Public Safety and Security Perception Survey in Iraq 2017, 22 January 2018, [url](#), p. 53

<sup>603</sup> Niqash, As Number Of Guns In Iraqi Kurdistan Increases, So Does Murder Rate, 19 July 2017, [url](#)

<sup>604</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), pp. 26-29 ; IRI, Social and Political Perspectives of Iraqi IDPs from Ninewa and their Host Communities, 05 September 2018, [url](#), p. 2

<sup>605</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 136

<sup>606</sup> UNPD (et al.), Iraq: 3RP Monthly Update - August 2017: Livelihoods, 31 August 2017, [url](#)

<sup>607</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 14

<sup>608</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 136

<sup>609</sup> UNHCR, Iraq: Bi-weekly Protection Update; 5 - 18 March 2018, 18 March 2018, [url](#), p. 2

<sup>610</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 30

Selon un rapport du BCAH de 2018, «80 % des PDI présentes dans la RKI vivent dans des maisons louées ou dans des familles d'accueil, les 20 % restants étant hébergés dans des camps à Dahuk, Erbil et Souleimaniye»<sup>611</sup>. Le prix des logements était considéré comme un problème majeur par les PDI vivant dans des logements loués<sup>612</sup> et, bien que la crise économique dans la RKI ait entraîné une diminution du prix des loyers, les prix sont restés inchangés pour les PDI<sup>613</sup>. Selon différentes sources, il est généralement difficile pour des PDI non kurdes d'acheter des biens immobiliers dans la ville d'Erbil<sup>614</sup>. La plupart des familles déplacées internes présentes dans le gouvernorat d'Erbil étaient installées dans des maisons louées (85 %) ou dans des camps (12 %) qui sont généralement situés dans le district de Makhmur<sup>615</sup>. En 2017, l'OIM a indiqué que «sur la majorité des sites inspectés, tant les PDI que les personnes rapatriées ne faisaient état d'aucun problème lié à leur logement»<sup>616</sup> et que 1 % seulement des PDI dans le gouvernorat d'Erbil était logé dans des conditions critiques<sup>617</sup>. En juillet 2018, l'OIM a en outre indiqué qu'il n'avait été fait état d'aucune personne rapatriée vivant dans des conditions de logement critiques, entre autres dans le gouvernorat d'Erbil»<sup>618</sup>.

Selon des sources interrogées par le DIS en 2016, les expulsions de PDI n'étaient «pas courantes» dans la RKI, mais des PDI qui vivaient dans des établissements dits «sauvages» à Erbil se sont fait expulser au plus fort de la crise des déplacements<sup>619</sup>. Des PDI vivant dans des maisons louées se sont aussi fait expulser, un phénomène qui a davantage touché les ménages qui ne possédaient pas de bail locatif écrit<sup>620</sup>. Le taux d'expulsion de PDI communiqué pour 2015 dans le gouvernorat d'Erbil s'élevait à 12 % pour les ménages de PDI, en grande majorité parce qu'ils n'étaient pas en mesure de payer le loyer<sup>621</sup>. Selon le HCR, l'incapacité de payer le loyer était le motif d'expulsion de «92 % des ménages dans le centre du district d'Erbil, de 45 % des ménages dans la périphérie du district d'Erbil, et de 53 % des ménages dans les villes»<sup>622</sup>.

Les tensions croissantes entre la communauté d'accueil et les PDI dans la RKI, dues à l'instabilité économique et politique dans la région, ont entraîné «une augmentation du nombre d'expulsions de PDI dans toute la RKI et à une hausse des loyers pour les PDI»<sup>623</sup>. Citant une source de l'International Rescue Committee, le rapport du DIS de 2016 indiquait que «si les PDI sont expulsées, elles peuvent se rendre dans les camps de PDI»<sup>624</sup>.

<sup>611</sup> UNOCHA, Iraq 2018 Humanitarian Response Plan, February 2018, [url](#), p. 32

<sup>612</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 136

<sup>613</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KR-I), 5 November 2018, [url](#), p. 52

<sup>614</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, p. 89, [url](#); Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 28

<sup>615</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p. 27

<sup>616</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p. 27

<sup>617</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 15

<sup>618</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix Round 100, July 2018, [url](#), p. 2

<sup>619</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, p. 55, [url](#)

<sup>620</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), pp 21-22

<sup>621</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), pp 21-22

<sup>622</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 22

<sup>623</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, p. 55, [url](#)

<sup>624</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, p. 55, [url](#)

La situation tendue sur le plan de la sécurité qui a suivi le référendum sur l'indépendance organisé en septembre 2017 a conduit à l'expulsion forcée, sous prétexte de sécurité, d'une centaine d'Arabes sunnites vivant dans des camps de Debaga, et qui a été redirigée vers des camps situés à l'extérieur de Makhmour, dans le gouvernorat d'Erbil<sup>625</sup>.

En juillet 2018, des expulsions forcées étaient sans cesse signalées, pour certaines reportées ou suspendues. La situation évolue constamment<sup>626</sup>.

## 6.4 Bagdad

L'OIM a déclaré que dans l'ensemble, les infrastructures semblaient, pour l'essentiel, fonctionner à Bagdad<sup>627</sup>. Les coupures de courant sont cependant fréquentes<sup>628</sup>. Les dégâts subis par le parc de logements dans le gouvernorat de Bagdad sont estimés à 337,5 milliards d'IQD (251,2 millions d'EUR)<sup>629</sup>. Des dommages significatifs aux habitations ont principalement été signalés dans les zones d'Abou Ghraïb (3 %) et de Mahmoudiya (7 %)<sup>630</sup>.

L'important afflux de PDI et de migrants dans les zones urbaines a exercé des pressions notables sur le marché du logement à Bagdad<sup>631</sup>. Selon une étude universitaire de 2018, environ 187 000 unités d'habitation à Bagdad (environ 31 % du parc de logements de la capitale) sont inadéquates. La pénurie de logements, ainsi que le manque de matériaux de construction et la rareté des terrains viabilisés en zone urbaine sont les principales raisons de l'augmentation des coûts de logement<sup>632</sup>. Les prix du logement à Bagdad peuvent varier selon le quartier, les prix étant plus bas en dehors du centre. L'OIM a indiqué qu'une maison non meublée de 200 m<sup>2</sup> dans la périphérie de Bagdad pouvait se louer entre 100 USD et 300 USD (entre 87 EUR et 263 EUR), tandis qu'à Bagdad même, une maison de cette taille coûterait entre 750 USD et 1 000 USD (entre 658 EUR et 877 EUR)<sup>633</sup>.

Quant au coût de la vie en Iraq, l'OIM affirme qu'en moyenne, une famille dépense mensuellement: 13 USD (11 EUR) en gaz, entre 9 USD et 22 USD (entre 8 EUR et 19 EUR) en eau, entre 22 USD et 30 USD (entre 19 EUR et 26 EUR) en électricité publique, et la même somme en générateurs privés ou communautaires<sup>634</sup>.

<sup>625</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KR-I), 5 November 2018, [url](#), pp. 34, 52, 53

<sup>626</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KR-I), 5 November 2018, [url](#), pp. 59

<sup>627</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), October 2017, [url](#), p. 10

<sup>628</sup> Reuters, As Baghdad life improves, some still seek refuge in its past, [url](#)

<sup>629</sup> World Bank, Iraq reconstruction & investment part 2 Damage and Needs Assessment of Affected Governorates, January 2018, [url](#), p. 16

<sup>630</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 6

<sup>631</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 44

<sup>632</sup> Al-Hafith, Omar, B.K. Satish (et al.), A systematic assessment of architectural approaches for solving the housing problem in Iraq, in: *Frontiers of Architectural Research*, July 2018, [url](#), p. 2

<sup>633</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), pp. 7-8

<sup>634</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), p. 5

## Installations informelles

Le gouvernement iraquien a déclaré qu'il y avait 250 installations d'habitation informelles à Bagdad<sup>635</sup>. Cependant, un exercice de cartographie réalisé par le ministère iraquien du plan, en collaboration avec UN-Habitat, a montré qu'il y avait à cette époque 1 022 établissements dits «sauvages» à Bagdad. Il s'agissait du plus grand nombre d'établissements dits «sauvages» recensés, sur 3 687 établissements dits «sauvages» enregistrés dans les 12 gouvernorats cartographiés et où habitent 3,2 millions de personnes environ<sup>636</sup>. En 2013, environ 740 000 personnes vivaient dans des taudis à Bagdad, sans accès aux services de base, à l'eau ni à l'assainissement<sup>637</sup>.

## Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées

Selon la fiche d'information de 2015 du NCCI sur Bagdad,

«la position centrale de Bagdad, le coût de la vie relativement faible et la présence de PDI déjà installées sont tous des facteurs de nature à attirer de nouveaux arrivants dans ce gouvernorat. Les PDI habitent en majorité avec des parents ou des amis vivant dans le gouvernorat ou louent un logement. D'autres ont trouvé refuge dans des bâtiments religieux, des écoles, des camps militaires, des établissements dits «sauvages» ou des bâtiments abandonnés. Un nombre plus restreint d'entre elles habitent dans des camps. Les PDI qui vivent dans des logements loués ont souvent des difficultés à payer le loyer»<sup>638</sup>.

L'OIM a indiqué que la grande majorité des PDI présentes à Bagdad vivaient dans des logements loués ou dans des familles d'accueil; 5 % des familles déplacées internes vivaient dans des conditions de logement critiques, bâtiments inachevés ou abandonnés principalement<sup>639</sup>. L'accès au logement a été décrit comme précaire et trop coûteux par la plupart des personnes interrogées par l'OIM à Bagdad en octobre 2017, tandis que l'eau courante, l'électricité publique et le système d'évacuation des eaux usées n'étaient pas efficaces pour 30 % de la population<sup>640</sup>. Selon l'OIM/REACH, l'eau et l'assainissement constituaient une source de préoccupation pour les PDI et les personnes rapatriées sur leur lieu de déplacement<sup>641</sup>. Les logements précaires accroissent les risques pour la santé et la sécurité des PDI. Selon l'état des lieux des camps de PDI dressé par REACH en avril 2018, les logements précaires dans les camps de PDI, tels que les tentes (85 %), constituaient la forme la plus courante de logements, suivie par les caravanes et les unités d'habitation<sup>642</sup>. À Bagdad, 82 % des PDI résidant dans des camps vivaient dans des tentes sans plancher en béton; 93 % d'entre elles avaient aussi besoin de pétrole lampant pour se chauffer en hiver<sup>643</sup>.

Selon l'OIM, en juillet 2018, on ne dénombrait pas de personnes rapatriées vivant dans des conditions de logement critiques à Bagdad<sup>644</sup>.

<sup>635</sup> UNCERD, Combined twenty-second to twenty-fifth periodic reports submitted by Iraq under article 9 of the Convention, due in 2017, 22 November 2017, [url](#), p. 34

<sup>636</sup> UN – Habitat, New research finds 3.2 million Iraqis living in informal settlements, 19 September 2017, [url](#)

<sup>637</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 44

<sup>638</sup> NCCI, Baghdad Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>639</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 8

<sup>640</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 7

<sup>641</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment, part II Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p. 11

<sup>642</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), pp. 24-25

<sup>643</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), pp. 24-25

<sup>644</sup> IOM, Iraq: Displacement Tracking Matrix Round 100, July 2018, [url](#), p. 2

Le type de logement le plus couramment déclaré sur les sites informels d'hébergement de PDI examinés à Bagdad était les «bâtiments inachevés» (45 %) <sup>645</sup>. La majorité des bâtiments étaient endommagés à un degré compris entre 25 % et 50 % <sup>646</sup>.

La principale source d'eau était le plus souvent un prolongement illégal des canalisations d'eau <sup>647</sup>. Sur 62 % des sites, la mauvaise qualité de l'eau potable a été mise en évidence <sup>648</sup>. Sur 21 % des sites, il n'a été fait état d'aucune collecte des déchets <sup>649</sup>.

### Fermeture de camps de PDI et expulsions de PDI à Bagdad

Le HCR a écrit en septembre 2018 que tous les camps de PDI à Bagdad, à l'exception d'Al-Ahel et d'Amal (à Abou Ghraïb) étaient censés fermer prochainement <sup>650</sup>. Le HCR note que la capacité de ces deux derniers camps «est extrêmement limitée, et ils ne peuvent accueillir la majorité des PDI» concernées par la fermeture des autres camps <sup>651</sup>.

En septembre 2018, les autorités ont fermé le camp d'Al-Khadhraa et 51 familles ont quitté le camp; 20 familles se sont installées dans des logements loués à proximité et les autres ont été «contraintes de s'en aller», 13 familles ont été renvoyées dans leurs régions d'origines (Anbar/Bagdad), 14 familles ont été envoyées dans le camp de PDI d'Al-Ahal, et quatre autres familles se sont installées dans des logements à l'extérieur des camps à Bagdad <sup>652</sup>. Le HCR a fait état, preuves documentaires à l'appui, de deux cas d'expulsion forcée à Bagdad dans son point d'août 2018 sur la situation en matière de protection: d'une part l'expulsion de 45 familles du camp d'Al-Jamea dans le district de Karkh, qui sont pour beaucoup rentrées à Ninive, et d'autre part l'expulsion du camp de Maryam Al-Althra à Zayona, principalement de PDI chrétiennes, soit 42 familles déplacées internes d'Anbar qui ont dû partir et louer des logements et d'autres familles qui retourneront dans leurs régions d'origine ou seront réinstallées dans les camps d'Al-Ahel ou d'Abou Ghraïb <sup>653</sup>. En juillet 2018, 45 familles de Ninive et 402 familles d'Anbar ont été informées qu'elles devaient quitter les camps dans les districts de Mansour et d'Abou Ghraïb du gouvernorat de Bagdad et «dans la plupart des cas, retourner dans leurs régions d'origine» <sup>654</sup>.

Selon le HCR, «les PDI quittent souvent les camps de Bagdad à la suite de menaces d'expulsion et s'installent dans les zones voisines de la ville afin d'éviter d'être expulsées, bien qu'elles ne soient pas autorisées à vivre en dehors des camps. Cette situation les rend vulnérables aux arrestations ou à de nouvelles expulsions» <sup>655</sup>. Selon le NCCI, «d'autres personnes résidant dans ce que l'on appelle des "logements vulnérables", tels que des écoles ou des bâtiments inachevés, courent le risque d'en être expulsées» <sup>656</sup>.

<sup>645</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH Initiative, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 12

<sup>646</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH Initiative, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 14

<sup>647</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH Initiative, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 15

<sup>648</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH Initiative, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 16

<sup>649</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH Initiative, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 16

<sup>650</sup> UNHCR, Iraq Protection Update – August 2018, [url](#), p. 4

<sup>651</sup> UNHCR, Iraq Protection Update – August 2018, [url](#), p. 4

<sup>652</sup> UNHCR, Iraq Protection Update – August 2018, [url](#), p. 4

<sup>653</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, August 2018, [url](#) p. 4

<sup>654</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, July 2018, [url](#) p. 3

<sup>655</sup> UNHCR, Iraq Protection Update, August 2018, [url](#) p. 4

<sup>656</sup> NCCI, Baghdad Governorate Profile, December 2015, [url](#) p. 5



## 7. Santé

### 7.1 Données relatives à la santé

Espérance de vie à la naissance (2010-2015)	69,9 <sup>657</sup>
Taux de mortalité maternelle (2010-2015)	50 pour 100 000 naissances vivantes <sup>658</sup>
Mortalité infantile (2010-2015)	32 pour 1 000 naissances vivantes <sup>659</sup>
Taux de mortalité avant l'âge de cinq ans (2010-2015)	38 pour 1 000 naissances vivantes <sup>660</sup>
Densité de médecins (2016)	8,4 pour 10 000 habitants <sup>661</sup>
Densité de sages-femmes et d'infirmiers (2016)	19,4 pour 10 000 habitants <sup>662</sup>
Densité de lits d'hôpitaux (2013)	13 pour 10 000 habitants <sup>663</sup>

En vertu du droit aux soins de santé prévu dans la constitution iraquienne, le gouvernement «maintient la santé publique et met à disposition des moyens de prévention et de traitement», selon le DFAT<sup>664</sup>.

En février 2018, le BCAH a indiqué que 7,3 millions de personnes nécessitaient des soins mais n'avaient pas accès aux services de santé<sup>665</sup>; ce chiffre était tombé à 5,5 millions en décembre 2018<sup>666</sup>. Le BCAH a relevé que le secteur de la santé avait été «particulièrement durement touché» par le conflit avec l'EIL et que 36 % des infrastructures de soins de santé de Salah ad-Din étaient endommagées ou détruites, tandis que la moitié seulement des centres de santé de Ninive étaient totalement opérationnels<sup>667</sup>. Selon le ministère de la santé, 32 % des hôpitaux et 14 % des centres de soins de santé primaires (CSSP) à Ninive ont été détruits, 35 % des CSSP de Kirkouk ne fonctionnent pas, et 17 % des hôpitaux d'Anbar ne sont que partiellement opérationnels<sup>668</sup>.

En février 2018, il a été rapporté que les systèmes de distribution d'eau et d'électricité dont dépendent les infrastructures de soins de santé pour fonctionner nécessitaient aussi des réparations<sup>669</sup>. L'offre de services médicaux ne répond pas à la demande, en particulier dans les zones où un grand nombre de PDI sont présentes<sup>670</sup>.

<sup>657</sup> UN, World Population Prospects, volume II: Demographic Profiles, 2017 revision, 2017, [url](#), p. 393

<sup>658</sup> WHO, Maternal mortality in 1990-2015, Iraq, 2015, [url](#)

<sup>659</sup> UN, World Population Prospects, volume II: Demographic Profiles, 2017 revision, 2017, [url](#), p. 394

<sup>660</sup> UN, World Population Prospects, volume II: Demographic Profiles, 2017 revision, 2017, [url](#), p. 394

<sup>661</sup> WHO, Eastern Mediterranean Region - Framework for health information systems and core indicators for monitoring health situation and health system performance, 2017, [url](#), p. 14

<sup>662</sup> WHO, Eastern Mediterranean Region - Framework for health information systems and core indicators for monitoring health situation and health system performance, 2017, [url](#), p. 14

<sup>663</sup> WHO, Eastern Mediterranean Region - Framework for health information systems and core indicators for monitoring health situation and health system performance, 2017, [url](#), p. 16

<sup>664</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 8

<sup>665</sup> UNOCHA, Iraq 2018 Humanitarian Response Plan, February 2018, [url](#), p. 5

<sup>666</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 6

<sup>667</sup> UNOCHA, Iraq 2018 Humanitarian Response Plan, February 2018, [url](#), p. 5

<sup>668</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 6

<sup>669</sup> WHO, Investments in health can contribute to peace dividends, 11 February 2018, [url](#)

<sup>670</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018 [url](#), p. 8

En raison du conflit, le système de soins de santé en Iraq s'est considérablement détérioré, y compris à Bagdad<sup>671</sup>. Le système de santé, déjà affaibli par des conflits intermittents depuis les années 80, s'est encore dégradé en 2014 en raison de la crise provoquée par l'EIL, qui a conduit à une situation assimilable à un siège dans les zones contrôlées par l'EIL, où le système a aujourd'hui grand besoin d'être reconstruit<sup>672</sup>. Les efforts de reconstruction dans le secteur médical et le secteur de la santé ont été entravés par l'insécurité et par une «pénurie chronique de services essentiels» tels que la fourniture d'eau et d'électricité<sup>673</sup>. Les infrastructures de soins de santé ont «subi les conséquences de décennies de conflit». Avant la montée de l'EIL, le secteur était sous-financé et manquait de travailleurs de santé qualifiés. De nombreux professionnels de la santé ont quitté le pays ou ont fui dans les pays voisins ou ailleurs à l'étranger. Dans les zones touchées par le conflit, «les services de santé sont limités»<sup>674</sup>. L'accès de la population aux services de santé de base n'a cessé de se dégrader<sup>675</sup>. Il a également été rapporté que des médecins publics – tant dans le centre de l'Iraq que dans la RKI – travaillaient dans des cliniques privées en dehors de leurs heures de travail normales. Ces facteurs compromettent la disponibilité des soins de santé pour les personnes dont le pouvoir d'achat est limité<sup>676</sup>.

En Iraq, les dépenses de santé par habitant s'élèvent à 292 USD (258 EUR) et les dépenses publiques de santé représentent environ 6,5 % du total des dépenses publiques<sup>677</sup>, soit environ 3 % du PIB du pays, ce qui est inférieur à la moyenne régionale du Moyen-Orient<sup>678</sup>. Le budget de la santé du GRK est aussi soumis à des pressions significatives depuis la crise avec l'EIL en 2014 et en raison de la présence de PDI dans la région<sup>679</sup>.

## 7.2 Système de soins de santé et accès aux soins

Depuis les années 70, le système de santé iraquien consiste en des centres de soins de santé primaires (CSSP) et des hôpitaux. Les CSSP fournissent des services préventifs et des services curatifs de base. Ils sont généralement gérés par des médecins, mais le personnel des CSSP des zones rurales est parfois exclusivement composé d'auxiliaires médicaux<sup>680</sup>. Les soins primaires comprennent «les examens, les analyses, la vaccination, les soins prénataux, et l'éducation sanitaire» à l'aide de médicaments simples; les cas complexes sont adressés aux hôpitaux<sup>681</sup>. En dépit de la mauvaise organisation et des pénuries de personnel et de médicaments dans les CSSP, ils sont reconnus comme étant des sources essentielles de soins de santé, en particulier pour les plus démunis<sup>682</sup>.

<sup>671</sup> EPIC, Iraq's Public Healthcare System in Crisis, 7 March 2017, [url](#)

<sup>672</sup> Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), pp. 11-13, 16

<sup>673</sup> EPIC, Iraq's Public Healthcare System in Crisis, 7 March 2017, [url](#)

<sup>674</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 8

<sup>675</sup> WHO, Iraq – Primary Health Care, n.d., [url](#)

<sup>676</sup> Cetorelli, V., et al., Health needs and care seeking behavior of Yazidis and other minority groups displaced by ISIS into the Kurdistan Region of Iraq, PLOS One, 16 August 2017, [url](#); EPIC, Iraq's Public Healthcare System in Crisis, 7 March 2017, [url](#); 1001Iraqithoughts, Iraq's Ailing Healthcare, 17 May 2017, [url](#); Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), p. 11-13, 16, 24-25

<sup>677</sup> WHO, Eastern Mediterranean Region - Framework for health information systems and core indicators for monitoring health situation and health system performance, 2017, [url](#), p. 13

<sup>678</sup> Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#)

<sup>679</sup> Ross C. A., Moore M. et al., Healthcare Sector Reform in the Kurdistan Region – Iraq, 2017, [url](#), p. 2

<sup>680</sup> Godichet, O., (et al.), Iraqi system of primary health care: a communitarian system of family medicine under a dictatorship framework, in: Contemporary Nurse 2004 Jul-Aug;17(1-2), pp. 113-24 [url](#)

<sup>681</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>682</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 83

Les hôpitaux et autres services de soins de santé sont fortement concentrés dans les zones urbaines<sup>683</sup>. En conséquence, les hôpitaux et autres infrastructures médicales sont rarement disponibles pour les habitants des gouvernorats plus pauvres, voire jamais<sup>684</sup>.

Le système public et le système privé offrent l'un comme l'autre des services de santé et des médicaments. Il n'existe pas de système public d'assurance maladie. La présentation d'une carte d'identité et le paiement constituent les exigences d'accès aux soins de santé. Les patients doivent régler la plupart des consultations et des traitements, tant dans le système public que dans le système privé<sup>685</sup>. Les services de soins primaires et préventifs sont limités par les coupures d'électricité et le manque d'équipement. Les soins primaires comprennent «les examens, les analyses, la vaccination, les soins prénataux, et l'éducation sanitaire» à l'aide de médicaments simples; les cas complexes sont adressés aux hôpitaux<sup>686</sup>.

En 2017, la Banque mondiale écrivait que «comme il n'existe pas de régimes d'assurance maladie en Iraq, les coûts des soins de santé privés doivent être pris en charge par les patients eux-mêmes, et sont hors de la portée de nombreux Iraquiens»<sup>687</sup>. Selon les fiches d'information sur le pays de l'OIM publiées en 2017, aucun coût n'est pris en charge par l'assurance maladie; le «secteur public fournit des services médicaux à un prix inférieur à celui du secteur privé». La qualité et la disponibilité sont généralement meilleures dans le secteur privé, mais les prix sont plus élevés<sup>688</sup>. En conséquence, les personnes qui peuvent se le permettre reçoivent des soins de santé privés dans des structures privées à Erbil et à Bagdad ou à l'étranger, tandis que les personnes plus démunies ont recours aux services des hôpitaux et des centres de santé publics<sup>689</sup>. Les CSSP indiquent qu'en raison de la pénurie de matériel et de personnel spécialisé, il est difficile de traiter un grand nombre de patients<sup>690</sup>.

Un article publié par le réseau IRIN News en mars 2018 met en évidence les difficultés des yézidis rapatriés à accéder aux soins de santé dans la région de Sinjar, dans le nord-est de l'Iraq. Le réseau IRIN informe aussi que les nouveaux frais introduits par le gouvernement iraquien pour les soins de santé publics, bien que modestes – 2 000 IQD (1,48 EUR) pour une consultation et 1 000 IQD (0,74 EUR) pour une prescription –, ne sont pas sans incidence sur les plus démunis à Sinjar, qui ne peuvent se permettre ces coûts<sup>691</sup>.

Il est difficile d'obtenir des informations précises et à jour sur les structures de soins de santé disponibles<sup>692</sup>. Des statistiques de 2015 du gouvernement iraquien recensaient 212 hôpitaux publics et 95 hôpitaux privés, dont 207 et 93 étaient «entièrement ou partiellement opérationnels»<sup>693</sup>. Selon

<sup>683</sup> Al Hilfi, T.K., R. Lafta et al., Health Services in Iraq, Lancet 2013; 381, 2013, [url](#), p. 942; BTI Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 23

<sup>684</sup> Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), pp. 6, 2; Al Hilfi, T.K., R. Lafta et al., Health Services in Iraq, 2013, [url](#), p. 944

<sup>685</sup> IOM, Iraq - Country Fact Sheet 2017, August 2017, [url](#), p. 1-2

<sup>686</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>687</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 83

<sup>688</sup> IOM, Iraq - Country Fact Sheet 2017, August 2017, [url](#), p. 1-2

<sup>689</sup> Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#); Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), p. 6.; 1001Iraqithoughts, Iraq's Ailing Healthcare, 17 May 2017, [url](#); EPIC, Iraq's Public Healthcare System in Crisis, 7 March 2017, [url](#); 1001Iraqithoughts, Iraq's Ailing Healthcare, 17 May 2017, [url](#)

<sup>690</sup> Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#)

<sup>691</sup> IRIN, Iraq's Yazidis return to a healthcare crisis, 16 March 2018, [url](#)

<sup>692</sup> Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), p. 15

<sup>693</sup> Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), p. 14

un site internet de l'OMS non daté, l'Iraq possédait 229 hôpitaux généraux et spécialisés<sup>694</sup>. Toujours selon l'OMS, on dénombre 1 185 centres de soins de santé primaires dirigés par des médecins et 1 146 dirigés par du personnel intermédiaire<sup>695</sup>. Cependant, en 2017, le gouvernement iraquien a publié des statistiques selon lesquelles les centres de soins de santé primaires étaient au nombre de 2 669<sup>696</sup>. L'OMS estime qu'il y a 0,7 centre de soins de santé primaire pour 10 000 Iraquiens et 13 lits d'hôpitaux pour 10 000 habitants. Sur le plan du personnel de santé, il y a 8,4 médecins et 19,4 infirmiers/sages-femmes pour 10 000 Iraquiens<sup>697</sup>.

Sur le plan des indicateurs de soins de santé (tels que les dépenses de santé par habitant, les lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants, les infirmiers/sages-femmes pour 1 000 habitants), l'Iraq affiche des résultats inférieurs aux autres pays de la région<sup>698</sup>. Le rapport de REACH de 2017 indique que l'amélioration de l'accès aux services de soins de santé de base reste une priorité essentielle pour l'ensemble de la population en Iraq. Il fait également état d'une «pénurie de médicaments dans les hôpitaux et de l'inaccessibilité financière des médicaments vendus en pharmacie pour la population iraquienne»<sup>699</sup>. Selon un article publié dans la revue médicale britannique *The Lancet*, en 2013, la dotation en personnel du secteur médical restait en deçà des niveaux enregistrés dans les autres pays de la région (Jordanie, Syrie, Égypte)<sup>700</sup>. De plus, le système manque de médecins et de personnel médical, dont beaucoup auraient quitté le pays ces dernières années en raison du conflit, du non-paiement de leurs salaires<sup>701</sup> et de la corruption<sup>702</sup>.

Le personnel médical n'est pas uniformément réparti dans le pays: Bagdad est doté d'un nombre disproportionné de médecins, de professionnels de la santé et de lits, tandis que les gouvernorats plus pauvres disposent de moins de moyens médicaux<sup>703</sup>. Les centres de soins de santé primaires (CSSP) indiquent qu'en raison de la pénurie de matériel et de personnel spécialisé, il est difficile de traiter un grand nombre de patients<sup>704</sup>.

### 7.2.1 Santé maternelle et infantile

Selon les statistiques du PNUD de 2018, pour 100 000 naissances vivantes, 50 femmes décèdent de causes liées à la grossesse<sup>705</sup>. Selon le FNUAP (Fonds des Nations unies pour la population), la santé maternelle et féminine en Iraq est entravée par la pauvreté, et les principales causes de décès des mères/des enfants sont liées aux pratiques obstétricales inefficaces, à un système d'orientation inadéquat, à l'indisponibilité des soins d'obstétrique d'urgence, et aux niveaux élevés d'anémie chez les femmes enceintes (35 %), qui touchent particulièrement les femmes vivant en milieu rural et celles vivant dans les régions du centre et du sud<sup>706</sup>. Les taux accrus de paralysie cérébrale chez les enfants

<sup>694</sup> WHO, Iraq – Primary Health Care, n.d., [url](#)

<sup>695</sup> WHO, Iraq – Primary Health Care, n.d., [url](#)

<sup>696</sup> Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), p. 15.

<sup>697</sup> WHO, Eastern Mediterranean Region - Framework for health information systems and core indicators for monitoring health situation and health system performance, 2017, [url](#), p. 14

<sup>698</sup> IMF, Iraq – Selected Issues: IMF Country Report 17/252, August 2017, [url](#), pp. 5-6

<sup>699</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment, December 2017, [url](#), p. 4

<sup>700</sup> Al Hilfi, T.K., R. Lafta et al., Health Services in Iraq, *Lancet* 2013; 381, 2013, [url](#), p. 944

<sup>701</sup> EPIC, Iraq's Public Healthcare System in Crisis, 7 March 2017, [url](#); 1001Iraqithoughts, Iraq's Ailing Healthcare, 17 May 2017, [url](#)

<sup>702</sup> Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), p. 24-25

<sup>703</sup> Al Hilfi, T.K., R. Lafta et al., Health Services in Iraq, *Lancet* 2013; 381, 2013, [url](#), p. 944

<sup>704</sup> Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#)

<sup>705</sup> UNDP, Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update Briefing note - Iraq, 2018, [url](#), p. 4

<sup>706</sup> UNFPA, Iraq: Reproductive and maternal health, n.d., [url](#)

ont été attribués au déclin dans les soins néonataux et d'obstétrique ces dernières décennies en Iraq<sup>707</sup>.

En août 2018, l'UNPFA a annoncé avoir reçu 5 millions d'EUR de contribution de l'Union européenne (UE) à l'appui de la fourniture de soins de santé génésique, notamment de soins d'obstétrique et de services cliniques pour les victimes de viol en Iraq. L'UNPFA note qu'environ 825 000 femmes en âge de se reproduire ont besoin d'une assistance humanitaire en Iraq, la «guerre dévastatrice» contre l'EIL ayant eu de graves répercussions sur les services de soins de santé «tant dans les zones touchées par le conflit que dans les zones accueillant des personnes déplacées internes»<sup>708</sup>.

### 7.2.2 Personnes handicapées

En 2017, il a été rapporté qu'en raison du conflit de longue durée, de nombreuses personnes handicapées avaient un accès limité ou n'avaient pas accès du tout aux soins de santé et à la rééducation en Iraq, principalement en raison du manque d'infrastructures et des pénuries de médicaments, de services spécialisés et d'équipement<sup>709</sup>. À la suite du conflit avec l'EIL, de nombreux civils et membres des forces de sécurité souffrent de blessures et de handicaps qui nécessitent un suivi médical, des prothèses et de l'équipement d'aide<sup>710</sup>. À Ninive, selon les estimations, il y aurait 4 493 personnes amputées, dont 668 victimes d'EEI, de mines ou de pièges. Le BCAH estime que le nombre réel d'amputés à Ninive et dans le reste de l'Iraq est supérieur aux nombres recensés<sup>711</sup>. Nombre des personnes devenues invalides se plaignent de l'insuffisance des soins dans le système de santé<sup>712</sup>. Les structures de soins de santé gouvernementales et publiques qui proposent des traitements secondaires post-d'urgence, en particulier celles qui traitent les handicaps à long terme, ont du mal à offrir un traitement gratuit<sup>713</sup>. Les organisations locales et internationales tentent de pallier le manque de soins dans le système public<sup>714</sup>.

### 7.2.3 Soins de santé mentale

La plupart des hôpitaux publics possèdent un service psychiatrique en Iraq; des soins d'urgence et une hospitalisation sont disponibles pour de courtes périodes dans «certains hôpitaux» à Souleimaniye, Dohuk et Erbil, au maximum pour un mois<sup>715</sup>. Bien que les données disponibles soient rares après 2008, la détérioration de la situation sécuritaire après l'offensive de l'EIL en 2014 a intensifié le besoin de soins de santé mentale et de personnel spécialisé, selon l'Education for Peace in Iraq Center (EPIC)<sup>716</sup>. En 2018, il a été estimé qu'entre 15 % et 20 % de la population iraquienne souffraient de problèmes de santé mentale<sup>717</sup>. En 2018, des représentants de l'OMS, interrogés par Landinfo et le DIS, ont indiqué qu'en matière de santé mentale, «les besoins sont immenses et les services

<sup>707</sup> Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#)

<sup>708</sup> UNFPA, The EU supports reproductive health services in Iraq with a new contribution to UNFPA, 27 August 2018, [url](#)

<sup>709</sup> WHO, Rehabilitation & Disabilities, n.d, [url](#); Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#)

<sup>710</sup> Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), p. 17-18.

<sup>711</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 35

<sup>712</sup> Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), p. 17-18.

<sup>713</sup> Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#)

<sup>714</sup> Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#)

<sup>715</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>716</sup> EPIC, Iraq's quiet mental health crisis, 05 May 2017, [url](#)

<sup>717</sup> Rudaw, Seminar examines mental health challenges in post-conflict Iraq, 2 April 2018, [url](#)

disponibles ne répondent pas à la demande»<sup>718</sup>. Les besoins croissants en matière de santé mentale n'ont pas été couverts en raison du manque de personnel spécialisé, étant donné, selon le réseau IRIN News, que le pays ne comptait que 80 psychologues cliniques, qui travaillaient aux côtés d'un nombre limité de psychiatres<sup>719</sup>.

L'Iraq manque de spécialistes dans le domaine du syndrome de stress post-traumatique (Post-Traumatic Stress Disorder, PTSD) et des problèmes de santé mentale liés au traumatisme<sup>720</sup>. Le système de soins de santé mentale iraquien se caractérise par des soins dans le cadre d'un internement dans un établissement spécialisé pour les maladies chroniques telles que la schizophrénie<sup>721</sup>. L'incidence des soins de santé mentale prodigués dans le cadre de l'offre de soins de santé de base du ministère de la santé reste peu claire<sup>722</sup>.

Les troubles de santé mentale sont une cause majeure de problèmes de santé chez les Iraquiens de plus de cinq ans, en raison de l'exposition à des années de conflit, de violence et de traumatisme<sup>723</sup>. En 2013, Médecins sans frontières (MSF) a déclaré que l'Iraq comptait quatre psychiatres pour un million d'habitants<sup>724</sup>. Selon un séminaire de professionnels de la santé mentale organisé par MSF, parmi les difficultés auxquelles le système de santé mentale iraquien doit faire face figurent le manque de financement et d'infrastructures, le nombre limité de professionnels de la santé mentale, le lieu d'implantation des services – souvent trop éloigné pour que les personnes puissent s'y rendre – ainsi que la stigmatisation<sup>725</sup>. Dans un article de 2017, le réseau IRIN informe que l'Iraq souffrait déjà d'une pénurie de psychologues cliniciens avant l'EIIL, et que le conflit a renforcé les besoins étant donné que des centaines de milliers de civils ont été affectés par le l'instauration de l'EIIL<sup>726</sup>. L'OMS a indiqué qu'en juillet 2018, 12 organisations partenaires internationales et six partenaires nationaux contribuaient à la fourniture de services de soutien en santé mentale aux populations locales dans 70 lieux (30 camps de PDI) dans huit gouvernorats d'Iraq, principalement à Ninive, Kirkouk, Dahuk, et Salah ad-Din; plus de 10 000 personnes ont reçu des soins au cours du premier semestre de 2018<sup>727</sup>.

#### **7.2.4. Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées**

Selon l'évaluation multi-clusters de REACH de décembre 2017, «les conséquences du conflit sont également visibles dans les secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi qu'en témoignent la pénurie de médicaments dans les hôpitaux et l'inaccessibilité financière des médicaments vendus en pharmacie pour la population iraquienne»<sup>728</sup>. La Banque mondiale indique que les services de soins de santé de base sont «inexistants ou insuffisants» dans les camps de PDI<sup>729</sup>. Le BCAH a également indiqué en décembre 2018 que la pénurie de médicaments et le manque de services d'orientation avaient des

<sup>718</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), p. 54

<sup>719</sup> IRIN News, Iraq's growing mental health problem, 16 January 2017, [url](#)

<sup>720</sup> Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), p. 20

<sup>721</sup> MSF, Healing Iraqis – The challenges of providing mental health care in Iraq, 29 April 2013, [url](#), pp. 2-3

<sup>722</sup> Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, [url](#), p. 20

<sup>723</sup> MSF, Healing Iraqis – The challenges of providing mental health care in Iraq, 29 April 2013, [url](#), pp. 2-3

<sup>724</sup> MSF, Healing Iraqis – The challenges of providing mental health care in Iraq, 29 April 2013, [url](#), pp. 2-3

<sup>725</sup> Rudaw, Seminar examines mental health challenges in post-conflict Iraq, 2 April 2018, [url](#)

<sup>726</sup> IRIN, Iraq's growing mental health problem, 16 January 2017, [url](#)

<sup>727</sup> WHO, Iraq: 3W Mental Health Psychosocial Support Services, July 2018, [url](#)

<sup>728</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (MCNA), December 2017, [url](#), p.4

<sup>729</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 84

répercussions sur les PDI, notamment parce qu'elles n'ont que partiellement accès aux prescriptions ou parce qu'elles ne sont pas aiguillées vers des services de niveau supérieur<sup>730</sup>.

En décembre 2017 et janvier 2018, 5 591 entretiens ont été réalisés auprès des ménages vivant dans 61 camps officiels de PDI dans les gouvernorats d'Anbar, de Bagdad, de Dahuk, de Diyala, d'Erbil, de Karbala, de Kirkouk, de Najaf, de Ninive, de Salah ad-Din, et de Souleimaniye. La difficulté la plus fréquemment citée concernant l'accès aux soins de santé était l'impossibilité croissante de se permettre ces soins. Sur les ménages interrogés, 98 % indiquaient disposer d'une structure de soins de santé à distance de marche de leur domicile et 40 % des ménages qui avaient eu besoin de soins de santé au cours des 30 jours précédant le recueil des données et avaient cherché à recevoir un traitement indiquaient avoir rencontré des difficultés<sup>731</sup>. L'offre de soins de santé ne répondrait pas à la demande, en particulier dans les zones accueillant un grand nombre de PDI<sup>732</sup>.

## 7.3 Bassora

### Soins de santé et traitements

En 2012, le gouvernorat de Bassora comptait 13 hôpitaux pour 100 000 habitants, contre 46 à Bagdad. On y dénombrait 4,6 centres de soins de santé primaires (CSSP) pour 100 000 habitants, contre 3 à Bagdad et 16,3 à Erbil<sup>733</sup>. La ville de Bassora comptait quatre hôpitaux principaux<sup>734</sup>. Dans un rapport de mission d'information de 2018 du NRC, les hôpitaux de Bassora sont décrits comme étant «relativement surpeuplés» et «uniquement capables de répondre aux besoins médicaux de base»<sup>735</sup>. En septembre 2018, le ministère de la santé a déclaré aux médias que 17 000 patients avaient été hospitalisés, traités et renvoyés chez eux lors de la crise de l'eau potable polluée de Bassora. Le chef du conseil local de Bassora a déclaré que les hôpitaux du gouvernorat avaient du mal à faire face au grand nombre de patients<sup>736</sup>. Dans son rapport d'évaluation de la protection de 2016, le HCR a déclaré que les services de soins de santé dans le sud étaient inadéquats et que les médicaments et les traitements chirurgicaux étaient coûteux<sup>737</sup>. En septembre 2018, le NRC a écrit qu'à Bassora, les personnes qui nécessitaient des soins spéciaux tels qu'un traitement oncologique avec hospitalisation, par exemple, se rendaient à l'étranger, si elles pouvaient se le permettre, afin d'avoir accès aux soins adéquats<sup>738</sup>.

### Soins de santé maternelle

À Bassora, une étude de 2010 menée auprès de 353 femmes du gouvernorat qui avaient accouché récemment a montré que les femmes préféraient accoucher à l'hôpital dans près de 84 % des cas, contre 16 % qui préféraient accoucher à domicile. Selon cette étude, l'accouchement à l'hôpital était courant grâce à la sensibilisation à la nécessité d'accoucher en lieu sûr. Celles qui choisissaient de ne pas accoucher à l'hôpital citaient l'aide personnelle et le respect de l'intimité comme principales

<sup>730</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 35

<sup>731</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of Internally Displaced Persons Living in Camps, Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), p. 3

<sup>732</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 8

<sup>733</sup> Cetorelli, V., and Shabila N., Expansion of health facilities in Iraq a decade after the S-led invasion, 2003-2012, [url](#)

<sup>734</sup> National (The), Hospitals in Basra flooded with cases of water-borne illness, 23 August 2018, [url](#)

<sup>735</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 3

<sup>736</sup> National (The), Basra health crisis: 17, 000 admitted to hospitals for water poisoning, 29 August 2018, [url](#)

<sup>737</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

<sup>738</sup> NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 3

raisons de leur choix<sup>739</sup>. Le gouvernorat a attribué les anomalies congénitales, les taux de cancer et les fausses couches relevés dans la population de Bassora aux conséquences à long terme de l'uranium appauvri utilisé dans les années 90<sup>740</sup>.

### Soins de santé mentale

L'hôpital général de Bassora possède un service psychiatrique. Dans un entretien accordé aux médias, le chef de service a déclaré qu'il recommandait à ses patients de se faire soigner à l'étranger, parce que l'Iraq manque de structures de réadaptation spécialisées, de médicaments, et de spécialistes tels que des psychiatres, des psychologues et des travailleurs sociaux<sup>741</sup>. L'Iraq était censé disposer de son premier centre spécialisé de réadaptation et de santé mentale à Bassora en 2018, mais aucun médecin ni psychiatre n'avait encore été engagé au moment de la publication de cet article en janvier 2018<sup>742</sup>. Il existe un centre de rééducation/réhabilitation postopératoire à Bassora, situé dans un ancien palais de Saddam Hussein, où les personnes amputées, dont beaucoup sont d'anciens combattants des milices UMP souffrant de handicaps, se font soigner, y compris pour des problèmes de santé mentale tels que le PTSD<sup>743</sup>.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

Pour accéder aux soins de santé à Bassora, les PDI doivent obtenir des cartes d'immigration spéciales, qu'elles reçoivent lorsqu'elles s'enregistrent officiellement auprès du ministère des migrations et des déplacements<sup>744</sup>. En 2016, selon l'OIM, 73 % des PDI de Bassora affirmaient avoir accès aux services de santé, que quelques-unes déclaraient trop coûteux<sup>745</sup>. L'OIM écrivait en octobre 2017 que moins de 1 % des PDI interrogées avait des inquiétudes au sujet de l'accès aux soins de santé<sup>746</sup>. Dans son évaluation de la protection de 2016, le HCR a déclaré que les PDI les plus vulnérables étaient celles qui souffraient de maladies chroniques/graves, étant donné que «la majorité des PDI ne pouvaient se permettre» des médicaments et traitements spécialisés coûteux<sup>747</sup>. Parmi les autres personnes qui, selon le HCR, étaient très vulnérables et exposées au risque d'exploitation figuraient les personnes handicapées physiques et mentales, qui ne disposent pas de services spécialisés suffisants, ainsi que les familles monoparentales ou ayant à leur tête des femmes avec des enfants mineurs<sup>748</sup>.

## 7.4 Erbil

La RKI compte davantage de structures de soins de santé que les autres régions d'Iraq<sup>749</sup>. Les soins de santé y sont principalement dispensés par les 59 hôpitaux et les centaines de centres de soins de santé primaire présents dans la région. Des soins de santé sont aussi prodigués par des cliniques privées, des

<sup>739</sup> Mahdi, S.S., Habib O.S., A study on preference and practices of women regarding place of delivery, August 2010, [url](#), p. 874

<sup>740</sup> NCCI, Basrah Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>741</sup> New Arab (The), Basra: The epicenter of Iraq's drug problem, 2 January 2018, [url](#)

<sup>742</sup> New Arab (The), Basra: The epicenter of Iraq's drug problem, 2 January 2018, [url](#)

<sup>743</sup> National (The), After the battles, Iraq's Shiite militiamen fade from view, 8 July 2018, [url](#)

<sup>744</sup> IOM, Basrah governorate profile, June 2015, [url](#), p. 5

<sup>745</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), p. 69

<sup>746</sup> IOM, Iraq Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 36

<sup>747</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

<sup>748</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

<sup>749</sup> Cetorelli, V., et al., Health needs and care seeking behavior of Yazidis and other minority groups displaced by ISIS into the Kurdistan Region of Iraq, PLOS One, 16 August 2017, [url](#)



hôpitaux privés et des médecins privés<sup>750</sup>. Les structures de soins de santé de la RKI sont considérées comme meilleures que dans le reste du pays en raison des relatives stabilité et sécurité de la région<sup>751</sup>. Selon un rapport de Rand Corporation de 2014 sur le système de soins de santé dans la RKI, «toutes les provinces disposent d'hôpitaux généraux publics et d'au moins un hôpital d'urgence et un hôpital pour enfants»<sup>752</sup>. Le grand nombre de PDI présentes dans la région a cependant mis la capacité du système de soins de santé à rude épreuve, et des listes d'attente ont dû être établies pour certains traitements<sup>753</sup>.

Selon des données de 2014, le nombre moyen d'habitants desservis par un hôpital à Erbil s'élevait à 89 882<sup>754</sup>. Erbil enregistrait le deuxième plus grand nombre de médecins dans la RKI avec 12,9 médecins pour 10 000 habitants<sup>755</sup>, et 36 % des centres de soins de santé primaires possédaient des médecins parmi leur personnel<sup>756</sup>. Un nombre croissant d'hôpitaux privés a été recensé, en particulier à Erbil. Ceux-ci sont beaucoup plus petits que les hôpitaux publics<sup>757</sup>. La plupart des structures de soins de santé d'Erbil sont concentrées dans le centre-ville, attirant un nombre considérable de spécialistes qualifiés qui «exercent des pressions sur les autorités sanitaires pour travailler dans les hôpitaux et les centres de soins de santé primaires situés dans la ville d'Erbil»<sup>758</sup>. Au niveau du gouvernorat, Erbil affiche un déséquilibre urbain-rural, avec une faible densité de médecins en dehors de la ville d'Erbil<sup>759</sup>.

Au cours de la crise de Mossoul entre octobre et janvier 2017, 1 675 civils irakiens blessés ont été envoyés dans les hôpitaux d'Erbil<sup>760</sup>, qui étaient décrits comme surpeuplés et qui ne garantissaient pas l'admission de certains patients en raison des contrôles de sécurité<sup>761</sup>. Au cours du premier semestre de 2018, 648 cas de rougeole ont été recensés à Erbil et dans quatre autres gouvernorats. Le ministère de la santé et ses partenaires internationaux se sont attaqués au problème au moyen de campagnes de vaccination<sup>762</sup>.

La plupart des services de soins de santé de base sont fournis dans la RKI, mais pas de façon uniforme<sup>763</sup>. Le système de soins de santé primaires (SSP) couvre l'ensemble des Irakiens, y compris les non-résidents de la région du Kurdistan qui sont des citoyens irakiens. Cependant, les non-résidents du Kurdistan qui ne possèdent pas la citoyenneté irakienne ne peuvent bénéficier des infrastructures de soins de santé et des médicaments aux mêmes conditions que les citoyens du Kurdistan<sup>764</sup>. La même source ajoute que «tous les citoyens peuvent bénéficier d'une vaste gamme de soins de santé, de soins dentaires et de services d'urgence dans les hôpitaux et les CSSP publics. Les

<sup>750</sup> Ross, C. A., Moore, M. et al., Healthcare Sector Reform in the Kurdistan Region – Iraq, 2017, [url](#), p. 2

<sup>751</sup> World Bank, Iraq: Systematic Country Diagnostic, 03 February 2017, [url](#), p. 83

<sup>752</sup> Moore, M., Ross, C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 14

<sup>753</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), pp. 59-60

<sup>754</sup> Moore, M., Ross, C. A., et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 13

<sup>755</sup> Moore, M., Ross, C. A., et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 97

<sup>756</sup> Moore, M., Ross, C. A., et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 14

<sup>757</sup> Moore, M., Ross, C. A., et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 61

<sup>758</sup> Wahab, M. A., Husein V. M., et al., Distribution of doctors' workforce in Erbil Governorate, in Zanko Journal of Medical Sciences 2016; 20(1) [url](#), p. 1139

<sup>759</sup> Wahab, M. A., Husein V. M., et al., Distribution of doctors' workforce in Erbil Governorate, in Zanko Journal of Medical Sciences 2016; 20(1) [url](#), p. 1139

<sup>760</sup> UNOCHA, Iraq: Mosul Humanitarian Response Situation Report No. 18 (23 January - 29 January 2017), 29 January 2017, [url](#), p. 1

<sup>761</sup> IRIN, Conflict Inside east Mosul's growing healthcare emergency, 2 February 2017, [url](#); WHO, Efforts ongoing to provide trauma care to people in need in Mosul, Iraq, 25 January 2017, [url](#)

<sup>762</sup> USAID, Iraq – Complex Emergency Fact Sheet #10, Fiscal Year (FY) 2018, 30 September 2018, [url](#), p. 4

<sup>763</sup> Moore, M., Ross C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 70

<sup>764</sup> Moore, M., Ross C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 60

services fournis sont limités par le budget, l'équipement et les médicaments disponibles, ainsi que la formation du personnel»<sup>765</sup>. Les réfugiés syriens qui résident dans la RKI ont le droit d'accéder aux soins de santé publics<sup>766</sup>. Les centres de SSP ne sont pas nécessairement uniformément répartis dans la région du Kurdistan, la plupart des principaux centres desservant trop de personnes et la plupart des sous-centres n'en desservant pas assez. Les centres qui fournissent des services à un plus grand nombre de personnes sont cependant dotés de davantage de médecins et d'infirmiers que les sous-centres<sup>767</sup>. En août 2018, *Rûdaw* a indiqué que des médicaments étaient importés illégalement dans la RKI, notamment des médicaments de contrefaçon<sup>768</sup>.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

Des représentants de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), interrogés par Landinfo et le DIS lors d'une mission à Erbil et à Souleimaniye en 2018, ont déclaré que les autorités sanitaires locales étaient responsables de la fourniture des services aux PDI présentes à l'intérieur et à l'extérieur des camps, et que l'OMS apportait une aide aux soins de santé primaires et secondaires<sup>769</sup>. Selon d'autres sources, «les PDI peuvent accéder aux services dans les hôpitaux publics»<sup>770</sup>. Selon un état des lieux des camps de PDI en Iraq dressé par REACH en avril 2018, 99 % de l'ensemble des ménages interrogés indiquaient disposer d'un centre de soins de santé à moins de deux kilomètres de leur domicile, tandis que 29 % des ménages présents dans le gouvernorat d'Erbil considéraient les soins de santé comme un besoin prioritaire<sup>771</sup>.

Selon une enquête du HCR de 2016, l'accès aux services de soins de santé publics dans les zones urbaines du gouvernorat d'Erbil était qualifié de bon et de très bon par 71 % des ménages dans le centre du district d'Erbil, 58 % dans la périphérie du district d'Erbil, et 65 % dans les villes<sup>772</sup>. L'accès aux services de soins de santé publics a surtout été qualifié de médiocre dans les zones situées en périphérie du district, telles que Baharka et Kasnazan, où 23 % des ménages indiquaient n'avoir qu'un accès limité aux services<sup>773</sup>. Le nombre insuffisant de structures, la mauvaise qualité des services et leur coût prohibitif figuraient parmi les principales raisons pour lesquelles les ménages d'Erbil n'étaient pas satisfaits des services de soins de santé publics<sup>774</sup>.

Différentes sources interrogées par le DIS en 2016 lors de sa mission à Erbil ont désigné les éléments suivants comme obstacles aux soins de santé pour les PDI: l'absence de carte d'identité, les coûts des

<sup>765</sup> Moore, M., Ross C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 60

<sup>766</sup> Ceasefire Centre for Civilian Rights, Asuda, Broken Lives: Violence against Syrian refugee women and girls in the Kurdistan Region of Iraq, March 2018, [url](#), p. 4

<sup>767</sup> Moore, M., Ross C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#)

<sup>768</sup> Rudaw, 27 August 2018, KRG cracks down on counterfeit medications worth millions, [url](#)

<sup>769</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), pp. 53-54

<sup>770</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), pp. 53, 59

<sup>771</sup> REACH, Comparative MultiCluster Assessment of IDPs Living in Camps Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), pp. 15-21

<sup>772</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 24

<sup>773</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 24

<sup>774</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 24

transports et la dépendance du système de soins de santé de la RKI aux financements du gouvernement fédéral<sup>775</sup>.

Des représentants de l'OMS interrogés en 2018 ont déclaré que les médicaments étaient fournis par le ministère de la santé fédéral et que l'OMS fournissait un complément de médicaments aux partenaires de santé travaillant avec les PDI. Des pénuries de médicaments et de services ont été signalées dans certains hôpitaux publics<sup>776</sup>. Selon un rapport de 2017 du Comité permanent interorganisations, la nature irrégulière des financements du gouvernement fédéral destinés au GRK a eu des répercussions sur le système de soins de santé, avec pour résultat qu'environ 25 % des besoins en médicaments de la région étaient couverts<sup>777</sup>. La situation est telle que «tous les acteurs humanitaires qui souhaitent lancer des programmes de santé ou de santé mentale doivent couvrir 100 % des médicaments requis dans le cadre de leurs projets respectifs, car les directions de la santé du GRK ont ouvertement déclaré qu'elles ne pouvaient pas aider les acteurs humanitaires à cet égard»<sup>778</sup>.

### Soins de santé maternelle et infantile

Les soins de santé maternelle et infantile sont prodigués par les centres de SSP<sup>779</sup>. En 2015, il a été rapporté que près de 90 % de l'ensemble des femmes enceintes dans la RKI avaient accès à des soins de santé prénataux. À Erbil, 100 % des femmes y avaient accès<sup>780</sup>. En général, l'accès aux soins prénataux était plus limité dans certains des districts les plus pauvres de la RKI, tels que Chamchamal, Kalar, et dans le district de Khanaqin dans le gouvernorat de Diyala<sup>781</sup>. Comparé à l'accès aux soins prénataux, l'accès aux services postnataux est plus restreint (73 % des femmes qui allaitent). Même si ces derniers services étaient disponibles, les femmes avaient tendance à ne pas y recourir, principalement pour des raisons personnelles ou parce qu'elles ignoraient l'existence de ces services ou l'importance d'y recourir<sup>782</sup>. Dans la RKI, l'accouchement et la grossesse sont des causes majeures de décès chez les jeunes femmes (environ 11 % de l'ensemble des décès chez les femmes de 0 à 24 ans). La mortalité infantile dans la RKI est considérablement plus faible que dans d'autres districts d'Iraq<sup>783</sup>. Le taux de mortalité infantile (TMI) est de 23 décès pour 1 000 naissances<sup>784</sup>. Les taux de vaccination contre la polio et la rougeole chez les enfants âgés de 0 à 59 mois varient considérablement selon le district de résidence, les taux les plus élevés ayant été enregistrés à Dahuk et à Ninive (près de 92 %) et le taux le plus faible dans le gouvernorat d'Erbil (74 %)<sup>785</sup>. Dans certains camps de PDI en Iraq et dans la RKI, les femmes et les enfants soupçonnés d'entretenir des liens avec

<sup>775</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 60

<sup>776</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), pp. 53-54

<sup>777</sup> IASC, Support Mission Report and MHPSS Situational Analysis: IDP and Refugee Crisis - Kurdistan, Northern Iraq (KRG) and Mosul-response, Iraq, 5 July 2017, [url](#), p. 2

<sup>778</sup> IASC, Support Mission Report and MHPSS Situational Analysis: IDP and Refugee Crisis - Kurdistan, Northern Iraq (KRG) and Mosul-response, 5 July 2017, [url](#), p. 2

<sup>779</sup> Moore, M., Ross C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, [url](#), p. 44

<sup>780</sup> REACH, Multi-Sector Needs Assessment of Hosting Communities Across the Kurdistan Region of Iraq, March 2015, [url](#), p. 2

<sup>781</sup> REACH, Multi-Sector Needs Assessment of Hosting Communities Across the Kurdistan Region of Iraq, March 2015, [url](#), p. 24

<sup>782</sup> REACH, Multi-Sector Needs Assessment of Hosting Communities Across the Kurdistan Region of Iraq, March 2015, [url](#), p. 24

<sup>783</sup> Hossain, S.M. M., El Nakib S., et al., Maternal and Neonatal Health in Select Districts of Iraq: Findings from a Recent Household Survey, in: Journal of Pregnancy and Child Health, Vol.5, 2018, [url](#)

<sup>784</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 28

<sup>785</sup> REACH, Multi-Sector Needs Assessment of Hosting Communities Across the Kurdistan Region of Iraq, March 2015, [url](#), p. 22

l'EILL sont victimes de différentes formes de discrimination, y compris privation de nourriture, d'eau et d'accès aux soins de santé de base<sup>786</sup>.

### Personnes handicapées

Dans la région du Kurdistan, les structures de soins de santé sont incapables de faire face au grand nombre de personnes qui ont besoin d'un traitement, notamment les réfugiés et les PDI qui sont enregistrés dans la région. Une hausse des handicaps liés à la guerre, tels que les amputations, a généré une charge supplémentaire pour le système de soins de santé de la RKI<sup>787</sup>. Les personnes qui souffrent de handicaps et de blessures physiques reçoivent des soins dans des centres de rééducation spécialisés, tels que le Centre Helena, qui appartient à la direction générale de la santé d'Erbil<sup>788</sup>. L'OMS et plusieurs organisations de la société civile jouent un rôle essentiel en assistant les autorités sanitaires dans leurs tâches de fourniture de services à la population locale et aux PDI dans tout l'Iraq, y compris dans la région du Kurdistan<sup>789</sup>. Ces organisations ne sont cependant en mesure d'offrir une assistance qu'à un nombre limité de personnes par jour. Par exemple, au centre de réadaptation physique du CICR à Erbil, la liste d'attente pour recevoir un plâtre en vue de la pose d'une prothèse ou d'une orthèse est de trois mois<sup>790</sup>.

### Santé mentale

La RKI compte quatre hôpitaux publics de santé mentale, dont un à Erbil, «ce qui laisse la charge des soins de santé mentale aux organisations non gouvernementales telles que MSF, qui a assuré 11 000 consultations individuelles de santé mentale auprès de PDI et de réfugiés en Iraq au second semestre de 2017»<sup>791</sup>. Selon l'état des lieux des PDI et des personnes rapatriées dressé par l'OIM en 2017, «l'aide psychosociale est inexistante ou inadéquate presque partout à Erbil, même si la plupart des PDI n'y auraient pas recours, car ce type d'aide n'est pas considéré comme socialement acceptable»<sup>792</sup>. En 2018, le ministère de la santé de la RKI a entrepris des activités de formation et de renforcement des capacités afin d'améliorer les services de santé mentale. Le nombre d'organisations sanitaires internationales actives dans ce domaine dans la RKI a chuté d'environ 30 à six ou sept<sup>793</sup>.

## 7.5 Bagdad

Le niveau général de fonctionnement et de qualité des soins fournis par les hôpitaux publics à Bagdad est décrit comme médiocre dans les médias<sup>794</sup>. La pénurie de médecins est aussi un problème, principalement en raison de la situation sécuritaire et de l'émigration. On estime que depuis 2011, environ 5 400 médecins émigrent chaque année<sup>795</sup>. En 2017, Bagdad a subi six attentats contre des structures de soins de santé et des travailleurs médicaux. Quatre attentats visaient directement des

<sup>786</sup> Al, The Condemned - Women and Children Isolated, Trapped and Exploited in Iraq, April 2018, [url](#); UN Security Council, Report of the Secretary-General on conflict-related sexual violence, 23 March 2018, S/2018/250, [url](#), p. 6

<sup>787</sup> Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#)

<sup>788</sup> Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#)

<sup>789</sup> UNAMI, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), p. 13

<sup>790</sup> Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, [url](#)

<sup>791</sup> Rudaw, Seminar examines mental health challenges in post-conflict Iraq, 2 April 2018, [url](#)

<sup>792</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p. 27

<sup>793</sup> Rudaw, KRG improves mental health services, but number of NGOs drops, 03 April 2018, [url](#)

<sup>794</sup> Al Arabiya, Iraq's health minister resigns after hospital blaze, 10 August 2016, [url](#)

<sup>795</sup> EPIC, Iraq's public healthcare system in crisis, 7 March 2017, [url](#)

cliniciens, dont un médecin abattu dans sa clinique, une dentiste assassinée à son domicile, et deux médecins kidnappés lors d'incidents distincts<sup>796</sup>.

### Disponibilité des traitements et des médicaments

En Iraq, les médicaments peuvent être obtenus à l'hôpital public ou sur prescription à la pharmacie. Le pays fait face à une pénurie générale de médicaments anticancéreux, et il faut parfois des mois ou des années avant de les obtenir dans le système public<sup>797</sup>. L'Iraq est fortement tributaire de l'importation de médicaments et autres produits médicaux étrangers. Selon certaines sources, il n'y a pas de véritable réglementation en matière d'importation d'équipement médical et de produits pharmaceutiques<sup>798</sup>.

### Traitements généraux et centres de soins spécialisés

Selon le tableau de bord interactif de suivi de l'intervention du cluster de la santé de 2018 de l'OMS, dans le gouvernorat de Bagdad, six organisations gèrent des structures de soins de santé sur 12 sites, dont un centre de santé mentale et huit centres de traitement des maladies courantes<sup>799</sup>. Selon le rapport de la stratégie de coopération de l'OMS en Iraq, des services de santé mentale de mauvaise qualité sont fournis dans le cadre des soins primaires partout en Iraq. En 2016, deux centres de traumatologie ont ouvert à Bagdad. Le rapport de la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq (MANUI)/du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) indique qu'en 2016, on dénombrait à Bagdad 45 ONG enregistrées auprès du ministère du travail et des affaires sociales et qui fournissaient spécifiquement une aide médicale aux personnes handicapées. Selon les ONG interrogées dans le cadre du rapport de la MANUI/du HCDH, il n'existait qu'un centre qui proposait des membres artificiels et des coussins médicaux à Bagdad et qu'un hôpital spécialisé pour les personnes handicapées atteintes de lésions médullaires<sup>800</sup>.

Au cours de l'été 2017, MSF a ouvert le centre de rééducation médicale de Bagdad. Ce centre fournit des services de rééducation postopératoire, notamment des services de kinésithérapie, des soins infirmiers, des services de gestion de la douleur et un soutien psychologique aux civils victimes de la guerre<sup>801</sup>.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées

Selon l'OIM/REACH, les soins médicaux sont une priorité pour les PDI en Iraq, qui sont 45 % à les citer parmi les besoins prioritaires, et les coûts élevés qui y sont associés constituent le principal obstacle à l'accès des PDI aux soins, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps (81 %)<sup>802</sup>. À long terme, ces coûts grèvent lourdement le budget des ménages de PDI qui comptent en leur sein des malades chroniques<sup>803</sup>. À Bagdad, 91 % des PDI vivant dans des camps se faisaient soigner dans les hôpitaux

<sup>796</sup> Safeguarding health in conflict coalition, Violence on the front line: Attacks on Health Care in 2017, May 2018, [url](#), pp.22, 23

<sup>797</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), pp. 5-6

<sup>798</sup> Export.gov, Healthcare Resource Guide: Iraq (2018), 18 March 2018, [url](#)

<sup>799</sup> WHO, Iraq Health Cluster Response Monitoring Interactive Dashboard 2018, [url](#)

<sup>800</sup> UNAMI, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2017, [url](#) p. 12-13

<sup>801</sup> MSF, Iraq crisis update – November 2017, 30 November 2017, [url](#) ; MSF International (Twitter), 9 August 2018, [url](#)

<sup>802</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [url](#), p. 20

<sup>803</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [url](#), p. 21

publics, contre 6 % seulement dans les cliniques des ONG<sup>804</sup>. Selon l'OIM, 70 % des personnes rapatriées à Bagdad sont préoccupées par la qualité des services de soins de santé<sup>805</sup>.

REACH a indiqué que 67 % des femmes déplacées internes vivant dans des camps et qui étaient enceintes ou qui allaitaient s'étaient rendues dans des structures de soins d'obstétrique ou néonataux, ce qui n'était pas le cas de 33 % d'entre elles<sup>806</sup>. En comparaison, l'OIM a indiqué que 63 % des sites informels d'hébergement de PDI n'avaient pas accès aux soins destinés aux femmes enceintes et/ou allaitantes<sup>807</sup>. Les taux d'enfants vaccinés contre la polio dans les camps varient considérablement d'un gouvernorat à l'autre, mais à Bagdad, ce taux est de 38 %<sup>808</sup>.

L'état des lieux dressé en 2017 par l'OIM des sites informels d'hébergement de PDI à Bagdad indiquait que 65 % des sites inspectés ne disposaient d'aucune structure de soins de santé à moins de deux kilomètres<sup>809</sup>. Selon le NCCI, les personnes déplacées à Bagdad «qui résident dans ce qu'il convient d'appeler des logements vulnérables, tels que des écoles ou des bâtiments inachevés» sont fréquemment exclues des services d'enseignement et de soins de santé<sup>810</sup>.

La mauvaise qualité des services de soins de santé (et de l'eau) est source de préoccupation pour 70 % des familles rapatriées, en particulier à Bagdad<sup>811</sup>.

---

<sup>804</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), pp. 21-22

<sup>805</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment, part II Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p. 26

<sup>806</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), pp. 23-24

<sup>807</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH Initiative, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 20

<sup>808</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, [url](#), pp. 23-24

<sup>809</sup> IOM, CCCM Cluster, REACH Initiative, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 20

<sup>810</sup> NCCI, Baghdad Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>811</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017 [url](#), p. 16

## 8. Éducation

### 8.1 Aperçu général

La Constitution prévoit que l'enseignement primaire est obligatoire en Iraq<sup>812</sup>. D'après le DFAT, «l'Iraq était à une époque un chef de file en matière d'éducation dans la région». Des décennies de conflit ont toutefois érodé les résultats dans le secteur de l'éducation. Ce conflit est «le plus grave dans les régions touchées abritant un grand nombre de PDI»<sup>813</sup>. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a présenté, en novembre 2018, les résultats d'une étude consacrée au bien-être des enfants en Iraq. Selon celle-ci, 92 % des enfants sont inscrits à l'école primaire. Plus de la moitié des enfants issus de milieux pauvres terminent l'enseignement primaire. Moins d'un quart des enfants issus de milieux pauvres termine l'enseignement secondaire. C'est dans les gouvernorats du sud que les taux de scolarisation sont les plus faibles. La moitié des écoles publiques doivent être réhabilitées; une école sur trois fait de nombreux roulements pour répondre à la demande en matière d'enseignement<sup>814</sup>.

Les garçons vont bien plus souvent à l'école que les filles: dans l'enseignement primaire et secondaire, le ratio de scolarisation fille-garçon est de 0,8, et dans l'enseignement supérieur, il est de 0,6<sup>815</sup>. Des facteurs tels que le mariage précoce, les préoccupations familiales et les points de vue traditionnels sur le rôle des femmes dans la société expliquent en partie cet écart<sup>816</sup>. L'UNICEF a constaté que le taux d'inscription dans l'enseignement primaire avait augmenté ces dix dernières années à un rythme d'environ 4,1 % par an, pour atteindre 9,2 millions d'élèves, précisant que la scolarisation des filles a crû à tous les niveaux et plus rapidement que celle des garçons, bien que les chiffres totaux concernant les filles restent inférieurs<sup>817</sup>. Il était particulièrement compliqué d'obtenir l'égalité d'accès pour les filles dans les zones rurales<sup>818</sup>.

L'UNICEF a indiqué que 5 % des femmes étaient mariées à l'âge de 15 ans et 24 % à l'âge de 18 ans<sup>819</sup>. D'après le PNUD, sur la base de ses statistiques de 2018, «38,7 % des femmes adultes ont atteint au moins un niveau d'enseignement secondaire, contre 56,7 % de leurs homologues masculins»<sup>820</sup>. Le «World Factbook» de l'agence de renseignement américaine (Central Intelligence Agency, CIA) mentionne une estimation de 2015 concernant l'alphabétisation. Selon celle-ci, 91,2 % des hommes de 15 ans et plus savent lire et écrire, contre 73,7 % des femmes<sup>821</sup>.

L'école publique est gratuite en Iraq. Pour s'inscrire, il faut une copie de la carte d'identité de l'enfant et des parents, une carte de séjour, une carte de ration alimentaire et quatre photographies<sup>822</sup>. L'enseignement primaire, entre 6 et 12 ans, est obligatoire. Dans le GRK, l'enseignement est obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans. L'année scolaire consiste en deux semestres de 16 semaines

<sup>812</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 8

<sup>813</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 8

<sup>814</sup> UNICEF, Deep inequality continues to shape the lives of children in Iraq, 19 November 2018, [url](#)

<sup>815</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 23

<sup>816</sup> World Bank, Iraq systematic country diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 47

<sup>817</sup> UNICEF, The Cost and Benefits of Education in Iraq: An analysis of the education sector and strategies to maximize the benefits of education, 21 May 2017, available at: [url](#), p. i

<sup>818</sup> USDOS, Country report on human rights practices for 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#), p. 43

<sup>819</sup> UNICEF, Children in a digital world, the state of the world's children 2017, December 2017, [url](#), p. 183

<sup>820</sup> UNDP, Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update Briefing note - Iraq, 2018, [url](#), p. 4

<sup>821</sup> US, CIA, The World Factbook, Literacy, [url](#)

<sup>822</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), p. 9

chacun<sup>823</sup>. Le fait que la carte d'identité est nécessaire pour s'inscrire à l'école publique a empêché de nombreux apatrides d'accéder à l'éducation<sup>824</sup>; les enfants n'ayant pas de carte d'identité ne pouvaient être scolarisés<sup>825</sup>. Les parents qui disposent de suffisamment de moyens peuvent envoyer leurs enfants dans une école privée. En 2017, le ministère de l'éducation du GRK recensait 97 écoles privées sur son site internet<sup>826</sup>.

Le conflit avec l'EIL a eu de graves effets négatifs sur la qualité de l'enseignement. Rien qu'en 2017, plus de 150 écoles ont été abîmées ou détruites<sup>827</sup>. L'UNICEF a signalé en 2018 que, sur la base des chiffres de 2013, 13,5 % des enfants en âge d'aller en école en Iraq n'avaient pas accès à l'enseignement de base, précisant que les raisons restaient «la violence, l'insécurité, la pauvreté, la piètre qualité de l'instruction et la politisation du programme de cours»<sup>828</sup>. Cette situation a en particulier été constatée dans les «gouvernorats touchés par le conflit», tels que Salah ad-Din et Diyala<sup>829</sup>. L'OCHA a indiqué en février 2018 que «près de 50 % des enfants vivant dans les camps de déplacés n'avaient pas accès à un enseignement de qualité et 3,2 millions d'enfants allaient à l'école de manière irrégulière, voire n'y allaient pas du tout»<sup>830</sup>. En décembre 2018, l'OCHA a affirmé que 2,6 millions d'enfants devaient avoir accès à l'enseignement<sup>831</sup>.

Les écoles dans les régions touchées par le conflit ont dû faire double ou triple roulement dans les classes<sup>832</sup>.

### 8.1.1 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées

D'après l'ILA III de l'OIM, «l'accès aux écoles primaires [publiques] est universel – globalement, des écoles sont disponibles à l'endroit concerné (89 à 90 %) ou tout près (9 % à 10 %), tant pour les PDI que pour les personnes rapatriées» parmi les 4 000 lieux et plus analysés par l'OIM en 2018<sup>833</sup>. Selon l'évaluation multi-clusters des communautés iraqiennes déplacées et d'accueil effectuée par REACH en décembre 2017, «en ce qui concerne l'éducation, le mauvais état physique des écoles était un obstacle couramment signalé à l'accès à l'enseignement pour les populations non déplacées et rapatriées dans les régions difficiles à atteindre»<sup>834</sup>. L'OCHA a indiqué en décembre 2018 que plus de la moitié des écoles existant dans les anciennes régions touchées par le conflit devaient être réhabilitées<sup>835</sup>.

<sup>823</sup> IOM, Iraq - Country Fact Sheet 2017, August 2017, [url](#), p. 5 ; WENRS, Education system profiles – Education in Iraq, 17 October 2017, [url](#)

<sup>824</sup> Le rapport du département d'État des États-Unis mentionne qu'en 2016, on estime qu'il y avait en Iraq 54 500 bidouns qui n'ont jamais obtenu la nationalité iraqienne et sont donc restés apatrides. En raison de la sécheresse dans les régions du sud du pays, de nombreux bidouns se sont vus contraints de se réinstaller dans des régions urbaines, où la plupart d'entre eux ont reçu des documents d'identité et un accès aux rations alimentaires et aux services de base; voir: USDOS, Country report on human rights practises; Iraq, 20 April 2018, [url](#), p. 33; [Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018 url p. 833](#)

<sup>825</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018 [url](#) p. 8

<sup>826</sup> WENRS, Education system profiles – Education in Iraq, 17 October 2017, [url](#)

<sup>827</sup> UNOCHA, Iraq Humanitarian Fund - Annual Report 2017, 31 December 2017, [url](#), p. 13

<sup>828</sup> UNDP, Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update Briefing note - Iraq, 2018, [url](#), p. 1

<sup>829</sup> UNDP, Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update Briefing note - Iraq, 2018, [url](#), p. i

<sup>830</sup> UNOCHA, Iraq 2018 Humanitarian Response Plan, February 2018, p. 4, [url](#)

<sup>831</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 6

<sup>832</sup> UNOCHA, Iraq Humanitarian Fund - Annual Report 2017, 31 December 2017, [url](#), p. 13

<sup>833</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), pp. 33, 40

<sup>834</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (MCNA), December 2017, [url](#), p.4

<sup>835</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 48



Les incidences sur l'éducation étaient les plus graves dans les régions touchées par le conflit et dans celles accueillant un grand nombre de PDI<sup>836</sup>. De tous les groupes de population vivant dans les gouvernorats touchés par le conflit (enfants rapatriés et déplacés à l'intérieur de leur propre pays), 25 % n'avaient pas accès à une scolarisation formelle, selon l'OCHA en décembre 2018<sup>837</sup>. Cependant, dans l'ILA III de 2019, l'OIM signalait qu'au niveau des gouvernorats, les écoles ne sont pas accessibles pour moins de 1 % des personnes rapatriées à Ninive, Diyala et Salah ad-Din, 4 % des PDI à Najaf, et moins de 1 % de celles vivant à Dohuk, Erbil, Muthanna, Qadisiyya et Salah ad-Din<sup>838</sup>. La fermeture d'écoles a été signalée dans 3 % des lieux évalués par l'OIM en 2018, principalement à Ninive, Anbar, Salah ad-Din et Diyala<sup>839</sup>.

Dans son ILA III de 2019, l'OIM a fait remarquer que l'«absence d'accès» à l'école primaire était signalée dans «quelques lieux» dans les districts d'Al-Hamdaniya, d'Al-Mouqdadiyah, d'Al-Samawa, de Balad, de Diwaniya, d'Erbil, de Koisnak, de Koufa, de Mossoul, de Najaf, de Sinjar, de Tikrit, de Tilkaif et de Touz Khormatou. Elle indiquait également que, dans 40 % des lieux évalués à Al-Qaïm dans le gouvernorat de Ninive (qui dessert 40 % des personnes rapatriées et 74 % des PDI du district), les écoles sont fermées, même si l'accès à l'enseignement primaire serait «disponible à proximité»<sup>840</sup>.

Entre décembre 2017 et janvier 2018, 5 591 ménages ont été interrogés dans 61 camps formels de PDI dans les gouvernorats d'Anbar, de Bagdad, de Dahuk, de Diyala, d'Erbil, de Kerbala, de Kirkouk, de Najaf, de Ninive, de Salah ad-Din et de Souleimaniye. D'après les résultats, 74 % des enfants âgés de 6 à 11 ans prenaient part à l'enseignement formel au moment de l'évaluation, de même que 56 % des enfants âgés de 12 à 17 ans. La principale raison citée pour justifier la non-scolarisation des enfants était le manque d'intérêt (40 %)<sup>841</sup>. L'OCHA a fait état d'un accès limité à l'éducation pour les enfants en déplacement et au sein/en dehors des camps, notant que Ninive, Anbar, Kirkouk, Salah ad-Din, Souleimaniye, Erbil et Dohuk avaient le plus besoin de services d'éducation<sup>842</sup>. L'OCHA a indiqué en décembre 2018 que 32 % des enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays vivant dans des camps n'étaient pas scolarisés, et que 26 % de ceux vivant en dehors de camps n'avaient pas accès à l'enseignement formel<sup>843</sup>.

Le département d'État des États-Unis a indiqué que, dans la RKI, d'après les fournisseurs de services d'enseignement, les PDI ne vivant pas dans des camps «fréquentaient le moins l'école et présentaient le taux de décrochage le plus élevé» de toutes les populations de PDI, de réfugiés et d'accueils<sup>844</sup>. Dans la RKI, la plupart des écoles utilisent uniquement la langue kurde, ce qui représenterait un obstacle pour une partie des PDI<sup>845</sup>.

<sup>836</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 8

<sup>837</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 48

<sup>838</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 33

<sup>839</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 40

<sup>840</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, [url](#), p. 33

<sup>841</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of Internally Displaced Persons Living in Camps, Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), p. 4

<sup>842</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 48

<sup>843</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 48

<sup>844</sup> USDOS, Country report on human rights practices for 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#), p. 33

<sup>845</sup> MRG, Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017, [url](#), p. 18

## 8.2 Bassora

Le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire à Bassora (86,6 %) était juste en dessous de la moyenne nationale en 2010 (90,8 %) <sup>846</sup>. Les ratios de scolarisation filles-garçons y étaient supérieurs à la moyenne nationale, puisqu'ils s'établissaient à 99,8 % <sup>847</sup>. Le rapport de 2014 du PNUD sur le développement humain mentionnait qu'à Bassora, 37 % des filles âgées de 10 à 24 ans interrogées affirmaient qu'un de leurs parents avait exprimé une préférence pour les garçons plutôt que pour les filles en ce qui concerne l'éducation ou les privilèges. Le rapport signalait qu'un meilleur traitement des filles était associé à des valeurs de développement humain plus fortes à Souleimaniye, tandis que les avis les plus négatifs sur l'égalité étaient exprimés à Bassora <sup>848</sup>. Moins de filles vont à l'école dans les régions rurales du sud en raison de la pauvreté et d'attitudes traditionnelles tenaces à l'égard de l'éducation <sup>849</sup>.

En 2015, il était indiqué que les écoles travaillaient par roulement en raison de la surpopulation; souvent, elles n'étaient pas dotées d'installations suffisantes ni de système de climatisation <sup>850</sup>. Bassora comptait quelque 800 000 élèves et 1 800 écoles publiques dans 1 000 bâtiments dans toute la province, mais le ministère de l'éducation a indiqué que les bâtiments scolaires étaient «inadaptés pour donner cours» et qu'il fallait 700 écoles supplémentaires pour faire face aux problèmes de surpopulation. Un article de 2015 consacré à l'éducation à Bassora mentionnait que les écoles privées ont gagné du terrain et qu'environ 20 % des élèves du gouvernorat de Bassora y étaient inscrits. Le nombre d'écoles privées est passé de cinq en 2007 à 466 en 2015 <sup>851</sup>.

À Bassora, les enfants issus des classes inférieures et moyennes allaient à l'école publique, car seules les familles riches peuvent se permettre de payer des écoles privées <sup>852</sup>. En 2015, d'après certaines informations, les frais d'inscription dans une école privée s'élevaient à environ 1 000 EUR par an pour l'école primaire et étaient compris entre 1 950 EUR et 2 375 EUR pour l'école secondaire <sup>853</sup>.

En octobre 2018, d'après le portail d'information Kurdistan24, 2 000 élèves, dont 500 de Bassora, avaient demandé au ministère de l'éducation du GRK à être transférés dans une autre école, car des familles de Bassora cherchaient apparemment des services de base ailleurs <sup>854</sup>.

Selon certaines sources, les élèves chrétiens sont harcelés dans les écoles publiques. En novembre 2017, le gouvernement a délivré un permis pour la création d'une école chrétienne privée mixte dans la ville de Bassora <sup>855</sup>.

### Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

Selon ce que l'OIM a écrit en 2016, 80 % des PDI avaient accès à l'éducation et les 20 % restants disaient que cela coûtait trop cher <sup>856</sup>. Cependant, dans un rapport sur le coût de l'éducation en Iraq,

<sup>846</sup> UNIAU, Basrah Governorate Profile, November 2010, [url](#), p. 1

<sup>847</sup> UNIAU, Basrah Governorate Profile, November 2010, [url](#), p. 1

<sup>848</sup> UNDP, Iraq Human Development Report 2014, 2014, [url](#), pp. 70-71

<sup>849</sup> UNICEF, A Quality Education in Iraq, n.d., [url](#)

<sup>850</sup> Niqash, Basra's Private School Business Booming But So Are Students' Feeds, 10 December 2015, [url](#)

<sup>851</sup> Niqash, Basra's Private School Business Booming But So Are Students' Feeds, 10 December 2015, [url](#)

<sup>852</sup> Niqash, Basra's Private School Business Booming But So Are Students' Feeds, 10 December 2015, [url](#)

<sup>853</sup> Niqash, Basra's Private School Business Booming But So Are Students' Feeds, 10 December 2015, [url](#)

<sup>854</sup> Kurdistan24, Hundreds of students from Basra submit applications to study in Kurdistan Region of Iraq, 6 October 2018, [url](#)

<sup>855</sup> Al Monitor, Christian school in Basra welcomes Muslim students, 30 November 2017, [url](#)

<sup>856</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), p. 69

portant sur la scolarisation des enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays en 2015-2016, l'UNICEF a estimé qu'à Bassora, quelque 70 % des enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays n'allaient pas à l'école<sup>857</sup>. Des écoles dans certains établissements dits «sauvages» dans les districts de Bassora ont indiqué qu'elles faisaient des roulements, qu'elles manquaient de matériel et de ressources et qu'elles étaient surpeuplées<sup>858</sup>.

Selon le HCR, dans le Sud, la culture et les traditions des familles empêchaient certaines filles d'aller à l'école et certaines familles donnaient la préférence aux garçons pour ce qui était de la poursuite de leur éducation. Comme la plupart des PDI viennent de régions rurales, ces familles ne considèrent pas que l'éducation est une priorité pour les filles, et celles-ci sont «forcées à contracter un mariage précoce»<sup>859</sup>.

### 8.3 Erbil

D'après un rapport conjoint du Conseil pour les réfugiés d'Erbil, de l'OIM, du Centre commun de coordination des crises, du HCR, d'ONU-Habitat, de l'OCHA et du FNUAP, «[l']enseignement de base et supérieur est dispensé principalement dans des écoles publiques, qui sont gratuites pour les résidents de la région du Kurdistan»<sup>860</sup>. La crise économique dans la RKI a eu de graves conséquences sur le financement de l'éducation, qui n'a cessé de diminuer depuis 2012-2013, ce qui a eu un impact significatif sur le gouvernorat d'Erbil, dans lequel le taux d'exécution du budget consacré à l'éducation est passé de 45,9 % en 2012-2013 à 3,7 % en 2015-2016<sup>861</sup>.

Le gouvernorat d'Erbil compte trois universités ainsi que plusieurs établissements d'enseignement supérieur et autres structures éducatives<sup>862</sup>. D'après l'étude démographique de l'OIM de 2018, le gouvernorat d'Erbil affichait l'un des niveaux d'alphabétisation les plus élevés de la RKI, puisqu'environ 80 % des personnes interrogées savaient lire et écrire<sup>863</sup>. Le niveau de scolarisation dans le gouvernorat d'Erbil était de 37 %, alors que 45,9 % n'allaient pas à l'école au moment de l'étude et que 17,1 % n'y étaient jamais allées<sup>864</sup>. Un article publié sur Opendemocracy.net indique que les «problèmes économiques» étaient la cause de la plupart des décrochages scolaires dans la ville de Souleimaniye. Son auteur précise que 25 % des écoles dans la RKI sont «complètement hors service», et que 50 % des écoles doivent être rénovées<sup>865</sup>. Aucune information venant corroborer ces affirmations n'a été trouvée.

---

<sup>857</sup> UNICEF, The Cost and Benefits of Education in Iraq: An analysis of the education sector and strategies to maximize the benefits of education, 21 May 2017, [url](#), p. 23

<sup>858</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), pp. 76, 80

<sup>859</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

<sup>860</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), pp. 23-24

<sup>861</sup> UNICEF, The Cost and Benefits of Education in Iraq: An analysis of the education sector and strategies to maximize the benefits of education, 21 May 2017, [url](#), p. 33

<sup>862</sup> NCCI, Erbil Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 3

<sup>863</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 34

<sup>864</sup> IOM, Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, [url](#), p. 35

<sup>865</sup> Open democracy, Corruption corrodes Kurdish education, 15 October 2018, [url](#)

## Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

L'afflux de PDI a exercé des pressions sur le système éducatif de la RKI, surtout dans les zones urbaines, poussant parfois les écoles à faire deux ou trois roulements<sup>866</sup>. Le ministère de l'intérieur du GRK a déclaré que «80 % des enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays ne vont pas à l'école» et, selon d'autres sources citées dans un rapport de 2016 du service de l'immigration du Danemark, nombre des enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays n'ont pas mis les pieds à l'école depuis plus d'un an<sup>867</sup>. D'autres sources citées dans le rapport de 2018 de Landinfo et du service de l'immigration du Danemark indiquent que «plus [de] 1,2 million d'enfants ont manqué l'école pendant une longue période». Selon Landinfo et le service de l'immigration du Danemark, cela accroît le risque qu'ils ne puissent plus être autorisés à s'inscrire<sup>868</sup>.

Dans une publication de 2015, la Banque mondiale affirmait qu'une grande majorité des enfants déplacés internes dans la RKI n'étaient pas scolarisés en raison «de considérations économiques; de la barrière linguistique; du manque de structures scolaires, d'enseignants et de fournitures scolaires; des procédures administratives complexes pour l'inscription et d'autres motifs socio-économiques»<sup>869</sup>.

Les données de l'UNICEF pour 2015-2016 révélaient que «près de 90 % des enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays scolarisés le sont dans trois gouvernorats: Dahuk (118 415 élèves), Erbil (106 288 élèves) et Bagdad (73 68 élèves)»<sup>870</sup>. Selon une évaluation des camps de PDI menée par REACH en 2018, la proportion d'enfants âgés de 6 à 11 ans suivant l'enseignement formel dans le gouvernorat d'Erbil était de 78 % et retombait à 54 % pour les enfants âgés de 12 à 17 ans<sup>871</sup>. Les principales raisons indiquées pour justifier la non-scolarisation des enfants dans le gouvernorat d'Erbil étaient «l'enfant n'est pas intéressé» (33 %), suivie des nouvelles arrivées (11 %) et des coûts liés à l'école (6 %) <sup>872</sup>.

Les personnes rapatriées à Erbil étaient les plus préoccupées par l'accès à l'éducation, 14 % des familles interrogées dans le cadre d'une évaluation de l'OIM de 2017 considérant que les écoles étaient mal équipées<sup>873</sup>. Dans la périphérie du district d'Erbil, où la plupart de PDI sont installées, il y avait moins d'écoles en général, tandis que dans des sous-districts tels que Baharka, Kasnazan et Rizagari, leur nombre était encore plus réduit<sup>874</sup>. Le district de Makhmur dans le gouvernorat d'Erbil a été épinglé par les ménages interrogés pour son nombre insuffisant d'écoles et la surpopulation<sup>875</sup>. Des problèmes similaires liés au secteur de l'éducation ont été signalés dans les districts d'Erbil et de Koisanjaq<sup>876</sup>.

<sup>866</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, p. 60-61, [url](#); UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), pp. 23-24

<sup>867</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), pp. 60-61

<sup>868</sup> Denmark, DIS; Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), p. 30

<sup>869</sup> World Bank, The Kurdistan region of Iraq – assessing the economic and social impact of the Syrian Conflict and ISIS, 2015, [url](#), p. 60

<sup>870</sup> UNICEF, The Cost and Benefits of Education in Iraq: An analysis of the education sector and strategies to maximize the benefits of education, 21 May 2017, [url](#), p. 22

<sup>871</sup> REACH, Comparative MultiCluster Assessment of IDPs Living in Camps Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), p. 29

<sup>872</sup> REACH, Comparative MultiCluster Assessment of IDPs Living in Camps Assessment Report Round IX, April 2018, [url](#), p. 30

<sup>873</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 15

<sup>874</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 23-24

<sup>875</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 15

<sup>876</sup> IOM, Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, March 2017, [url](#), p. 27

Toutes les écoles publiques qui enseignent en arabe à Erbil et dans les autres régions de la RKI sont placées sous la supervision du ministère fédéral de l'éducation<sup>877</sup>. Selon MRG, une question particulièrement préoccupante pour les PDI non kurdes vivant à Erbil était que leurs enfants doivent fréquenter des écoles relevant du ministère de l'éducation du GRK et suivre les cours en kurde<sup>878</sup>. Plusieurs sources interrogées par le service de l'immigration du Danemark en 2016 ont dénoncé une barrière linguistique pour l'éducation des PDI, étant donné que le programme scolaire dans la RKI est en kurde, et non en arabe, comme au niveau fédéral<sup>879</sup>. Erbil comptait au total 20 écoles primaires et quatre écoles secondaires enseignant en arabe, ce qui entraînait une surpopulation et obligeait les enfants à faire de longs trajets pour y accéder<sup>880</sup>. Selon des sources interrogées par Landinfo et le service de l'immigration du Danemark en avril 2018 au cours de leur mission à Erbil et Souleimaniye, le ministère fédéral iraquien de l'éducation avait décidé d'arrêter de financer les écoles dont l'enseignement se faisait en arabe dans les camps de PDI dans la RKI à compter de début septembre 2018 mais, devant une forte mobilisation, il a décidé de ne pas appliquer cette décision et de maintenir ces écoles après septembre 2018<sup>881</sup>. Le site d'information de la région kurde *Rûdaw* a révélé que le gouvernement fédéral iraquien avait l'intention d'arrêter de financer les écoles de la RKI qui avaient été créées pour les PDI et qui enseignaient en arabe<sup>882</sup>. Des membres du conseil du gouvernorat de Souleimaniye ont affirmé dans les médias arabes que le gouvernement central pourrait cesser de fournir aux écoles des fournitures scolaires pour les PDI et les réfugiés parce que «le gouvernement iraquien a décidé que ces PDI doivent retourner dans leur ville d'origine et qu'il n'est plus disposé à fournir des fournitures scolaires à ces élèves»<sup>883</sup>.

Bon nombre de femmes déplacées internes qui ont dû quitter les zones rurales étaient illettrées ou avaient un accès limité à l'éducation, ce qui a nui à leur accès au marché du travail<sup>884</sup>. L'opposition des hommes de la famille à la scolarisation des femmes a été citée comme étant l'une des principales causes qui empêchaient celles-ci d'accéder à l'éducation<sup>885</sup>.

## 8.4 Bagdad

L'OIM a affirmé que la plupart des écoles primaires dans le gouvernorat de Bagdad fonctionnent et sont accessibles aux PDI et aux personnes rapatriées<sup>886</sup>. Aucune ressource éducative spéciale n'est disponible à Bagdad et dans le sud<sup>887</sup>. Par rapport aux zones rurales et aux petites villes, les exigences générales pour un enseignement de qualité sont souvent remplies à Bagdad<sup>888</sup>. D'après NCCI, Bagdad affiche un taux de scolarisation comparable à la moyenne nationale pour l'enseignement tant primaire

<sup>877</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 20 décembre 2018.

<sup>878</sup> MRG, Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017 [url](#), p. 35

<sup>879</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), pp. 60-61

<sup>880</sup> UNDP, UNHCR, 3 RP Regional Refugee & Resilience Plan 2018-2019, in Response to the Syria Crisis: Iraq, 10 January 2018, [url](#), p. 38

<sup>881</sup> Denmark, DIS; Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), pp. 34-35

<sup>882</sup> Rudaw, As school starts displaced Iraqi students left in limbo in Kurdistan, 2 September 2018, [url](#)

<sup>883</sup> Open democracy, Corruption corrodes Kurdish education, 15 October 2018, [url](#)

<sup>884</sup> Kaya, Z. N. and Luchtenberg, K. N., Displacement and Women's Economic Empowerment: Voices of Displaced Women in the Kurdistan Region of Iraq, 2018, [url](#)

<sup>885</sup> UNHCR, Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016, [url](#), p. 35

<sup>886</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment, part II Governorate Profiles, March 2017, available at: [url](#), p. 6

<sup>887</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), p. 5

<sup>888</sup> UNPD, Iraq human development report 2014: Iraqi youth, 17 December 2014, [url](#), p. 89

que secondaire, avec des taux d'alphabétisation supérieurs à la moyenne nationale (88,1 %). En ce qui concerne la question de la scolarisation, elle déclare ceci:

«Le taux net de scolarisation pour l'enseignement primaire atteint 92,1 %, tandis que, pour l'enseignement secondaire, il est de 50,7 %. Les moyennes iraqiennes sont inférieures, avec un taux de scolarisation respectivement de 90,4 % pour l'enseignement primaire et 48,4 % pour l'enseignement secondaire. Les taux d'alphabétisation chez les plus de dix ans à Bagdad sont aussi nettement supérieurs, puisqu'ils s'élèvent à 88,1 %, contre 79 % pour la moyenne nationale»<sup>889</sup>.

Contrairement au reste du pays, où les écoles privées sont encore sous-développées, on estime que Bagdad compte 5 % d'écoles privées<sup>890</sup>. Ce sont les familles riches qui ont accès à un enseignement de meilleure qualité dans les écoles privées et internationales à Bagdad. Le coût moyen d'une inscription dans une école privée se monte à environ 1 300 USD (1 145 EUR) par mois<sup>891</sup>.

Le rapport de 2014 du PNUD a révélé que le pourcentage de personnes de plus de 25 ans ayant atteint au moins l'enseignement secondaire à Bagdad est de 37 % chez les hommes et de 26 % chez les femmes<sup>892</sup>.

### **Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées**

Les coûts élevés du transport ainsi que des uniformes et des fournitures scolaires figuraient parmi les barrières à l'éducation déclarées pour les PDI au niveau national<sup>893</sup>. REACH constate que les taux nationaux de scolarisation formelle globaux pour les enfants déplacés internes vivant dans des camps âgés de 6 à 11 ans sont passés de 73 % en janvier 2017 à 54 % en avril 2018. Le taux s'élevait à 56 % au niveau national dans les camps de PDI pour les enfants âgés de 12 à 17 ans, alors qu'à Bagdad, ces taux se montaient respectivement à 68 % (6-11 ans) et à 50 % (12-17 ans). La plupart du temps, la non-scolarisation était due au manque d'intérêt de l'enfant ou aux frais scolaires. Toutefois, Bagdad était le seul endroit où les ménages ont indiqué que des préoccupations en matière de sûreté/sécurité étaient à l'origine de la non-scolarisation<sup>894</sup>. L'OIM a affirmé que, dans 77 % des sites de PDI informels évalués, un accès à l'enseignement formel était signalé<sup>895</sup>.

<sup>889</sup> NCCI, Baghdad Governorate Profile, December 2015, [url](#), p. 4

<sup>890</sup> World Bank, Iraq: reconstruction and investment, part 2, January 2018, [url](#), p. 25

<sup>891</sup> Australia, DFAT, Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 9

<sup>892</sup> UNPD, Iraq human development report 2014: Iraqi youth, 17 December 2014, [url](#), p. 129

<sup>893</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [url](#), pp. 24-25

<sup>894</sup> REACH, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, avril 2018, [url](#), p. 28 et 29.

<sup>895</sup> Groupe sectoriel CCCM de l'OIM, Initiative REACH, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 juin 2017, [url](#), p. 19.

## 9. Soutien et assistance

### 9.1 Aperçu général

D'après la Banque mondiale, l'emploi limité et la pauvreté accrue ont «renforcé la dépendance de la population aux programmes d'assistance sociale au fil du temps»<sup>896</sup>. Cette même source précise que:

«[L]a protection sociale en Iraq est inefficace et fragmentée. Les trois principaux piliers du système, à savoir les filets de protection sociale, l'assurance sociale et les marchés du travail, ont été conçus individuellement, sans aucun lien ni aucune intégration. Le filet de protection sociale et, en fait, l'ensemble du système de protection sociale sont dominés par le système public de distribution (SPD), programme en nature dans le cadre duquel le gouvernement achète des denrées alimentaires importées pour les distribuer au public. Le PDS est le principal filet de sécurité pour les pauvres, même s'il présente de graves dysfonctionnements. Les autres programmes de filet de sécurité, dont les transferts d'espèces, ne ciblent pas la pauvreté et ne couvrent qu'une petite partie des pauvres. Les pensions, bien qu'elles aient été réformées par le passé, grèvent le Trésor public. Elles concernent peu de pauvres et seulement une partie négligeable du secteur privé»<sup>897</sup>.

Une étude de la Banque mondiale sur la protection sociale et les filets de protection sociale irakiens a révélé que la législation et la réglementation permettent aux citoyens de pouvoir bénéficier de la protection sociale mais, en ce qui concerne l'application dans la pratique, le système de sécurité sociale fait face à de nombreux défis<sup>898</sup>. De même, d'après le rapport «Iraq: 2019 Humanitarian Needs Overview» de l'OCHA, l'accès au système de rations du PDS et aux programmes du ministère du travail et des affaires sociales pour le transfert d'espèces et la protection sociale est compliqué pour les personnes rapatriées et les PDI, les principaux obstacles à l'accès qui leur sont spécifiques étant l'absence de documents d'état civil pour s'y inscrire, le manque de capacités et les procédures complexes d'inscription<sup>899</sup>.

### 9.2 SPD

Le système public de distribution (SPD) est un programme d'assistance en matière de denrées alimentaires et de carburant subventionné par le gouvernement et destiné à tous les Irakiens<sup>900</sup>. D'après REACH, les rations alimentaires prévues par ce système ne sont pas suffisantes pour répondre à «tous les besoins alimentaires des ménages», mais assurent la fourniture de denrées de base<sup>901</sup>. Le SPD est le régime de prévoyance le plus important du pays<sup>902</sup>: en 2012, quelque 95 % de la population ont reçu des denrées alimentaires de base par son intermédiaire<sup>903</sup>. Selon des sources citées dans le rapport 2016 du service de l'immigration du Danemark, dans le cadre du SPD, tous les citoyens irakiens peuvent recevoir des colis alimentaires sur une base mensuelle, bien que leur qualité ne soit

<sup>896</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 85

<sup>897</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 85

<sup>898</sup> Alzobaidee, H.L.K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, [url](#), p. 23

<sup>899</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), pp. 9, 54

<sup>900</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (MCNA), December 2017, [url](#), p. 74

<sup>901</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (MCNA), December 2017, [url](#), p. 74

<sup>902</sup> UK K4D, Iraqi state capabilities, 18 May 2018, [url](#), p. 4

<sup>903</sup> Alzobaidee, H.L.K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, [url](#), p. 36

pas très bonne<sup>904</sup>. En 2017, le budget consacré au système public de distribution s'élevait à 1,7 billion de dinars irakiens (1 260 000 000 EUR). Selon certaines sources, ce système aurait des inefficacités importantes<sup>905</sup>. Le département d'État des États-Unis a écrit, en ce qui concerne 2017, que:

«Tous les Irakiens peuvent recevoir des denrées alimentaires dans le cadre du SPD; cependant, les autorités ont appliqué ce système de façon sporadique et irrégulière, avec un accès limité dans les zones reconquises récemment. Les autorités n'ont pas distribué toutes les denrées chaque mois, et toutes les PDI ne pouvaient avoir accès au SPD dans chaque gouvernorat. Les faibles prix du pétrole ont encore limité les fonds disponibles pour ce système. Les citoyens pouvaient seulement obtenir des rations du système public de distribution sur leur lieu de résidence et dans le gouvernorat dans lequel ils étaient enregistrés, de sorte qu'ils n'y avaient plus accès ni droit en cas de déplacement»<sup>906</sup>.

Ce programme est essentiel pour de nombreux Irakiens, et le SPD «permet à de nombreux Irakiens de ne pas tomber dans la pauvreté, mais il est coûteux et inefficace»<sup>907</sup>. Les communautés déplacées et d'accueil interrogées en Iraq par REACH en décembre 2017 ont indiqué qu'un grand nombre de personnes rapatriées, de communautés d'accueil, de PDI vivant dans des camps et de ménages ne vivant pas dans des camps (plus de 90 %) ne recevaient que des demi-rations du SPD. Parmi les personnes interrogées, 68 % des PDI vivant dans des camps, un tiers des PDI ne vivant pas dans des camps, 16 % des personnes rapatriées et 19 % des communautés d'accueil n'avaient, au cours du mois durant lequel les données ont été recueillies, reçu que des demi-rations<sup>908</sup>. En janvier 2018, la FAO a indiqué que les familles déplacées rencontraient des difficultés pour accéder au SPD<sup>909</sup>.

### 9.3 Transferts d'espèces

L'Iraq dispose d'un filet de protection sociale, qui est un programme de transfert d'espèces distribuant des allocations mensuelles octroyées à des bénéficiaires sur la base de la taille du ménage. En 2012, le filet de protection sociale couvrait 4 % de la population irakienne. Le programme est ciblé de manière à inclure les ménages comprenant des orphelins, des étudiants mariés, des veufs, des femmes divorcées, etc., mais le filet de protection sociale a été considéré comme «inefficace» par la Banque mondiale, qui a relevé que 71 % des bénéficiaires n'étaient «pas pauvres», tandis que 89 % des pauvres ne recevaient aucune aide au titre du filet de protection sociale<sup>910</sup>.

L'OCHA signale que l'assistance en espèces à finalités multiples, en l'absence de soutien en faveur des personnes rapatriées, s'est révélée être un «outil crucial pour aider les chefs de ménage vulnérables après leur retour» en ce qui concerne les besoins fondamentaux à leur retour dans leur région d'origine après leur déplacement. L'OCHA a constaté que 80 % des PDI et des personnes rapatriées devaient avoir recours à une certaine forme d'«adaptation négative», comme l'achat de denrées alimentaires à crédit, la vente de biens ou l'adoption de comportements illicites, pour répondre à des besoins

<sup>904</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 58

<sup>905</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), pp. 7, 8

<sup>906</sup> USDOS, Country report on human rights practises; Iraq, 20 April 2018, [url](#), p. 31

<sup>907</sup> Alzobaidee, H.L.K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, [url](#), p. 26

<sup>908</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment, December 2017, [url](#), p. 74-75

<sup>909</sup> FAO, WFP, Monitoring food security in countries with conflict situations - A joint FAO/WFP update for the United Nations Security Council, January 2018, January 2018, [url](#), p. 22

<sup>910</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 85



fondamentaux<sup>911</sup>. En 2017, l'OCHA a indiqué que 74 736 ménages bénéficiaient de l'assistance en espèces à finalités multiples: 57 532 d'entre eux avaient reçu une assistance en espèces pour un mois, et 16 204 une assistance en espèces pour plusieurs mois<sup>912</sup>. Dans tout l'Iraq, 23 % des familles qui reçoivent l'assistance en espèces à finalités multiples sont des ménages dont le chef de famille est une femme<sup>913</sup>.

## 9.4 Pensions

L'Iraq est doté de deux régimes de pension obligatoires couvrant les travailleurs des secteurs public et privé<sup>914</sup>. La plupart des personnes couvertes par le système de pension sont des employés du secteur public<sup>915</sup>. La législation et la réglementation relatives à la pension s'appliquent à tous les fonctionnaires mais, en réalité, les pensions ne couvrent qu'environ 15 % de la main-d'œuvre du secteur public<sup>916</sup>. En dehors du secteur public, seuls 3 % touchent des pensions versées par le ministère du travail et des affaires sociales<sup>917</sup>. En 2012, 812 669 retraités du secteur public recevaient une pension, et 15 810 pensions provenaient d'autres sources<sup>918</sup>. D'après la Banque mondiale, «des pensions sont versées à moins de 20 % des pauvres, tandis qu'environ 85 % des bénéficiaires d'une pension font partie de ménages qui ne sont pas pauvres. À l'heure actuelle, seuls quelque 48 % de la main-d'œuvre totale cotisent au système de pension et sont couverts par celui-ci»<sup>919</sup>.

Pour pouvoir bénéficier de pensions de retraite, les citoyens doivent avoir travaillé pendant 25 ans et avoir 60 ans (pour les hommes), tandis que les femmes doivent avoir travaillé pendant 20 ans. Les citoyens admissibles doivent fournir des documents officiels prouvant qu'ils ont travaillé au service du gouvernement ainsi que des documents d'identité<sup>920</sup>. En 2017, la Banque mondiale a décrit le système de pension comme étant «fragmenté, inégal et intenable»<sup>921</sup>.

## 9.5 Allocations familiales

Les personnes dont le revenu est inférieur au seuil national de pauvreté (105 000 dinars irakiens par mois) qui ont un faible revenu ou n'ont aucun revenu peuvent bénéficier d'allocations familiales calculées sur la base de la taille du ménage<sup>922</sup>. L'Iraq est doté d'un système de protection sociale pour les groupes vulnérables dans des circonstances exceptionnelles et des situations de crise, comme les catastrophes naturelles et les guerres. Les bénéficiaires ciblés sont les chômeurs, les personnes handicapées, les orphelins mineurs, les étudiants mariés, les familles de prisonniers et de personnes disparues, les personnes incapables de travailler en raison de leur âge avancé ou de la maladie, les chefs de famille incapables de travailler en raison du «terrorisme», les veufs, les personnes déplacées et les divorcés<sup>923</sup>. Sans entrer dans les détails, l'OIM affirme également que toutes les personnes vulnérables, telles que les orphelins, les personnes âgées, les membres de la famille de «martyres», les veufs et les personnes handicapées, peuvent bénéficier d'allocations au titre de l'assistance sociale

<sup>911</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 53

<sup>912</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 53

<sup>913</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, [url](#), p. 55

<sup>914</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 87

<sup>915</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 8

<sup>916</sup> Alzobaidee, H.L.K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, [url](#), p. 22

<sup>917</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 8

<sup>918</sup> Alzobaidee, H.L.K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, [url](#), p. 36

<sup>919</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018, [url](#), p. 8

<sup>920</sup> IOM, Iraq - Country Fact Sheet 2017, August 2017, [url](#), p. 4

<sup>921</sup> World Bank, Iraq Economic Monitor, From War to Reconstruction and Economic Recovery, 2018, [url](#), p. 8

<sup>922</sup> Alzobaidee, H.L.K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, [url](#), pp. 23-25

<sup>923</sup> Alzobaidee, H.L.K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, [url](#), p. 23

fournie par le gouvernement mais doivent «présenter différents documents et [remplir] certaines conditions»<sup>924</sup>.

L'allocation pour une personne équivaut à 55 dollars des États-Unis (48 EUR) par mois. Ce montant est augmenté en fonction de la taille de la famille jusqu'à un maximum de six membres ou plus, atteignant alors environ 150 000 dinars iraqiens [110 EUR]. Les veufs inscrits auprès du gouvernement reçoivent une bourse de 88 EUR par mois, bien que nombre d'entre eux ne soient pas inscrits en raison du processus bureaucratique d'inscription<sup>925</sup>.

Plusieurs obstacles ont été signalés dans l'application du programme, le problème le «plus grave» étant l'absence d'aide ciblée pour les bénéficiaires, ce qui conduit à «l'exclusion de nombreux pauvres», ainsi que les procédures bureaucratiques et l'absence de base de données claire des bénéficiaires, entre autres. En 2014, le nombre total de bénéficiaires se serait élevé à 472 255 personnes, dont 144 788 étaient au chômage<sup>926</sup>.

Les personnes handicapées vivant dans la RKI reçoivent un soutien du ministère du travail et des affaires sociales du GRK. Cependant, les exigences à remplir pour pouvoir bénéficier d'une assistance dépendent du degré de handicap. Le GRK verse aussi une pension d'invalidité qui est plus élevée que celle octroyée dans le reste de l'Iraq<sup>927</sup>. Les PDI handicapées dans le nord de l'Iraq et la RKI restent pauvres, en raison du sous-financement du système de sécurité sociale pour les groupes particulièrement vulnérables<sup>928</sup>. En septembre 2014, on estimait que 224 768 personnes recevaient des prestations sociales dans le GRK. Ce chiffre incluait 110 745 personnes handicapées<sup>929</sup>.

## 9.6 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et personnes rapatriées

Selon un rapport de 2015 sur les filets de protection sociale en Iraq, commandé par le PAM et le Centre de protection sociale, «des mécanismes de protection sociale qui couvrent les personnes qui ont été déplacées n'ont pas encore été conçus». Toutefois, les systèmes de carte de ration et d'allocations ont été utilisés pour aider les personnes déplacées<sup>930</sup>. D'après le HCR, pour pouvoir réclamer l'assistance fournie par le gouvernement, les PDI et les personnes rapatriées doivent enregistrer leur statut/résidence auprès du ministère des migrations et des déplacements<sup>931</sup>. Selon une étude de l'OIM et de l'université Georgetown réalisée en 2017, l'aide aux PDI émane de la communauté, de proches et d'amis en tant que principales sources de soutien pour leurs besoins fondamentaux, bien que de nombreuses PDI reçoivent également une assistance du gouvernement et d'organisations caritatives. Les PDI se plaignaient souvent du fait que l'assistance du gouvernement n'était pas suffisante ou était souvent versée en retard, et l'assistance gouvernementale limitée était aussi affectée par l'aggravation des problèmes économiques et de la corruption en Iraq<sup>932</sup>.

<sup>924</sup> IOM, Iraq - Country Fact Sheet 2017, August 2017, [url](#), p. 4

<sup>925</sup> Al Monitor, Amid war on IS, Iraq's widows and orphans face neglect, 14 August 2016, [url](#)

<sup>926</sup> Alzobaidee, H.L.K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, [url](#), pp. 23-24

<sup>927</sup> UNAMI, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), pp. 16, 17

<sup>928</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KRI), 5 November 2018, [url](#), p. 30

<sup>929</sup> Alzobaidee, H.L.K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, [url](#), p. 38

<sup>930</sup> Alzobaidee, H.L.K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, [url](#), p. 45

<sup>931</sup> UNHCR, Iraq Situation: UNHCR Flash Update, 2 November 2017, p. 1, [url](#)

<sup>932</sup> IOM, SFS/Georgetown, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), pp. 24-25

Le plan d'intervention humanitaire 2018 de l'OCHA mentionne qu'au moment de sa rédaction, 179 partenaires étaient actifs dans 46 grandes zones opérationnelles. En 2017, avec l'expulsion de l'EIL, il a été possible d'accéder à près de cinq millions de nouveaux civils. À Mossoul, en 2017, les partenaires humanitaires ont pu accéder à tous les quartiers et y fournir une assistance. L'OCHA a affirmé que les familles déplacées et démunies «préfèrent de loin l'assistance en espèces» et qu'en 2018, 25 % de toute la programmation humanitaire se ferait en espèces<sup>933</sup>. L'aide alimentaire était aussi l'un des principaux types d'assistance apportés<sup>934</sup>. REACH a indiqué en décembre 2017 que l'aide humanitaire sous la forme d'espèces et de denrées alimentaires fournie dans les «zones accessibles» n'atteignait pas 12 % des personnes rapatriées et 24 % des ménages d'accueil<sup>935</sup>.

Au 30 juin 2018, les partenaires humanitaires avaient atteint près d'un million de personnes dans le gouvernorat de Ninive, une année après que Mossoul avait été reprise à l'EIL; ils ont constaté que Ninive compte 4 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire<sup>936</sup>. En septembre 2018, l'OCHA a indiqué qu'«alors que les partenaires humanitaires sont en mesure d'atteindre environ 94 % des PDI vivant dans des camps, ils n'atteignent que 10 % des personnes en dehors des camps»<sup>937</sup>.

L'OIM a déclaré qu'elle apporte une aide au retour et à la réintégration volontaires aux migrants irakiens qui rentrent volontairement dans leur communauté d'origine après avoir fui à l'étranger. Celle-ci inclut la fourniture de conseils à leur arrivée ainsi que d'une aide individuelle à la réintégration. Cette aide est financée par le gouvernement du pays d'accueil concerné. Par conséquent, sa portée et son étendue varient d'un pays à l'autre<sup>938</sup>.

### 9.6.1 Bassora

Des ONG internationales et des ONG nationales irakiennes sont actives à Bassora et apportent une aide aux PDI, mais c'est à Bassora qu'elles sont le moins nombreuses, par rapport à Bagdad et au nord du pays. En 2017, d'après les rapports, quatre ONG internationales et 23 ONG nationales irakiennes étaient présentes dans le gouvernorat de Bassora<sup>939</sup>. Les PDI devaient s'inscrire auprès du ministère des migrations et des déplacements pour obtenir une aide du gouvernement. Une étude de l'OIM et de l'université Georgetown constatait que 97 % des PDI à Bassora étaient inscrites pour recevoir une aide sous la forme, notamment d'espèces, de prestations en nature, d'articles non alimentaires, de denrées alimentaires, d'eau, d'un logement et de carburant<sup>940</sup>. Pour les personnes incapables de s'inscrire pour recevoir une aide du gouvernement, l'obstacle principal était l'incapacité de transférer l'inscription antérieure<sup>941</sup>. Selon la même étude, en comparaison avec Bagdad, Souleimaniye et Kirkouk, c'est à Bassora que les PDI étaient les moins capables d'assurer un niveau de vie suffisant à leur famille, seuls 29 % indiquant être en mesure de le faire. L'étude précisait que la faible présence d'organisations humanitaires et de secours dans la région pourrait en être la cause<sup>942</sup>. Le HCR et ses partenaires ont apporté aux familles vulnérables une aide en espèces pour répondre aux besoins fondamentaux, et des trousseaux et uniformes scolaires ont été fournis aux enfants<sup>943</sup>. Une enquête menée en 2016 auprès de PDI à Bassora a révélé que 40 % d'entre elles avaient l'intention de rester et

<sup>933</sup> UNOCHA, Iraq 2018 Humanitarian Response Plan, February 2018, p. 12, [url](#)

<sup>934</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment, December 2017, [url](#), p. 4

<sup>935</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment, December 2017, [url](#), pp. 74-75

<sup>936</sup> UNOCHA, Iraq: Humanitarian Bulletin, July 2018, [url](#), p.1-2

<sup>937</sup> UNOCHA, Humanitarian Bulletin September 2018, 15 October 2018, [url](#), p. 3

<sup>938</sup> IOM, IOM-Iraq - Mission Movement and Assisted Migration, n.d., [url](#)

<sup>939</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), pp. 24-25

<sup>940</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), pp. 24-26

<sup>941</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), pp. 24-26

<sup>942</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 41

<sup>943</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

de s'intégrer au niveau local<sup>944</sup>. Selon certaines sources, d'autres auraient quitté Bassora pour retourner dans leur région d'origine ou pour aller vivre dans la RKI afin d'y trouver du travail et des loyers moins chers ou d'éviter la chaleur de l'été dans le Sud<sup>945</sup>.

### 9.6.2 Erbil

Des ONG internationales et des ONG nationales irakiennes sont actives à Erbil et apportent une aide aux PDI. Selon un rapport de l'OIM de 2017, Erbil a enregistré l'un des plus grands nombres d'ONG nationales et internationales travaillant avec les PDI irakiennes<sup>946</sup>. L'OIM a relevé que l'aide du gouvernement aux PDI consistait à leur donner «la capacité de continuer de travailler dans la fonction publique à un autre endroit, de nouveaux prêts au logement pour les pauvres, un paiement unique pour les PDI d'un million de dinars irakiens (environ 744 EUR) et une compensation pour les personnes qui ont perdu leur maison dans les combats»<sup>947</sup>. La réussite de ces politiques était jugée mitigée, que, bien que beaucoup de PDI aient reçu le million de dinars irakiens et conservé leur emploi dans la fonction publique, aucune n'a reçu de compensation pour avoir perdu sa maison et peu ont été informées du fait qu'une telle compensation était possible<sup>948</sup>.

Le HCR a affirmé qu'il fournit une aide à l'hébergement et des articles de première nécessité aux PDI vulnérables au sein ou en dehors des camps, ainsi qu'une assistance juridique sur des questions telles que «les documents d'état civil manquants; la prévention des violences sexuelles et sexistes ainsi que de l'exploitation et des abus sexuels, et la réaction à ceux-ci; la protection des enfants et le regroupement des familles séparées»<sup>949</sup>. En 2018, le gouvernorat d'Erbil, conjointement avec le PNUD, a lancé huit projets d'infrastructures pour améliorer les services de base tels que l'électricité, l'eau, les routes et les égouts pour 284 000 personnes dans tout le gouvernorat<sup>950</sup>. Cependant, la diminution des financements humanitaires pour le GRK octroyés par le gouvernement fédéral et les bailleurs de fonds internationaux, qui ont été réduits à environ 59 % du total demandé, pourrait nuire à la capacité d'assistance à la population de PDI et de réfugiés accueillie dans la région<sup>951</sup>.

### 9.6.3 Bagdad

Les PDI sont enregistrées par le ministère des migrations et des déplacements dans le gouvernorat de Bagdad et reçoivent des numéros d'identification leur permettant d'accéder aux programmes d'assistance dudit ministère<sup>952</sup>. Selon l'OIM/REACH, 89 % des ménages déplacés à l'intérieur de leur propre pays vivant en dehors des camps ont été enregistrés auprès du ministère des migrations et des déplacements dans le centre de l'Iraq, et 98 % dans le sud de l'Iraq, bien qu'une accessibilité partielle ait été signalée pour les allocations en espèces, seuls 25 % des ménages à Bagdad les ayant reçues après enregistrement. L'OIM/REACH ont affirmé qu'en 2016, dans l'ensemble du pays, environ 9 % des PDI n'ont pas pu recevoir une assistance après leur déplacement, même si ce pourcentage variait

<sup>944</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), p. 69

<sup>945</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, [url](#), p. 69

<sup>946</sup> IOM, Access to durable solutions among IDPs in Iraq. Part I, April 2017, [url](#), p. 26

<sup>947</sup> IOM, Access to durable solutions among IDPs in Iraq. Part One, 05 June 2017, [url](#), Executive Summary

<sup>948</sup> IOM, Access to durable solutions among IDPs in Iraq. Part One, 05 June 2017, [url](#), Executive Summary

<sup>949</sup> UNHCR, Iraq Fact Sheet, October 2018, [url](#), p. 2

<sup>950</sup> UNDP, UNDP supports 284,000 people with access to fundamental basic services in Erbil Governorate, 7 July 2018, [url](#)

<sup>951</sup> Rudaw, Lack of funding by Iraq and donors threatens refugees, IDPs in Kurdistan, 20 September 2018, [url](#)

<sup>952</sup> IOM, Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 19 January 2017, [url](#), p. 49

fortement et les PDI de Bagdad et de Salah ad-Din étaient moins susceptibles d'avoir reçu une assistance du ministère des migrations et des déplacements<sup>953</sup>.

En 2016, il était indiqué que les formes les plus courantes d'assistance du gouvernement reçues par les PDI vivant en dehors des camps étaient l'aide alimentaire (75 %) et l'aide en espèces (69 %)<sup>954</sup>. Une étude de 2017 sur quatre gouvernorats a relevé que la forme d'aide la plus courante apportée aux PDI à Bagdad est l'aide en espèces<sup>955</sup>.

Sur les sites informels accueillant des PDI à Bagdad, 31 % des sites évalués ont indiqué que l'aide alimentaire était distribuée tous les mois. Deux pour cent de ces sites ont indiqué que cette aide était fournie toutes les semaines et 49 % que cette aide était fournie «rarement»<sup>956</sup>. L'OIM a mentionné que, d'après les PDI, le favoritisme était un problème dans la distribution de l'aide dans le gouvernorat<sup>957</sup>. De même, selon une étude réalisée en 2017 par l'université de Georgetown, l'aide apportée par les conseils locaux était perçue par les PDI comme reposant sur des «relations personnelles et du favoritisme» et accordée sur la base des relations<sup>958</sup>.

---

<sup>953</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [url](#), p. 12

<sup>954</sup> REACH, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [url](#), p. 12

<sup>955</sup> IOM, SFS Institute for the Study of International Migration, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 26

<sup>956</sup> IOM CCCM Cluster, REACH Initiative, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, [url](#), p. 18

<sup>957</sup> IOM, SFS Institute for the Study of International Migration, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 7

<sup>958</sup> IOM, SFS Institute for the Study of International Migration, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 26

## 10. Réseaux de soutien

### 10.1 Réseaux politiques et de favoritisme

Les réseaux de favoritisme sont profondément enracinés en Iraq et englobent le clientélisme politique, le népotisme et les liens tribaux et familiaux. Souvent, les responsables communautaires, les personnalités religieuses ou les hommes forts de la politique servent d'intermédiaires entre l'État et la communauté et représentent les intérêts communautaires<sup>959</sup>. Les partis politiques agissent en tant qu'organisations communautaires fondées sur des réseaux clientélistes dans des limites géographiques ou sectaires<sup>960</sup>. Selon le rapport 2018 de BTI sur le pays, «[l]a confiance des citoyens envers autrui, pour autant qu'elle existe, reste dans les limites de leur communauté religieuse ou ethnique. [...] La conquête de l'EI et l'échec parallèle de l'armée iraquienne ont encore miné davantage la confiance en l'État et ont poussé les familles et les clans à s'aider eux-mêmes à la place»<sup>961</sup>. De plus, cette source soulignait que, «si l'aide sociale publique est souvent apportée de manière irrégulière et non structurée, les liens familiaux et tribaux ont gagné en importance en tant que solution de substitution privée»<sup>962</sup>.

Géraldine Chatelard a expliqué, de même, que le favoritisme ou clientélisme est une force structurante dans la société iraquienne, et que le recours à des réseaux de soutien non étatiques représente le mécanisme d'adaptation le plus fréquent adopté par toutes les catégories de la population pour accéder à la protection sociale et aux ressources économiques. En l'absence d'état de droit et de système équitable d'allocation des ressources publiques (y compris de protection individuelle), pour accéder à ces ressources, il faut passer par des hommes forts de la politique, des personnalités religieuses et d'autres personnes influentes qui représentent les circonscriptions contre allégeance. «Les liens familiaux (dont les tribus sont des extensions), les liens avec la communauté religieuse, les partis politiques, les groupes armés ou les milices, ainsi que toutes les autres formes de relations que les personnes peuvent exploiter avec un certain degré de confiance (comme les voisins, les collègues de travail, les anciens copains de classe ou les membres de la communauté ethnoreligieuse) peuvent être mobilisés pour trouver du travail, faciliter des procédures administratives, accélérer une demande d'aide sociale, avoir accès à de meilleurs soins de santé, emprunter de l'argent, etc.»<sup>963</sup>.

Les réseaux de soutien sont aussi liés à des relations politiques principalement sectaires, «les partis politiques étant les principaux vecteurs par lesquels accéder aux ressources fournies par l'État, en particulier les emplois dans le secteur public, divers régimes d'aide sociale et tous les services administratifs». Les personnes qui n'entretiennent pas de relation avec le parti politique connexe ou qui sont affiliées au mauvais parti dans un endroit donné sont «particulièrement désavantagées». C'est le cas au niveau local lorsque certains partis dominent certaines circonscriptions – par exemple, le PDK à Erbil et l'UPK à Souleimaniye. Une situation similaire existe dans le Sud chiite et dans les régions sunnites du centre de l'Iraq<sup>964</sup>. L'appartenance à certains partis politiques conférait des privilèges particuliers, surtout en matière d'éducation et d'emploi<sup>965</sup>. D'après l'International Crisis Group, compte tenu de l'influence croissante des unités de mobilisation populaire en Iraq, celles-ci ont

<sup>959</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 15

<sup>960</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 15

<sup>961</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 17

<sup>962</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#), p. 23

<sup>963</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

<sup>964</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

<sup>965</sup> USDOS, Country report on human rights practices for 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#), p. 34

également de plus en plus joué des rôles économiques et de reconstruction, et avoir un lien avec le Hashd peut faciliter la recherche d'emploi, par exemple<sup>966</sup>.

BTI a affirmé que «la distribution des postes [de travail] dépend également de critères ethno-sectaires, ce qui inhibe l'attribution méritocratique des emplois. En conséquence, les postes sont souvent pourvus par du personnel non qualifié qui utilise ces postes pour maintenir des réseaux néo-patrimoniaux»<sup>967</sup>. Les réseaux tribaux et les clans familiaux sont les plus influents chez les sunnites et dans le sud de l'Iraq. Les réseaux tribaux d'une personne peuvent l'aider à trouver du travail, à «obtenir des services du gouvernement et à protéger les membres de menaces extérieures»<sup>968</sup>.

## 10.2 Wasta

*Wasta* est un terme arabe employé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pour désigner le fait d'entretenir des liens personnels avec des personnes haut placées par l'intermédiaire de la famille ou d'amis<sup>969</sup>. C'est une forme de capital social en Iraq et au Kurdistan, qui consiste à donner la préférence aux réseaux personnels ou aux «personnes que l'on connaît, et non à ce que l'on sait»<sup>970</sup>. Selon un rapport publié par la plateforme War on the Rocks en janvier 2018:

«[e]nviron 75 % de la population iraquienne appartient ou est étroitement associée à l'une des quelque 150 tribus du pays. Les tribus, qui comprennent de nombreux clans basés sur la famille, exercent une influence considérable depuis la création de l'Iraq moderne en 1921. Dans l'Iraq contemporain, les tribus et le tribalisme sont les plus importants dans les régions sunnites — Anbar, Salahadin, Kirkouk et Ninive — et dans le Sud, surtout dans la province chiite de Bassora. Les chefs tribaux, appelés cheikhs, règlent les disputes au sein de leurs tribus, dont certaines transcendent les clivages ethniques et sectaires. Les réseaux tribaux peuvent aider leurs membres à trouver du travail, à obtenir des services du gouvernement et à protéger les membres de menaces extérieures»<sup>971</sup>.

Cette même source mentionne que, bien que le tribalisme soit présent dans tout l'Iraq, il est particulièrement important dans la communauté sunnite<sup>972</sup>. Géraldine Chatelard a aussi expliqué que les tribus ont un statut social profondément ancré, surtout parmi les Arabes, relevant que l'effondrement de l'État et de l'économie a ravivé les tribus et les réseaux de favoritisme ont remplacé un État défaillant. Les Kurdes et les Arabes tant sunnites que chiites peuvent généralement se réclamer d'une tribu; toutes les tribus ont des sous-sections. Elle a relevé que «les Arabes sunnites ayant été marginalisés dans le système politique post-2003, ils ont plus tendance que les Kurdes ou les Arabes chiites à se rabattre sur la solidarité tribale». Cependant, dans les régions du Sud comme Bassora, négligées par les partis politiques chiites dominants, le favoritisme fondé sur les tribus joue également un rôle important<sup>973</sup>.

<sup>966</sup> International Crisis Group, Iraq's Paramilitary Groups: The Challenge of Rebuilding a Functional State, 30 July 2018, [url](#)

<sup>967</sup> BTI, Iraq Country Report, 2018, [url](#) p. 14

<sup>968</sup> Gharizi, O., Al-Ibrahimi H., Baghdad Must Seize the Chance to Work With Iraq's Tribes, 17 January 2018, [url](#)

<sup>969</sup> World Bank, Wasta Once Again Hampering Arab Youth Chances for a Dignified Life, 13 March 2014, [url](#),

<sup>970</sup> Van den Toorn, C., The solution to Iraq's political problems? Better education, 5 June 2014, [url](#)

<sup>971</sup> Gharizi, O., Al-Ibrahimi H., Baghdad Must Seize the Chance to Work With Iraq's Tribes, 17 January 2018, [url](#)

<sup>972</sup> Gharizi, O., Al-Ibrahimi H., Baghdad Must Seize the Chance to Work With Iraq's Tribes, 17 January 2018, [url](#)

<sup>973</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

En Iraq, pour décrocher un emploi, le *wasta* est souvent plus important que l'éducation ou les qualifications<sup>974</sup>. Selon un sondage Gallup de 2013 réalisé dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au sujet des «contraintes pour trouver un emploi», l'Iraq était le deuxième pays de la région dans lequel les jeunes ont le plus fait état de perceptions selon lesquelles les emplois sont seulement confiés à des «personnes liées» (environ 33 %), tandis que moins de 10 % affirmaient que s'ils ne trouvaient pas du travail, c'était en raison d'un manque de formation adéquate et près de 20 % pensaient que c'était dû au manque d'emplois de qualité<sup>975</sup>. Soixante pour cent ont estimé que connaître des personnes haut placées (*wasta*) était essentiel pour décrocher un emploi<sup>976</sup>.

Dans la RKI, le fait de se fonder sur les réseaux locaux pour embaucher de la main-d'œuvre et de leur réserver un traitement préférentiel constitue un obstacle culturel rencontré par les PDI en ce qui concerne tant l'entrepreneuriat que leur emploi en général<sup>977</sup>. Les PDI au sein et autour de Mossoul ont indiqué expressément que l'embauche dépend des relations. La réserve de candidats admissibles se limite souvent à ceux faisant partie d'un réseau social déterminé<sup>978</sup>.

### 10.3 Réseaux de soutien familiaux et communautaires

D'après le HCR, pour les PDI, les mineurs non accompagnés et les enfants séparés de leurs familles pendant leur déplacement sont «essentiellement pris en charge par leurs communautés» et c'est la famille élargie qui s'en occupe. Cependant, ils sont confrontés à une série de risques découlant du «bagage culturel et coutumier» de leur famille et dus aux contraintes financières pour la famille<sup>979</sup>. L'OIM a affirmé au sujet de la RKI que le soutien de la communauté est essentiel à trois niveaux. Premièrement, sans famille, louer un logement pourrait coûter cher ou se révéler difficile pour d'autres raisons. Deuxièmement, la capacité d'absorption de la communauté joue un rôle. Le réseau est essentiel pour la réintégration et l'accès à un travail. Troisièmement, les infrastructures sont un facteur important; dans les zones rurales, les possibilités sont souvent rares et les transports publics sont presque inexistant<sup>980</sup>.

Selon l'OIM, «il est difficile pour les hommes célibataires de louer une maison seuls»<sup>981</sup>. Elle a précisé qu'il est difficile pour une personne seule de louer un logement en Iraq «parce que la société iraquienne n'accepte pas les personnes célibataires vivant seules ou avec des familles qui ne sont pas les leur», surtout les femmes. De plus, les logements conçus pour une seule personne sont rares en Iraq, la plupart des logements étant conçus pour héberger des familles comptant au moins deux membres<sup>982</sup>. Géraldine Chatelard a également expliqué que les personnes célibataires (hommes ou femmes) éprouveraient des difficultés à se réinstaller sans réseau de soutien<sup>983</sup>.

Dans son rapport sur le retour depuis l'étranger, daté du 30 juin 2017, REACH affirmait: «Toutes les femmes interrogées en Iraq ont indiqué avoir reçu un soutien de leur famille après leur retour. Dès lors, elles ont précisé qu'elles n'avaient pas été confrontées à des difficultés particulières à leur retour,

<sup>974</sup> Rudaw, Youth unemployment a major challenge for Iraq's next government, 16 May 2018 [url](#); World Bank, Wasta Once Again Hampering Arab Youth Chances for a Dignified Life, 13 March 2014, [url](#)

<sup>975</sup> World Bank, Wasta Once Again Hampering Arab Youth Chances for a Dignified Life, 13 March 2014, [url](#)

<sup>976</sup> World Bank, Wasta Once Again Hampering Arab Youth Chances for a Dignified Life, 13 March 2014, [url](#)

<sup>977</sup> Tearfund, Assessment of Livelihood Opportunities in the Kurdistan Region of Iraq, 31 December 2015, [url](#), pp. 20, 24

<sup>978</sup> IRC, East Mosul, Iraq Labor Market Assessment, September 2017, September 2017, [url](#), p. 7

<sup>979</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 4

<sup>980</sup> IOM, 24 April 2018 and 4 May 2018 (presentation), cited in: Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Northern Iraq, November 2018, p. 88, [url](#)

<sup>981</sup> IOM, Iraq - Country Fact Sheet 2017, August 2017, [url](#), p. 3

<sup>982</sup> IOM, Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, [url](#), p. 7

<sup>983</sup> Chatelard, G., échange de courriers électroniques avec l'EASO, 20 novembre 2018.



souvent parce qu'elles bénéficiaient du soutien de leur famille et elles étaient contentes d'être de retour en Iraq»<sup>984</sup>. De plus, la majorité des personnes rapatriées ont déclaré qu'elles pouvaient seulement compter sur leur famille pour avoir un soutien, et non sur leur communauté locale ou sur des organisations<sup>985</sup>. L'étude menée par l'OIM auprès des PDI dans les gouvernorats de Bagdad, de Bassora, de Kirkouk et de Souleimaniye, publiée en avril 2017, a également révélé que, dans tous ces gouvernorats, 95,8 % des PDI qui empruntaient de l'argent préféraient le faire de manière informelle et auprès de membres de la famille proche ou élargie<sup>986</sup>.

L'OIM explique que l'endroit vers lequel les PDI se déplaçaient après 2014 dépendait de l'identité ethno-religieuse, de la richesse et du capital social, surtout si elles devaient passer de territoires contrôlés par les Iraquiens à des territoires contrôlés par les Kurdes (ou inversement) ou traverser les zones faisant l'objet de conflits<sup>987</sup>. Géraldine Chatelard a expliqué le rôle des réseaux dans la réintégration et la réinstallation d'une personne, précisant que, pour ce qui est du retour ou de la réinstallation en Iraq,

«les facteurs qui ont une incidence sur la capacité d'une personne de se réinstaller où que ce soit en Iraq sont son affiliation ethnique et religieuse ainsi que la disponibilité du réseau familial. Les Arabes sunnites, hommes comme femmes, originaires de régions qui étaient contrôlées par l'EILL, sont soupçonnés dans toutes les autres régions du pays et éprouvent des difficultés à se réinstaller à Bagdad, à Bassora ou dans la RKI. Cependant, dans l'ensemble, les sunnites, même s'ils sont originaires de Bagdad ou de toute autre région qui n'était pas sous le contrôle de l'EILL, ne sont pas facilement acceptés dans les régions à majorité chiite. Une femme sunnite ayant épousé un homme sunnite serait mieux acceptée qu'une femme sunnite seule. Les Kurdes éprouvent des difficultés à se réintégrer partout, sauf dans la RKI et à Mossoul et Kirkouk, s'ils en sont originaires ou y ont encore des réseaux familiaux. La situation est difficile partout pour les membres de groupes minoritaires s'ils n'ont pas de réseaux de membres de leur confession pour les aider à s'intégrer localement et à se protéger contre les abus de groupes armés, y compris de gangs. L'endroit le plus sûr est la RKI, quelle que soit la confession minoritaire. Par ailleurs, toute personne qui ne dispose pas de réseaux de soutien familiaux dans la région où elle se réinstalle, quelle qu'elle soit, est confrontée à plus de difficultés pour trouver un logement, accéder au marché du travail, se payer des soins de santé, mener à bien des procédures administratives telles que l'enregistrement auprès des mukhtars/conseils locaux ou encore accéder à l'assistance sociale, etc., tâches qui nécessitent toutes d'activer des réseaux de favoritisme avant tout par l'intermédiaire de liens familiaux<sup>988</sup>.

Géraldine Chatelard a expliqué que «l'importance des liens familiaux et communautaires dans les déplacements et la migration internationale est particulièrement frappante dans le cas de minorités – chrétiens, sabéens-mandéens, yézidis, etc. – qui ont vécu une migration en chaîne sur la base de liens familiaux enchâssés dans des liens religieux. À mesure que des personnes et familles quittent l'Iraq, d'autres personnes issues de la même communauté sont incitées à partir parce que leur système communautaire de protection et de soutien en Iraq est affaibli». Elle a ajouté que l'Iraq n'est pas une société dans laquelle les personnes sont détachées de leurs groupes sociaux, en

<sup>984</sup> REACH, Iraqi migration to Europe in 2016: Profiles, Drivers and Return, 30 June 2017, [url](#), p. 26

<sup>985</sup> REACH, Iraqi migration to Europe in 2016: Profiles, Drivers and Return, 30 June 2017, [url](#), p. 31

<sup>986</sup> IOM, SFS Institute for the Study of International Migration, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 27

<sup>987</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#) p. 3

<sup>988</sup> Chatelard, G., échange de courriers électroniques avec l'EASO, 20 novembre 2018.

particulier de la famille élargie. Cette dernière est l'unité sociale au sein de laquelle les personnes espèrent trouver ressources et protection. Indépendamment des affiliations ethniques ou religieuses, les familles sont des unités très soudées renforcées par la prévalence de mariages avec les cousins germains ou issus de germains. Plusieurs générations vivent souvent sous le même toit, ou du moins dans le même bâtiment, et les membres de la famille ont le sentiment d'avoir des obligations les uns envers les autres et mettent en commun les ressources, y compris les réseaux de favoritisme, auxquels les différents membres peuvent accéder pour se soutenir mutuellement<sup>989</sup>.

Selon le DFAT, «revenir en Iraq peut être difficile, surtout si la personne ne retourne pas dans sa communauté d'origine. L'intégration dans de nouvelles communautés est difficile et compliquée par l'influence considérable du favoritisme et du népotisme, qui touchent de nombreux aspects de la vie quotidienne en Iraq»<sup>990</sup>. Les liens familiaux jouent un rôle prépondérant dans la société iraquienne: ils sont non seulement importants pour accéder à l'emploi<sup>991</sup>, mais aussi déterminants pour les intentions de déplacement des personnes<sup>992</sup>. D'après le rapport ILS II de l'OIM, «près de 30 % des familles choisissent leur destination en fonction de la présence ou non sur place de membres de la famille proche ou élargie, d'amis ou d'une communauté aux origines ethnique, religieuse et linguistique similaires»<sup>993</sup>. Géraldine Chatelard a également précisé que les PDI et les personnes rapatriées dont l'ethnicité et la religion ne correspondent pas à celles de la majorité des personnes vivant là où elles se réinstallent «courent de grands risques d'éprouver plus de difficultés que les autres»<sup>994</sup>. Au sujet de la situation des minorités et de l'accès de celles-ci à des réseaux, Géraldine Chatelard a indiqué qu'à l'instar de tout autre groupe social iraquien, les minorités ethno-religieuses comptent avant tout sur la solidarité intrafamiliale. Elle a ajouté que, «pour tous les autres motifs, elles sont désavantagées pour mobiliser des réseaux de favoritisme. Même si certains petits groupes ethniques ou religieux ont créé des partis politiques et ont des représentants au gouvernement, ceux-ci ne se sont pas vu confier beaucoup de pouvoirs et ne peuvent donc que mobiliser des ressources limitées pour leur communauté respective. Par ailleurs, les membres des minorités n'ont pas accès aux grands réseaux tribaux, ni à la protection ou aux avantages socio-économiques procurés par les milices Hashd les plus puissantes»<sup>995</sup>.

En ce qui concerne les régions du sud de l'Iraq, deux récentes études de l'OIM ont révélé que les PDI attirés par Bassora y auraient été attirés en raison de la disponibilité de membres de la famille/d'amis ou de proches dans la région: c'était le cas de respectivement 40 %<sup>996</sup> et 57 % des personnes interrogées<sup>997</sup>. Le DFAT a affirmé en 2017, sans entrer dans les détails, que «les Iraquiens qui ont cherché l'asile à l'étranger sont revenus dans le sud de l'Iraq sans grande difficulté»<sup>998</sup>. D'après ce que le DFAT a écrit en 2018, la réinstallation dans le sud de l'Iraq est «possible pour toute personne» possédant des réseaux familiaux, tribaux ou politiques locaux, mais serait difficile pour toute personne n'ayant pas de tels liens»<sup>999</sup>. En 2017, le DFAT a écrit que la réinstallation dans le Sud serait difficile «pour tout groupe minoritaire», y compris les chiïtes, ne disposant pas de tels réseaux. Ils

<sup>989</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

<sup>990</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 30

<sup>991</sup> World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017, [url](#), p. 65

<sup>992</sup> IOM, Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, [url](#), p. 3

<sup>993</sup> IOM, IOM-Iraq Mission, Displacement Tracking Matrix (DTM), Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 34

<sup>994</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

<sup>995</sup> Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

<sup>996</sup> IOM, IOM-Iraq, Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017, [url](#), pp. 34-35

<sup>997</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), p. 14

<sup>998</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 26 June 2017, [url](#)

<sup>999</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 30

rencontreraient des difficultés à s'intégrer<sup>1000</sup>. Le DFAT a relevé que la volonté de l'État de protéger les minorités présentes dans le sud de l'Iraq est «limitée»<sup>1001</sup>.

En ce qui concerne Bagdad, d'après la matrice de suivi des PDI de l'OIM de 2017, pour 55 % des familles déplacées à l'intérieur de leur propre pays à Bagdad, la présence de membres de la famille élargie expliquait leur réinstallation à Bagdad<sup>1002</sup>. Une étude de 2017 sur les PDI de Bagdad menée conjointement par l'OIM et l'université Georgetown a aussi conclu que, pour un grand nombre de PDI présentes dans le gouvernorat (44 %), la présence de membres de la famille et de proches était la principale raison d'aller à Bagdad pendant le déplacement, tandis que 4 % affirmaient n'avoir pas eu d'autre choix et 38 % sont venues en raison de la meilleure sécurité<sup>1003</sup>.

Pour ce qui est de la RKI, selon ce que le DFAT a écrit en 2017, «un grand nombre de Kurdes retournent volontairement dans la région kurde, surtout depuis le Royaume-Uni et les pays de l'Union européenne (essentiellement des hommes seuls). La sécurité relative dans la région kurde par rapport aux autres régions d'Iraq a encouragé les retours»<sup>1004</sup>. Le DFAT a estimé en 2018 que «la réinstallation interne dans la région du Kurdistan est difficile pour quiconque ne pouvant compter sur un garant ou des réseaux existants dans la région. Le DFAT estime que certaines personnes, comme les femmes célibataires avec enfants et les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI), seraient confrontées dans la région du Kurdistan à des risques de discrimination officielle et sociétale similaires à ceux auxquels elles sont confrontées dans d'autres régions d'Iraq»<sup>1005</sup>. D'autres sources ont aussi relevé que les réseaux sociaux tels que les liens familiaux sont importants pour l'intégration des personnes rapatriées, surtout des femmes célibataires, et en particulier pour trouver un emploi et un logement abordable<sup>1006</sup>. Le DFAT a expliqué que «le favoritisme et le népotisme influencent fortement les possibilités d'emploi, ce qui rend difficile la réinstallation interne dans la région kurde sans l'aide des réseaux existants»<sup>1007</sup>. Il a ajouté que «la réinstallation interne dans la région kurde est difficile pour la plupart des groupes minoritaires, et surtout pour les Iraquiens arabes, en raison d'une discrimination officielle et sociétale»<sup>1008</sup>.

## 10.4 Sécurité

En Iraq, dans les quatre gouvernorats faisant l'objet de l'enquête de l'OIM et de l'université de Georgetown (Bagdad, Bassora, Souleimaniye et Kirkouk), les antécédents et les liens personnels sont directement liés à la sécurité personnelle<sup>1009</sup>. Il a été constaté que la perception de la sécurité par les PDI était étroitement liée à une série de facteurs, tels que l'autorité gouvernementale sous laquelle elles vivent, la région dans laquelle elles vivent, leur secte, leur propre statut individuel et leurs liens antérieurs avec la région dans laquelle elles sont déplacées<sup>1010</sup>.

<sup>1000</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 26 June 2017, [url](#), p. 29

<sup>1001</sup> Australia, DFAT, DFAT, Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 30

<sup>1002</sup> IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, Integrated Location Assessment II, Governorate Profiles, October 2017, [url](#), p. 7

<sup>1003</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#), pp. 12-13

<sup>1004</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 26 June 2017, [url](#), p. 30

<sup>1005</sup> Australia, DFAT, DFAT, Country Information Report – Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 29

<sup>1006</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 21

<sup>1007</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 26 June 2017, [url](#), p. 28

<sup>1008</sup> Australia, DFAT, DFAT Country Information Report Iraq, 26 June 2017, [url](#), p. 28

<sup>1009</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#)

<sup>1010</sup> IOM, SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017, [url](#)

## 10.5 Femmes

Selon Minority Rights Group International, dans la société iraquienne, les femmes sont censées être sous la protection déférente des hommes. Celles qui ne sont pas sous la protection de leur famille se trouvent dans une situation d'«extrême vulnérabilité» et de danger potentiel. Il n'y a pas de centres d'accueil effectifs pour les femmes en Iraq, et les femmes qui quittent leur foyer parce qu'elles sont victimes d'abus sont vulnérables et peuvent finir en prison ou tomber dans la prostitution<sup>1011</sup>. Géraldine Chatelard a aussi estimé que «les femmes et les mineurs non accompagnés ne disposant pas de réseaux de soutien familiaux sont confrontés à des difficultés supplémentaires partout, surtout les femmes célibataires, qui sont méprisées parce qu'elles n'ont pas d'homme pour les protéger et risquent d'être victimes d'abus physiques. Si elles ont des enfants à charge, ceux-ci risquent également d'être victimes d'abus». Cela vaut aussi pour les mineurs non accompagnés<sup>1012</sup>. D'après trois sources interrogées par le service de l'immigration du Danemark, «il y a toujours une sorte de famille élargie qui peut s'occuper d'une fille ou d'une femme jusqu'à ce qu'elle se marie» en ce qui concerne la situation d'une femme non mariée vivant seule dans la RKI, qui a été qualifiée d'«hypothétique» par ce service<sup>1013</sup>. Cette même source a écrit que «les femmes célibataires sont rarement capables de vivre seules; elles pourront, dans certains cas, travailler en dehors de chez elles»<sup>1014</sup>. En 2018, le service des migrations finlandais a collecté des informations sur la situation des femmes vivant en Iraq sans filet de sécurité et a écrit que, d'après sa lecture des sources, «les principaux obstacles à la location d'un logement semblent être les difficultés financières, le manque de documents nécessaires pour confirmer le lieu de résidence, la discrimination (à savoir, les attitudes négatives de certains partis à l'égard des femmes indépendantes) et les risques en matière de sécurité»<sup>1015</sup>.

### 10.5.1 Femmes victimes de violences et centres d'accueil

En mars 2018, le FNUAP a ouvert le premier centre d'accueil apportant un soutien aux femmes victimes de violence sexiste<sup>1016</sup>. Les services publics offrant une aide aux femmes victimes de violences sont sous-utilisés en Iraq, principalement en raison d'obstacles culturels ou de restrictions de la circulation. En 2017, le centre d'accueil de Bagdad géré par le gouvernement et fournissant un soutien aux femmes et enfants victimes de traite des êtres humains est resté vide toute l'année<sup>1017</sup>. En particulier à Bagdad, Kirkouk et Dohuk, les femmes sont réticentes à demander de l'aide à un conseiller appartenant à un autre groupe ethnique ou religieux<sup>1018</sup>. Le premier centre iraquien de réadaptation pour les femmes a été ouvert en mars 2013, à Bagdad<sup>1019</sup>.

Dans tout l'Iraq, les centres d'accueil temporaire pour les femmes peinent à obtenir un soutien financier suffisant, de sorte que les femmes qui fuient la violence domestique n'ont aucun endroit sûr où aller. À Bagdad, certains centres d'accueil pour femmes ont été attaqués. Afin d'assurer leur protection, à Bagdad et Kirkouk, les autorités ont placé des femmes en prison aux côtés de criminels

<sup>1011</sup> EASO, EASO COI Meeting Report – Iraq: Practical Cooperation Meeting 25-26 April 2017, [source: Mark Lattimer, MRG], July 2017, [url](#), pp. 21-22

<sup>1012</sup> Chatelard, G., échange de courriers électroniques avec l'EASO, 20 novembre 2018.

<sup>1013</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI), Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 61

<sup>1014</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI), Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 61

<sup>1015</sup> Finnish Immigration Service, Overview of the status of women living without a safety net in Iraq, 22 May 2018, [url](#), p. 45

<sup>1016</sup> UNFPA, Giving women a second chance; inauguration of the first shelter for GBV survivors in Baghdad, 9 March 2018, [url](#)

<sup>1017</sup> USDOS, url Tier 2 Watch List – Iraq, [url](#)

<sup>1018</sup> Finnish Immigration Service, Overview of the status of women living without a safety net in Iraq, 22 May 2018, [url](#), p. 22

<sup>1019</sup> UN CERD, Combined twenty-second to twenty-fifth periodic reports submitted by Iraq under article 9 of the Convention, due in 2017, 23 August 2017, [url](#), p. 23

condamnés, car c'était le seul endroit sûr qu'elles pouvaient mettre à leur disposition<sup>1020</sup>. Seul un petit nombre de centres d'accueil pour victimes de la violence sexiste était disponible. En l'absence de centres d'accueil, les autorités emprisonnaient souvent les victimes pour leur propre protection. Les communautés considéraient souvent les centres d'accueil pour victimes de crimes sexistes comme des maisons closes et exigeaient leur fermeture. Pour apaiser ces inquiétudes, le gouvernement fermait régulièrement ces centres d'accueil, tout en les autorisant à rouvrir plus tard à un autre endroit. Des centres d'accueil ont également été attaqués<sup>1021</sup>.

### 10.5.2 Bassora

Selon un rapport du HCR de 2016, les principaux types de violence sexiste parmi les PDI à Bassora et dans le Sud étaient la violence émotionnelle/psychosociale, les mariages d'enfants/forcés (qui, selon une croyance courante, constituaient une forme de protection), la violence domestique et le « déni de droits et de possibilités » aux filles et aux femmes s'agissant de répondre à leurs besoins fondamentaux<sup>1022</sup>. Bassora est décrite comme étant une ville conservatrice sur le plan social<sup>1023</sup>. Selon certaines sources, à Bassora, on a relevé des cas de femmes ciblées par des milices parce qu'elles portaient des vêtements socialement inacceptables<sup>1024</sup> et des femmes s'habillaient de manière conservatrice par peur de provoquer l'une des milices patrouillant dans la ville<sup>1025</sup>. Un article de juin 2018 publié par Niqash indiquait que l'afflux d'investisseurs, l'immigration et l'amélioration de la sécurité ont réduit les attitudes conservatrices à l'égard des femmes dans la ville et que certaines femmes lancent des entreprises et conduisent plus souvent une voiture<sup>1026</sup>.

Les unités de protection de la famille au sein du ministère de l'intérieur et de la police ont une efficacité limitée; à Bassora, elles ont été décrites comme étant dotées d'un personnel qualifié en nombre limité et se trouvaient dans des locaux surpeuplés à l'intérieur des postes de police<sup>1027</sup>. En 2017, les victimes de violence domestique ont dit à la MANUI qu'elles craignaient que les unités de protection de la famille au sein de la police les renvoient immédiatement à leur famille si elles leur demandaient de l'aide<sup>1028</sup>. Plusieurs femmes emprisonnées à Bassora ont refusé de retourner chez elles après avoir purgé leur peine, par crainte que leur famille leur fasse du mal pour cause de « déshonneur ».<sup>1029</sup>

### 10.5.3 Erbil

Les femmes célibataires et les filles vivant dans les camps de PDI dans le gouvernorat d'Erbil étaient vulnérables au harcèlement sexuel et au vol<sup>1030</sup>. Des sources interrogées par le service de l'immigration du Danemark en 2016 indiquaient la disponibilité de quelques centres d'accueil pour les femmes célibataires à Erbil, ainsi que d'un soutien psychosocial et d'une formation dispensés par des ONG<sup>1031</sup>.

<sup>1020</sup> Finnish Immigration Service, Overview of the status of women living without a safety net in Iraq, 22 May 2018, [url](#), p. 48

<sup>1021</sup> USDOS, Country report on human rights practises; Iraq, 20 April 2018, [url](#), pp. 40, 42; EASO, EASO COI Meeting Report Iraq, July 2017, [url](#), p. 21

<sup>1022</sup> UNHCR, Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq, [url](#), p. 3

<sup>1023</sup> Niqash, Women in Conservative Basra Seek-And Find-More Freedoms, 28 June 2018, [url](#)

<sup>1024</sup> EASO, EASO COI Meeting Report – Iraq: Practical Cooperation Meeting 25-26 April 2017, July 2017, [url](#), pp. 21-22

<sup>1025</sup> Niqash, Women in Conservative Basra Seek-And Find-More Freedoms, 28 June 2018, [url](#)

<sup>1026</sup> Niqash, Women in Conservative Basra Seek-And Find-More Freedoms, 28 June 2018, [url](#)

<sup>1027</sup> MRG, The Lost Women of Iraq, November 2015, p. 15, [url](#), p. 18

<sup>1028</sup> USDOS, 2018 Trafficking in Persons Report – Iraq, June 2018, [url](#), pp. 41-42

<sup>1029</sup> USDOS, 2018 Trafficking in Persons Report – Iraq, June 2018, [url](#), pp. 41-42

<sup>1030</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 143

<sup>1031</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 143, p. 164

Cependant, d'après une évaluation du FNUAP de 2018, en raison des attentes culturelles voulant que les femmes doivent faire passer les besoins de la famille en premier, «les femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays étaient réticentes à demander ou à accepter une aide psychologique si elle n'était pas combinée à d'autres services ou ressources pour les autres membres de la famille»<sup>1032</sup>. Les femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays qui sont menacées par des crimes d'honneur peuvent obtenir une aide par l'intermédiaire de centres pour les femmes gérés par des ONG et de lignes téléphoniques spéciales d'assistance qui ont été mises en place par le GRK<sup>1033</sup>. Sur les 14 meurtres d'honneur signalés en 2017 dans la RKI, trois ont été commis à Erbil<sup>1034</sup>.

Selon la MANUI, en juin 2017, les principaux types de violence sexiste à l'égard des femmes et des filles dans la RKI étaient la violence physique, les meurtres d'«honneur», l'auto-immolation, la violence et le harcèlement sexuels, ainsi que l'inégalité et l'exclusion sociale<sup>1035</sup>. Les conclusions d'une évaluation menée en 2016 par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) dans huit gouvernorats d'Iraq, dont Erbil, ont révélé que «la violence sexiste est omniprésente dans les communautés de PDI et de réfugiés, et ce dans tous les gouvernorats, et elle touche de manière disproportionnée les femmes et les filles. La violence à l'égard des femmes et des filles au sein de la famille est normalisée et légitimée par les survivantes, par les auteurs des violences et par les communautés qui, les unes, les uns et les autres invoquent les normes culturelles et religieuses»<sup>1036</sup>.

Le GRK et des ONG ont mis à disposition des centres d'accueil pour les femmes cherchant à être protégées dans le gouvernorat d'Erbil<sup>1037</sup>. Ce sont au total 662 femmes qui ont été hébergées dans des centres d'accueil pour femmes dans toute la RKI entre janvier et octobre 2017, et 421 d'entre elles avaient quitté le centre au moment de la période de référence, ce qui indique que leurs problèmes de sécurité étaient considérés comme étant résolus<sup>1038</sup>.

Selon certaines sources, il existe à Erbil un centre d'accueil qui peut héberger entre 30 et 35 femmes. Les femmes peuvent y accéder jusqu'à ce que leur affaire soit clôturée, mais seulement après avoir déposé plainte à la police et après décision d'un juge de les envoyer dans ce centre<sup>1039</sup>. En général, les affaires étaient résolues au moyen d'un accord conclu par l'intermédiaire de réseaux tribaux ou de membres de la famille<sup>1040</sup>.

D'autres sources interrogées durant la mission de 2018 de Landinfo et du service de l'immigration du Danemark à Erbil et à Souleimaniye ont relevé que les centres d'accueil peuvent être très peu sûrs, signalant un cas dans lequel, dans l'un des centres d'Erbil, des femmes ont été victimes de traite par l'ONG même qui gérait ce centre<sup>1041</sup>. Selon un rapport de 2018 des ONG Ceasefire Centre for Civilian Rights et Asuda, les femmes seules qui fuient la violence de leur partenaire ou de leur famille

<sup>1032</sup> UNFPA, A report on the GBV assessment in conflict affected governorates in Iraq, November 2016, [url](#), p. 25

<sup>1033</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), pp. 47-48

<sup>1034</sup> Rudaw, KRG: 14 women dead in reported 'honor' killings for 2017, 13 February 2018, [url](#)

<sup>1035</sup> UNAMI, Report on Human Rights in Iraq: January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 14

<sup>1036</sup> UNFPA, A report on the GBV assessment in conflict affected governorates in Iraq, November 2016, [url](#), p. 7

<sup>1037</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 48

<sup>1038</sup> UNAMI, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 14

<sup>1039</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 48, p. 137

<sup>1040</sup> Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, [url](#), p. 137

<sup>1041</sup> Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 48

éprouveraient des difficultés à trouver refuge dans un hôtel, étant donné que «la plupart des hôtels dans la RKI n'autoriseront pas une femme à y descendre seule»<sup>1042</sup>.

## 10.6 Orphelins

Aucune statistique récente sur le nombre d'orphelins en Iraq n'est disponible<sup>1043</sup>. Le *New York Times* a écrit en 2018 que des milliers d'enfants avaient perdu leurs parents dans le conflit avec l'EIIL. Le journal affirme que, selon les estimations, il y avait 13 000 orphelins dans la seule ville de Mossoul après sa libération, bien que les travailleurs sociaux estiment qu'un chiffre de 20 000 pourrait être une «estimation prudente» du nombre total d'enfants ayant perdu un parent ou leurs deux parents. En raison de l'opinion sociétale prévalente, selon laquelle un parent seul ne peut à la fois faire bouillir la marmite et s'occuper des enfants, les enfants qui n'ont perdu qu'un parent sont souvent considérés également comme orphelins et vivent avec la famille élargie<sup>1044</sup>.

L'adoption n'est pas possible en vertu du droit iraquien, lequel permet seulement la «tutelle». Selon la définition donnée par le ministère iraquien du travail et des affaires sociales, la tutelle ne peut être confiée qu'à la famille élargie ou à des amis «capables de subvenir aux besoins de l'enfant»<sup>1045</sup>. Ce sont généralement des membres de la famille élargie qui s'occupent des orphelins en Iraq<sup>1046</sup>. L'adoption et les orphelinats sont considérés comme étant des solutions de «dernier recours»<sup>1047</sup>.

En 2014, il a été indiqué que l'Iraq comptait 23 orphelinats, et que ceux-ci ne s'occupaient pas assez des orphelins et ne leur prodiguaient pas une éducation suffisante<sup>1048</sup>. Selon certaines sources, en septembre 2018, un orphelinat de Mossoul accueillait 33 enfants, y compris des enfants de combattants de l'EIIL qui avaient été tués. Certains de ces enfants étaient rejetés par leur famille en raison de l'affiliation de leur parent<sup>1049</sup>. À Bagdad, un autre orphelinat accueille les «orphelins de l'EIIL»<sup>1050</sup>. Dar al-Zahra est une école de Nadjaf destinée aux orphelins iraqiens et gérée par une ONG islamique. Elle aide 500 orphelins. Les enfants qui fréquentent cette école ne sont pas logés étant donné que c'est généralement la famille qui s'occupe de ces orphelins<sup>1051</sup>.

L'Al-Ayn Social Care Foundation, fondation caritative religieuse islamique, a indiqué que sa filiale de Bassora fournissait une aide financière et en nature à plus de 7 600 orphelins dans Bassora<sup>1052</sup>.

Les médias ont fait état d'un nombre croissant d'enfants de membres de l'EIIL et de djihadistes étrangers qui sont orphelins et abandonnés à Bagdad<sup>1053</sup>. Un certain nombre d'orphelinats à Bagdad<sup>1054</sup> fournissent un refuge et un soutien aux orphelins. Par exemple, l'orphelinat de Salhiya est

<sup>1042</sup> Ceasefire Centre for Civilian Rights and Asuda, Broken Lives: Violence against Syrian refugee women and girls in the Kurdistan Region of Iraq, March 2018, [url](#), pp. 16-17

<sup>1043</sup> New York Times (The), Iraq's Forgotten Casualties: Children Orphaned in Battle With ISIS, 31 August 2018, [url](#)

<sup>1044</sup> New York Times (The), Iraq's Forgotten Casualties: Children Orphaned in Battle With ISIS, 31 August 2018, [url](#)

<sup>1045</sup> US, Embassy in Iraq, Adoption, n.d., [url](#)

<sup>1046</sup> Dar al Zahra Charitable Schools, About us, n.d., [url](#); New York Times (The), Iraq's Forgotten Casualties: Children Orphaned in Battle With ISIS, 31 August 2018, [url](#)

<sup>1047</sup> Alalusi Foundation, n.d., Iraq Orphan Project, [url](#)

<sup>1048</sup> Al Monitor, Number of Iraqi orphans, widows rising with conflict, 17 September 2014, [url](#)

<sup>1049</sup> Independent (The), What becomes of the jihadi orphans?, 25 September 2018, [url](#)

<sup>1050</sup> AP, AP Photos: IS militants' children in Iraq's orphanages; 15 October 2018, [url](#); BBC, The Turkish orphans stranded after IS struggle in Iraq, 5 April 2018, [url](#)

<sup>1051</sup> Dar al Zahra Charitable Schools, About us, n.d., [url](#)

<sup>1052</sup> ASCF, About Us, n.d., [url](#)

<sup>1053</sup> BBC, The Turkish orphans stranded after IS struggle in Iraq, 5 April 2018, [url](#); AP, IS militants' children in Iraq's orphanages, 15 October 2018, [url](#)

<sup>1054</sup> Arab Weekly (The), Iraqi Safe House for Creativity a haven for orphans amid Baghdad violence, 14 August 2016, [url](#);

une structure gérée par l'État à Bagdad, qui accueille des enfants nés de combattants étrangers de l'EIL qui sont morts ou détenus, ainsi que des enfants nés de femmes irakiennes esclaves de l'EIL<sup>1055</sup>.

Il n'existe pas de statistiques précises sur le nombre de bébés abandonnés en Iraq<sup>1056</sup>. Les bébés abandonnés sont perçus comme étant scandaleux ou le fruit de relations sexuelles illicites et sont «rejetés et méprisés» socialement; les mères risquent d'être tuées par des crimes d'honneur commis par leur famille<sup>1057</sup>. Les enfants dont les parents ne sont pas connus ne sont pas facilement acceptés en Iraq<sup>1058</sup>.

---

Husein, H. A., Alwan I.H., et al., Psychological distress among Orphans in orphanage in Baghdad city, January 2015, [url](#)

<sup>1055</sup> AP, IS militants' children in Iraq's orphanages, 15 October 2018, [url](#)

<sup>1056</sup> Al Monitor, Iraq tried to help shake stigma of orphans, 21 September 2015, [url](#)

<sup>1057</sup> Al Monitor, Iraq tried to help shake stigma of orphans, 21 September 2015, [url](#)

<sup>1058</sup> A Monitor, Iraq struggles to provide war orphans with identities, 17 July 2018, [url](#)



# Bibliographie

## Sources orales:

Chatelard, G., commentaire formulé au cours de la relecture du présent rapport, 19 octobre 2018.

Chatelard, G., échange de courriers électroniques avec l'EASO, 20 novembre 2018.

Chatelard, G., échange de courriers électroniques avec l'EASO, 20 décembre 2018.

## Sources publiques:

1001Iraqithoughts, Iraq's Ailing Healthcare, 17 May 2017, <http://1001iraqithoughts.com/2017/05/11/iraqs-ailing-health-care/>, accessed 22 November 2018

AI (Amnesty International), The Condemned - Women and Children Isolated, Trapped and Exploited in Iraq, April 2018, <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1481962018ENGLISH.PDF>, accessed 6 December 2018

Al Arabiya, Iraq's health minister resigns after hospital blaze, 10 August 2016, <http://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2016/08/10/At-least-11-children-die-in-fire-at-maternity-hospital-in-Baghdad.html>, accessed 6 December 2018

Al Hilfi, Thamer Kadum, Riyadh Lafta et al., Health Services in Iraq, Lancet 2013; 381, 2013, <https://www.ed.ac.uk/files/imports/fileManager/Lancet%20paper%20Thamer.pdf>, accessed 6 December 2018

Al Jazeera, Iraq: Basra water pollution risks triggering disease outbreaks, 25 October 2018, <https://www.aljazeera.com/news/2018/10/iraq-basra-water-pollution-risks-triggering-disease-outbreaks-181024191107041.html>, accessed 6 December 2018

Al Jazeera, Iraq: Protests rage over poor public services and unemployment, 14 July 2018 <https://www.aljazeera.com/news/2018/07/iraq-protests-rage-poor-public-services-unemployment-180714065815048.html>, accessed 6 December 2018

Al Jazeera, Iraqi farmers, including in the areas near Baghdad Iraq's farmers hit hard by water shortages, 3 August 2018, <https://www.aljazeera.com/news/middleeast/2018/08/iraq-farmers-hit-hard-water-shortages-180802193258236.html>, accessed 6 December 2018

Al Jazeera, Iraqi women: 'Things were so much better before', 8 March 2015, <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2015/03/iraqi-women-150308055143624.html>, accessed 30 November 2018

Al Monitor, Amid war on IS, Iraq's widows and orphans face neglect, 14 August 2016, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/08/widows-orphans-iraq-economy.html>, accessed 22 November 2018

Al Monitor, Basra protests spark government scramble to create jobs, 22 August 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/08/iraq-oil-companies-jobs-protests.html>, accessed 30 November 2018

Al Monitor, Christian school in Basra welcomes Muslim students, 30 November 2017, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/11/christian-school-basra-iraq-assyrian.html>, accessed 6 December 2018

- Al Monitor, Iraq struggles to provide war orphans with identities, 17 July 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/07/isis-iraq-children.html>, accessed 6 December 2018
- Al Monitor, Iraq tried to help shake stigma of orphans, 21 September 2015, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/09/iraq-foundlings-infants-society-discriminate-law-article409.html>, accessed 5 December 2018
- Al Monitor, Number of Iraqi orphans, widows rising with conflict, 17 September 2014, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/09/anbar-bombing-widows-orphans-iraq-security.html>, accessed 6 December 2018
- Al Monitor, Oil installations hit by protests in southern Iraq, 13 July 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/07/iraq-basra-oilfield-protests.html>, accessed 30 November 2018
- Al Monitor, Sexual harassment common even for Iraqi women professionals, 2 February 2017, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/02/iraqi-elite-sexual-harassment.html>, accessed 20 November 2018
- Alalusi Foundation, Iraq Orphan Project, n.d., <http://www.alalusifoundation.org/iraq>, accessed 6 December 2018
- Al-Bayan Centre for Planning and Studies, Restoring the Iraqi Healthcare Sector: The British National Health Service as a Model, 2018, <http://www.bayancenter.org/en/wp-content/uploads/2018/06/786564532.pdf>, accessed 22 November 2018
- Al-Hafith, Omar, B.K. Satish (et al.), A systematic assessment of architectural approaches for solving the housing problem in Iraq, in: *Frontiers of Architectural Research*, July 2018, [https://ac.els-cdn.com/S2095263518300402/1-s2.0-S2095263518300402-main.pdf?\\_tid=6bff9360-9ef3-4cd8-af3c-005a40c614c0&acdnat=1543247853\\_5846b9e9199ff8a39e9b0a5d7da91240](https://ac.els-cdn.com/S2095263518300402/1-s2.0-S2095263518300402-main.pdf?_tid=6bff9360-9ef3-4cd8-af3c-005a40c614c0&acdnat=1543247853_5846b9e9199ff8a39e9b0a5d7da91240), accessed 6 December 2018
- Alzobaidee, Hasan Lafe K., Social Protection and Safety Nets in Iraq, December 2015, <https://www.ids.ac.uk/files/dmfile/SocialprotectionandsafetynetsinIraq.pdf>, accessed 26 November 2018
- ANND (Arab NGO Network for Development), Informal Labour – Iraq, 2016, <http://www.annd.org/cd/arabwatch2016/pdf/english/12.pdf>, accessed 26 November 2018
- AP (Associated Press), AP Photos: IS militants' children in Iraq's orphanages; 15 October 2018, <https://www.apnews.com/f044d80d94044b028a6e1756b20e7218>, accessed 23 November 2018
- Arab News, Oil firms' multi-million-dollar bribery racket bringing death to the streets of Iraq's Basra, 4 April 2018, <http://www.arabnews.com/node/1278621/middle-east>, accessed 30 November 2018
- AP (Associated Press), Carp 'annihilated' as Iraq's water pollution woes worsen, 4 November 2018, <https://www.apnews.com/eceebb1f8c664894a078770262736c98>, accessed 6 December 2018
- Arab Weekly (The), Foreign workers seeking jobs in Iraq despite perils, 18 February 2018, <https://thearabweekly.com/foreign-workers-seeking-jobs-iraq-despite-perils>, accessed 30 November 2018
- Arab Weekly (The), Iraq's widows, abandoned and ignored turn to begging, 15 May 2015, <https://thearabweekly.com/iraqs-widows-abandoned-and-ignored-turn-begging>, accessed 30 November 2018
- Arab Weekly (The), Iraqi Safe House for Creativity a haven for orphans amid Baghdad violence, 14 August 2016, <https://thearabweekly.com/iraqi-safe-house-creativity-haven-orphans-amid-baghdad-violence>, accessed 6 December 2018

Arab Weekly (The), Iraqi women shackled by cultural constraints, 6 November 2016, <https://thearabweekly.com/iraqi-women-shackled-cultural-constraints>, accessed 30 November 2018

Arab Weekly (The), Poverty in Iraq dramatically rises, 4 March 2016, <https://thearabweekly.com/poverty-iraq-dramatically-rises>, accessed 6 December 2018

ASCF (Al-Ayn Social Care Foundation), About Us, n.d. , <http://www.aynyateem.com/en/letter.php?display=2#info>, accessed 6 December 2018

Australia, DFAT (Department of Foreign Affairs and Trade), DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, <http://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/country-information-report-iraq.pdf>, accessed 13 November 2018

Australia, DFAT (Department of Foreign Affairs and Trade), DFAT Country Information Report Iraq, 26 June 2017, available at: [https://www.ecoi.net/en/file/local/1419304/4792\\_1512558545\\_country-information-report-iraq.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1419304/4792_1512558545_country-information-report-iraq.pdf), accessed 13 November 2018

BBC, The Turkish orphans stranded after IS struggle in Iraq, 5 April 2018, <https://www.bbc.com/news/world-europe-43584883>, accessed 23 November 2018

Bloomberg, Basra's Tap Water is Too Salty and Polluted Even for Washing, 2 August 2018, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-08-02/water-crisis-salts-the-earth-in-iraq-s-long-neglected-south>, accessed 6 December 2018

BTI (Bertelsmann Stiftung's Transformation Index), Iraq Country Report, 2018, [http://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI\\_2018\\_Iraq.pdf](http://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Iraq.pdf) , accessed 19 November 2018

CARE, Multi-sector needs assessment, April 2015, Kirkuk city / Iraq, April 2015, <https://www.humanitarianlibrary.org/sites/default/files/2015/08/CARE%2BKirkuk%2BCity%2BMSNA%2B%28wash%2Band%2Bshelter%29%5B1%5D.compressed%20%281%29.pdf>, accessed 26 November 2018

Carfax Projects, Livelihoods Study Iraqi Kurdistan - October 2017, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/needs\\_and\\_market\\_assessment\\_report\\_frc\\_iraq\\_sept\\_2017.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/needs_and_market_assessment_report_frc_iraq_sept_2017.pdf), accessed 6 December 2018

Carnegie Endowment for International Peace, A Struggle to Care for Iraq's Disabled, 20 December 2017, <http://carnegieendowment.org/sada/75078>, accessed 22 November 2018

Ceasefire Centre for Civilian Rights and Asuda, Broken Lives: Violence against Syrian refugee women and girls in the Kurdistan Region of Iraq, March 2018, [https://www.ceasefire.org/wp-content/uploads/2018/05/MRG\\_CFRep\\_EN\\_SyrRef\\_Mar18.pdf](https://www.ceasefire.org/wp-content/uploads/2018/05/MRG_CFRep_EN_SyrRef_Mar18.pdf), accessed 6 December 2018

Cetorelli, V., Burnham G., Shabila N. P., Health needs and care seeking behavior of Yazidis and other minority groups displaced by ISIS into the Kurdistan Region of Iraq, PLOS One, 16 August 2017, <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0181028#pone.0181028.ref015>, accessed 22 November 2018

Cetorelli, V., Shabila N. P., Expansion of health facilities in Iraq a decade after the S-led invasion, 2003-2012, 11 September 2014, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4163049/>, accessed 6 December 2018

CFR (Council on Foreign Relations), The Time of the Kurds, 29 July 2015, [https://www.cfr.org/interactives/time-kurds?cid=otr-marketing-use-Kurds\\_InfoGuide#!/](https://www.cfr.org/interactives/time-kurds?cid=otr-marketing-use-Kurds_InfoGuide#!/), accessed 30 November 2018

CNN, There's more at stake in the Basra protests than dirty water and oil, 7 September 2018, <https://edition.cnn.com/2018/09/07/middleeast/iraq-basra-protests-wedeman-intl/index.html>, accessed 30 November 2018

Dar al Zahra Charitable Schools, About us, n.d., <http://www.dar-al-zahra.org/about>, accessed 6 December 2018

Denmark, DIS (Danish Immigration Service), Norway, Landinfo (Norwegian Country of Origin Information Centre), Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KR-I), 5 November 2018, available at: [https://coi.easo.europa.eu/administration/denmark/PLib/IRAQ\\_Report\\_on\\_security\\_IDPs\\_and\\_access.pdf](https://coi.easo.europa.eu/administration/denmark/PLib/IRAQ_Report_on_security_IDPs_and_access.pdf), accessed 30 November 2018

Denmark, DIS (Danish Immigration Service), Norway, Landinfo (Norwegian Country of Origin Information Centre), Northern Iraq, November 2018, <https://www.refworld.org/country,COI,,,IRQ,5bead8b44,0.html>, accessed 27 November 2018

Denmark, DIS (Danish Immigration Service), The Kurdistan Region of Iraq (KR-I): Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation, 11 April 2016, <https://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/4B4E8C12-84B7-4ACB-8553-5E0218C5689A/0/FactfindingreportKurdistanRegionofIraq11042016.pdf>, accessed 30 November 2018

DeWeaver, Mark A., Making Ends Meet: Economic Reforms in the Kurdistan Region of Iraq, in IRIS Iraq Report, American University of Iraq-Sulaimani, 2017, [http://auis.edu.krd/iris/sites/default/files/IIR\\_Making%20Ends%20Meet\\_DeWeaver\\_2017.pdf](http://auis.edu.krd/iris/sites/default/files/IIR_Making%20Ends%20Meet_DeWeaver_2017.pdf), accessed 30 November 2018

Dietrich, L., Carter S. E., Gender and conflict analysis in ISIS affected communities of Iraq, May 2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rr-gender-conflict-isis-affected-iraq-300517-en.pdf>, accessed 20 November 2018

DW (Deutsche Welle), Child labor in Iraq, 12 June 2017 (video), <https://www.dw.com/en/child-labor-in-iraq/av-39210131>, accessed 20 November 2018

DW (Deutsche Welle), Iraq's protests: What you need to know, 22 July 2018, <https://www.dw.com/en/iraqs-protests-what-you-need-to-know/a-44779555>, accessed 6 December 2018

EASO (European Asylum Support Office), EASO COI Meeting Report – Iraq: Practical Cooperation Meeting 25-26 April 2017, July 2017, <https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/coi-iraq-meeting-report.pdf>, accessed 5 December 2018

Economist (The), Breaking up in Baghdad, 17 September 2016, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2016/09/17/breaking-up-in-baghdad>, accessed 26 November 2018

Encyclopaedia Britannica, Iraq, 25 October 2018, <https://www.britannica.com/place/Iraq>, accessed 23 November 2018

Encyclopaedia Britannica, Kurd, 21 September 2018, <https://www.britannica.com/topic/Kurd>, accessed 23 November 2018

EPIC (Education for Peace in Iraq Center), Drought in the land between two rivers, 18 July 2017, <https://www.epic-usa.org/iraq-water/>, accessed 6 December 2018

EPIC (Education for Peace in Iraq Center), Iraq's Public Healthcare System in Crisis, 7 March 2017 <https://www.epic-usa.org/healthcare-in-crisis/>, accessed 22 November 2018

EPIC (Education for Peace in Iraq Center), Iraq's quiet mental health crisis, 5 May 2017, <https://www.epic-usa.org/iraq-mental-health/>, accessed 6 December 2018

Export.gov (US Department of Commerce's International Trade Administration), Healthcare Resource Guide: Iraq (2018), 18 March 2018, [https://2016.export.gov/industry/health/healthcareresourceguide/eg\\_main\\_116238.asp](https://2016.export.gov/industry/health/healthcareresourceguide/eg_main_116238.asp), accessed 28 November 2018

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), WFP (World Food Programme), Iraq Market Monitor Report, Issue No. 17: December 2017, 25 January 2018, available at: <https://reliefweb.int/report/iraq/iraq-market-monitor-report-issue-no-17-december-2017>, accessed 6 July 2018

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), WFP (World Food Programme), Iraq Market Monitor Report, April 2018, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000071633/download/>, accessed 6 December 2018

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), WFP (World Food Programme), Iraq Market Monitor Report, Issue No. 23, June 2018, [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000073758/download/?\\_ga=2.31990590.1244206228.1540893117-1407701543.1540893117](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000073758/download/?_ga=2.31990590.1244206228.1540893117-1407701543.1540893117), accessed 20 November 2018

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), WFP (World Food Programme), Monitoring food security in countries with conflict situations - A joint FAO/WFP update for the United Nations Security Council, January 2018, January 2018, <http://www.fao.org/3/I8386EN/i8386en.pdf>, accessed 20 November 2018

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), WFP (World Food Programme), Monitoring food security in countries with conflict situations, August 201, <http://www.fao.org/3/CA1315EN/ca1315en.pdf>, accessed 6 December 2018

Finnish Immigration Service, Overview of the status of women living without a safety net in Iraq, 22 May 2018, [https://migri.fi/documents/5202425/5914056/Report\\_Women\\_Iraq\\_Migri\\_CIS.pdf/ab7712ba-bad7-4a1f-8c1f-f3f4013428a7/Report\\_Women\\_Iraq\\_Migri\\_CIS.pdf.pdf](https://migri.fi/documents/5202425/5914056/Report_Women_Iraq_Migri_CIS.pdf/ab7712ba-bad7-4a1f-8c1f-f3f4013428a7/Report_Women_Iraq_Migri_CIS.pdf.pdf), accessed 26 November 2018

Foreign Affairs, Is there hope for reform in post-election Iraq?, 17 October 2018, <https://www.foreignaffairs.com/articles/iraq/2018-10-17/there-hope-reform-post-election-iraq>, accessed 19 November 2018

FP (Foreign Policy), Northern Iraq May Be Free, but the South is Seething, 9 November 2018, <https://foreignpolicy.com/2018/11/09/northern-iraq-may-be-free-but-the-south-is-seething-basra-isis-sistani-pmf-shiites-oil-poverty/>, accessed 30 November 2018

FT (Financial Times), Basra: Hopes of Iraq's oil capital going up in flames, 3 October 2016, <https://www.ft.com/content/b2e05e80-8723-11e6-a75a-0c4dce033ade>, accessed 5 December 2018

FT (Financial Times), Militant threat haunts Iraq's race to revive economy, 27 March 2018, <https://www.ft.com/content/0ef23d96-30ca-11e8-ac48-10c6fdc22f03>, accessed 20 November 2018

Georges, V., Culbertson S., et. al, Initiatives to Improve Quality of Education in the Kurdistan Region — Iraq: Administration, School Monitoring, Private School Policies, and Teacher Training. Kurdistan Regional Government, 2016, available at: [https://www.rand.org/pubs/research\\_reports/RR960.html](https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR960.html), accessed 30 November 2018

Gharizi, O., Al-Ibrahimi H., Baghdad Must Seize the Chance to Work With Iraq's Tribes, 17 January 2018, <https://warontherocks.com/2018/01/baghdad-must-seize-chance-work-iraqs-tribes/>, accessed 7 August 2018

Global Shelter Cluster Iraq, Coordinating Humanitarian Shelter, Highlights, n.d. <https://www.sheltercluster.org/response/iraq#1>, accessed 12 July 2018

Global Shelter Cluster Iraq, Factsheet: Iraq (Jan - Aug 2018), 2018, available at:

[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180831\\_iraq\\_-\\_snfi\\_factsheet\\_final.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180831_iraq_-_snfi_factsheet_final.pdf), accessed 6 December 2018

Global Shelter Cluster Iraq, Shelter Cluster Factsheet: Iraq (Jan. - Dec. 2017), 29 January 2017,

[https://www.sheltercluster.org/sites/default/files/docs/20171231\\_iraq\\_-\\_snfi\\_factsheet.pdf](https://www.sheltercluster.org/sites/default/files/docs/20171231_iraq_-_snfi_factsheet.pdf), accessed 12 July 2018

Godichet, O., et al., Iraqi system of primary health care: a communitarian system of family medicine under a dictatorship framework, in: *Contemporary Nurse* 2004 Jul-Aug;17(1-2), pp. 113-24

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/17929743?report=abstract>, accessed 30 November 2018

Guardian (The), 'Iraq is dying': oil flows freely but corruption fuels growing anger, 27 August 2018,

<https://www.theguardian.com/world/2018/aug/27/iraq-is-dying-oil-corruption-protest-basra>, accessed 30 November 2018

Guardian (The), Basra after the British: division and despair in Iraq's oil boomtown, 4 July 2016,

<https://www.theguardian.com/cities/2016/jul/04/basra-british-iraq-oil-boomtown-legacy-chilcot-saddam>, accessed 30 November 2018

Guardian (The), Crystal meth epidemic forces Basra's police to pick battles with smugglers, 16 August 2016,

<https://www.theguardian.com/world/2016/aug/16/no-one-smuggles-oil-any-more-basra-police-battle-crystal-meth-epidemic>, accessed 6 December 2018

Guardian (The), Deaths of high-profile Iraqi women spark fear of conservative backlash, 2 October 2018,

<https://www.theguardian.com/world/2018/oct/02/death-of-high-profile-iraqi-women-sparks-fear-of-witch-hunt>, accessed 26 November 2018

Guardian (The), Why the war has taken its toll on Iraqi women, 10 December 2012,

<https://www.theguardian.com/lifeandstyle/the-womens-blog-with-jane-martinson/2012/dec/10/war-taken-toll-iraqi-women>, accessed 30 November 2018

Gunter, F. R., *The Political Economy of Iraq*, Cheltenham, Elgar, 2013

Hassig, S., Al Adely L. M., et al., *Cultures of the world – Iraq*, Cavendish Square Publishing, New York, 2015,

[https://books.google.com/books?id=vo5mDwAAQBAJ&printsec=frontcover&source=gbs\\_ge\\_summary\\_r&cad=0#v=onepage&q&f=false](https://books.google.com/books?id=vo5mDwAAQBAJ&printsec=frontcover&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false), accessed 30 November 2018

Hossain, S.M. M., El Nakib S., et al., Maternal and Neonatal Health in Select Districts of Iraq: Findings from a Recent Household Survey, in: *Journal of Pregnancy and Child Health*, Vol.5, 2018,

<https://www.omicsonline.org/open-access/maternal-and-neonatal-health-in-select-districts-of-iraq-findings-from-a-recent-household-survey-2376-127X-1000395-105470.html>, accessed 6 December 2018

HRW (Human Rights Watch), Iraq: Security Forces Fire on Protesters, 24 July 2018,

<https://www.hrw.org/news/2018/07/24/iraq-security-forces-fire-protesters>, accessed 1 August 2018

Husein, H. A., Alwan I.H., et al., Psychological distress among Orphans in orphanage in Baghdad city, January 2015,

[https://www.researchgate.net/publication/293654571\\_Psychological\\_Distress\\_among\\_Orphans\\_in\\_Orphanage\\_in\\_Baghdad\\_city](https://www.researchgate.net/publication/293654571_Psychological_Distress_among_Orphans_in_Orphanage_in_Baghdad_city), accessed 6 December 2018

IASC (Inter-Agency Standing Committee), L3 IASC System-wide response activations and

deactivations. 1 November 2017, <https://interagencystandingcommittee.org/iasc-transformative-agenda/news-public/l3-iasc-system-wide-response-activations-and-deactivations>, accessed 7

December 2018

IASC (Inter-Agency Standing Committee), Support Mission Report and MHPSS Situational Analysis: IDP and Refugee Crisis - Kurdistan, Northern Iraq (KRG) and Mosul-response, Iraq, 5 July 2017, [http://interagencystandingcommittee.org/system/files/rg\\_mhpss\\_iraq\\_support\\_mission\\_report\\_and\\_situational\\_analysis\\_june\\_2017.docx](http://interagencystandingcommittee.org/system/files/rg_mhpss_iraq_support_mission_report_and_situational_analysis_june_2017.docx), accessed 6 December 2018

ICRC (International Committee of the Red Cross), Households headed by women in Iraq: a case for action, August 2011, <https://www.icrc.org/en/doc/assets/files/2011/iraq-women-survey-2011-08-eng.pdf>, accessed 26 November 2018

IDMC (Internal displacement monitoring centre), Iraq, n.d., <http://www.internal-displacement.org/countries/iraq>, accessed 23 November 2018

IMF (International Monetary Fund), Iraq – Selected Issues: IMF Country Report 17/252, August 2017 <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/08/09/Iraq-Selected-Issues-45175>, accessed 21 November 2018

IMF (International Monetary Fund), Middle East and Central Asia Department, Public Wage Bills in the Middle East and Central Asia, 2018, <https://www.imf.org/en/Publications/Departmental-Papers-Policy-Papers/Issues/2018/01/09/Public-Wage-Bills-in-the-Middle-East-and-Central-Asia-45535>, accessed 20 November 2018

IMF (International Monetary Fund), World Economic Outlook Database, 2018, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2018/01/weodata/index.aspx>, accessed 23 November 2018

Independent (The), After Isis is gone, Iraq will continue to be a deeply corrupt country, 6 July 2018, <https://www.independent.co.uk/voices/iraq-isis-corruption-airstrikes-baghdad-patrick-cockburn-a8434371.html>, accessed 19 November 2018

Independent (The), Iraq 10 years on: How Baghdad became a city of corruption, 4 March 2013, <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iraq-10-years-on-how-baghdad-became-a-city-of-corruption-8520038.html>, accessed 21 November 2018

Independent (The), What becomes of the jihadi orphans?, 25 September 2018, [https://www.independent.co.uk/news/long\\_reads/isis-children-orphans-islamic-state-jihadis-mosul-zahour-a8550276.html](https://www.independent.co.uk/news/long_reads/isis-children-orphans-islamic-state-jihadis-mosul-zahour-a8550276.html), accessed 23 November 2018

IPS (Inter Press Service), Homebound: Hardship Awaits Internally Displaced Iraqis, 18 April 2018, [http://www.ipsnews.net/2018/04/homebound-hardship-awaits-internally-displaced-iraqis/?utm\\_source=rss&utm\\_medium=rss&utm\\_campaign=homebound-hardship-awaits-internally-displaced-iraqis](http://www.ipsnews.net/2018/04/homebound-hardship-awaits-internally-displaced-iraqis/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=homebound-hardship-awaits-internally-displaced-iraqis), accessed 30 November 2018

International Crisis Group, Iraq's Paramilitary Groups: The Challenge of Rebuilding a Functional State, 30 July 2018, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/iraq/188-iraqs-paramilitary-groups-challenge-rebuilding-functioning-state>, accessed 5 August 2018

IOM (International Organization for Migration), Basrah governorate profile, June 2015, <http://iomiraq.net/file/1940/download?token=k2DunX-t>, accessed 6 December 2018

IOM (International Organization for Migration), CCCM Cluster, REACH, Assessment of informal IDP sites in Iraq (June 2017), 30 June 2017, available at: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reach\\_irq\\_cccm\\_rasp\\_informal\\_site\\_june\\_2017.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reach_irq_cccm_rasp_informal_site_june_2017.pdf), accessed 6 December 2018

IOM (International Organization for Migration), Community Stabilization Handbook: An overview of community transition and recovery achievements in Iraq 2015-2016, 2016, available at: [https://www.dropbox.com/s/eqweokffcg61ud/IOM\\_Iraq\\_Community\\_Stabilization\\_Handbook\\_%28complete%29.pdf?dl=1](https://www.dropbox.com/s/eqweokffcg61ud/IOM_Iraq_Community_Stabilization_Handbook_%28complete%29.pdf?dl=1), accessed 30 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Demographic Survey Kurdistan Region of Iraq, July 2018, available at: <http://iomiraq.net/file/56475/download?token=G6Ikpmn>, accessed 30 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Displacement Tracking Matrix (DTM), Integrated Location Assessment, Part II, Governorate Profile, March 2017, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DTM%20Integrated%20Location%20Assessment%20Part%20II%20Governorate%20Profiles%20March%202017%200.pdf>, accessed 6 July 2018

IOM (International Organization for Migration), Displacement Tracking Matrix Iraq, Returns Dashboard, June 2018, [http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/Round98\\_Map\\_Returnee%20dashboard\\_2018\\_June\\_30\\_IOM\\_DTM.PDF](http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/Round98_Map_Returnee%20dashboard_2018_June_30_IOM_DTM.PDF), accessed 10 December 2018

IOM (International Organization for Migration), Displacement Tracking Matrix DTM Round 102, August 2018, [http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/Round102\\_Report\\_English\\_2018\\_August\\_IOM\\_DTM.pdf](http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/Round102_Report_English_2018_August_IOM_DTM.pdf), accessed 30 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Displacement Tracking Matrix DTM Round 106, October 2018, <http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/DTM%20106%20Report%20English.pdf>, accessed 30 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Displacement Tracking Matrix DTM Round 106, October 2018, <http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/DTM%20106%20Report%20English.pdf>, accessed 10 December 2018

IOM (International Organization for Migration), Displacement Tracking Matrix Round 100, July 2018, [http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/Round100\\_Report\\_English\\_2018\\_July\\_31\\_IOM\\_DTM.pdf](http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/Round100_Report_English_2018_July_31_IOM_DTM.pdf), accessed 6 December 2018

IOM (International Organization for Migration), Displacement Tracking Matrix, 31 October 2018, <http://iraqdtm.iom.int/>, accessed 22 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Information on Return and Reintegration in Iraq, December 2015, <http://www.ch.iom.int/sites/default/files/New%20Website%202017/RIF/Country%20Information%20Sheet%20Iraq.pdf>, accessed 7 December 2018

IOM (International Organization for Migration), Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, March 2017, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DTM%20Integrated%20Location%20Assessment%20Part%20II%20Governorate%20Profiles%20March%202017%200.pdf>, accessed 30 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Integrated Location Assessment Part II – Governorate Profiles, October 2017, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ILA%20II%20PART2%20Governorate%20Profiles.pdf>, accessed 6 December 2018

IOM (International Organization for Migration), Integrated Location Assessment Part III, 2 January 2019, <http://iraqdtm.iom.int/Downloads/DTM%20Special%20Reports/DTM%20Integrated%20Location%20Assessment%20III/IOM%20DTM%20Integrated%20Location%20Assessment%20III%20Report.pdf>, accessed 7 January 2019

IOM (International Organization for Migration), IOM-Iraq - Mission Movement and Assisted Migration, n.d., <http://iomiraq.net/article/0/movement-and-assisted-migration>, accessed 22 November 2018



IOM (International Organization for Migration), IOM-Iraq Mission, Displacement Monitoring Matrix (DTM), Integrated Location Assessment, part II Governorate Profiles, March 2017  
[http://iraqdtm.iom.int/Downloads/DTM%20Special%20Reports/DTM%20Integrated%20Location%20Assessment/DTM%20Integrated%20Location%20Assessment\\_Part%20II\\_Governorate%20Profiles\\_March%202017.pdf](http://iraqdtm.iom.int/Downloads/DTM%20Special%20Reports/DTM%20Integrated%20Location%20Assessment/DTM%20Integrated%20Location%20Assessment_Part%20II_Governorate%20Profiles_March%202017.pdf), accessed 30 November 2018

IOM (International Organization for Migration), IOM-Iraq, Displacement Monitoring Matrix - Integrated Location Assess II: Governorate Profiles, October 2017,  
[http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/ILA%20II\\_PART2%20Governorate%20Profiles.pdf](http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/ILA%20II_PART2%20Governorate%20Profiles.pdf), accessed 30 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Iraq - Country Fact Sheet 2017, August 2017,  
[https://milo.bamf.de/milop/liveliink.exe/18760632/Irak\\_-\\_Country\\_Fact\\_Sheet\\_2017%2C\\_englisch.pdf?func=doc.Fetch&nodeid=18760632](https://milo.bamf.de/milop/liveliink.exe/18760632/Irak_-_Country_Fact_Sheet_2017%2C_englisch.pdf?func=doc.Fetch&nodeid=18760632), accessed 7 July 2018

IOM (International Organization for Migration), Iraq - Country Fact Sheet 2017, August 2017,  
[https://milo.bamf.de/milop/liveliink.exe/18760632/Irak\\_-\\_Country\\_Fact\\_Sheet\\_2017%2C\\_englisch.pdf?func=doc.Fetch&nodeid=18760632](https://milo.bamf.de/milop/liveliink.exe/18760632/Irak_-_Country_Fact_Sheet_2017%2C_englisch.pdf?func=doc.Fetch&nodeid=18760632), accessed 20 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Iraq: DTM – Round 104, September 2018,  
<http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/DTM%20104%20Report%20English.pdf>, accessed 30 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Iraq Water Crisis (Central/South), November 2018,  
<http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/IraqWaterCrisisCentral-SouthNov2018.pdf>, accessed 7 January 2019

IOM (International Organization for Migration), Livelihoods and Coping Mechanisms, 29 September 2013, <http://iomiraq.net/reports/effects-forced-migration-women>, accessed 26 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Reasons to Remain – Categorizing Protracted Displacement in Iraq, November 2018, available at:  
[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Categorizing\\_Protracted\\_Displacement\\_in\\_Iraq\\_2018-11\\_IOM\\_RWG\\_SI.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Categorizing_Protracted_Displacement_in_Iraq_2018-11_IOM_RWG_SI.pdf), accessed 30 November 2018

IOM (International Organization for Migration), Reconstruction Needed as Displaced Iraqis Continue to Return: IOM Iraq, 20 February 2018, <https://www.iom.int/news/reconstruction-needed-displaced-iraqis-continue-return-iom-iraq>, accessed 12 July 2018

IOM (International Organization for Migration), SFS/Georgetown University, Access to durable solutions among IDPs in Iraq; Part One, April 2017,  
<https://georgetown.app.box.com/s/pozrs2p8lqybh5sozeo0szech81nbbkr0>, accessed 27 November 2018

Iraq, Reconstruction and Investment, February 2018,  
<http://www.cabinet.iq/uploads/Iraq%20Reconstruction/Iraq%20Recons%20&%20Inves.pdf>, accessed 2 October 2018

IRC (International Rescue Committee), East Mosul, Iraq Labor Market Assessment, September 2017, September 2017, available at:  
[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IRC\\_East%20Mosul%20Iraq%20Labor%20Market%20Assessment\\_211117.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IRC_East%20Mosul%20Iraq%20Labor%20Market%20Assessment_211117.pdf), accessed 1 August 2018

IRI (International Republican Institute), Social and Political Perspectives of Iraqi IDPs from Ninewa and their Host Communities, 5 September 2018, [https://www.iri.org/sites/default/files/2018-09-05\\_iraq\\_fgd\\_report.pdf](https://www.iri.org/sites/default/files/2018-09-05_iraq_fgd_report.pdf), accessed 6 December 2018

IRIN, Conflict Inside east Mosul's growing healthcare emergency, 2 February 2017, <http://www.irinnews.org/feature/2017/02/02/inside-east-mosul%E2%80%99s-growing-healthcare-emergency>, accessed 6 December 2018

IRIN, Iraq's growing mental health problem, 16 January 2017, <https://www.irinnews.org/feature/2017/01/16/iraq%E2%80%99s-growing-mental-health-problem>, accessed 6 December 2018

IRIN, Water shortage leads people to drink from rivers, 18 February 2007, <http://www.irinnews.org/report/70243/iraq-water-shortage-leads-people-drink-rivers>, accessed 6 December 2018

IWPR (Institute for War and Peace Reporting), Arabic-Kurdish Language Divide, 21 July 2006, <https://iwpr.net/global-voices/arabic-kurdish-language-divide>, accessed 13 November 2018

Jadoon, S., Munir. S., Fareed. I., Evaluation of Drinking Water Quality in Erbil City Kurdistan, Region-Iraq, Journal of Environment and Earth Science, Vol.5, No.21, 2015, <https://www.iiste.org/Journals/index.php/JEES/article/download/27040/27723>, accessed 6 December 2018

Journal Gazette (The), Soaring unemployment fuels protests in southern Iraq, 26 July 2018, <http://www.journalgazette.net/news/world/20180726/soaring-unemployment-fuels-protests-in-southern-iraq>, accessed 30 November 2018

Kaya, Z. N., Luchtenberg K. N., Displacement and Women's Economic Empowerment: Voices of Displaced Women in the Kurdistan Region of Iraq, 2018, <http://www.lse.ac.uk/women-peace-security/assets/documents/2018/LSE-WPS-DisplacementEcoEmpowerment-Report.pdf>, accessed 5 December 2018

Krishnan, N., Olivieri S., Losing the Gains of the Past: The Welfare and Distributional Impacts of the Twin Crises in Iraq 2014, in World Bank Group Policy Research Working Paper 7567, February 2016, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/23900/Losing0the0gai00crises0in0Iraq02014.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, accessed 19 November 2018

Kurdistan24, Hundreds of students from Basra submit applications to study in Kurdistan Region of Iraq, 6 October 2018, <http://www.kurdistan24.net/en/news/d939840b-4cd6-43e8-bac4-050a5dd2e735>, accessed 6 December 2018

LSE (London School of Economics and Political Science) Middle East Centre Blog, Analysing Growth Trends in Public Sector Employment in Iraq, 31 July 2018 <http://blogs.lse.ac.uk/mec/2018/07/31/analysing-growth-trends-in-public-sector-employment-in-iraq/>, accessed 20 November 2018

Mahdi, S.S., Habib O.S., A study on preference and practices of women regarding place of delivery, in Eastern Mediterranean Health Journal Vol. 16 N.8, August 2010, [http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/117953/16\\_8\\_2010\\_0874\\_0878.pdf?sequence=1&isAllowed=y](http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/117953/16_8_2010_0874_0878.pdf?sequence=1&isAllowed=y), accessed 6 December 2018

Mirza, Ali, "The Rentier Trap in Iraq: Comments and Recommendations", cited in: Atlantic council, Beyond Security: Stabilization, Governance, and Socioeconomic Challenges in Iraq, July 2018, [http://www.atlanticcouncil.org/images/publications/Beyond\\_Security-Stabilization\\_Governance\\_and\\_Economic\\_Challenges.pdf](http://www.atlanticcouncil.org/images/publications/Beyond_Security-Stabilization_Governance_and_Economic_Challenges.pdf), accessed 26 November 2018

Moore, M., Ross C. A. et al., The future of health care in the Kurdistan Region – Iraq, 2014, Rand Health, [https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/MG1100/MG1148-1/RAND\\_MG1148-1.pdf](https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/MG1100/MG1148-1/RAND_MG1148-1.pdf), accessed 6 December 2018

- MRG (Minority Rights Group International), Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017, [https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2017/06/MRG\\_Rep\\_Iraq\\_ENG\\_May17\\_FINAL2.pdf](https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2017/06/MRG_Rep_Iraq_ENG_May17_FINAL2.pdf), accessed 30 November 2018
- MRG (Minority Rights Group International), Iraq, May 2018, <https://minorityrights.org/country/iraq/>, accessed 30 November 2018
- MRG (Minority Rights Group International), The Lost Women of Iraq, November 2015, <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2015/08/Lost-Women-English.pdf>, accessed 26 November 2018
- MSF (Médecins Sans Frontières) International (Twitter), 9 August 2018, <https://twitter.com/msf/status/1027566425068593152?lang=bg>, accessed 1 August 2018
- MSF (Médecins Sans Frontières), Healing Iraqis – The challenges of providing mental health care in Iraq, 29 April 2013, [https://www.msf.org/sites/msf.org/files/english\\_iraq\\_mental\\_health\\_final\\_report.pdf](https://www.msf.org/sites/msf.org/files/english_iraq_mental_health_final_report.pdf), accessed 6 December 2018
- MSF (Médecins Sans Frontières), Iraq crisis update – November 2017, 30 November 2017, <http://www.msf.org/en/article/iraq-crisis-update-%E2%80%93-november-2017>, accessed 1 August 2018
- National (The) Fear has become a fact of life in Basra, 9 January 2016, <https://www.thenational.ae/world/fear-has-become-a-fact-of-life-in-basra-1.187774>, accessed 30 November 2018
- National (The), After the battles, Iraq's Shiite militiamen fade from view, 8 July 2018, <https://www.thenational.ae/world/mena/after-the-battles-iraq-s-shiite-militiamen-fade-from-view-1.748211>, accessed 6 December 2018
- National (The), Basra health crisis: 17, 000 admitted to hospitals for water poisoning, 29 August 2018, <https://www.thenational.ae/world/mena/basra-health-crisis-17-000-admitted-to-hospitals-for-water-poisoning-1.764991>, accessed 6 December 2018
- National (The), Basra politician presses demand for autonomy, 19 August 2018, <https://www.thenational.ae/world/mena/basra-politician-presses-demand-for-autonomy-1.761609>, accessed 5 December 2018
- National (The), Hospitals in Basra flooded with cases of water-borne illness, 23 August 2018, <https://www.thenational.ae/world/mena/hospitals-in-basra-flooded-with-cases-of-water-borne-illness-1.763162>, accessed 6 December 2018
- National (The), In Iraq's oil-rich Basra, shanty towns flourish [source: AFP], 19 April 2018, <https://www.thenational.ae/in-iraq-s-oil-rich-basra-shanty-towns-flourish-1.722967>, accessed 5 December 2018
- NBC (National Broadcasting Company) News, Life in Iraq: War Forces Women into Non-traditional roles, 29 December 2015, <https://www.nbcnews.com/news/world/life-iraq-war-forces-women-non-traditional-roles-n497256>, accessed 5 December 2018
- NBC (National Broadcasting Company) News, Divorce on the rise in Iraq as wives cut ties to ISIS militants, 5 July 2018, <https://www.nbcnews.com/news/world/divorce-rise-iraq-wives-cut-ties-isis-militants-n888541>, accessed 26 November 2018
- NCCI (NGO Coordination Committee for Iraq), Basrah Governorate Profile, December 2015 [https://www.ncciraq.org/images/infobygov/NCCI\\_Basra\\_Governorate\\_Profile.pdf](https://www.ncciraq.org/images/infobygov/NCCI_Basra_Governorate_Profile.pdf), accessed 30 November 2018

- New Arab (The), Basra: The epicenter of Iraq's drug problem, 2 January 2018, <https://www.alaraby.co.uk/english/society/2018/1/2/basra-the-epicentre-of-iraqs-drug-problem>, accessed 30 November 2018
- New Arab (The), Knives and guns: How Iraqi women handle street harassers, 5 December 2017, <https://www.alaraby.co.uk/english/society/2017/12/5/knives-and-guns-how-iraqi-women-handle-street-harassers>, accessed 20 November 2018
- New Arab (The), The Iraq Report: Baghdad's 'most-wanted' list gives Islamic State leader a pass, 8 February 2018, <https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2018/2/8/The-Iraq-Report-IS-caliph-excluded-from-most-wanted-list>, accessed 30 November 2018
- New Arab (The), The Iraqi report: Basra's fury spreads to Baghdad as new protests erupt, 19 July 2018, <https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2018/7/19/the-iraq-report-basras-fury-spreads-to-baghdad>, accessed 30 November 2018
- New York Times (The), A Social Media Star is Shot Dead in Baghdad. Iraqis Fear a Trend, 29 September 2018, <https://www.nytimes.com/2018/09/29/world/middleeast/tara-fares-iraq-model-death.html>, accessed 26 November 2018
- New York Times (The), In Strategic Iraqi City, a Week of Deadly Turmoil, 8 September 2018, <https://www.nytimes.com/2018/09/08/world/middleeast/in-strategic-iraqi-city-a-week-of-deadly-turmoil.html>, accessed 30 November 2018
- New York Times (The), Iraq's Forgotten Casualties: Children Orphaned in Battle With ISIS, 31 August 2018, <https://www.nytimes.com/2018/08/31/world/middleeast/iraq-orphans-isis.html>, accessed 23 November 2018
- New York Times (The), Suicide Bombings in Baghdad Puncture Newfound Hope, 15 January 2018, <https://www.nytimes.com/2018/01/15/world/middleeast/baghdad-bombings.html>, accessed 30 November 2018
- Newsweek, Baghdad gets first female mayor in 1,250-year history, 25 February 2018, <https://www.newsweek.com/baghdad-gets-first-female-mayor-1250-year-history-309434>, accessed 30 November 2018
- Niqash, An Immoral Trade: Wasit Council Bans Women From Working in Cafes, 8 June 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/economy/5590/Wasit-Council-Bans-WomenFrom-Working-In-Cafes.htm>, accessed 20 November 2018
- Niqash, As Number Of Guns In Iraqi Kurdistan Increases, So Does Murder Rate, 19 July 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/security/5638/>, accessed 6 December 2018
- Niqash, Basra's poor fight for wealthy neighbours' garbage, 13 December 2013, <http://www.niqash.org/en/articles/economy/3341/>, accessed 6 December 2018
- Niqash, Basra's Private School Business Booming But So Are Students' Feeds, 10 December 2015, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5173/>, accessed 6 December 2018
- Niqash, In Baghdad, Newly Divorced Women Celebrate Split Their Way, 3 August 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5647/>, accessed 26 November 2018
- Niqash, Mister can you spare a dinar – life with the beggar mafia of Basra, 30 January 2014, <http://www.niqash.org/en/articles/economy/3373/mister-can-you-spare-a-dinar-life-with-the-beggar-mafia-of-basra.htm>, accessed 5 December 2018
- Niqash, While Ordinary Basra Families Suffer, A New Upper Class Profits, 6 November 2014, <http://www.niqash.org/en/articles/economy/3570/While-Ordinary-Basra-Families-Suffer-A-New-Upper-Class-Profits.htm>, accessed 6 December 2018

- Niqash, Women in Conservative Basra Seek-And Find-More Freedoms, 28 June 2018, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5944/Women-In-Conservative-Basra-Seek-%E2%80%93-And-Find-%E2%80%93-More-Freedoms.htm>, accessed 6 December 2018
- Norway, Landinfo (Norwegian Country of Origin Information Centre), Iraq: Travel documents and other identity documents, 16 December 2015, [https://www.landinfo.no/asset/3369/1/3369\\_1.pdf](https://www.landinfo.no/asset/3369/1/3369_1.pdf), accessed 6 December 2018
- NPR (National Public Radio), Months of Protests Roil Iraq's Oil Capital, Basra, 27 September 2018 <https://www.npr.org/2018/09/27/651508389/months-of-protests-roil-iraqs-oil-capital-basra>, accessed 30 November 2018
- NRC (Norwegian Refugee Council), Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NRC%20Basra%20Key%20Findings\\_FINAL\\_9\\_Oct.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NRC%20Basra%20Key%20Findings_FINAL_9_Oct.pdf), p. 2., accessed 30 November 2018
- NRC (Norwegian Refugee Council), Basra Fact-Finding Mission Report #2, 22 September 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NRC\\_2ndBasraMission%20Report\\_FINAL\\_9O ct.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NRC_2ndBasraMission%20Report_FINAL_9O ct.pdf), accessed 30 November 2018
- NRC (Norwegian Refugee Council), Basra Livelihoods Technical Assessment, 21 October 2018 <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Basra%20Livelihoods%20Technical%20Asses sment%20FINAL.pdf>, accessed 30 November 2018
- NRC (Norwegian Refugee Council), IDMC (Internal displacement monitoring centre), Nowhere to return to, November 2018, available at: <https://www.refworld.org/docid/5beb01d74.html>, accessed 6 December 2018
- NRC (Norwegian Refugee Council), Iraq: Basra's children face disease outbreak in rundown schools, 23 October 2018, <https://reliefweb.int/report/iraq/iraq-basras-children-face-disease-outbreak-rundown-schools>, accessed 6 December 2018
- Open Democracy, Corruption corrodes Kurdish education, 15 October 2018, <https://www.opendemocracy.net/north-africa-west-asia/aras-ahmed-mhamad/corruption-corrodes-kurdish-education>, accessed 5 December 2018
- Oxfam, Including women in livelihoods programming in Iraq, October 2016, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/cs-women-in-livelihoods-programming-Iraq-241016-en.pdf>, accessed 20 November 2018
- REACH Initiative, Comparative Multi-Cluster Assessment of IDPs Living in Camps, April 2018, available at: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq\\_report\\_comparative\\_multi-cluster\\_assessment\\_of\\_internally\\_displaced\\_people\\_in\\_camps\\_april\\_2018.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq_report_comparative_multi-cluster_assessment_of_internally_displaced_people_in_camps_april_2018.pdf), accessed 30 November 2018
- REACH Initiative, Comparative Multi-Cluster Assessment of Internally Displaced Persons Living in Camps, Assessment Report Round IX, April 2018, available at: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq\\_report\\_comparative\\_multi-cluster\\_assessment\\_of\\_internally\\_displaced\\_people\\_in\\_camps\\_april\\_2018.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq_report_comparative_multi-cluster_assessment_of_internally_displaced_people_in_camps_april_2018.pdf), accessed 22 November 2018
- REACH Initiative, Erbil IDP Camps Profile, January 2018, [http://www.reachresourcecentre.info/system/files/resource-documents/irq\\_factsheet\\_erbil\\_camp\\_profile\\_jan2018pdf.pdf](http://www.reachresourcecentre.info/system/files/resource-documents/irq_factsheet_erbil_camp_profile_jan2018pdf.pdf), accessed 6 December 2018
- REACH Initiative, IDP Factsheet: Erbil City, 23-24 June 2014, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/REACH\\_IDP%20Factsheet%20Erbil%20City\\_30.06.2014.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/REACH_IDP%20Factsheet%20Erbil%20City_30.06.2014.pdf), accessed 30 November 2018

REACH Initiative, Iraq: Emerging trends in prices and availability of goods across markets, 26 October 2017, <http://www.reach-initiative.org/iraq-emerging-trends-in-prices-and-availability-of-goods-across-markets>, accessed 6 December 2018

REACH Initiative, Iraqi migration to Europe in 2016: Profiles, Drivers and Return, 30 June 2017, available at: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reach\\_irq\\_grc\\_report\\_iraqi\\_migration\\_to\\_europe\\_in\\_2016\\_june\\_2017%20%281%29.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reach_irq_grc_report_iraqi_migration_to_europe_in_2016_june_2017%20%281%29.pdf), accessed 8 August 2018

REACH Initiative, Multi-Cluster Needs Assessment (III) of Internally Displaced Persons Outside Camps, June 2016, [http://www.reachresourcecentre.info/system/files/resource-documents/reach\\_irq\\_report\\_multi\\_cluster\\_needs\\_assessment\\_iii\\_july\\_2016.pdf](http://www.reachresourcecentre.info/system/files/resource-documents/reach_irq_report_multi_cluster_needs_assessment_iii_july_2016.pdf), accessed 30 November 2018

REACH Initiative, Multi-Cluster Needs Assessment (MCNA), December 2017, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/each\\_irq\\_report\\_multi-cluster\\_needs\\_assessment\\_december\\_2017\\_0.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/each_irq_report_multi-cluster_needs_assessment_december_2017_0.pdf), accessed 10 December 2018

REACH Initiative, Multi-Sector Needs Assessment of Hosting Communities Across the Kurdistan Region of Iraq, March 2015, available at: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reach\\_irq\\_msna\\_of\\_hosting\\_communities\\_across\\_the\\_kri\\_march2015.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reach_irq_msna_of_hosting_communities_across_the_kri_march2015.pdf), accessed 10 December 2018

Reuters, As Baghdad life improves, some still seek refuge in its past, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-anniversary/as-baghdad-life-improves-some-still-seek-refuge-in-its-past-idUSKBN1HG0YP>, accessed 6 December 2018

Reuters, Exclusive - Water shortages to cut Iraq's irrigated wheat area by half, 11 September 2018, <https://af.reuters.com/article/worldNews/idAFKCN1LR13Z>, accessed 6 December 2018

Reuters, In Iraq's crumbling Basra, a yearning for a better past, 11 May 2018, <https://www.reuters.com/article/us-iraq-elections-basra/in-iraqs-crumbling-basra-a-yearning-for-a-glorious-past-idUSKBN1C1BI>, accessed 30 November 2018

Reuters, Iraqi Kurds gear up for elections hoping to end turmoil, 11 September 2018, <https://www.reuters.com/article/us-iraq-kurds/iraqi-kurds-gear-up-for-elections-hoping-to-end-turmoil-idUSKCN1LR209>, accessed 30 November 2018

Reuters, The daily struggle of Iraq's widows of war, 9 November 2011, <https://www.reuters.com/article/us-iraq-widows/the-daily-struggle-of-iraqs-widows-of-war-idUSTRE7A841T20111109>, accessed 30 November 2018

Reuters, Tribal clashes, political void threaten oil installations in Iraq's south, 11 September 2017, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-oil-basra/tribal-clashes-political-void-threaten-oil-installations-in-iraqs-south-idUSKCN1BM1BJ>, accessed 30 November 2018

Ross C. A., Moore M. et al., Healthcare Sector Reform in the Kurdistan Region – Iraq, 2017, [https://www.rand.org/pubs/research\\_reports/RR1658.html](https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR1658.html), accessed 22 November 2018

Rudaw, As school starts displaced Iraqi students left in limbo in Kurdistan, 2 September 2018, <http://www.rudaw.net/english/lifestyle/02092018>, accessed 5 December 2018

Rudaw, Baghdad's Kurdish population sees dramatic decline, official data shows, 9 April 2016, <http://rudaw.net/english/middleeast/iraq/090420162>, accessed 13 November 2018

Rudaw, Concerns growing over worsening food security in Kurdistan Region, 12 April 2017, <http://www.rudaw.net/english/business/110420171>, accessed 5 December 2018

- Rudaw, Erbil civil servants plan general strike for Monday, 25 March 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/25032018>, accessed 30 November 2018
- Rudaw, Erbil water shortages to be solved by new pipeline: governor, 8 July, <http://www.rudaw.net/english/lifestyle/080720181>, accessed 6 December 2018
- Rudaw, Fed up with austerity, civil servants protest across Kurdistan, 25 March 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/250320181>, accessed 30 November 2018
- Rudaw, KRG cracks down on counterfeit medications worth millions, 27 August 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/270820183>, accessed 28 November 2018
- Rudaw, KRG: 14 women dead in reported 'honor' killings for 2017, 13 February 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/130220181>, accessed 6 December 2018
- Rudaw, Kurdistan housing market expected to grow after stagnant 2018 start, 29 July 2018, <http://www.rudaw.net/english/business/28072018>, accessed 6 December 2018
- Rudaw, Kurdistan: New laws in the works to curb 'forced' child labor in Kurdistan, 24 August 2016, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/240820161>, accessed 30 November 2018
- Rudaw, Lack of funding by Iraq and donors threatens refugees, IDPs in Kurdistan, 20 September 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/200920181>, accessed 6 December 2018
- Rudaw, More than 400 children in Sulaimani forced to beg, live on busy streets, 30 May 2017, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/30052017>, accessed 30 November 2018
- Rudaw, Seminar examines mental health challenges in post-conflict Iraq, 2 April 2018, <http://www.rudaw.net/english/lifestyle/020420181>, accessed 6 December 2018
- Rudaw, Youth unemployment a major challenge for Iraq's next government, 16 May 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/160520184>, accessed 21 November 2018
- Safeguarding health in conflict coalition, Violence on the front line: Attacks on Health Care in 2017, May 2018, <https://www.safeguardinghealth.org/sites/shcc/files/SHCC2018final.pdf>, accessed 1 August 2018
- Schweitzer M., Protests in Southern Iraq Intensify, Is Instability to Follow?, International Peace Institute Global Observatory, 24 July 2018, <https://theglobalobservatory.org/2018/07/protests-southern-iraq-intensify-is-instability-to-follow/>, accessed 12 December 2018
- Sonmez S., Murray S., et al, Protecting property: the Iraqi experience, in Forced Migration Review 59 (FRM), October 2018, <https://www.fmreview.org/sites/fmr/files/FMRdownloads/en/sonmez-murray-clutterbuck.pdf>, accessed 20 November 2018
- Stratfor, Iraq: Baghdad Names Basra the Economic Capital, 27 April 2017, <https://worldview.stratfor.com/article/iraq-baghdad-names-basra-economic-capital-important-concession>, accessed 30 November 2018
- Tearfund, Assessment of Livelihood Opportunities in the Kurdistan Region of Iraq, 31 December 2015, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/ausal\\_tearfund\\_livelihood\\_assesment\\_report\\_with\\_graphics.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/ausal_tearfund_livelihood_assesment_report_with_graphics.pdf), accessed 22 November 2018
- Transparency International, Corruption Perceptions Index, 21 February 2018, [https://www.transparency.org/news/feature/corruption\\_perceptions\\_index\\_2017](https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017), accessed 19 November 2018
- TRT (Türkiye Radyo-Televizyon Kurumu) World, what happened to Iraq's economy post-US invasion?, 10 May 2018, <https://www.trtworld.com/magazine/what-happened-to-iraq-s-economy-post-us-invasion--17357>, accessed 19 November 2018

UK (United Kingdom), Home Office, Country Policy and Information Note Iraq: Internal relocation, civil documentation and returns, October 2018,  
[https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/749781/Iraq - IFA docs rtn - CPIN - v8.0 Oct 2018 .pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/749781/Iraq_-_IFA_docs_rtn_-_CPIN_-_v8.0_Oct_2018_.pdf), accessed 21 November 2018

UK (United Kingdom), K4D, Iraqi state capabilities, 18 May 2018,  
[https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5b18e952e5274a18eb1ee3aa/Iraqi\\_state\\_capabilities.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5b18e952e5274a18eb1ee3aa/Iraqi_state_capabilities.pdf), accessed 21 November 2018

UN (United Nations), World Population Prospects, volume II: Demographic Profiles, 2017 revision, 2017, [https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2017\\_Volume-II-Demographic-Profiles.pdf](https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2017_Volume-II-Demographic-Profiles.pdf), accessed 21 November 2018

UN (United Nations), World Population Prospects: the 2017 Revision,  
<https://population.un.org/wpp/DataQuery/>, accessed 23 November 2018

UN CEDAW (United Nations Committee on the Elimination of Discrimination Against Women), Concluding observations on the combined 4th to 6th periodic reports of Iraq, 10 March 2014,  
<https://www.refworld.org/docid/56e7b8314.html>, accessed 22 November 2018

UN Human Rights Council, Report of the Office of the United Nations High Commissioner on the human rights situation in Iraq in light of abuses committed by the so-called Islamic State in Iraq and the Levant and associated groups (A/HRC/28/18), 13 March 2015,  
<http://www.refworld.org/docid/550ad5814.html>, accessed 30 November 2018

UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq, 14 to 23 November 2017 (A/HRC/38/44/Add.1), 5 June 2018,  
[https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session38/Documents/A\\_HRC\\_38\\_44\\_Add.1.docx](https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session38/Documents/A_HRC_38_44_Add.1.docx), accessed 30 November 2018

UNIAU (United Nations Inter-Agency Information and Analysis Unit), Basrah Governorate Profile, November 2010, available at:  
[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/D0A91C75A9C5AEFFC12577EB004F81BB-Full\\_Report.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/D0A91C75A9C5AEFFC12577EB004F81BB-Full_Report.pdf), accessed 30 November 2018

UN Iraq, Iraq Country Profile, 2018,  
[http://www.uniraq.com/index.php?option=com\\_k2&view=item&layout=item&id=941&Itemid=472&lang=en](http://www.uniraq.com/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=941&Itemid=472&lang=en), accessed 23 November 2018

UNOCHA (UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Current emergencies, n.d.,  
<https://www.unocha.org/where-we-work/current-emergencies>, accessed 7 December 2018

UNOCHA (UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Iraq Humanitarian Fund - Annual Report 2017, 31 December 2017, available at:  
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Iraq%20HF%20-%20Annual%20Report%202017.pdf>, accessed 17 July 2017

UNOCHA (UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Iraq: Humanitarian Bulletin, July 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/180731\\_final\\_humanitarian\\_bulletin\\_-\\_july\\_2018.pdf.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/180731_final_humanitarian_bulletin_-_july_2018.pdf.pdf), accessed 5 December 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Assistance), Iraq: Humanitarian Needs Overview - November 2018, 16 December 2018, available at:  
[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq\\_2019\\_hno.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq_2019_hno.pdf), accessed 7 January 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Iraq: 2018 Humanitarian Response Plan - Advance Executive Summary, 14 February 2018, available at:  
[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/English\\_2018\\_HRP\\_ExecutiveSummary\\_IRQ\\_Final.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/English_2018_HRP_ExecutiveSummary_IRQ_Final.pdf), accessed 20 November 2018



UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Assistance), Humanitarian Needs Overview, January 2017, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq\\_2017\\_hno.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/irq_2017_hno.pdf), accessed 5 December 2018

UN Security Council, Report of the Secretary-General on conflict-related sexual violence, 23 March 2018, S/2018/250, available at: <https://www.refworld.org/docid/5b29148d7.html>, accessed 6 December 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), Implementation of resolution 2367 (2017) – Report of the Secretary-General (S/2018/359), 17 April 2018, [http://www.uniraq.org/images/SGReports/N1809914\\_S2018359\\_EN.pdf](http://www.uniraq.org/images/SGReports/N1809914_S2018359_EN.pdf), accessed 30 November 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), Report of the Secretary-General pursuant to Security Council resolution S/2018/359, 17 April 2018, available at: [https://www.ecoi.net/en/file/local/1431998/1226\\_1525868293\\_n1809914.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1431998/1226_1525868293_n1809914.pdf), accessed 30 November 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNAMI\\_OHCHR\\_Report\\_on\\_the\\_Rights\\_of\\_PWD\\_FINAL\\_2Jan2017.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNAMI_OHCHR_Report_on_the_Rights_of_PWD_FINAL_2Jan2017.pdf), accessed 6 December 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, available at: <https://www.refworld.org/publisher,UNAMI,,,5b6afc544,0.html>, accessed 6 December 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), Report on Human Rights in Iraq: January to June 2017, 14 December 2017, available at: <https://www.refworld.org/docid/5a746d804.html>, accessed 6 December 2018

UNCERD (United Nations Committee on the Elimination of Racial Discrimination), Combined twenty-second to twenty-fifth periodic reports submitted by Iraq under article 9 of the Convention, due in 2017, 22 November 2017, [https://digitallibrary.un.org/record/1483048/files/CERD\\_C\\_IRQ\\_22-25-EN.pdf](https://digitallibrary.un.org/record/1483048/files/CERD_C_IRQ_22-25-EN.pdf), accessed 6 December 2018

UNDP (United Nations Development Programme) (et al.), Iraq: 3RP Monthly Update - August 2017: Livelihoods, 31 August 2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8.IRQ3RPAUGUST2017LIVELIHOODSDashboard.pdf>, accessed 30 November 2018

UNDP (United Nations Development Programme), Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update Briefing note - Iraq, 2018, [http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr\\_theme/country-notes/IRQ.pdf](http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/IRQ.pdf), accessed 13 November 2018

UNDP (United Nations Development Programme), Public Safety and Security Perception Survey in Iraq 2017, 22 January 2018, <http://www.iq.undp.org/content/dam/iraq/docs/dem-gov/UNDP%20IQ-%20EN-AR-%20Public%20Safety%20and%20Security%20Perception%20Survey%20in%20Iraq-%20201712.pdf>, accessed 6 December 2018

UNDP (United Nations Development Programme), UNDP supports 284,000 people with access to fundamental basic services in Erbil Governorate, 7 July 2018, <http://www.iq.undp.org/content/iraq/en/home/presscenter/pressreleases/2018/07/08/undp-supports-284-000-people-with-access-to-fundamental-basic-se.html>, accessed 6 December 2018

UNDP (United Nations Development Programme), UNHCR (United Nations High Commissioner for Human Rights), 3RP Regional Refugee & Resilience Plan 2018 - 2019, in Response to the Syria Crisis: Iraq, 12 December 2017,

[https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/iraq\\_3rp\\_country\\_chapter\\_10\\_january\\_2018\\_final.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/iraq_3rp_country_chapter_10_january_2018_final.pdf), accessed 10 December 2018

UNFPA (United Nations Population Fund), A report on the GBV assessment in conflict affected governorates in Iraq, November 2016, <https://iraq.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/The%20GBV%20Assesment.pdf>, accessed 6 December 2018

UNFPA (United Nations Population Fund), Giving women a second chance; inauguration of the first shelter for GBV survivors in Baghdad, 9 March 2018, <https://iraq.unfpa.org/en/news/giving-women-second-chance-inauguration-first-shelter-gbv-survivors-baghdad>, accessed 6 December 2018

UNFPA (United Nations Population Fund), Reproductive and Maternal Health, n.d., <https://iraq.unfpa.org/en/topics/reproductive-and-maternal-health>, accessed 7 December 2018

UNFPA (United Nations Population Fund), The EU supports reproductive health services in Iraq with a new contribution to UNFPA, 27 August 2018, <https://iraq.unfpa.org/en/news/eu-supports-reproductive-health-services-iraq-new-contribution-unfpa>, accessed 7 December 2018

UN-Habitat (United Nations Human Settlements Programme), New research finds 3.2 million Iraqis living in informal settlements, 19 September 2017, <https://unhabitat.org/new-research-finds-3-2-million-iraqis-living-in-informal-settlements/>, accessed 6 December 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq Fact Sheet, October 2018, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Iraq%20Factsheet%20-%20October%202018.pdf>, accessed 10 December 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq Monthly Protection Update, June 2018, available at: [https://www.ecoi.net/en/file/local/1438473/1930\\_1531825486\\_20180713-iraq-protection-update-june-2018.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1438473/1930_1531825486_20180713-iraq-protection-update-june-2018.pdf), accessed 10 December 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq Protection Update – September 2018, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20181026%20Iraq%20Protection%20Update%20-%20September.pdf>, accessed 30 November 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq Protection Update – August 2018, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180919%20Iraq%20Protection%20Update%20-%20August%202018.pdf>, accessed 30 November 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq Protection Update – July 2018, July 2018, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180820%20Iraq%20Protection%20Update%20-%20July%202018.pdf>, accessed 30 November 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq: Relevant COI for Assessments on the Availability of Internal Flight or Relocation Alternatives (IFA/IRA): Ability of Persons from (Previously or Currently) ISIS-Held or Conflict Areas to Legally Access and Remain in Proposed Areas of Relocation, 12 April 2017, available at: <http://www.refworld.org/docid/58ee2f5d4.html>, accessed 6 December 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Participatory Assessment Report Kurdistan Region of Iraq, 5 December 2017, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ParticipatoryAssesmentUNHCRKR-I2017ASummary.pdf>, accessed 30 November 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Protection Assessment Report (Jan-April 2016) – UNHCR Basra-South Iraq,  
[https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/p/rotection\\_assessment\\_up\\_to\\_april\\_updated.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/p/rotection_assessment_up_to_april_updated.pdf), accessed 30 November 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Displacement as challenge and opportunity Urban profile: Refugees, internally displaced persons and host community Erbil Governorate, Kurdistan Region of Iraq, April 2016,  
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ErbilUrbanProfilingApril2016English.pdf>, accessed 30 November 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Fact sheet Iraq, June 2018,  
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNHCR%20Iraq%20Factsheet%20June%2018.pdf>, accessed 22 November 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq Fact Sheet, October 2018,  
<http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Iraq%20Factsheet%20-%20October%202018.pdf>, accessed 6 December 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq Situation: UNHCR Flash Update, 2 November 2017, available at:  
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20171102%20UNHCR%20Iraq%20Flash%20Update.pdf>, accessed 5 December 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq: Bi-weekly Protection Update; 5 - 18 March 2018, 18 March 2018, available at:  
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180326%20IRAQ%20BI-WEEKLY%20PROTECTION%20UPDATE.PDF>, accessed 6 December 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq: Syrian Refugee status and locations, 30 September 2018, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/66319>, accessed 30 November 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), A fair chance for every child, June 2016, [https://www.unicef.org/publications/files/UNICEF\\_SOWC\\_2016.pdf](https://www.unicef.org/publications/files/UNICEF_SOWC_2016.pdf), accessed 19 November 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), A Quality Education in Iraq, n.d., [https://www.unicef.org/infobycountry/files/UNICEF\\_Iraq\\_in\\_Action\\_Education.pdf](https://www.unicef.org/infobycountry/files/UNICEF_Iraq_in_Action_Education.pdf), accessed 6 December 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), Child poverty in Iraq, January 2017, [https://www.unicef.org/iraq/Unicef\\_Child\\_Poverty\\_in\\_Iraq\\_English\\_Booklet\\_\(3\).pdf](https://www.unicef.org/iraq/Unicef_Child_Poverty_in_Iraq_English_Booklet_(3).pdf), accessed 6 December 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), Children in a digital world, the state of the world's children 2017, December 2017,  
[https://www.unicef.org/publications/files/SOWC\\_2017\\_ENG\\_WEB.pdf](https://www.unicef.org/publications/files/SOWC_2017_ENG_WEB.pdf), accessed 21 November 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), Deep inequality continues to shape the lives of children in Iraq, 19 November 2018, available at:  
<https://reliefweb.int/report/iraq/deep-inequality-continues-shape-lives-children-iraq-enar>, accessed 5 December 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), Iraq Humanitarian Situation Report – May 2018,  
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Iraq%20Humanitarian%20Situation%20Report%20-%20May%202018.pdf>, accessed 30 November 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), Rapid Assessment – Worst Forms of Child Labour: Iraq, December 2015, [https://www.unicef.org/iraq/EN\\_CHILD\\_LABOUR\(2\).PDF](https://www.unicef.org/iraq/EN_CHILD_LABOUR(2).PDF), accessed 30 November 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), Time to invest Iraq's wealth in its future, 25 October 2016, <https://medium.com/stories-from-unicef-in-iraq-english/time-to-invest-iraqs-wealth-in-its-future-5ad16ee72891>, accessed 5 December 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), Statement by regional director: At least one in four children in Iraq impacted by conflict and poverty, 19 January 2018, [https://www.unicef.org/media/media\\_102482.html](https://www.unicef.org/media/media_102482.html), accessed 6 December 2018

UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund), The Cost and Benefits of Education in Iraq: An analysis of the education sector and strategies to maximize the benefits of education, 21 May 2017, available at: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UN064587\\_Costs\\_of\\_EDU.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UN064587_Costs_of_EDU.pdf), accessed 6 December 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Iraq 2018 Humanitarian Response Plan, February 2018, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/iraq\\_2018\\_hrp.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/iraq_2018_hrp.pdf), accessed 30 November 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Iraq: Mosul Humanitarian Response Situation Report No. 18 (23 January - 29 January 2017), 29 January 2017, available at: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Situation%20Report\\_18\\_Mosul\\_23-29%20Jan17\\_Final%20%282%29.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Situation%20Report_18_Mosul_23-29%20Jan17_Final%20%282%29.pdf), accessed 6 December 2018

UNOCHA, Iraq 2018 Humanitarian Response Plan, Financial Tracking Service (<https://fts.unocha.org/appeals/634/summary>), accessed 6 October 2018

UNPD (United Nations Procurement Division), About Iraq, n.d. <http://www.iq.undp.org/content/iraq/en/home/>, accessed 30 November 2018

UNPD (United Nations Procurement Division), Iraq human development report 2014: Iraqi youth, 17 December 2014, [http://hdr.undp.org/sites/default/files/undp-iq\\_iraqhdr2014-english.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/undp-iq_iraqhdr2014-english.pdf), accessed 30 November 2018

UNPD (United Nations Procurement Division), Iraq: Women's Economic Empowerment Integrating Women into the Iraqi Economy, 29 September 2012, [http://www.iq.undp.org/content/iraq/en/home/library/womens\\_empowerment/publication\\_1.html](http://www.iq.undp.org/content/iraq/en/home/library/womens_empowerment/publication_1.html), accessed 30 November 2018

UNSD (United Nations Statistics Division), UNdata, Country Profile – Iraq, n.d., accessed 10 December 2018, <http://data.un.org/CountryProfile.aspx/Images/CountryProfile.aspx?crName=Iraq>, accessed 10 December 2018

US CIA (United States Central Intelligence Agency), The World Factbook, Literacy, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2103.html>, accessed 5 December 2018

US CIA (United States Central Intelligence Agency), The World Fact Book, People and Society, 21 June 2018, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iz.html>, accessed 10 December 2018

US CIA (United States Central Intelligence Agency), The World Factbook; Iraq; Economy, 15 November 2018, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iz.html>, accessed 19 November 2018

USAID (United States Agency for International Development) Land and Urban Office, Landlinks Iraq – Land, March 2018, <https://www.land-links.org/country-profile/iraq/#land>, accessed 20 November 2018

USAID (United States Agency for International Development), Iraq – Complex Emergency Fact Sheet #10, Fiscal Year (FY) 2018, 30 September 2018, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/09.30.18%20-%20USG%20Iraq%20Complex%20Emergency%20Fact%20Sheet%20%2310.pdf>, accessed 6 December 2018

US Department of Labor, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 20 September 2018, available at: <https://www.refworld.org/docid/5bd05ace2.html>, accessed 26 November 2018

USDOS (United States Department of State), OSAC (United States – Overseas Advisory Council), Iraq 2018 Crime & Safety Report: Basrah, 20 March 2018, <https://www.osac.gov/Pages/ContentReportDetails.aspx?cid=23714>, accessed 30 November 2018

USDOS (US States Department of State), Country report on human rights practices - Iraq, 20 April 2018, <https://www.state.gov/documents/organization/277487.pdf>, accessed 19 November 2018

USDOS (US States Department of State), Office to monitor and combat trafficking in persons, 2018 Trafficking in Persons Report Iraq, 2018, <https://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/countries/2018/282675.htm>, accessed 20 November 2018

US, Embassy in Iraq, Adoption, n.d., <https://iq.usembassy.gov/u-s-citizen-services/adoption/>, accessed 20 December 2018

USIP (United States Institute of Peace), Kurdistan Region's Debt Crisis Threatens Iraq's Economy, 9 May 2018, <https://www.usip.org/publications/2018/05/kurdistan-regions-debt-crisis-threatens-iraqs-economy>, accessed 30 November 2018

Van den Toorn, C. (Niqash), The solution to Iraq's political problems? Better education, 5 June 2014, <http://www.niqash.org/en/articles/society/3452/>, accessed 21 November 2018

VOA (Voice of America), Iraqi City of Basra Seethes Over Water Crisis, Unemployment, 10 September 2018, <https://www.voanews.com/a/iraqi-city-of-basra-seethes-over-water-crisis-unemployment/4565848.html>, accessed 30 November 2018

Wahab, M. A., Husein, V. M., et.al., Distribution of doctors' workforce in Erbil Governorate, in: Zanko Journal of Medical Sciences 2016; 20(1): pp. 1138-1146, <http://www.zjms-hmu.org/files/articles/100416112805.pdf>, accessed 6 December 2018

Washington Post (The), Protests are mounting in Iraq? Why?, 21 July 2018, <https://www.washingtonpost.com/>, accessed 10 December 2018

WENRS (Word Education News + Reviews), Education system profiles – Education in Iraq, 17 October 2017, <https://wenr.wes.org/2017/10/education-in-iraq>, accessed 26 November 2018

WFP (World Food Programme), Food Consumption Analysis, February 2008, [https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual\\_guide\\_proced/wfp197216.pdf?\\_ga=2.251731465.161314619.1542793372-551142381.1542112218](https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp197216.pdf?_ga=2.251731465.161314619.1542793372-551142381.1542112218), accessed 21 November 2018

WFP (World Food Programme), Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, 2016, [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023781/download/?\\_ga=2.105970506.839092539.1542654023-208326192.1542654023](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023781/download/?_ga=2.105970506.839092539.1542654023-208326192.1542654023), accessed 30 November 2018

WFP (World Food Programme), Emergency Update #16: Focus on conflict-affected groups in Ninewa, Diyala, Erbil and Kirkuk, February 2018, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000069095/download/?iframe>, accessed 6 December 2018

WHO (World Health Organization), Eastern Mediterranean Region - Framework for health information systems and core indicators for monitoring health situation and health system performance, 2017,  
[http://applications.emro.who.int/docs/EMROPUB\\_2017\\_EN\\_16766.pdf?ua=1&ua=1](http://applications.emro.who.int/docs/EMROPUB_2017_EN_16766.pdf?ua=1&ua=1), accessed 21 November 2018

WHO (World Health Organization), Efforts ongoing to provide trauma care to people in need in Mosul, Iraq, 25 January 2018, <http://www.emro.who.int/pdf/media/news/efforts-ongoing-to-provide-trauma-care-to-people-in-need-in-mosul-iraq.pdf?ua=1>, accessed 6 December 2018

WHO (World Health Organization), Investments in health can contribute to peace dividends, 11 February 2018, <http://www.emro.who.int/iraq/iraq-news/investments-in-health-can-contribute-to-peace-dividends.html>, accessed 22 November 2018

WHO (World Health Organization), Iraq – Primary Health Care, n.d.,  
<http://www.emro.who.int/iraq/programmes/primary-health-care.html>, accessed 22 November 2018

WHO (World Health Organization), Iraq Health Cluster Response Monitoring Interactive Dashboard 2018,  
<https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiMzRiMDA4ZDMtMjEwZi00YmJkLWJlZDMtMjkOGlyZmUzZDNiliwidCI6ImY2MTBjMGI3LWJkMjQtNGIzOS04MTBiLTNkYzI4MGFmYjU5MCIsmMiOjh9>, accessed 14 November 2018

WHO (World Health Organization), Iraq: 3W Mental Health Psychosocial Support Services, 7 August 2018, available at:  
[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/iraq\\_who\\_mhps\\_jul\\_2018\\_31072018.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/iraq_who_mhps_jul_2018_31072018.pdf) accessed 10 December 2018

WHO (World Health Organization), Iraq: Rehabilitation & Disabilities, n.d.,  
<http://www.emro.who.int/pdf/iraq/programmes/rehabilitation-disabilities.pdf?ua=1>, accessed 6 December 2018

WHO (World Health Organization), Maternal mortality in 1990-2015, Iraq, 2015,  
[http://www.who.int/gho/maternal\\_health/countries/iraq.pdf](http://www.who.int/gho/maternal_health/countries/iraq.pdf), accessed 27 November 2018

WHO (World Health Organization), WHO and the Ministry of Health intensify response to gastroenteritis outbreak amid water crisis in Basra, 2 November 2018,  
<http://www.emro.who.int/iraq/iraq-news/ministry-of-health-intensifies-response-to-gastroenteritis-outbreak-amid-water-crisis-in-basra.html>, accessed 6 December 2018

World Bank, Baghdad Water and Sewerage Improvement Project, 10 February 2017,  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/947941487509910477/pdf/ITM00184-P162094-02-19-2017-1487509904633.pdf>, accessed 6 December 2018

World Bank, Data: Self-employed, total (% of total employment) (modelled ILO estimate), September 2018, <https://data.worldbank.org/indicator/SL.EMP.SELF.ZS?locations=IQ>, accessed 20 November 2018

World Bank, Baghdad Water Supply and Sewerage Improvement Project (P162094), 9 January 2018,  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/869811517626846051/pdf/BAGHDAD-NEWPAD-01112018.pdf>, accessed 30 November 2018

World Bank, Iraq - Systematic Country Diagnostic, 3 February 2017,  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/542811487277729890/pdf/IRAQ-SCD-FINAL-cleared-02132017.pdf>, accessed 6 July 2018

World Bank, Iraq Economic Monitor From War to Reconstruction and Economic Recovery, April 2018,  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/771451524124058858/pdf/125406-WP-PUBLIC-P163016-Iraq-Economic-Monitor-text-Spring-2018-4-18-18web.pdf>, accessed 30 November 2018

- World Bank, Iraq Economic Monitor, October 2018,  
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30563/130798-WP-P164676-Iraq-EcoMonitor-Fall-2018-10-12-18-web.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, accessed 20 November 2018
- World Bank, Iraq reconstruction & investment part 2 Damage and Needs Assessment of Affected Governorates, January 2018,  
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29438/123631.pdf?sequence=4&isAllowed=y>, accessed 6 December 2018
- World Bank, Iraq: 5 Million Residents in Baghdad to Benefit from Improved Water Supply and Wastewater Services, 31 February 2018, available at: <https://reliefweb.int/report/iraq/iraq-5-million-residents-baghdad-benefit-improved-water-supply-and-wastewater-services>, accessed 6 December 2018
- World Bank, Iraq: reconstruction and investment, part 2, January 2018,  
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29438/123631.pdf?sequence=4&isAllowed=y>, accessed 5 December 2018
- World Bank, Iraq's Economic Outlook – April 2018, April 2018,  
<https://www.worldbank.org/en/country/iraq/publication/economic-outlook-april-2018>, accessed 20 November 2018
- World Bank, Poverty & Equity Brief – Iraq, October 2018,  
[http://databank.worldbank.org/data/download/poverty/33EF03BB-9722-4AE2-ABC7-AA2972D68AFE/Global\\_POVEQ\\_IRQ.pdf](http://databank.worldbank.org/data/download/poverty/33EF03BB-9722-4AE2-ABC7-AA2972D68AFE/Global_POVEQ_IRQ.pdf), accessed 20 November 2018
- World Bank, The Kurdistan region of Iraq – assessing the economic and social impact of the Syrian Conflict and ISIS, 2015,  
[https://books.google.com.mt/books?id=rfiyCAAQBAJ&dq=iraq+enrollment+school&hl=nl&source=gs\\_navlinks\\_s](https://books.google.com.mt/books?id=rfiyCAAQBAJ&dq=iraq+enrollment+school&hl=nl&source=gs_navlinks_s), accessed 5 December 2018
- World Bank, The Kurdistan region of Iraq - Reforming the economy for shared prosperity and protecting the vulnerable, 2016,  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/229971468195834145/pdf/106109-WP-P159972-KRG-Economic-Reform-Roadmap-post-Decision-Review-PUBLIC-v1-05-29-16-2.pdf>, accessed 30 November 2018
- World Bank, The Kurdistan region of Iraq - Reforming the economy for shared prosperity and protecting the vulnerable (Vol. 2): Main report, 2016,  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/672671468196766598/pdf/106132-v2-main-report-P159972-PUBLIC-KRG-Economic-Reform-Roadmap-post-Decision-Review-05-30-16.pdf>, accessed 30 November 2018
- World Bank, The World Bank in Iraq – Overview [11 October 2018 update], 11 October 2018,  
<http://www.worldbank.org/en/country/iraq/overview>, accessed 13 November 2018
- World Bank, Wasta Once Again Hampering Arab Youth Chances for a Dignified Life, 13 March 2014,  
<http://blogs.worldbank.org/arabvoices/wasta-hampering-arab-youth-chances-dignified-life>, accessed 22 November 2018
- World Bank, Where are Iraq's Poor: Mapping Poverty in Iraq, 2015,  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/889801468189231974/pdf/97644-WP-P148989-Box391477B-PUBLIC-Iraq-Poverty-Map-6-23-15-web.pdf>, accessed 5 December 2018
- Yahoo, Iraqi Kurdistan struggles to rebuild tattered economy, [Source AFP] 29 September 2018  
<https://www.yahoo.com/news/iraqi-kurdistan-struggles-rebuild-tattered-economy-014251313.html?guccounter=1>, accessed 5 December 2018





## Termes de référence

Le rapport doit être axé sur Bagdad, la RKI (en particulier Erbil) et le sud de l'Iraq (en particulier Bassora).

Le rapport doit aborder les sujets de la disponibilité de moyens de subsistance socio-économiques clés (logement, santé, sécurité alimentaire, éducation, emploi) et des aides à la population dans les domaines mentionnés, y compris les réseaux de soutien et la situation des groupes vulnérables.

\*NB: les questions de l'accès, de l'entrée et de la liberté de circulation ne sont pas traitées dans le présent rapport.



Publications Office

doi: 10.2847/105627